

M. De Mita et l'échéance 92

En réussissant à porter son secrétaire général à la tête du gouvernement, pour la première fois depuis vingt ans, la démocratie chrétienne italienne semble renouer avec une période faste de son passé. Nul, pourtant, ne s'avisait de prédire une longue vie au nouveau cabinet. N'est-il pas à maints égards semblable à la fragile coalition que vient de diriger, avec courage mais peu de succès, M. Giovanni Goria ? Le pessimisme est de raison en Italie, où les équipes ministérielles de la République ont duré moins d'un an en moyenne.

La valse des gouvernements, il est vrai, a été interrompue trois ans et demi sous la présidence du socialiste Bettino Craxi. Une démocratie chrétienne affaiblie avait alors dû consentir à ce qu'elle a toujours, au fond, considéré comme une parenthèse. Ses chefs, M. De Mita en tête, avaient espéré que M. Craxi saurait se montrer aussi « compréhensif ». Or tout au contraire, le leader socialiste ne cesse, depuis sa sortie du palais Chigi, de harceler ses partenaires adversaires. De la manière dont M. De Mita saura gérer cette inconfortable situation dépendra en fait la durée de survie de la nouvelle équipe.

Une réelle vitalité des acteurs économiques a pu créer l'impression, durant les « années Craxi », d'un réel décollage après une longue stagnation. Mais le pays a buté contre des limites qui sont toutes réductibles à ce que l'on dénomme dans la péninsule le « mal gouverné » : une incapacité de l'Etat à tenir sur pied ce minimum de structures qu'une collectivité nationale est en droit d'attendre et à assurer un raisonnable équilibre dans les finances publiques.

Mais l'Italie, comme ses partenaires de la Communauté, se trouve confrontée à l'échéance de 92, celle du grand marché européen, c'est-à-dire à des exigences de rigueur et d'efficacité peu conciliables avec les jeux politiques et les dessous compliqués qui sont à l'origine de l'instabilité de ses gouvernements. Or M. Craxi ne donne pas un très bon exemple lorsqu'il rompt sa promesse de ne pas intervenir sur l'extension déclarée de M. De Mita de survivre précisément jusqu'en 1992, date qui marquera de surcroît, en Italie, la fin de la législature.

Peut-être est-ce pourquoi — comme dans les années 70 face à une autre « urgence », celle du terrorisme — l'idée est de plus en plus évoquée de l'association des communistes à une majorité gouvernementale. Avec l'espoir que cette-ci y trouverait une plus grande solidité. Mais les conditions ont bien changé depuis dix ans. Le PCI ne pèse plus d'un même poids électoral qu'à l'époque d'un Berlinguer. Et lesquels, des démocrates chrétiens ou des socialistes — après la montée en puissance du PSI de M. Craxi, — seraient les mieux placés pour conclure ce genre d'alliance ?

(Lire page 3 l'article de notre correspondant JEAN-PIERRE CLERC.)

M 0147-04150-4,50 F



3790147004500 04150

M. Mitterrand veut reprendre l'offensive pour contrer la pugnacité de M. Chirac

Un UDF élu président du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du Front national

M. Jacques Chirac, lors d'un meeting à Lyon, mercredi 13 avril, a conseillé, aux électeurs de M. Le Pen, de « bien réfléchir » entre les deux tours en soulignant qu'une élection de M. Mitterrand signifierait, selon lui, le droit de vote aux « étrangers ».

M. François Mitterrand — qui veut

« Les socialistes et leur candidat n'ont plus rien à dire », M. Chirac l'affirme et s'en réjouit. Il est vrai que les intérêts, assoupis depuis une semaine sur le mol oreiller de la « Lettre à tous les Français », ont pris le risque, par le silence et la béatitude, de lui donner raison. La campagne de M. Mitterrand, soudain, paraît tourner au ralenti. Euphorie prématurée : absence de coordination entre le candidat, son état-major et le Parti socialiste ; fautes de communication du président sortant... Il y a un peu de tout cela, sans doute, dans l'étrange phénomène qui a plongé les socialistes en état de langueur.

reprendre l'offensive — lui a répondu, jeudi, à l'université de Villeurbanne, en présentant les candidats du RPR et du FN comme des « frères jumeaux ».

A Besançon, le vote des élus du Front national a permis l'élection à la présidence de la région Franche-Comté de M. Pierre Chancelat (UDF).

Quelques sondages à la baisse, soigneusement répercutés par les médias proches de la majorité, ont sommé le réveil. Abreuvé depuis plusieurs jours par une série de notes alarmistes sur les inconvénients d'un mutisme qui permet à M. Chirac d'occuper le terrain, sur l'atonie des troupes socialistes et l'absence de relais efficaces parmi ses lieutenants, M. Mitterrand a décidé de frictionner les oreilles de ses amis. Il l'a fait mardi pour son état-major de campagne, mercredi pour les dirigeants socialistes en tenant ce discours : attention, danger, rien n'est joué !

Après avoir labouré la France pendant des mois en menant une campagne surréaliste sans candidat, M. Jospin et la direction du PS avaient passé le relais avec soulagement au président sortant, à charge pour lui de se débrouiller, désormais, tout seul. L'état-major de campagne, sous la direction de M. Bérégovoy, commit alors quelques fautes de goût.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 8.)



Le père de la psychanalyse traduit intégralement

Freud au complet

Le premier volume de la traduction française des œuvres complètes de Sigmund Freud paraît au moment où s'ouvre à Paris le 8^e Salon du livre.

On ne pouvait rêver meilleur illustration au fait qu'au-delà des vicissitudes économiques, des embarras financiers et des morosités industrielles l'édition demeure une passionnante aventure humaine et intellectuelle.

Voilà plus d'un quart de siècle en effet que se sont ouvertes les négociations qui aboutissent aujourd'hui à la publication de ce livre par les Presses universitaires de France. Il s'agit de vingt autres, à raison de deux ou trois volumes par an, jusqu'en 1996. Les enjeux de ces négociations ne furent pas, pour l'essentiel, financiers, mais scientifiques, politiques, et aussi passionnels. Traquer la totalité de l'œuvre de Freud dans sa continuité chronologique et dans son unité terminologique, syntaxique et stylistique, c'est imposer un éclairage unique à une œuvre et à une doctrine dont l'emprise sur la société occidentale s'est toujours accompagnée d'intenses querelles d'interprétation. Rien d'étonnant, donc, si l'histoire de cette entreprise

s'énonce en termes de diplomatie, de traités, de protocoles, d'alliances, de ruptures, de conférences. Symbolique aussi que le compte à rebours de ce lancement ait été, en fait, donné à Genève, le 29 mars 1927.

Ce jour-là est décidée la création d'une commission linguistique pour l'unification du vocabulaire psychanalytique français. Elle aboutira le 20 juillet 1928 à un accord sur quatre mots : refoulement, répression, pulsion et investissement.

Mais ces premiers tâtonnements sont l'œuvre de linguistes et non d'analystes. D'autre part, aucun contact n'existe entre les groupes d'étude scientifiques et les éditeurs, qui commencent, en ordre dispersé, à traduire et à publier Freud : Payot, Gallimard, les PUF. D'où d'innombrables et inextricables conflits d'école, entre germanistes et analystes, mais aussi, à l'intérieur de la mouvante galaxie freudienne, entre les orthodoxes et les différents schismes, entre métaphysiciens et organisateurs, entre spéculatifs et thérapeutes, entre littéraires et scientifiques.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

Le Monde DES LIVRES

■ Borges, le bibliothécaire de l'univers. ■ Rencontres avec Christian Brégou, le patron du groupe de la Cité, et avec Antoine Gallimard. ■ Vingt ans d'escarmouches linguistiques. ■ « La parole et le sang » d'Alain Touraine. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Au fil du temps », d'Arthur Miller. ■ La chronique de Nicole Zand : la foire de Bologne.

Pages 15 à 25

La signature de l'accord sur l'Afghanistan

La deuxième mort de Leonid Brejnev

par Jacques Amalric

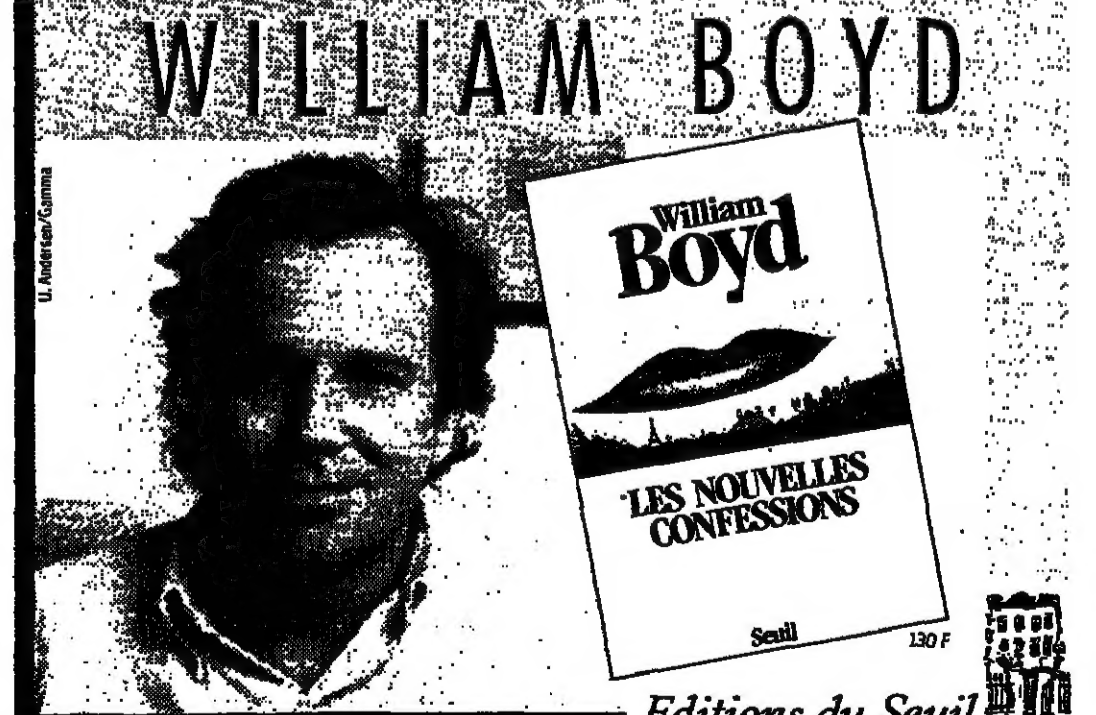
L'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan devait être signé le jeudi 14 avril à Genève, en présence de M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU. Les signataires sont le Pakistan, l'Afghanistan, les Etats-Unis et l'URSS. La résistance a rejeté l'accord et annoncé la poursuite des combats. MM. Shultz et Chevardnadze profitent de leur présence en Suisse pour avancer les préparatifs du sommet Reagan-Gorbatchev du 31 mai au 2 juin à Moscou.

Même si la guerre d'Afghanistan se poursuit sous la forme d'une guerre civile, la fin de l'intervention militaire soviétique dans ce pays devrait faire une victime de choix : elle marquera en effet la fin de ce qu'il est convenu d'appeler en Occident la « doctrine Brejnev », du nom de celui qui a pris le risque il y a plus de huit ans de lancer l'armée soviétique en première ligne pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Cela ne s'était jamais produit jusqu'à ce sinistre 27 décembre 1979 ; en

Corée comme au Vietnam, jamais en effet des militaires soviétiques n'ont participé aux combats. Quant aux interventions soviétiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie, elles s'apparentent plus à de massives opérations de police qu'à un affrontement militaire classique.

C'est à l'invasion de la Tchécoslovaquie, à la fin août 1968, qu'on fait remonter la doctrine Brejnev, c'est-à-dire la revendication du droit d'intervenir dans un pays frère pour y maintenir le socialisme.

(Lire la suite page 6.)



A. L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 6.000 LI. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكزا من الامل

Débats

HORIZON ÉLYSÉE

Socialistes : les leçons du pouvoir

par PAUL QUILÈS (*)

Contre le grand rhéteur

par JEAN-MARIE DOMENACH

On entend dire un peu partout que les programmes des grands candidats se ressemblent et que d'ailleurs, quel qu'ils soient, ils seront forcés de faire à peu près la même chose. Soit dit en passant, c'est que n'importe quel gouvernement sera contraint de lutter contre le chômage, de renforcer la solidarité nationale et de préparer 1992. Il s'ensuit que le seul choix véritable que nous ayons devant nous ne porte pas sur des propositions mais sur des résolutions et sur des moyens : non pas quels buts atteindre, mais qui aura le courage et la capacité de les atteindre, étant entendu que les moyens peuvent compromettre les fins ?

Contrairement à ce que suggèrent les médias, les bureaux de vote ne sont pas des supermarchés où le client hésite entre des produits diversément alléchants. Ce n'est pas un produit présidentiel que nous devons choisir, encore moins un emballage, mais un homme qui devra lui-même produire un avenir compatible avec nos ressources et nos aspirations. Ce n'est pas un look que nous devons choisir, mais une volonté capable d'animer et de relayer d'autres volontés.

La campagne électorale s'est dégradée en concours de beauté, d'éloquence et de gentillesse. Or les menaces, si elles sont moins présentes que dans les années 30, restent redoutables, et elles mettent les Français devant une alternative comparable à celle qu'ils repoussèrent alors, jusqu'à ce que, du fond de l'abîme, quelqu'un leur criât : « Debout et au combat ! » Il est d'ailleurs bien naturel qu'on préfère les endormeurs aux professeurs d'énergie.

Je le dis en pensant à cette bourgeoisie socialisante qui découvre les peurs et la classe ouvrière avec cent cinquante années de retard : les bons sentiments n'ont pas leur place ici. La Troisième République a marché au désastre les yeux fermés et la bouche pleine de proclamations généreuses. Nous n'avons pas besoin qu'on nous aime, mais qu'on nous aide à sauver ce que nous aimons.

A la différence des cléricaux de gauche qui, en 1981, appelaient à voter Mitterrand au nom

du Christ, je ne mets pas l'Évangile dans mon nécessaire de campagne. C'est en dehors de toute religion que je voterai contre cet homme dont les adhérents disent qu'il en débordait (car il est religieux, aussi !), mais avec la conviction que j'ai prise chaque fois que j'ai pris partie pour la survie et l'honneur de notre pays. Entre 1940 et 1944, la France a payé assez cher les redondances des démagogues. Depuis ce temps, je tiens que la première des vertus politiques est le courage de dire la vérité au peuple. Non pas la bonne conscience, mais la conscience, simplement.

L'homme qui dit à la fois tout et son contraire, c'est le sophiste, celui qui utilise le langage pour séduire l'opinion et s'approprier le pouvoir. Les intellectuels, qui ne passent plus leur temps à défendre le langage comme instrument de vérité et à maintenir la politique un sens qui ne peut lui venir que d'une certaine cohérence entre les paroles et les actes. Le choix décisif ne porte pas sur une politique, mais sur la politique elle-même, qu'il faut sauvegarder de l'illusionnisme et de l'équivoque. Il en va donc d'une valeur préalable à toutes les autres, et d'une valeur que la force des choses réalisera tôt ou tard, car la politique est une dérive inévitable de la vérité. Si le grand rhéteur est réélu, la France droguée viendra se briser contre l'Europe intégrée, et que pourront alors les grands principes et les bons sentiments ?

Ce n'est donc pas un humanisme que je choisis contre un autre (qui n'est pas humaniste aujourd'hui ?), c'est une détermination ancrée dans les valeurs du personnelisme. On me dira : comment escompter des actes qui viendront plus tard ? Je réponds que je n'ai pas d'autre garantie qu'une parole appuyée sur un certain passé. Le député qui a pris ses risques contre la démagogie électorale, en particulier en votant contre la réhabilitation des généraux de l'OAS vultueuse par Mitterrand, je suis sûr qu'il ne se trahira pas lui-même et donc qu'il ne nous trahira pas. Je pense qu'on a compris que je parlais de Raymond Barre.

LES socialistes ont changé, car l'exercice du pouvoir les a changés. Comment pourrait-il en être autrement lorsque les dirigeants d'un parti qui n'avait pas approché le pouvoir depuis bien longtemps se retrouvent en situation de l'exercer et apprennent à son contact quelques rudiments, qui font maintenant partie de leur expérience ?

I. - CE QUE LES SOCIALISTES ONT APPRIS

1. D'abord que l'exercice de l'exercice des responsabilités nationales coupe de l'information. Deux exemples le montrent :

- en matière de procédures économiques et financières, certains accords (comme celui du Louvre) sont secrets. Si l'on n'a pas participé depuis longtemps à des négociations financières internationales, on est mal armé pour connaître la marge de manœuvre existante ou les propositions qui ont des chances d'aboutir ;

- les questions militaires et stratégiques sont, elles aussi, assez largement couvertes par le secret. Ainsi, comment savions-nous connaître avant d'accéder au gouvernement les accords Ailleret-Lemnitzer et Valentin-Faber qui régissent les relations militaires de la France avec l'OTAN ?

2. La confrontation avec les réalités nous a fait mieux comprendre la complexité de la société et les difficultés que l'on rencontre lorsque l'on veut changer certains aspects.

- L'administration, indépendamment de toute considération politique, est un ensemble conservateur. Son système de fonctionnement se résume en permanence à l'expérience des précédents gouvernements. L'administration est, par essence, peu ouverte aux réformes ; il lui faut du temps pour faire passer les idées nouvelles. Son organisation est une machine à retardement. Son système de fonctionnement se résume en permanence à l'expérience des précédents gouvernements. L'administration est, par essence, peu ouverte aux réformes ; il lui faut du temps pour faire passer les idées nouvelles. Son organisation est une machine à retardement.

- Autre obstacle que nous avons rencontré : la lenteur de l'instrument principal d'action, la loi. Son élaboration est un processus lent et parfois difficile à maîtriser. Une minorité peut facilement entraver le fonctionnement du Parlement... surtout quand elle est majoritaire au Sénat.

- La contrainte extérieure est également une difficulté dont on mesure mal le poids quand on se trouve dans l'opposition. Or le déve-

loppement de la Communauté économique européenne et l'internationalisation des marchés limitent considérablement la marge de manœuvre nationale. Nous avons pu l'éprouver avec le plan textile ou les aides à la sidérurgie et à Renault, qui furent contestées par Bruxelles. On a beau le savoir, il est douloureux de constater qu'une politique peut être remise en question sur le plan économique et monétaire par des décisions, voire de simples déclarations émanant de Washington, Tokyo ou Bonn.

3. Autre leçon tirée de l'exercice du pouvoir : dans de nombreux domaines, il est très difficile de prendre des décisions ayant un effet rapide sur la vie quotidienne. D'abord, parce qu'il faut un certain temps avant que des mesures de portée générale puissent se traduire concrètement dans la vie de tous les jours. Ensuite, parce que l'échelon central est souvent mal adapté pour interférer directement avec les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens, qui relèvent plus de l'action des autorités locales. C'est ainsi que s'est créé chez certains Français un sentiment de frustration issu du décalage entre l'attente d'un changement profond et rapide et les possibilités d'action réelles du gouvernement.

De façon plus générale, ces constatations nous ont appris qu'il existait un « coût politique » du changement. Il y a de grands risques à modifier des situations existantes, car, contrairement à ce que l'opinion publique peut croire, les dirigeants d'un pays ont rarement le choix entre une bonne et une mauvaise solution ; ils doivent plutôt arbitrer entre deux types d'inconvénients. Cela explique pourquoi l'exercice du pouvoir conduit parfois à l'immobilisme. De ce point de vue, l'alternance présente l'avantage de donner un certain dynamisme à notre démocratie.

II. - LES ENSEIGNEMENTS QUILÈS EN TIRENT POUR L'AVENIR

Ces leçons de la période 1981-1986, les socialistes les ont intégrées dans leur approche de l'exercice du pouvoir.

1. Ils ont modifié leur conception des rapports entre idéologie et pratique politique.

La France est un pays où l'eventail idéologique reste très large et où les campagnes politiques reposent sur des concepts idéologiques marqués. Et pourtant, le champ de l'action politique y est à peu près aussi restreint qu'ailleurs : les gouvernements de gauche ont pu le constater, parfois à leurs dépens.

Quand on gouverne, on ne peut pas avoir pour seul objectif de satisfaire son électeur (et encore moins ses militants) ; on doit prendre en compte les aspirations de majorités plus vastes. Par exemple, l'expérience des réformes dans l'enseignement a montré qu'on ne pouvait pas se contenter d'avoir une majorité au Parlement pour transformer un projet en loi.

Accepter la réduction du champ politique pratique ne signifie pas pour autant la fin des idéologies ou la disparition du clivage gauche-droite. Il subsistera encore longtemps, et c'est heureux pour la démocratie, une droite et une gauche, également soucieuses de défendre leurs principes respectifs. Les socialistes, pour leur part, continueront à rester attachés au progrès social et privilégieront toujours les notions de liberté, de solidarité, de justice. Mais il peut se créer sur de nombreux sujets (la défense, l'école, le rôle de l'entreprise...) ce que j'ai appelé, dès 1985, des « consensus partiels » qui transcendent les clivages politiques traditionnels. Il devient alors possible, tout en calmant le jeu politique, de renforcer l'efficacité de la démocratie et d'éviter des affrontements qui, trop souvent, se traduisent par une perte de substance pour le pays.

2. Ils sont moins attachés à la présentation d'un programme complet et détaillé.

L'accusation d'irresponsabilité portée à leur encontre par la droite, la rareté de l'alternance et la conviction que l'Etat peut et doit faire beaucoup ont amené en 1981 les socialistes à prendre un grand nombre d'engagements précis. Ils en ont réalisé l'immense majorité assez rapidement, mais les difficultés économiques (notamment sur le plan de l'emploi) et la non-réalisation de certains d'entre eux ont atténué la performance, et une partie de l'électorat socialiste s'est trouvée démotivée, voire déçue.

De plus, cette pratique a mis en lumière deux phénomènes :

- en votant pour un homme ou un parti, les électeurs s'approprient pas nécessairement toutes ses propositions ; ils font un acte de confiance dans une personnalité et des orientations ;

- en accordant à la majorité, on doit savoir faire un bon usage des droits des minorités, c'est-à-dire ne pas laisser la part trop belle à celles qui ont assuré la victoire d'un camp et qui peuvent exercer une pression irresponsable sur le nouveau pouvoir, mais aussi ne pas faire comprendre aux minorités d'opposition qu'elles ont systématiquement tort.

3. Ils ont appris qu'il fallait savoir gérer le temps.

Le facteur temps est rarement pris en compte lorsque l'on se trouve dans l'opposition. C'est pourtant un élément essentiel de la mise en œuvre d'une politique, car, au pouvoir, on court deux risques :

- en accordant à la majorité, on doit savoir faire un bon usage des droits des minorités, c'est-à-dire ne pas laisser la part trop belle à celles qui ont assuré la victoire d'un camp et qui peuvent exercer une pression irresponsable sur le nouveau pouvoir, mais aussi ne pas faire comprendre aux minorités d'opposition qu'elles ont systématiquement tort.

8. Ils ont appris qu'il fallait savoir gérer le temps.

celui de vouloir tout faire immédiatement, sous peine de perturber le fonctionnement de la machine gouvernementale et de susciter l'insécurité générale devant l'ampleur des bouleversements attendus ou craints ;

- celui de temporiser, en comptant que l'on ne dispose que de peu de temps pour procéder aux réformes essentielles, car, plus on s'écarte de la date du scrutin, moins le gouvernement a de légitimité (bien que sa légitimité formelle ne soit pas en cause) pour imposer des changements majeurs.

Les socialistes ont pris conscience des délais nécessaires à l'élaboration des procédures juridiques et pratiques. Ils ont aussi mieux perçu le fait que la Cinquième République donne entre les échéances constitutionnelles plus de temps à disposition pour appliquer sa politique. Ils savent désormais qu'il est possible de développer sur plusieurs années, en prenant son temps, une politique d'ensemble dont il faudra assumer les conséquences, positives ou négatives.

III. - VERS D'AUTRES ÉVOLUTIONS

Les socialistes sont devenus plus créatifs en faisant la preuve qu'ils pourraient exercer le pouvoir. Ils ont pour cela utilisé les procédures et les techniques qui permettent à quelques centaines de dirigeants (gouvernement, majorité parlementaire, cabinets ministériels), de diriger, c'est-à-dire de concevoir, de décider et de mettre en œuvre les mesures les plus importantes.

Le risque est de renvoyer au rôle de spectateurs plus ou moins attentifs, plus ou moins exigeants ou bienveillants, des couches entières de la population (syndicalistes, militants associatifs, militants et sympathisants de partis politiques) qui se contentent de « compter les points ». Témoin le sort réservé au bilan social du début du septennat, aussi foudroyé que celui de 1936, mais qui, n'ayant pas été accompagné d'une mobilisation, est presque passé inaperçu, parfois même aux yeux de ses bénéficiaires. Autant dire que cela ne les a pas portés à soutenir l'action du gouvernement lorsque la conjonction s'est détériorée.

Il reste donc à trouver d'autres formes de pratique du pouvoir adaptées à la société moderne. Les éléments les plus actifs du pays devront pouvoir participer de plus près à un changement, négocié, intégrant mieux le temps à la complexité des attentes de chacun, au-delà d'une appartenance socio-économique (de « classe »), désormais beaucoup moins déterminante que par le passé.

Cette évolution sera favorisée par une évolution parallèle du Parti socialiste, qui doit devenir, de façon durable, la grande force progressiste d'alternance. Il lui faudra pour cela approfondir et renouveler certains points de doctrine, faire évoluer son organisation et élargir son audience.

Ce thème du « changement » des socialistes est au cœur de l'actuelle campagne électorale. M. Chirac, qui ne l'a pas compris, a été trompé de campagne. Il devra en subir les conséquences le 8 mai.

(*) Ancien ministre.

Au Courrier du Monde

SIGNATURES

Importuns pétitionnaires

Avouera-t-on que je suis un peu étonné par les pages complètes dans les journaux, le Monde compris, où on peut lire (par ordre alphabétique), les noms de citoyennes et de citoyens « connus » ou croyant l'être, affirmant qu'ils voteront pour tel ou tel candidat à la présidence de la République.

Étonné parce que ce ramentage de « notables » n'éclaircit pas le débat républicain : si je besoin du garant des vedettes, de la littérature, du cinéma ou du ballon rond pour éclairer ma lanterne, afin d'exercer mon droit de citoyen ?

Étonné parce qu'il y a, parmi ces pétitionnaires, des personnages dont les livres m'ont prodigieusement ennuyé, les films carrément

endormi, les peintures agacé, et d'autres dont je ne connais aucune œuvre ou aucune réalisation, en dehors de leur « pétitionnomanie ».

Mais, finalement, les pétitionnaires importuns ne risquent-ils pas d'aboutir au résultat inverse de celui qu'ils souhaitent : faire voter des citoyens bérinés par leur conseil pour un autre candidat que celui recommandé ?

PIERRE BOURGOET
(Paris.)

CATÉGORIES

Trois otages plus deux

Depuis quelques jours, le sort des otages français au Liban est à nouveau très largement évoqué par la presse. Or il est surprenant de constater qu'il n'est toujours ques-

tion que des « trois » otages français au Liban alors que deux petites filles, Marie-Laure et Virginie, au moment où je vous écris, en sont à leur 151^e jour de détention.

Est-ce à dire qu'il devrait y avoir deux catégories d'otages, ceux qui bénéficient d'un support médiatique qui les met à l'abri de l'oubli et maintient par là même la pression à l'égard des responsables politiques pour qu'ils poursuivent leurs efforts en vue de parvenir à une libération, et les autres, ceux qui ne doivent compter que sur eux-mêmes ou sur le hasard d'une libération réclamée par personne ?

Cette distinction entre les otages est insupportable alors que les plus faibles, les plus vulnérables, ces deux petites filles, ont encore davantage besoin de notre soutien pour obtenir leur libération.

Il ne serait pas raisonnable de penser que, pour quelques respon-

sables politiques, la libération de certains otages aurait plus de poids que la libération d'autres. Que par contre les auteurs des enlèvements estiment qu'il est de leur intérêt de négocier le sort des « trois » otages médiatiques et non celui des deux petites filles, qui les placent dans une situation moralement plus embarrassante, cela est tout à fait compréhensible.

Mais refusons cette approche et réaffirmons qu'il ne peut y avoir deux catégories d'otages, ceux qui permettent d'obtenir des contreparties et qui justifient des négociations et ceux dont la libération n'est pas un enjeu important. Dans des situations aussi dramatiques que celles de l'ensemble des otages, il n'est pas concevable d'établir une hiérarchie de ces drames.

JEAN-LUC SCHMERBER,
secrétaire général de la Fédération des associations parentales.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Téléc. MONDOPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0393-2637

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Lemaire (1982-1983)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'insérer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tape LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDUPUB 266 136 F

ABONNEMENTS
PAR MINTEL
36-15 - Tape LEMONDE
code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

Soudain Alexei réclamait du champagne, racontait une histoire drôle, baisait les mains de Xenia Andreevna, se comportait en enfant gâté, précieux, à qui on ne refuse rien, puis devenait respectueux, tendre, sortait de sa poche un billet de faveur pour un théâtre de boulevard, l'offrait à la ronde et prenait congé.

BERBEROVA ASTACHEV A PARIS

UNE ROMANCIÈRE
QUE L'URSS POURRAIT
ENFIN DÉCOUVRIR

ACTES
SUD

DIFFUSION PUF

La formation du gouvernement de M. De Mita en Italie

La persistance des tensions entre socialistes et démocrates-chrétiens hypothèque le nouveau gouvernement

ROME

de notre correspondant

Ce gouvernement n'apporte pas de grands changements par rapport au précédent, a déclaré M. Ciriaco De Mita après avoir prêté serment comme président du conseil italien le mercredi 13 avril. Effectivement, c'est un démocrate-chrétien qui préside un gouvernement qui est à 70 % démocrate-chrétien, mais la présence au palais Chigi, pour la première fois depuis vingt ans, du secrétaire général du principal parti régional conteste tout de même une innovation de poids.

Depuis la rupture de la première formule de « centre gauche » avec les socialistes, menés de main de maître par Aldo Moro, la DC avait vu s'accumuler devant elle les difficultés. En 1981, la présidence du conseil était allée au républicain Giovanni De Michelis, et en 1983, au grand adversaire-partenaire socialiste M. Craxi.

De fait, M. De Mita a dû une fois encore accepter les conditions du PSI : par exemple, les requêtes socialistes pour la création de nombreux emplois dans la fonction publique de Mezzogiorno (le sud du pays), où M. De Mita a lui-même ses racines et sa clientèle. Le parti demeure donc soumis au harcèlement permanent du PSI. A peine M. De Mita a-t-il fixé « l'horizon 1992 » à son gouvernement que M. Craxi déclare jubilaire : « Il nous faudra un miracle ». Pour « marquer » le leader démocrate-chrétien, le PSI a délégué un de ses jeunes Turcs de poids, le flamboyant Vénitien Gianni De Michelis, au poste de vice-président.

Réformer les institutions

Une continuité plus positive pour le pays émane de la nouvelle équipe : deux grands ministères se changent par de titulaires de la Démocratie chrétienne. Giulio Andreotti garde les affaires étrangères, qu'il a dirigées pendant plus de cinq ans, et le libéral Valerio Zanone reste à la Défense. Une promotion remarquée est celle de M. Antonio Gava, leader du nouveau regroupement du centre droit de la DC, qui ambitionne de déboulonner l'alle gauche, ses commandeurs du parti depuis environ quinze ans.

Sur un total de trente-deux ministres, huit seulement ne figurent

pas dans la précédente équipe : les partis de la coalition, maîtres absolus des nominations, ont, pour quatre d'entre eux (DC, PSI, républicains et libéraux) pratiquement reconstruit les mêmes hommes. Seuls les sociaux-démocrates, en plein désarroi du fait d'un scandale frappant leur ex-secrétaire, M. Nicolazzi, ont proposé des noms nouveaux — dont celui d'un magistrat, M. Enrico Ferri, aux travaux publics, source de l'affaire dite des « prisons en or massif ».

Mais le fait le plus commenté est l'entrée dans le contingent du Parti républicain d'un des très rares « grands commis de l'Etat », M. Antonio Macanico, comme ministre sans portefeuille chargé des réformes institutionnelles. Dans la situation d'absolue épine de tous les rouages de l'Etat, qui peut à terme mettre en péril la stabilité du pays, les politiques se sont-ils vraiment décidés à donner une latitude d'action à un homme par ailleurs unanimement respecté ? Ce serait une innovation nouvelle.

Certains portefeuilles ont acquis sous M. De Mita une importance accrue, suite au programme de gouvernement qui a été laborieusement

élaboré. Il en est ainsi du Trésor (démocrate au socialiste Giuliano Amato) et des finances (où a été promu l'ex-président du conseil démocrate-chrétien, M. Emilio Colombo), en raison du projet une fois de plus agité de réduire l'abysmal déficit, « une tâche devenue plus indispensable encore en raison de l'échéance européenne de 1992 ». Il en va de même d'autres ministères, comme l'Instruction publique, pour la mise en œuvre de l'obligation scolaire jusqu'à seize ans inscrite au programme. Egalement l'Industrie, qui devra gérer l'épineuse « voie italienne hors du nucléaire », suite aux référendums de novembre, et, enfin, les participations d'Etat (auxquelles accède un nouveau venu démocrate-chrétien, M. Carlo Fracanzani), en raison de décisions importantes à prendre rapidement dans les secteurs des télécommunications de la chimie et de l'acier public.

JEAN-PIERRE CLERC.

La composition du nouveau cabinet

Le quarante-huitième gouvernement italien de l'après-guerre comprend 16 ministres démocrates-chrétiens (DC), 19 socialistes (PSI), 3 républicains (PR), 2 sociaux-démocrates (RSDI) et un libéral (PLI).

Président du conseil, Ciriaco De Mita (DC) (*) ; vice-président du conseil, Gianni De Michelis (PSI) (*); affaires étrangères, Giulio Andreotti (DC) ; Justice, Antonio Gava (DC) (**); Trésor, Giuliano Amato (PSI) ; budget, Amintore Fanfani (DC) (**); finances, Emilio Colombo (DC) (**); Défense, Valerio Zanone (PLI) ; Education, Giovanni Galloni (DC) ; Travaux publics, Enrico Ferri (PSDI) (*) ; Agriculture, Calogero Mannino (DC) (*) ; Transports, Giorgio Santuz (DC) (*) ; Postes, Oscar Magagnoli (PR) ; Intérieur, Adolfo Battaglia (PR) ; Travail, Rino Formica (PSI) ; Commerce extérieur, Renato Ruggiero (PSI) ; Marine marchande, Giovanni Prandini

(DC) : participations de l'Etat, Carlo Fracanzani (DC) (*) ; Santé, Carlo Donat Cattin (DC) ; Tourisme, Franco Carraro (PSI) ; Culture, M. Vincenzo Bonino Parrino (PSDI).

Ministres sans portefeuille : Environnement, Giorgio Ruffolo (PSI) ; affaires régionales, Remo Gaspari (DC) (**); protection civile contre les catastrophes naturelles, Vito Lattanzio (DC) (*) ; recherche scientifique, Antonio Ruberti (PSI) ; relations avec le Parlement, Sergio Mattarella (DC) ; affaires régionales et réformes politiques, Antonio Macanico (PR) (*) ; affaires de la CEE, Antonio La Pergola (PSI) ; affaires urbaines, Carlo Tognoli (PSI) ; affaires spéciales, M. Rosa Russo Jervolino (DC) ; administration, Paolo Cirino Pomicino (DC) (*).

(*) Nouveau membre du gouvernement.

(**) Changement de portefeuille.

L'inconnu dans la maison

ROME

de notre correspondant

Leader de la Démocratie chrétienne depuis six ans, M. Ciriaco De Mita, le nouveau président du conseil italien, demeure encore pour beaucoup de ses compatriotes un « inconnu dans la maison ». Ce sexagénaire tonique, légèrement raplé et au cran largement déformé, en effet, la publicité et sa sont apparemment plus à l'aise dans des cercles politiques intimes que dans l'éclat de la vie publique.

Il est originaire de Nusco, un bourg de l'Irpinia, la région la plus reculée de la Campanie, qui est aussi l'une des terres les plus pauvres de la péninsule. En partant ici le rêve de la plupart, pour y revenir un jour plus riche ou plus prestigieux. C'est le chemin qu'a suivi le jeune Ciriaco, né en 1926, l'un des nombreux enfants d'un modestes tailleur, poussé vers les écoles privées par le curé du village, puis titulaire d'une bourse de la « Catho » de Milan, où il accomplit des études de droit.

Avec son accent campanien à couper au couteau, son allure de petit notable méridional monté dans la capitale, son air de chien battu lors même qu'il triomphe, M. De Mita n'échappe pas à ce décalage qu'effleurent encore dans la péninsule les hommes du Nord pour leurs compatriotes du Sud. Il part donc avec un certain handicap dans cette Italie pour qui l'insigne romain semble davantage que le substantif. Son rapport avec les médias n'est pas très bon et son langage est crypté, comme il est fréquent au sein de la Démocratie chrétienne, parti constamment contraint de concilier les inconciliables.

M. De Mita est néanmoins perçu dans de larges couches de la population comme un de ces Italiens du pays profond, un homme qui a su ne pas se défaire des « choses qui comptent » : la famille, les amis, les racines, le clan ou encore le goût de plaisirs simples comme le jeu de cartes. Une sorte de héros



En 1982, M. De Mita n'a été élu à la tête de la DC qu'avec 55 % des voix ; celles de « sa gauche » et d'une partie du centre. Le « nouveau venu », député depuis 1963, incarnait une sensibilité de la Démocratie chrétienne plus hostile au Parti socialiste qu'aux communistes. En 1969, il avait été poussé au poste de secrétaire général adjoint par Aldo Moro, l'homme le plus influent du parti, soucieux de promouvoir une « troisième génération » de démocrates-chrétiens prêts, si nécessaire, à faire un bout de chemin avec le PC en réponse à la contestation de l'époque.

Le « renouveau »

De 1973 à 1979, M. De Mita accomplissait une carrière ministérielle (Industrie, Commerce extérieur, développement régional). Il n'y a pas laissé de traces éclatantes. Mais, à son dernier poste, le Caisse pour le Mezzogiorno — le Sud — il a la joie de pouvoir rendre service à d'innombrables « pays » qui lui en sauront gré à l'heure des votes.

En 1982, lors de sa désignation à la tête de la Démocratie chrétienne, il incarne le « renouveau » pour une formation traumatisée par divers scandales et impose, en Sicile notamment, des personnalités nouvelles face à des hommes particulièrement compromis. Malgré une retentissante défaite de la DC aux législatives de 1983, M. De Mita est reconduit l'année suivante, puis confirmé dans ses fonctions, quasiment à l'unanimité, en 1986.

Parmi ses adversaires les plus décidés figure le Mouvement populaire proche du courant intégriste catholique Communione e Liberazione, qui lui reproche d'avoir chevauché avec trop d'ardeur la vague de laïcisation de la société en Italie. Il est vrai que le nouveau président du conseil n'est pas de ceux qu'on voit fréquenter assidûment le Vatican.

JEAN-PIERRE CLERC.

GRANDE-BRETAGNE : tumulte aux Communes

M^{me} Thatcher fait adopter une sévère réduction du rôle de l'« Etat providence »

LONDRES

de notre correspondant

Le tumulte déclenché par les travaillistes lors du débat parlementaire extraordinaire consacré mercredi 13 avril à la réforme du système de protection sociale britannique ressemblait fort à un berceur d'homme. Malgré les États d'âme de plusieurs députés conservateurs, dont dix se sont abstenus, l'issue du vote ne faisait guère de doute. La politique gouvernementale a été finalement approuvée par 311 voix contre 215.

La Grande-Bretagne avait été la première à instaurer l'Etat providence, il y a quarante ans, sous l'impulsion de Lord Beveridge. M^{me} Thatcher, qui s'est donné pour tâche de saper cet imposant édifice, prépare les esprits à des solutions encore plus radicales. L'événement méritait donc le bruit et la fureur qui ont régné mercredi aux Communes. Un député d'extrême gau-

che, M. Dave Nellist, a été exclu du Parlement pour cinq jours. Un autre député du Labour a traité d'imbécile le speaker (qui préside les débats).

La réforme elle-même est entrée en vigueur lundi. L'ensemble global de l'ordre de 500 milliards de francs, ce qui représente 32 % du budget de l'Etat) se change guère, mais des dispositions vont permettre de diminuer progressivement la plupart des prestations. La prime retraite concerne les retraités.

Le minimum vieillesse était jusqu'ici calculé de façon à garantir aux intéressés l'équivalent de 25 % du revenu qu'ils avaient perçu pendant les vingt années de leur existence qu'ils avaient été le moins payés. Cette proportion est ramenée à 20 % de la moyenne de ce qu'ils ont gagné pendant toute leur vie. L'objectif est d'éviter une explosion du système en l'an 2000, le nombre des retraités s'accroissant actuellement plus rapidement que celui des cotisants.

La mesure qui a le plus soulevé la colère des travaillistes a trait à l'aide au logement. Celle-ci est retirée à tous ceux qui ont des économies supérieures à 60 000 francs. Trois millions de personnes âgées qui ont en la mauvaise idée de mettre de l'argent de côté vont ainsi perdre leurs droits.

La philosophie de cette réforme consiste à inciter les Britanniques à se protéger davantage eux-mêmes au lieu d'attendre l'aide de l'Etat. Pour éviter que cette dernière ne soit plus avantageuse que la recherche d'un travail, le revenu minimum garanti aux chômeurs de moins de vingt-cinq ans passe ainsi de 1 300 francs à un peu plus de 1 000 francs par mois. La chute est encore plus spectaculaire pour les très jeunes chômeurs, qui ne perçoivent désormais que 800 francs mensuels.

Les effets de ces mesures vont se combiner avec la création d'un impôt local prélevé sur chaque citoyen et égal pour tous, riches ou pauvres. Même les indigents seront ainsi de l'acquiescer du nouvel impôt alors qu'ils s'échappaient jusqu'ici.

Le porte-parole du Parti travailliste pour les questions sociales, M. Robin Cook a fustigé « un gouvernement qui aide les riches et punit les pauvres ». Ces réductions

de prestations coïncident avec une diminution de 60 % à 40 % de taux d'imposition des revenus les plus élevés.

D'autres combats, probablement tout aussi perdus d'avance pour l'opposition travailliste, se préparent. Le principe de la gratuité des soins médicaux est de plus en plus contesté par le cabinet conservateur. Un premier pas devrait être franchi jeudi avec la création d'une sorte de « ticket modérateur » pour les soins dentaires et les frais d'optique. M^{me} Thatcher a en beau jeu de répéter que cette gratuité absolue était une singularité en Europe et a cité à plusieurs reprises l'exemple français. Pour bon nombre de Britanniques, il s'agit néanmoins d'une véritable révolution d'avoir à payer pour un plombeau ou une paire de lunettes.

La dame de fer ne paraît pas autrement émue par les critiques virulentes dont elle est l'objet. N'a-t-elle pas reçu au début de sa carrière le surnom payé flâneur de « voleuse de lait » pour en avoir supprimé la distribution gratuite dans les écoles alors qu'elle était, en 1972, secrétaire d'Etat à l'Education dans le cabinet de M. Edward Heath ?

DOMINIQUE DHOMBRES.

URSS

M. Dobrynine déplore le recul des communistes en Occident

« Nous sommes tous inquiets du fait que, dans beaucoup de pays, le soutien aux partis communistes a baissé lors des élections, leur base sociale a diminué, des scissions ont eu lieu, nos relations internationales se sont affaiblies », a déclaré M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du comité central et responsable des relations internationales du PC soviétique, le mercredi 13 avril à Pégus, au cours d'une importante conférence idéologique du mouvement communiste international organisée sous l'égide de la revue théorique « Question de la paix et du socialisme ». Cette conférence de trois jours, qui s'est ouverte le 12 avril, a réuni les représentants de quatre-vingt-deux partis communistes et ouvriers.

« Le capitalisme a fait preuve d'une longévité beaucoup plus grande qu'on ne l'avait pensé auparavant (...), a poursuivi M. Dobrynine. De profonds changements sociaux, provoqués par la révolution scientifique et tech-

nique, ont modifié le caractère de la base sur laquelle s'appuyait traditionnellement le mouvement communiste, ce qui a posé à ce mouvement des problèmes complexes. »

« Le socialisme, a-t-il ajouté, n'a pas encore pleinement mis en valeur ses avantages et n'a pas donné aux masses des pays occidentaux un exemple convaincant d'une profonde démocratisation de la société. Se sont ajoutés à cela des processus négatifs dans le développement de bon nombre de pays socialistes, à commencer par l'URSS. Le caractère attractif du socialisme a ainsi faibli. »

Selon le responsable du PC soviétique, « un climat favorable est en train de se créer pour l'approfondissement du dialogue et des relations entre les deux principaux courants du mouvement ouvrier : les communistes et les sociaux-démocrates ». — (AFP.)

DANEMARK

L'odyssée du vaisseau fantôme de l'« Irangate »

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le cargo Erta, qui avait été, quelques mois durant, le « vaisseau fantôme » de l'affaire de l'« Irangate », a été versé, après enlèvement à Korsør, port de l'île de Sjælland, où il était bloqué depuis janvier 1987.

L'Erta avait été acheté en avril 1986 au capitaine Anna Herup, modeste armateur, par la société danoise Dolmy Business, qui, en réalité, servait de couverture au lieutenant-colonel Oliver Mortz, l'ancien collaborateur du président Reagan. Ce dernier avait tenté d'utiliser ce bâtiment, dénommé sous le commandement de son ancien propriétaire, pour diffuser des messages au Proche-Orient, qui

semblaient toutes avoir échoué ou avoir été annulées au dernier moment. En novembre 1986, lorsque débuta le scandale de l'« Irangate », Dolmy Business avait brusquement cessé de payer les frais d'entretien de l'Erta, ainsi que les salaires des membres de son équipage.

Ces sommes avaient alors été versées par le directeur de la compagnie Ocean Shipping, de Copenhague, M. Svend Andersen, qui s'en était essayé de se faire repayer par les Américains. De guerre lasse, il a fini par obtenir des tribunaux la cession du navire. Il l'a « racheté » pour environ 125 000 francs. Parmi les vingt-trois candidats à l'acquisition, le capitaine Herup...

CAMILLE OLSEN.



PHILIPPE BAUCHARD

La crise sonne toujours deux fois

De l'état providence socialiste au krach d'octobre dernier, Philippe Bauchard nous montre ce monde plein de bruit et de fureur où s'affrontent vieux yuppies et jeunes raiders, industriels et hommes politiques.



GRASSET

L'immobilisation du Boeing des Kuwait Airways sur l'aérodrome d'Alger

Fermeté mais inquiétude dans l'émirat

36.15 TAPEZ LEMONDE
36.16 TAPEZ LMINFO

Amériques

BRÉSIL : après le blocage des salaires Grèves et manifestations en série

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

C'est un scénario qui n'est pas inconnu des Français : jour après jour et en nombre croissant, des étudiants manifestent dans la rue. Au départ, le gouvernement fait la sourde oreille devant leurs revendications. Puis il finit par céder. Cette fois, c'est au Brésil que le scénario s'est produit. Pendant près d'un mois, les élèves des collèges et universités privées ont occupé la place publique pour protester contre les augmentations des redevances scolaires et contre le décret gouvernemental qui les a provoquées. Après de nombreuses hésitations, le gouvernement a finalement accepté, le mercredi 13 avril, de revenir sur le décret.

Mais au moment même où le conflit scolaire semble en voie d'apaisement, c'est avec ses fonctionnaires que le gouvernement a des difficultés. La semaine dernière, il a décidé en effet de bloquer pour deux mois leurs salaires. Plus d'un million de fonctionnaires sont concernés. « Nous n'avons pas le choix », a déclaré le ministre des finances, M. Malson da Nobrega, qui a expliqué que les caisses étaient vides et que la dette publique avait atteint un niveau alarmant.

Or, avec une inflation d'environ 13 % par mois, un tel blocage signifie que les fonctionnaires vont perdre d'ici à juin près de 40 % de leur pouvoir d'achat. Les réactions n'ont pas tardé. Les employés des transports de Brasília se sont mis en grève, mercredi, et il en va de même dans de nombreux ministères. Les professeurs ont arrêté le travail dans

la plupart des écoles de Rio. Les syndicats de la fonction publique préparent une grève générale pour le 27 avril.

« Il valait mieux bloquer les salaires que de licencier », a déclaré M. Malson da Nobrega. Et pourquoi donc ? demandent au gouvernement Sarney les opposants qui lui reprochent d'avoir recruté depuis trois ans cinquante mille personnes dans des entreprises publiques. Tout le monde sait en effet que l'État est déjà hypertrophié. Supprimer les doubles ou triples emplois, ainsi que les postes inutiles, semblerait plus efficace et plus juste que de comprimer les salaires. M. Sarney s'était engagé à dégraisser l'appareil de l'État, en nommant un ministre chargé de la réforme administrative. Mais ce dernier a connu le même destin mécompte que ses collègues successifs, chargés de la réforme agraire.

Autre source de trouble social : un décret pris en février pour rétablir la liberté des prix dans l'enseignement privé. Celui-ci accablait 59 % des étudiants et 34 % des élèves du secondaire (de quinze ans jusqu'au baccalauréat). Il a mérité une réputation que l'enseignement public dont les moyens sont précaires. Mais ses tarifs ne sont accessibles qu'à une minorité de parents. Après plusieurs blocages, ces tarifs s'élevaient néanmoins à des niveaux insuffisants pour payer les professeurs. Le décret de février était destiné à les actualiser, au détriment des budgets familiaux.

Nombre d'écoles procédaient à des réajustements exagérés : dans certains cas, les mensualités doubleront d'un mois sur l'autre. Les parents étant incapables de payer, les élèves sont descendus dans la rue. A Rio, à São Paulo et dans d'autres grandes villes, les manifestations ont pris de l'ampleur sans incident notable, toutefois, et dans la bonne humeur générale.

Le ministre des finances, qui était à l'origine du décret, conseille aux parents insatisfaits de changer d'établissement. Il regrette aussi le surnom de « Marie-Antoinette » dans la presse, qui jugea que, dans l'état actuel de l'enseignement, donner un tel conseil aux gens, c'était vraiment leur demander, faute de pain, d'acheter de la brioche.

CHARLES VANHECKE.

A travers le monde

Afrique du Sud

Les avocats des « six de Sharpeville » demandent la réouverture du procès

Un combattant nationaliste noir sud-africain a fait exploser une grenade, le mercredi 13 avril, au moment où il était arrêté par deux policiers. Les trois hommes ont été tués sur le coup, a rapporté la police (nos dernières éditions du 14 avril). Un troisième policier a été blessé à l'épaule par des éclats. Un deuxième homme armé a été abattu peu après lors d'une violente fusillade dans la cité noire de Mporatlanga, à mi-chemin entre Durban et Pietermaritzburg. Trois passants ont été tués au cours de l'affrontement.

Selon la police, les deux hommes, armés de fusils d'assaut Kalashnikov, étaient des membres du Congrès national africain (ANC), principal mouvement d'opposition au régime de Pretoria. Un troisième suspect fait l'objet de recherches actives de la police.

D'autre part, les avocats des « six de Sharpeville », condamnés à mort pour avoir participé à un meurtre politique, devaient demander vendredi 15 avril une réouverture du procès. Le 17 mars, M. Prakash Dier avait obtenu un sursis d'un mois sur la base de faits nouveaux tendant à prouver qu'un témoin à charge aurait pu faire l'objet de pressions de la part de la police. — (Reuters).

Ethiopie

M. Shultz souhaite que l'URSS intervienne en faveur des victimes de la sécheresse

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, devait évoquer, le jeudi 14 avril à Genève, avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, la question de l'éthiopie, dont les autorités ont ordonné l'arrêt des secours alimentaires internationaux dans le nord du pays, a annoncé mercredi M. Charles Redman, le porte-parole du département d'État américain. « Plus de deux millions de personnes risquent de mourir de faim en Éthiopie », a dit M. Redman, après avoir suggéré que Moscou use de son influence sur les

autorités éthiopiennes pour qu'elles reviennent sur leur décision d'interdire les secours internationaux dans le Nord en raison de la rébellion qui se poursuit dans la région. M. Redman a rappelé en outre que, « malgré des efforts acharnés, les opérations engagées à l'échelle internationale et locale perdent peu à peu du terrain face au nombre croissant d'affamés, avant même le début des récents combats ». Selon une déclaration du gouvernement éthiopien, celui-ci n'acceptera jamais une situation « où des organismes étrangers de secours sont utilisés pour des objectifs contraires aux intérêts nationaux du peuple éthiopien. Les contre-mesures nécessaires seront prises ». — (Reuters, AFP.)

Philippines

L'armée est placée en état d'alerte pendant la visite en Chine de M^{me} Aquino

La chef des forces armées philippines, le général Renato de Villa, a placé ses troupes en état d'alerte maximum le mercredi 13 avril, par crainte d'une tentative de coup d'État pendant la visite officielle qu'entreprend en Chine M^{me} Corason Aquino. La présidente philippine, en effet, décide de maintenir sa visite en dépit de la récente évasion spectaculaire de l'ex-colonel putschiste « Gringo » Honasan. La mesure de mise en état d'alerte est toutefois présentée officiellement comme « normale en cas d'absence de la présidente ».

L'avion de M^{me} Aquino s'est posé jeudi matin sur l'île de Xiamen, dans le sud de la Chine. De là, la présidente devait aller visiter le village voisin de Hongjian que son arrière-grand-père, un jeune menuisier, avait quitté il y a cent vingt-sept ans pour émigrer aux Philippines. Elle était attendue jeudi soir à Pékin, où elle rencontrera les principaux dirigeants chinois, dont M. Deng Xiaoping. — (AFP, Reuters).

● ZAIRE : précision. — M. Tshisekedi, secrétaire national de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), mouvement d'opposition zairois, n'a jamais été interné dans un asile psychiatrique, selon son avocat, M^{re} Anne Greco. Le leader de l'opposition zairoise, qui a été de nouveau arrêté (le Monde du 12 avril), était détenu par la police.

Afrique

BÉNIN : après la découverte d'un complot

Vague d'arrestations dans l'armée

Près de cent cinquante militaires béninois, parmi lesquels deux lieutenants-colonels, ont été arrêtés à la suite d'un complot avorté contre le président Mathieu Kérékou, le 26 mars, a-t-on appris, le mercredi 13 avril, à Cotonou de source digne de foi. Recueillis par téléphone à Abidjan, ces témoignages concordants font état d'une vague d'arrestations depuis dix jours parmi les officiers de l'armée béninoise.

Au nombre des militaires arrêtés figurent François Konyami, chef d'état-major des forces de sécurité publique et Badjo Gounmé, tous deux lieutenants-colonels. Le second fut en 1972, aux côtés de l'actuel président, le maître d'œuvre du coup d'État ayant donné naissance au régime actuel. Aucune confirmation officielle n'a été donnée sur ces arrestations et les autorités béninoises n'ont toujours pas fait état du coup de force déjoué.

Selon des sources concordantes, la découverte du complot aurait entraîné, dans un premier temps, l'arrestation d'une quinzaine d'officiers, parmi lesquels le capitaine Hountondji. Formé à Madagascar, celui-ci faisait partie de la garde présidentielle et passe aujourd'hui pour le principal exécutant de l'opération. C'est seulement au cours des dix derniers jours que des arrestations ont été opérées dans les rangs de l'armée et des forces de sécurité, affirmant les témoins, selon lesquels aucun officier originaire du Nord n'a été interpellé.

Le président Kérékou, âgé de cinquante-trois ans, est né à Kotonou, dans la province septentrionale.

naïc de l'Atakora. Qualifiant le putsch du 26 mars de « révolte de palais », le chef de l'État béninois n'en a parlé qu'à des visiteurs étrangers reçus au palais. Les observateurs dans la capitale béninoise estiment que le silence officiel pourrait s'expliquer par la présence, ce moment à Cotonou, d'une délégation du Fonds monétaire international.

Ils font également un rapprochement entre le complot déjoué et la décision de l'Assemblée nationale révolutionnaire, le Parlement béninois actuellement réuni en séance, qui vient de créer une cour criminelle d'exception appelée à juger, entre autres, des infractions à caractère politique. Sans renoncer à son idéologie marxiste, le gouvernement du président Kérékou s'apprête à signer un accord avec le FMI, auquel le budget 1988 a déjà été soumis pour approbation. — (Reuters).

Le docteur
Olievenstein
s'en prend
aux
intellectuels
juifs dans

Passages

du mois
d'avril

« Mondes en devenir »

L'AFRIQUE
A CŒUR

LA COOPERATION :
UN MESSAGE D'ANJEMIR
MICHEL AURILLAC
15,5 x 24 cm - 264 p.,
8 pages de hors-textes - 96 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS



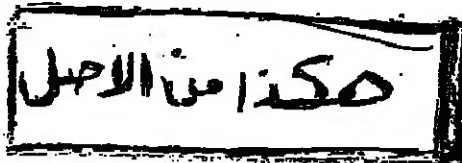
Arbalète à crocquin. Vers 1600.

“Aujourd’hui, les percées technologiques sont les meilleures armes.”

CGE
L'esprit de Conquête

Aujourd'hui, toute nouvelle conquête s'appuie sur une percée technologique. Pour gagner, il faut investir dans la recherche, développer des produits sophistiqués, être en avance sur son temps. Aujourd'hui, les hommes de la CGE partagent une même volonté : innover pour être partout dans le monde, les premiers.

هكذا من الاجل



La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan

Satisfaction des deux Grands mais sombres pronostics sur la paix

La cérémonie de signature de l'accord sur le retrait militaire soviétique d'Afghanistan devrait avoir lieu le jeudi 14 avril en début d'après-midi au Palais des Nations de Genève. Les signataires sont l'Afghanistan, le Pakistan, l'Union soviétique et les Etats-Unis. M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, assiste à la cérémonie. Le grand absent sera la résistance afghane, qui rejette l'accord. MM. Chevardnadze et Shultz profitent de cette rencontre pour avancer la préparation de leurs entretiens, prévus les 20 et 21 avril à Moscou.

Si chacun s'attend à une poursuite de la guerre, entre Afghans cette fois, les deux Grands se félicitent de cet accord signé dans la salle où, le 26 juillet 1954, ont été parés les accords sur l'Indochine. M. Gorbatchev y voit, ainsi qu'il l'a dit mercredi à Moscou, à des hommes d'affaires américains, une « fenêtre d'espoir » dans les relations soviéto-américaines, permettant de dénouer l'écheveau noué pendant les années de guerre froide.

En arrivant à Genève, jeudi matin, le ministre soviétique des Affaires étrangères a déclaré que le Kremlin accordait une importance historique à cet accord. C'est le premier exemple de solution pacifique à des conflits régionaux, a poursuivi M. Chevardnadze, avant d'ajouter : « La signature de ces accords est un triomphe de l'idée même des Nations unies et prouve l'efficacité des mécanismes de résolution et de maintien de la paix que le secrétaire général de l'ONU et ses représentants personnels ont à leur disposition. »

Pour la Maison-Blanche, selon son porte-parole, le retrait soviétique d'Afghanistan constitue « l'une des plus grandes victoires » du président Reagan et la démonstration de la validité de l'aide militaire aux rébellions qui luttent contre les régimes prosoviétiques. L'accord de Genève, qui doit permettre l'annonce du retrait soviétique moins de deux semaines avant le sommet Reagan-Gorbatchev de Moscou, du 29 mai

au 2 juin, devrait donner une tonalité positive à ce quatrième sommet, notamment dans le domaine des conflits régionaux. Mercredi, le secrétaire américain à la Défense, M. Frank Carlucci, a répété que « les Etats-Unis avaient négocié une symétrie positive avec les Soviétiques, c'est-à-dire que si ces derniers continuaient leur aide au gouvernement fantoche [de Kaboul], [les Américains] poursuivraient leur aide aux combattants de la liberté [la résistance]. »

L'accord, en effet, ne concerne que les aspects « extérieurs » du conflit et non un règlement interne. MM. Zain Noorani et Abdul Wakil, chefs des diplomates d'Islamabad et de Kaboul, qui ont négocié pendant six ans et demi sans jamais se rencontrer, doivent s'asseoir à la même table pour la première fois, pour signer les deux premiers des quatre « instruments » de l'accord, ceux sur « la non-ingérence et la non-intervention » et sur « le retour volontaire des réfugiés ». MM. Shultz et Chevardnadze apposeront leurs signatures sur le troisième « instrument » ou « déclaration des garanties internationales ». Enfin, les quatre ministres paraphoront le quatrième « instrument » portant sur « les relations d'interdépendance », qui englobe le calendrier de retrait du corps expéditionnaire soviétique, dont les effectifs sont évalués à 115 000 hommes.

M. Gorbatchev ayant confirmé que les troupes soviétiques commencent à être rapatriées le 15 mai, cette opération devrait prendre fin au plus tard le 15 février 1989, étant entendu que la moitié des effectifs auront quitté le sol afghan le 15 août 1988. Elle sera supervisée par une cinquantaine d'observateurs de l'ONU sous commandement autrichien, suédois et finlandais.

La guerre va continuer...

Les résistants ayant annoncé qu'ils poursuivraient le combat jusqu'à l'élimination du régime de Kaboul, les Américains, en tant que garants, risquent toutefois de se retrouver dans une situation embarrassante. En effet, ils garantissent

un accord qui interdit, en principe, au Pakistan toute ingérence ou intervention dans les affaires afghanes. Or c'est par le Pakistan que transitent les armes américaines destinées à la résistance.

M. Reagan n'en a pas moins confirmé mercredi qu'il « s'attendait » à ce que les résistants « poursuivent le combat », avant d'ajouter : « Dans les accords de Genève que nous avons négociés, il n'y a rien qui nous empêche de fournir [des armes] aux moudjahidines tant qu'ils en auront besoin et tant que l'Union soviétique continuera d'en fournir aux forces afghanes du régime fantoche qu'elle laisse derrière elle. »

Une seule certitude donc, la guerre va continuer. Divers sources indiquent que les deux camps ont reçu d'importantes livraisons d'armes ces dernières semaines. Les Soviétiques auraient même, selon des sources gouvernementales américaines, dépêché la semaine dernière 15 000 hommes en renfort en Afghanistan et, dans le même temps, envoyé une colonne de blindés au sud de Kaboul, en direction de la garnison de Gardes, située à 150 km au sud de la capitale afghane et à une centaine de kilomètres de la frontière pakistanaise. Mais personne ne connaît au juste la signification de ces mouvements, qui pourraient rentrer dans le cadre de mesures de sécurité, puisque la résistance ne s'est pas engagée, tant s'en faut, à éviter d'attaquer les unités soviétiques pendant leur repli. Il est probable en outre que, à l'issue de la première phase du retrait, donc après le 15 août, les Soviétiques occuperont encore Kaboul ainsi que les principales villes du Nord, limitrophe de l'Union soviétique.

L'accord de Genève, salué comme « une victoire du réalisme » par la Pravda, tourne sans aucun doute une page dans l'histoire de l'URSS et les deux grandes puissances asiatiques ne s'y sont pas trompées ; l'Inde, la Chine, en « saluant » l'accord, et l'autre, le Japon, en acceptant pour la première fois de son histoire de participer à une mission de surveillance de l'ONU. Le rétablissement de la paix est une autre affaire.

J.-C. P.

Le grand absent : la résistance

Une fois convaincu que la décision soviétique d'un retrait militaire d'Afghanistan était sincère, Washington a choisi d'aider Moscou à trouver une sortie honorable. La signature, le jeudi 14 avril à Genève, de cet accord entre les deux Grands se fait en grande pompe, en présence des chefs de leur diplomatie respectives. Mais le principal acteur sera absent : la résistance afghane, qui a contraint les Soviétiques à plier bagages et qui refuse d'avoir un accord à la négociation duquel elle n'a pas participé.

Modérés ou fondamentalistes, tous les mouvements de résistance ont rejeté, par avance, ce document sur le rapatriement du corps expéditionnaire soviétique. Les moudjahidines sont au moins unanimes sur un point : l'accord de Genève ne les concerne pas, et la « guerre sainte » continuera jusqu'au renversement du régime communiste de Kaboul ; aucune coalition avec le régime de Najibullah n'est envisageable, en dépit des pressions pakistanaises en ce sens ; un seul but, la victoire militaire et l'instauration d'une « République islamique » à la gestion de laquelle seront peut-être invités des ralliés de la dernière heure.

Les sept principaux mouvements de résistance, tous sunnites, sont regroupés au sein d'une Alliance, dont le siège est à Peshawar, le plus important centre de réfugiés au Pakistan. Les organisations chiites — qui représentent entre 15% et 20% de la population — ne sont pas représentées en son sein, ce qui explique sans doute la vigueur particulière avec laquelle l'Iran, qui accueille près de deux millions sur les cinq millions de réfugiés afghans, a dénoncé l'accord et, surtout, réclame « la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple afghan ».

Mais ils n'ont guère de chance d'être entendus car les quatre mouvements « fondamentalistes » de l'Alliance sont hostiles au retour du roi et, apparemment, ils continuent d'être appuyés par Islamabad. Depuis le début, en raison de leur anticommunisme viscéral, ils ont bénéficié du soutien pakistanaise, même avec une bonne partie de l'aide militaire américaine. C'est notamment le cas de Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb-I-Islami, le parti le mieux structuré politique-

ment mais que ses partenaires soupçonnent d'avoir consacré davantage d'énergie à consolider ses positions — et ses réserves d'armes — qu'à battre contre les Soviétiques.

Les Pakistanaïses ont d'ailleurs vu, pour le moins, d'un bon œil, le remplacement à la tête de l'Alliance, en mars, de M. Yunus Khajha par « Gulbuddin ». Certains pensent même que le Pakistan a favorisé la promotion d'un homme qui, tout en rejetant fermement l'accord de Genève, ne l'a pas, depuis, attaqué ouvertement. En dépit de son anti-américanisme parfois virulent et de son intégrisme religieux, le chef du Hezb-I-Islami, dont le charisme est indéniable, est probablement le plus fin politicien du lot et celui qui doit déjà organiser la phase post-soviétique.

Ces divisions entre résistants encouragent, bien entendu, toutes les manœuvres, y compris celles des pays qui ont aidé financièrement ou militairement les rebelles. C'est, avant tout, le cas des pays du Proche-Orient, du Pakistan, de l'Iran et des Etats-Unis, si ces derniers pourrissent leur aide à la résistance.

Les Soviétiques vont se retirer et il est probable qu'ils le feront dans l'ordre, la cible de la résistance devant le régime de Kaboul. Ce dernier va tenter de survivre, sans doute dans les régions septentrionales limitrophes de l'Union soviétique, qui s'y prêtent le mieux. Pour le reste, toutes les spéculations sont possibles, à l'exception d'une seule : le rétablissement rapide de la paix et son corollaire, le rapatriement des réfugiés dans des conditions de sécurité.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Au Pakistan, un optimisme forcé

Intérimaire à Kaboul ? Enfin, ajoute un diplomate occidental, pourquoi le Pakistan ne parvient-il à l'heure qu'il est à négocier un accord avec les Américains et Soviétiques se sont surtout mis d'accord pour continuer à ravitailler en armes et en munitions les deux belligérants, le régime Najibullah et les moudjahidines ?

Le premier ministre pakistanaïse, pour sa part, a choisi un registre résolument optimiste, estimant que l'application de l'accord doit s'effectuer en même temps que la poursuite des négociations pour installer un nouveau gouvernement en Afghanistan, et ce grâce aux bons offices du médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez. M. Junejo a ainsi expliqué ce changement dans l'ordre des priorités : d'abord la signature de Genève et le départ des troupes soviétiques, c'est-à-dire les « aspects externes » de la

crise afghane, ensuite les problèmes entre Afghans. Telles sont, très exactement, la position des Américains.

Pour le Pakistan, il y a cependant une différence de taille : la présence, sur son sol, de trois millions de réfugiés qui n'ont pas beaucoup de raisons de voir dans l'accord de Genève une quelconque incitation à retourner chez eux. Si, au cours des dernières semaines, les moudjahidines et le régime de Kaboul ont bénéficié d'un accroissement notable de leurs approvisionnements en armes et en munitions, les combats ne sont pas près de cesser.

M. Junejo a rappelé, mercredi soir, que, pour son pays, « le retour honorable de trois millions d'Afghans dans une atmosphère de paix » était aussi important que le retrait des troupes soviétiques. Dure tâche.

LAURENT ZECCHINI

La deuxième mort de Leonid Brejnev

(Suite de la première page.)

Jamais cette prétention n'a été publiquement exprimée dans ces termes par l'ancien secrétaire général. Le premier document à en faire état remonte au mois précédent lorsque, le 14 juillet, se réunissent dans la capitale polonaise cinq des dirigeants du pacte de Varsovie, de plus en plus inquiets par l'évolution du « printemps de Prague » (1).

Ils décident d'envoyer un ultime avertissement à Dubcek et à ses amis sous la forme d'une lettre qui sera rendue publique quelques jours plus tard et dans laquelle ils exigent « la mobilisation de tous les moyens de défense qui se trouvent à la disposition de l'Etat socialiste, la cessation des activités de toutes les organisations qui prennent position contre le socialisme ». Dans cette lettre, poursuit la missive, le Parti communiste tchécoslovaque peut compter sur la solidarité et le soutien des pays frères, car « l'opposition résolue aux attaques des forces anti-communistes [...] n'est pas uniquement votre propre tâche, mais également la nôtre ».

Au cours de la discussion avec le Polonais Gomulka, le Hongrois Kadar, le Bulgare Jivkov et l'Est-Allemand Ulbricht, Brejnev a été plus explicite encore. Nous savons aujourd'hui, grâce à l'interprète de Gomulka, qui est passé depuis à l'Ouest, que le secrétaire général soviétique a notamment affirmé que, « si les intérêts des autres pays devaient en souffrir, si l'unité, la force, voire la substance du camp

socialiste se trouvaient menacées, il deviendrait alors du devoir des communistes et des hommes d'Etat d'apporter leur aide non seulement à la classe ouvrière, mais au peuple tchécoslovaque tout entier » (2).

L'argument mis à la sauve afghane sera repris à la fin de 1979 par Brejnev pour tenter de justifier l'invasion de l'Afghanistan : le pays n'étant « frère » que depuis un an, c'est-à-dire depuis le coup d'Etat qui, le 27 avril 1978, avait renversé la République « bourgeoise », assassiné son chef, le prince Daoud, et porté au pouvoir les communistes sous la direction de Nur Mohammed Taraki, le secrétaire général parlait de la nécessité de repousser « une agression extérieure » dont aurait été victime le peuple afghan, qu'il convenait d'autre part d'arracher « au féodalisme et au cléricisme ». Il s'agissait là, pour Brejnev, du « devoir internationaliste » de l'Union soviétique.

Pendant des années, la propagande soviétique allait coller à cette fiction, qui avait notamment l'avantage de masquer les luttes aussi vives que sanglantes qui décimaient les communistes afghans, et le rejet massif de ces derniers par la majorité de la population. C'est cette image d'Epinal qui a coûté la vie à un million d'Afghans, qui en a envoyé près de cinq millions en exil au Pakistan et en Iran et qui a ravagé le pays.

Un prix exorbitant

C'est aussi cette image mensongère que M. Gorbatchev a déchirée le 8 février dernier dans la déclaration par laquelle il proposait de commencer à retirer le contingent soviétique à partir du 15 mai, que le régime communiste installé à Kaboul se maintienne ou non. Remettant au magasin des accessoires les arguments de naguère, le nouveau secrétaire général parlait de mettre un terme « aux souffrances et aux pertes » du peuple afghan ; il en oubliait même le terme consacré de « bandits » qui a servi pendant huit ans aux dirigeants soviétiques pour qualifier la résistance et invitait tout simplement « ceux qui mènent la lutte armée contre le gouvernement » à entrer dans un gouvernement de coalition qui veillerait au maintien du multipartisme. De quoi faire se retourner dans sa tombe le Brejnev, pour lequel persévérer dans l'erreur a toujours constitué la mei-

leure façon de résoudre une difficulté.

Tout cela ne veut pas dire, bien sûr, qu'en retirant ses troupes Moscou renonce pour toujours au principe de toute intervention. Simplement, les Américains au Vietnam, M. Gorbatchev se dirige vers la sortie parce que le prix à payer pour continuer la partie est exorbitant aussi bien en pertes humaines (entre 15 000 et 25 000 Soviétiques selon les évaluations) qu'en dégâts diplomatiques. Sans compter que la gangrène menaçait de se propager parmi les populations musulmanes d'Asie centrale. N'aurait-il pas fallu, au bout de quelques années de guerre, « exemplar » d'Afghanistan les recréer musulmanes par crainte de contagion ?

La guerre d'Afghanistan, au demeurant, n'est pas terminée, loin de là. En réalité, passablement cynique, M. Gorbatchev le sait bien, et compte sans doute sur la suite des événements pour regagner une partie de terrain perdu grâce à la double guerre civile qui risque de faire bientôt rage : celle qui oppose la résistance au régime Najibullah et celle qui pourrait opposer les islamistes modérés et extrémistes. La structure tribale de la société afghane permet d'autre part bien des manœuvres dont on voit mal pourquoi Moscou se priverait.

Le réalisme de M. Gorbatchev rappelle d'une certaine manière celui dont Staline sut faire preuve à maintes reprises en politique étrangère. Notamment lorsqu'il renouça, au lendemain de la guerre, à intégrer la Finlande dans son empire, jugeant que les Finlandais étaient décidément trop antisoviétiques et trop bons combattants. C'est à la même époque, devant la résolution de Truman, qu'il renouça également à amputer l'Iran de ses provinces du Nord, où un contingent soviétique protégeait les manœuvres sécessionnistes des communistes iraniens. Mais il est vrai que ni en Finlande ni en Iran — pas plus d'ailleurs qu'à Vienne en 1955, lorsque l'URSS accepta la neutralisation de l'Autriche, donc le retrait de ses troupes d'occupation — les communistes n'étaient au pouvoir.

JACQUES AMALRIC.

(1) Le Roumain Ceausescu avait décliné l'invitation, ainsi bien sûr que Dubcek.
(2) Erwin Watt, Dans l'ombre de Gomulka, Robert Laffont, Paris, 1971.

Diego Cordovez, médiateur de l'ONU

Ces lauriers tant convoités...

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Le négociateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, ne doit être qu'à moitié heureux ces temps-ci. Après six ans d'efforts ingrats, la palme de la « paix » en Afghanistan revient à MM. Gorbatchev et Reagan et au secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, arrivé à Genève jeudi matin 11 avril, pour la signature. « Je n'ai besoin de personne », avait pourtant rétorqué M. Cordovez lorsque, la semaine dernière, le secrétaire général préparait le départ d'une délégation. Après avoir inauguré les pourparlers en 1981, du temps où il n'était que secrétaire général adjoint, M. Perez de Cuellar entend cueillir lui-même les lauriers sur lesquels M. Cordovez comptait beaucoup pour asseoir sa réputation.

Né en 1935 à Quito, en Equateur, Diego Cordovez a fait des études de droit et de sciences politiques à l'université de Santiago-du-Chili, où il s'est marié. A l'âge de vingt-sept ans, il s'engage avec fauque auprès des jeunes diplomates latino-américains qui, à l'ONU, créent déjà un lobby tiers-mondiste. Attiré par les affaires politiques spectaculaires, il est, en 1969, en République dominicaine pour tenter d'abréger l'intervention américaine.

En 1971, il fait la navette entre le Bangladesh nouvellement formé et l'ancien Pakistan. Occidental. En 1980, il tente une médiation dans l'affaire des

otages américains à Téhéran et, deux ans plus tard, il assiste de loin à la chute de la guerre des Malouines. Intéressé par le Proche-Orient, il obtient le dossier irano-irakien, qu'il garde toujours parmi ses prérogatives ; malgré le rôle de premier plan joué par M. Perez de Cuellar, M. Cordovez s'est dans l'affaire afghane que Diego Cordovez trouve finalement une raison d'espérer le prix Nobel de la paix, qu'il estime mériter depuis longtemps.

Voyageur insatiable et négociateur avisé, il persiste à renouer les conversations, même lorsque, au creux de tous les espoirs, il semble être le seul à s'intéresser encore à un règlement pacifique. Critiquant abondamment ses méthodes, les grandes puissances admettent néanmoins volontiers que « Cordovez fait un travail éminemment utile ».

Amateur de gros cigares, de grande cuisine et de plaisanteries de salle de garde, Diego Cordovez a tout pour déplaire à Javier Perez de Cuellar, qui cache à peine son déplaisir de cotoyer celui qui, en 1981, avait soutenu la candidature de Kurt Waldheim pour un troisième mandat à la tête des Nations unies afin de mieux préparer sa propre ascension. Mais les tortueux mécanismes des Nations unies effacent les désaccords qui, ailleurs, auraient déjà coûté sa carrière à cet homme ambidextre, ténace et, selon certains, curieusement exaspéré.

CHARLES LESCAUT.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE AU SALON DU LIVRE

DIRECTION DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

PARIS, le 14 Avril 1988

Madame, Monsieur,

Le Salon du Livre de Paris ouvre ses portes. La Documentation française vous y accueille sur son stand. Le moment est opportun pour son Directeur de s'adresser à ses lecteurs.

Le Salon est chaque année un lieu d'échanges, de rencontres, de confrontation. Entre professionnels de l'édition et de la librairie. Entre éditeurs et public. Ce dialogue est nécessaire à une bonne économie de l'information. Une telle transparence est inscrite dans la vocation de La Documentation française. Sa mission n'est-elle pas d'offrir les produits, les services indispensables à la vie professionnelle, à la formation individuelle, au fonctionnement des collectivités, à l'accomplissement du citoyen ?

De tels enjeux exigent des moyens, des efforts et des choix. La Documentation française, dans cette voie, poursuit une politique de communication qui intègre résolument les technologies d'avenir : 6 500 titres à son catalogue, 150 ouvrages nouveaux chaque année, plus de 40 périodiques, 3 banques de données, un service télématique accessible sur le 36.15 (Code DOCTEL), un système d'édition électronique, la micro-reproduction de toutes ses publications, une diffusion dans l'ensemble du monde. Autant de produits, autant de services originaux mis en place dans un souci permanent d'ajustement aux besoins du public.

L'opinion, le jugement, la pensée doivent être, plus que jamais, fondés sur des bases solides. Le travail de collecte, de traitement, de contrôle préalable de l'information, porte un nom : LA DOCUMENTATION. La documentation, c'est notre métier et notre raison d'être depuis plus de quarante ans. C'est pourquoi nous nous appelons LA DOCUMENTATION FRANÇAISE.

Pour vous en convaincre, je vous invite à nous rendre visite sur notre stand au Salon du Livre et je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, les sentiments les meilleurs de La Documentation française.

Le Directeur de la Documentation Française
J. Jenger
Jean JENGER

14-20 AVRIL
STAND 113,3M4

SALON DU LIVRE DE PARIS - PARC DES EXPOSITIONS,
PORTE DE VERSAILLES, HALL 7, NIVEAU 2

29-31 QUAI VOLTAIRE - 75340 PARIS CEDEX 07 - TÉLÉPHONE : (1) 40.15.70.00 - TÉLEX : 204826 DOCFRAN - PARIS

هكذا من الاجل



Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

COUQU, le revêch ! Qui ? Le PS bien sûr. Par un de ces patacoches dont les socialistes ont le secret, les dirigeants de la campagne du président-candidat avaient mal interprété les souhaits de l'Élysée. On avait cru que le PS — un parti un peu de gauche, pas vraiment fréquentable — devait se faire tout petit, habiller en dépit du printemps, à l'abri des murs épais de ses sections locales.

Si les dirigeants nationaux tournaient comme des derviches dans l'hexagone pour animer des meetings, les militants grognaient dans les fédérations, et à la rose, ils avaient, sur ordre suprême, disparu des salles de réunion et des affiches. Bref, le rose tournait au gris et les socialistes vivaient une bien curieuse campagne, avec des espoirs de victoire mais un goût amer de Canada Dry : cela ressemblait à une campagne de gauche mais on avait beau en consommer largement tous les soirs, on ne pouvait vraiment y puiser aucune ivresse.

Heureusement, le président-candidat a remis de l'ordre. Mardi, il débarque dans le vrai-faux QG de sa campagne. Depuis quelques jours, M. Mitterrand est abreuvé de notes qui lui signalent un petit creux

de l'avenue Franco-Russe. Lieu de ces agapes : un temple — méconnu — de la gastronomie, le Pouilly-Fleury, au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), dont le maire, le socialiste Marcel Debarge, est un

détailé pour les quatre journalistes accourus sur les lieux le menu du président : cœufs meurette, rognons de veau entiers aux échalotes, avec des pommes sautées et des morilles fraîches, fraises, le tout arrosé d'un grand cru Saint-Émilion — un Châteauneuf 1982 — et d'un champagne Rœderer 1981.

A la sortie, le président prononce quelques paroles historiques : « C'est un très bon restaurant. [...] Une réunion amicale. [...] Quelques amis que j'ai rencontrés trop rarement. [...] Il y a un an, peut-être deux [que je n'étais pas venu]. J'y viens de temps à autre, invité par Debarge. Je connais bien la maison. Je connais bien le restaurant. C'est un bon restaurant, sympathique. Et voilà, en m'a invité, je suis venu avec plaisir, j'ai d'ailleurs à Debarge d'inviter quelques autres amis, ce qui a été fait. On a passé un dîner très sympathique, très agréable. »

En fait, le président, sur un ton plus gentil et dans une ambiance plus chaleureuse, a délivré le même message que la

veille : rien n'est joué ! Mouille donc vos chemises ! Que le PS se montre ! Je n'ai jamais demandé que le poing et la rose soient mis au placard. Surtout un dialogue des propositions du PS tellement appuyé que MM. Jospin et Strauss-Kahn en roisissent de plaisir et de confusion. Un diptychisme si convaincu, pour des propositions peu socialistes, que certains des convives manquent d'avaloir leur cravate.

Le PS, en tout cas, a — pour une fois — réagi au quart de tour : quelques heures après ce déjeuner, le bureau exécutif a décidé que, à défaut d'envoyer par le poste (comme certains pourraient l'espérer encore), le *Lettre* à tous les Français du président-candidat, le parti la diffuse à plusieurs millions d'exemplaires. Tout comme un tract de quatre pages où l'on verra à la fois le portrait de M. Mitterrand et... le poing et la rose ! Il ne reste plus qu'à attendre que, vendredi à Lyon, M. Mitterrand prononce le mot « socialisme ». Même « gauche » suffirait à faire sensation.

Rédaction du service politique.

Canada Dry

inquiétant dans la campagne. Selon l'un des présents, le ton est « vigoureux ».

Mardi, nouveau rappel à l'ordre. En plus spectaculaire. Soucieux d'alimenter sans faillir sa propre légende, M. Mitterrand monte en secret un déjeuner — plus mitterrandien que nature — pour « pincer les oreilles des grognards » — selon le mot d'un des « grognards » en question. — c'est-à-dire ceux des dirigeants socialistes qui ne sont pas directement dans l'équipe

client régulier et un propagandiste officieux.

Ils sont dix-huit à table : le président, Jean-Louis Bianco, Lionel Jospin, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Pierre Bérégovoy, Marcel Debarge et son épouse, Claude Bartolone et quelques régionaux de l'étape, Jean-Pierre Chevènement, Louis Le Pen, Jean Poperen, André Lagarde, Henri Emmanuelli, Dominique Strauss-Kahn, M. Thibault, maître des lieux,

Dans la perspective de l'après-8 mai

L'UDF à la recherche d'une nouvelle donne

Dans quel état sera l'UDF dans un mois ? Survivra-t-elle à l'élection présidentielle ? Jamais sans doute, malgré les errements chroniques de cette confédération, ces deux questions n'ont été aussi brûlantes. Elle serait sauvée si M. Raymond Barre devenait, le 8 mai, président de la République. Mais ce n'est plus l'hypothèse retenue en priorité par ses responsables, qui regardent les sondages. Beaucoup n'imaginent même plus que M. Barre puisse franchir le seuil du premier tour. Chirac président ou Mitterrand réélu, telles sont les deux perspectives retenues. Pour la première fois depuis 1965, le courant libéral et centriste risque donc d'être absent de la lutte finale, et, pourtant, c'est sans doute encore une fois au centre que se trouve la clé du succès.

Lesté par le boulet Le Pen, M. Chirac n'aura pas d'autre choix que de se tourner vers la droite, l'indispensable contrepoids libéral pour prétendre jouer les rassembleurs. Sans majorité assurée, M. Mitterrand n'a pas non plus d'autre solution que de tenter de couper en deux cette UDF qui a, maintes fois déjà, failli faire ce travail elle-même. La voilà donc plus que jamais exposée à toutes les sollicitations, à toutes les manœuvres, à toutes les tentations. M. Chirac a déjà fait des promesses : on ne touchera pas aux grands équilibres de la majorité, la parité gouvernementale RPR-UDF sera maintenue, les députés n'auront pas à craindre la dissolution, les contrats électoraux locaux seront respectés.

Bras de fer

M. Mitterrand, lui, fait travailler ses réseaux. Principalement ceux de MM. Pierre Bérégovoy et Jean-Louis Bianco. Avec aussi son lot de promesses : pas de dissolution immédiate, pas de boulimie législative, jumelage possible des élections cantonales et municipales à venir pour faciliter le renversement d'alliances au centre.

Bref, pour la gauche comme pour la droite, l'UDF est devenue l'obscur objet du désir. Une situation particulièrement difficile à vivre compte tenu de ses propres pulsions internes. Cette UDF est devenue le triangle des Bermudes de la vie politique française. Avec, à chacun des angles : M. Létour et ses amis libéraux, toujours aussi ambitieux ;

M. Valéry Giscard d'Estaing, décidé à revenir de ses provinces ; M. Pierre Méhaignerie et les centristes, qui se disent que, quoi qu'il advienne à la Bourse des valeurs politiques, ils valent désormais très cher.

A moins de pousser très loin le goût du suicide, il est peu vraisemblable que cette partie de bras de fer à trois se déroule au grand jour entre les deux tours. C'est après qu'elle risque de faire des ravages. Chacun, en effet, paraît plutôt acquis à l'idée que l'UDF, quoi qu'il lui en coûte, doit surtout entre le 24 avril et le 8 mai songer à respecter jusqu'au bout le pacte majoritaire et le soutien à M. Chirac au second tour.

La question a été abordée au déjeuner hebdomadaire de Matignon, mardi 12 avril. Décision a été prise de réunir dès le lundi 25 avril le bureau politique de l'UDF et les groupes parlementaires pour arrêter une méthode de campagne commune et une discipline de communication. Plus facile en vérité à dire qu'à faire. Car il est facile, en effet, de supposer qu'entre les deux tours, la pression socialiste sur cette UDF sera encore plus forte, et que les barrières défilées seront tentées de précipiter les retours de flamme. Ne font-ils pas déjà savoir, en coulisse, que M. Chirac serait bien avisé d'être le lendemain de ce premier tour de se concerter directement avec leur patron plutôt que de favoriser ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à le faire trébucher.

Or M. Chirac et le RPR peuvent ne pas résister à la tentation d'en faire trop pour arriver définitivement à l'UDF. Le salut de M. Létour et de ses amis ministres passe, croient-ils, par une victoire de M. Chirac. Le zèle qu'ils déploient dès à présent pour préparer le second tour atteste bien que le secrétaire général du PR veut retrouver le rôle d'interlocuteur privilégié de M. Chirac, qui avait été le sien avant les élections législatives de mars 1986. Ses contacts privilégiés avec M. Balladur pour forcer l'UDF à se fédérer avec le RPR, en étant révéls au grand jour, l'ont du même coup rendu encore plus suspect auprès de ses propres amis.

A l'UDF comme dans certains rangs RPR on commence plutôt à se méfier de ces libéraux « sans foi ni loi ». Dans leurs fonctions ministérielles, MM. Létour et Madelin n'ont pas réussi véritablement à s'imposer. Son incompatibilité

d'humeur avec M. Méhaignerie n'impose pas M. Létour comme le possible fédérateur de l'UDF. Enfin, et peut-être surtout, M. Létour a au-dessus de sa tête une épée de Damoclès qui s'appelle Valéry Giscard d'Estaing.

Le retour de M. Giscard d'Estaing

Car l'ancien président de la République ne veut pas rester « inerte ». Privé de grand rôle depuis mars 1986, le père de l'UDF prétend en redevenir le tuteur. Son équation est toute simple : M. Chirac ne peut pas gagner sans l'UDF, M. Mitterrand ne peut pas gagner contre l'UDF, il estime pouvoir être demain son plus grand dénominateur commun. Il consulte beaucoup. M. Létour le 30 mars dernier, M. Méhaignerie la semaine dernière. Il garde le contact avec M. Chirac. Ayant refusé de prendre part au premier tour pour l'un ou l'autre de ses anciens premiers ministres, il a implicitement favorisé M. Chirac, aux côtés duquel il s'engagera franchement — c'est acquis — entre les deux tours. Cela ne pourra se faire sans renvoi d'ascenseur. En cas de réélection de M. Mitterrand, il sait que de toute façon sa présence à l'Assemblée nationale lui permettra de compter. N'espérant plus aujourd'hui que M. Mitterrand déroute sous ses pas le tapis rouge, M. Giscard d'Estaing plaide désormais pour une cohabitation bis dont il pourrait être l'acteur principal.

Reste les centristes du CDS. Ils sont au carrefour de tous les chemins politiques. Ils ont une formidable carte à jouer. Sauront-ils ne pas la gâcher ? Dans toutes les hypothèses, ils semblent décidés à vivre leur vie. « Je veux garder ma liberté d'agir en fonction de l'intérêt général », assure M. Méhaignerie. Pas question donc pour eux d'accepter les bons offices de M. Létour ou de M. Giscard d'Estaing, qui, estiment-ils, ont manqué de correction et de loyauté à l'égard de M. Barre. Pas question non plus « de faire du sur-vivisme vis-à-vis du RPR ». M. Chirac est pourtant actuellement aux petits soins pour eux. De grands ministères leur sont promis. M. Méhaignerie veut pour l'heure rester sur le terrain des idées. Il attend du candidat RPR quelques inflexions notables sur l'économie et l'« Etat impartial ».

Pas question enfin de vendre son âme aux socialistes. « La seule chose qu'ils peuvent nous demander, explique M. Méhaignerie, c'est de prendre en compte l'intérêt général. » Le CDS n'est pas disposé à voter automatiquement une motion de censure « pour se retrouver avec trois cent cinquante députés socialistes » et retourner dans le combat manichéen gauche-droite. Mais ces centristes continuent aussi de s'interroger sur les véritables volontés de M. Mitterrand, qui à en croire ses efforts sur le brouiller les pistes. Le grand compromis historique entre centristes et socialistes n'est sans doute pas pour demain. Les centristes pourraient, toutefois, se réfugier dans « une neutralité bienveillante » afin de juger sur pièces et de ne pas secouer le terron électoral. Le CDS dispose aujourd'hui de dix-sept présidences de conseil général. Une alliance avec les socialistes ne leur en garantirait plus que trois. De quoi, évidemment, réfléchir !

Un groupe centriste autonome ?

Pour être quoi qu'il arrive le noyau central de la vie politique française, ces centristes ont surtout une autre idée en tête : la constitution à l'Assemblée nationale d'un groupe centriste autonome. Cela sonnerait vraisemblablement le glas de l'UDF, mais un tel projet garantirait toute liberté de manœuvre. Quarante-sept députés CDS renforcés par des députés PR déçus de M. Létour et des barrières prêts à repartir, ce serait largement suffisant pour peser sur une majorité forte seulement de trois voix : celles, par exemple, de MM. Barre, Philippe Mestre et Pierre-André Wiltzer.

« Rire bien qui rira le dernier », répète depuis un certain temps M. Barre. On commence à savoir un peu mieux ce qu'il projette. « Si je suis battu, nous confie-t-il récemment, c'est parce qu'il y aura eu des manœuvres, je ne les laisserai pas impunies. » Nous vivrons notre vie, confie M. Méhaignerie, mais nous ne lâcherons pas Raymond Barre. « Le Mitterrand du centre » à l'Assemblée, avec un groupe parlementaire indépendant, voilà, si elle se concrétise, une nouvelle donne qui risque d'en contraindre plus d'un.

DANIEL CARTON.

M. François Mitterrand veut reprendre l'offensive

(Suite de la première page.)

L'état-major a cru avec la meilleure volonté du monde, qu'il devenait nécessaire d'embellir et d'amplifier tout ce qui dans le discours du président-candidat avait un petit air rassembleur et consensuel. Bref, l'orchestre jouait de la « bouillie pour les chats », selon l'expression appliquée par le socialiste, M. Mitterrand, aux programmes de ses adversaires.

Chacun pensait, sans doute, que le discours présidentiel se suffirait à lui-même. Peut-être M. Mitterrand a-t-il cru, lui aussi, aux vertus de l'auto-suffisance. Il avait, semble-t-il, trouvé le ton juste pour mêler discours de combat, « bascule », « factions » et « clans » — et appeler au rassemblement. Mais il a éprouvé beaucoup plus de difficultés à offrir aux Français une distinction claire entre le premier et le second tour de l'élection, entre ce qui est susceptible de mobiliser sa base électorale et ce qui est de nature à l'élargir. Sa *Lettre*, malgré ce qu'elle contient de critiques adressées au gouvernement, actual et d'engagement sur la solidarité et la justice sociale, pouvait être lue comme un préambule à une campagne de campagne. Les distinctions, pourtant très nettes, qu'il s'est efforcé d'établir, à Rennes vendredi dernier, entre le camp du progrès et celui du conservatisme ne passent guère les limites d'une tentative de meeting tant elles sont brouillées par la volonté d'éviter la caricature. M. Mitterrand se heurte à une difficulté de communication.

Il manquait à sa campagne le pôle qui a disparu lorsqu'il a annoncé sa candidature, c'est-à-dire les relais socialistes. Retour d'une semaine de vacances, M. Jospin se fait un devoir de les réactiver. Grossièrement décrite, la répartition des tâches est la suivante : les socialistes chasseront une campagne de premier tour, tandis que M. Mitterrand s'occupera du second. « Attaquez Chirac ! » telle est la consigne lancée par M. Jospin devant le bureau exécutif de son parti, mercredi soir. On remarquera aussi que le premier secrétaire du PS ne redoute pas de parler crûment aux électeurs socialistes, qu'il aille au-delà de ce que peut se permettre le président-candidat : « On a le droit de jouer avec une idée sans la concrétiser pendant quelques années », dit-il dans une interview à propos du droit de vote des immigrés aux élections municipales. « Après, soit on la met en pratique, soit on cesse de ce qui pourrait devenir une hypocrisie. » M. Jospin invite aussi M. Mitterrand à se débarrasser pour quelque temps « des ors et des oripeaux de la grandeur et de la charge » pour

se glisser en entier dans la peau d'un candidat.

Le président-candidat, qui ne s'était pas montré depuis près d'une semaine, ne se contentera plus de la poignée de meetings qu'il avait prévus. On le verra chaque jour sur le terrain, à commencer, jeudi, devant les étudiants de Villeneuve.

« Attaquez Chirac ! » Car M. Chirac, lui, attaque après avoir fait, depuis l'entrée de M. Mitterrand dans la compétition, le dos rond. Son offensive est de plus en plus précise, de plus en plus lucide aussi. Guidé par les indications des enquêtes d'opinion, il insiste le « flux » et l'« immobilisme », du président sortant, critique que M. Mitterrand n'est pas parvenu, jusqu'à présent, à réduire en miettes.

Sans de l'histoire et sans du poil

Le premier ministre brode autour de ce thème : « une action intellectuelle » sur l'économie ; « souplesse à l'égard de l'Europe » ; « incompréhension » et « déstabilisation » sur le déficit budgétaire ; et le reste à l'avenant — pour ancrer dans la tête des Français que le débat oppose le champion d'une « France dynamique » à celui d'un pays que l'autre voudrait anesthésier. La jeunesse invite, en somme, l'homme d'âge à prendre sa retraite, en sympathie étroite avec les enquêtes selon lesquelles l'âme de M. Mitterrand serait l'un de ses principaux points faibles.

M. Chirac utilise également les propos — d'abord prudents puis plus engagés — tenus par M. Mitterrand sur le droit de vote des immigrés. Il fait coup double en saisissant cet angle d'attaque pour diriger son combat de premier tour et pour rassurer, dans la perspective du second tour, les électeurs du Front national. M. Mitterrand sait bien que l'excès de ses idées sur le sujet — « le droit à la parole » pour les immigrés — lui fera perdre des voix. Il l'a dit jeudi matin à l'université de Villeneuve, celle-là même où se sont réunies les premières assemblées générales de la révolte étudiante du décembre 1986 contre la loi Devoquet. « Un candidat, s'il est remarqué, doit se placer dans le sens de l'histoire et non pas seulement courir dans le sens du poil. »

Beau débat en vérité qui mêle le fond et la technique. M. Chirac prépare son avenir électoral du second tour : M. Mitterrand aussi, qui a trouvé un moyen de mettre en lumière comment, à son avis, le RPR et le Front national se « retrouvent frères jumeaux ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

ÉMISSION SPÉCIALE

JACQUES CHIRAC

FACE A LA REDACTION D'EUROPE 1
CE SOIR 18H - 20H

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.

Politique

La campagne pour l'élection présidentielle

A la télévision

Les Groseille contre les Le Quesnoy

Enfin de l'action ! Enfin de belles tranches de vie ! S'étant acquittés, lors de la première émission officielle, de leur oral solitaire, les candidats s'autorisent à amener en renfort un échantillon de France profonde (à droite) ou de société civile (à gauche). La différence, on va le voir, n'est pas seulement sémantique.

Les piques à conviction produites par les candidats de gauche et d'extrême gauche nous plongent directement dans la famille Groseille de *La vie est un long fleuve tranquille*, le film à succès de la saison.

Une mère de famille chômeuse et laïciniste dame du lait et du miel à ses enfants malades pour éviter d'appeler le médecin. Une autre, boussellée celle-là, se remémore le long calvaire de l'inspiration de son fils à la maternité. Un autre témoin boussellé, médecin-conseil à la Sécu, raconte les ravages provoqués chez les nonagénaires par les mesures d'économie du plan Séguin.

Dans le camp d'en face, MM. Chirac et Barre ont convoqué la très bourgeoise famille Le Quesnoy, du même film, laquelle tente, d'un ton pincé, de se dégarer du vulgaire

et d'élever le débat au seul niveau convenable : les grands équilibres économiques et l'intérêt supérieur de la nation. Un chirurgien chirurgien demande avec angoisse à son candidat s'il pense parvenir à sauvegarder « le système de protection sociale français ». Un cadre supérieur barbu, filmé sur fond de gratte-ciels et radieux, nous avoue que devant ce niveau intolérable de la pression fiscale, il a songé un moment — on l'a échappé belle ! — à s'expatrier aux États-Unis « pour trouver une possibilité salariale qui me permette de mieux m'exprimer ».

D'une émission à l'autre, les deux tribus poursuivent ainsi un dialogue faussé par le déséquilibre des présentations. Si les candidats de gauche, dans un grand élan de convivialité, n'hésitent pas — à l'exception d'André Lajoinie — à inviter leurs témoins à s'asseoir à leur côté dans le studio, sans redouter qu'ils ne partent avec les plantes vertes, les candidats de droite préfèrent répondre posément à des questions préenregistrées.

Confrontés à ces témoignages accablants, à ces interrogations hivesseuses, les candidats hochent doucement la tête, s'efforçant de

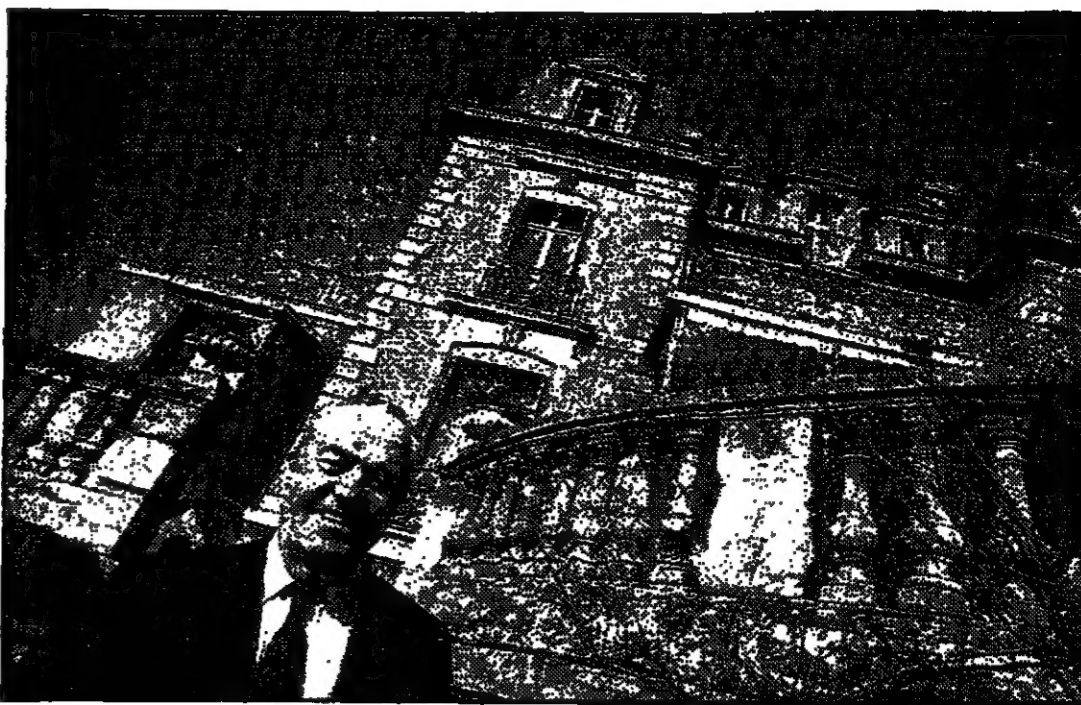
rassurer les téléspectateurs et, encore sous le choc, avançant timidement leurs solutions.

Chacun dans son style. Raymond Barre rétorque : *Il faut aussi sauver qu'Arthur Laguerre s'adresse aux « travailleurs »*. « Il faut », ce n'est pas « je vous promets ». « Je n'aime pas faire de promesses », rappelle une fois de plus le candidat, quasiment supplié à la fin de l'émission par son intervieweur de promettre : « si vous le pouvez » — de faire baisser le chômage.

Seul, Jean-Marie Le Pen a construit son propos autour de ce sujet inépuisable : lui-même. Un quart de fesse posé sur son bureau, faisant face à Yves Mourou dans la même position, tels deux presse-papier, il déballe de bonne grâce le contenu de ses poches (quelques billets de 500 francs et une télécarte), avoue aimer Beethoven, confesse qu'il a eu bien du chagrin en perdant sa chienne Rumba et nous livre pour le dessert une bien belle pensée : « On ne fait pas de grandes parts dans les petits gâteaux ». Voilà qui réconcilie sûrement les Groseille et les Le Quesnoy.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Les VUES de Raymond Depardon



MERCREDI 13 AVRIL, 10 H 30

Parc de Montretout à Saint-Cloud
Jean-Marie Le Pen
Il y a un beau soleil, la vue est superbe
Un domestique de couleur
m'ouvre la porte
Deux personnes l'accompagnent

Je demande à descendre dans le jardin
On entend des rires d'enfants
d'une école voisine
La pose est finie
Ravi de vous avoir rencontré
me dit-il en partant pressé

La campagne officielle à la radio et à la télévision

JEUDI 14 AVRIL

FR 3, 17 heures-17 h 30 : MM. Wacziarg, Barre (rediffusion).
A2, 19 heures-19 h 30 : M. Juquin, M. Laguerre. A partir de 22 h 15 : M. Juquin, M. Laguerre (rediffusion).
France-Inter, 20 h 30 : MM. Barre, Le Pen.

VENDREDI 15 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 heures : M. Juquin, M. Laguerre.
A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Wacziarg, Barre (rediffusion). 13 h 30-14 heures : MM. Mitterrand, Boussel.
FR 3, 17 heures-17 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 45 MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac.
FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).
France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Laguerre, M. Chirac. 20 heures-20 h 45 : MM. Juquin, Boussel, Wacziarg.

Les Russes « blancs » chez le maire de Paris

Le millénaire de la christianisation de la Russie ne commença d'être célébré que dans plusieurs semaines, mais M. Chirac a pris les devants. Bien sûr, les meilleurs esprits verront dans la grandiose réception offerte à cette occasion par le maire de Paris, mercredi 13 avril, une opération électorale. Toujours est-il qu'elle a été pleinement réussie.

Tout le ban et l'arrière-ban des Russes « blancs » de Paris et de l'Ile-de-France avaient été conviés à la fête, dont l'initiative revenait à M. Bugnon de l'Elysée, né de mère russe et conseiller diplomatique du premier ministre : l'aristocratie bien sûr (les comtes Chouvalov congratu-

laient les princes Cheremetiev et autres Obolenski), mais aussi les sans-grades, les anciens chauffeurs de taxis parisiens octogénaires comme les jeunes électroniciens totalement français. Plus de deux mille personnes venues en famille, qui n'en revenaient pas de se retrouver aux côtés d'autres Russes célèbres : Henri Troyat, Macha Meryl, Robert Hossein, qui lut un poème de Pouchkine, Marina Vlady et bien d'autres.

En revanche, l'ensemble trépane qui occupe une bonne part du programme musical paraît un peu frivole à certains en une telle occasion

et trois jours après la Pâque russe. Quelques représentants de la vieille génération quittèrent la salle. Rien de politique dans tout cela : le plus chahuteur de tous fut l'évêque Knaïzov, qui remercia ardemment « notre cher maire » de son aide à l'Institut de théologie orthodoxe qu'il dirige.

Autre gâterie : en rachetant l'insupportable dont il n'aurait plus à payer les loyers, le maire a permis la survie du conservatoire Rachmaninov, très populaire parmi les jeunes « beurs » de l'émigration russe. Quelques milliers de voix en perspective.

MICHEL TATU.

SOLIDE

Les plus sûres garanties

La Caisse de Refinancement Hypothécaire prête intégralement le produit des émissions à des banques et établissements de crédit de premier ordre pour le financement du logement. Parmi ces importants établissements figurent les administrateurs de la C.R.H. :

- Banque Fédérative de Crédit Mutuel
- Banque de Financement Immobilier SOVAC
- Banque La Hérisse
- Banque Nationale de Paris
- Caisse Centrale des Banques Populaires
- Caisse Nationale de Crédit Agricole
- Comptoir des Entrepreneurs
- Crédit Lyonnais
- Midland Bank S.A.
- Société Générale pour le Bâtiment

Les obligations de la C.R.H. sont assorties d'une « Garantie-Pierre » : les hypothèques sur les logements ainsi financés sont transférables à la C.R.H.

Les obligations de la C.R.H. sont garanties par l'État Français.

Les emprunts de la C.R.H. font l'objet d'une fiche d'information visée par la C.O.B. et disponible à l'adresse ci-dessous.

C.R.H. = SÉCURITÉ

CAISSE DE REFINANCEMENT HYPOTHÉCAIRE

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris
Tél. : 42.89.49.10 - Télex : Eurofin 648618



Les obligations hypothécaires
simples, liquides et GARANTIES.

Petite et Géniale.

Psion Organiseur II La petite machine géniale

✓ C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez « Jones » et il retrouvera Tchikovsky par exemple).

✓ C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

✓ C'est une horloge et un calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oubliez plus jamais rien.

✓ C'est une calculatrice

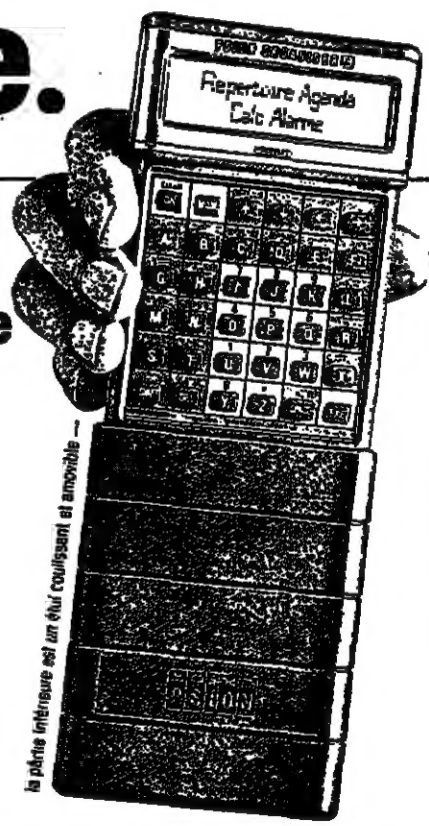
Précision à 12 chiffres. 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

✓ C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, mid, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

✓ C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.



Offrez-vous un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC* (990 F HT), manuel et messages en français, garanti un an. Il est en vente dans les magasins FNAC, DURIEZ, la Règle à Calcul et dans d'autres magasins (liste ci-dessous). Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12.

Aware

Tél. (1) 45.23.21.12

*Prix du modèle C.M.

Aware est une marque déposée.

Distributeur exclusif en France : Organiseur II : - Boulogne-Billancourt : 01 47 33 11 11 - Charente-Maritime : 01 47 33 11 11 - Corse : 04 95 00 00 00 - Dordogne : 01 47 33 11 11 - Gironde : 01 47 33 11 11 - Hérault : 01 47 33 11 11 - Ille-et-Vilaine : 01 47 33 11 11 - Indre-et-Loire : 01 47 33 11 11 - Jura : 01 47 33 11 11 - Landes : 01 47 33 11 11 - Loir-et-Cher : 01 47 33 11 11 - Loire-Atlantique : 01 47 33 11 11 - Lot-et-Garonne : 01 47 33 11 11 - Maine-et-Loire : 01 47 33 11 11 - Mayenne : 01 47 33 11 11 - Meurthe-et-Moselle : 01 47 33 11 11 - Morbihan : 01 47 33 11 11 - Moselle : 01 47 33 11 11 - Nièvre : 01 47 33 11 11 - Nord : 01 47 33 11 11 - Oise : 01 47 33 11 11 - Orne : 01 47 33 11 11 - Paris : 01 47 33 11 11 - Pyrénées-Atlantiques : 01 47 33 11 11 - Rhône-Alpes : 01 47 33 11 11 - Saône-et-Loire : 01 47 33 11 11 - Savoie : 01 47 33 11 11 - Seine-Maritime : 01 47 33 11 11 - Somme : 01 47 33 11 11 - Tarn-et-Garonne : 01 47 33 11 11 - Vendée : 01 47 33 11 11 - Vienne : 01 47 33 11 11 - Vosges : 01 47 33 11 11 - Yvelines : 01 47 33 11 11

سكزا من الاجل

حکذا من الاعمال

10 Le Monde • Vendredi 15 avril 1988



Politique

La campagne de M. Jacques Chirac

Le premier ministre prépare le second tour en attaquant durement M. Mitterrand

M. Jacques Chirac a tenu à Lyon, le mercredi 13 avril, le dernier « grand » meeting de sa campagne du premier tour, avant d'achever sa tournée des provinces dans sa région, le 15 avril à Limoges et le 16 avril à Brive.

Dans la ville dont M. Raymond Barre est l'élu et où certains sondages créditent le premier ministre d'une légère avance sur le candidat de l'UDF, M. Chirac, entouré d'une dizaine de ministres, devant environ dix mille personnes réunies au palais des sports de Gerland, a rappelé les

grandes lignes de son programme et, surtout, critiqué celui de M. François Mitterrand.

Tout au long d'un discours qui répondait, notamment, à celui que le président de la République avait fait devant ses partisans à Rennes, le 8 avril, M. Chirac a mis en cause la compétence, la bonne foi, et, allusivement mais sans ambages, l'âge de M. Mitterrand.

Bien que parlant dans la ville de M. Barre, le premier ministre n'a pas assorti ses propos d'un

appel à l'union de la majorité, comme il l'avait fait lors de chacun de ses précédents meetings. Se plaçant dans une optique de second tour, il lui a suffi, pour marquer son souci de loyauté majoritaire — et après s'être entretenu, à Belleville, avec des représentants du monde agricole, — de reconstruire à l'hôtel de ville le maire de Lyon, M. Françoise Collob, sénateur (UDF), qui a, ensuite, assisté au meeting.

Celui-ci a été ouvert par M. Alain Mérian, qui conduisait la liste du RPR pour les élections

régionales dans le Rhône, il y a deux ans, et qui préside le comité régional de soutien à la candidature de M. Chirac. M. Michel Noir, ministre délégué au commerce extérieur, élu de Lyon, potentiellement candidat à la mairie en 1989 comme il l'avait été en 1983, a fait, ensuite, une intervention qui n'avait pas été inscrite au programme. Qu'il l'emporte ou non le 8 mai, la question des rapports avec l'UDF à Lyon posera à M. Chirac de redoutables problèmes au sein même de son mouvement.

« Les socialistes et leur candidat n'ont plus rien à nous dire »

LYON
de notre envoyé spécial

« Les Français commencent à y voir clair, aujourd'hui, un tout petit peu », a déclaré M. Chirac en évoquant la « lecture » que leur a adressée M. Mitterrand, « long bavardage sur l'air du temps et sans autre perspective que la conservation des situations acquises ».

Le premier ministre a renouvelé sa proposition d'un « face-à-face loyal » entre le président de la République et lui-même, en rappelant « le débat qui s'est déroulé lors de chacune des deux dernières élections présidentielles ».

M. Chirac a exposé son propre projet, en mettant au premier rang la construction d'une « France plus généreuse et plus fraternelle ». Le premier ministre a parlé, ensuite, du rayonnement de la France dans le monde. Au sujet du désarmement, il s'est déclaré « scandalisé par les clichés d'œil démagogiques que certains socialistes font aux communistes en laissant entendre qu'on pourrait, demain, réduire les crédits militaires et en justifiant cette approche en disant que cela accompagnera un désarmement qui est en marche ».

Abordant les questions économiques, M. Chirac a répondu à ceux (les barbares) qui observent que la Grande-Bretagne ou l'Allemagne ont, en huit ans, créé plus d'emplois que la France : « M^{rs} Thatcher, a-t-

il dit, gouverne depuis 1979. M. Kohl depuis 1982, et nous, depuis 1986. Nous serions de véritables magiciens si nous avions obtenu en vingt-quatre mois ce que d'autres ont mis parfois six, huit ou neuf ans pour réaliser ».

Selon M. Chirac, le redressement économique implique une triple tâche :

« — Baisser les charges qui pèsent sur la production, l'immobilisme fiscal que nous propose le candidat socialiste ne paraît, de ce point de vue, je passe mes mots, suicidaire » ;

« — Augmenter et renforcer les libertés économiques, avec, en particulier, le nécessaire allègement du secteur public, grâce à la reprise des privatisations comme dans tous les pays, y compris les pays socialistes européens ; là encore, l'immobilisme serait un lourd handicap : expliquer qu'il ne faut plus ni privatiser ni nationaliser, c'est une débauche qui en dit long sur l'atonie intellectuelle et l'absence de volonté des socialistes aujourd'hui » ;

« — Parachever la remise en ordre des finances publiques, ce qui implique de nouvelles réductions du déficit budgétaire : sur ce point aussi, j'ai constaté avec étonnement que M. Mitterrand reste muet ; je peux dire que jamais discours économique d'un candidat à la présidence de la République ne fut plus ténu : signe d'incompétence ou signe de désintérêt, je ne sais, mais dans l'un

et l'autre cas, l'avenir de l'économie française serait cruellement incertain si l'opposition socialiste revenait au pouvoir ».

L'art de refaire l'histoire

M. Chirac a reproché à M. Mitterrand sa « réécriture des dernières années de la vie de notre pays » et son « art de refaire l'histoire ». Ainsi, a-t-il dit, « c'est lui qui aurait sauvé la politique du général de Gaulle des abandons et renoncements auxquels l'actuelle majorité et mon gouvernement se seraient laissés aller : il est préférable d'en rire ».

M. Chirac a déclaré que, à la suite des « imprudences » commises par M. Mitterrand lorsqu'il s'était prononcé à Dublin, contre la modernisation des armes nucléaires, à courte portée des pays de l'OTAN, le premier ministre avait dû « rappeler que la France n'avait pas à se mêler des affaires d'autrui à un moment où ses alliés ne souhaitent pas de controverses politiques sur ce thème ». « Je dois dire que je n'en ai plus entendu parler », a-t-il dit.

M. Chirac a dressé un sombre tableau de l'état dans lequel il avait trouvé l'Europe lorsqu'il avait formé son gouvernement, il y a deux ans : « quasi-impossibilité d'élaborer un budget correct ; remise en question de la politique agricole commune ;

blocage de la politique de recherche, et tout à l'avenant ». Son gouvernement a pu, a-t-il dit, « dossier après dossier, sortir l'Europe de l'ornière » et aboutir à l'accord de Bruxelles, le 13 février dernier. « Quel n'est pas mon étonnement de voir qu'aujourd'hui M. Mitterrand s'en approprie les mérites, ce qui ne manque pas d'un certain sens de l'humour », a-t-il déclaré.

Au sujet de la sécurité enfin, M. Chirac s'est étonné de lire, dans le texte de M. Mitterrand, une référence à « la somme des mesures prises avant et après mars 1986 ». Selon lui, en effet, « le candidat socialiste s'approprie tranquillement et en toute quiétude l'action du gouvernement actuel. « Peu importe ! » a lancé M. Chirac. Dieu reconnaîtra les siens ».

Ne trouvant dans la lettre du candidat socialiste que « propos dés-

busés, vérités premières ou formules évangéliques », M. Chirac a ironisé sur « la réponse que M. Mitterrand apporte à l'une des questions qu'il se pose à lui-même » : « J'ai toujours, a-t-il cité, envie de répondre à la fois « oui » et « non ». « Telle est bien, a dit M. Chirac, gravée dans le marbre par le meilleur expert, la plus juste définition qu'on ait jamais donnée du mitterrandisme. [...] En vérité, les socialistes et leur candidat n'ont plus rien à nous dire ».

Le vote des immigrés

M. Chirac a critiqué l'intention exprimée par M. Mitterrand de « convaincre les Français qu'il faut donner le droit de vote aux étrangers ». « Ce qui attendrait la France après 1988, a-t-il dit, si le candidat

socialiste était réélu, ce serait, pour l'immigration, le retour au laxisme des années 1981-1985 avec, en plus, le droit de vote donné aux étrangers ». Il a ajouté (à l'attention des électeurs du Front national) : « Que tous ceux qui nous reprochent de ne pas avoir assez fait, depuis 1986, pour lutter contre l'insécurité et contre l'immigration clandestine y réfléchissent avant le 24 avril et, aussi, avant le 8 mai ».

Il a déclaré en conclusion : « Ne vous y trompez pas : le débat d'aujourd'hui fait clairement apparaître qu'il n'y a pas, qu'il n'y a plus, une France de gauche et une France de droite. Il y a une France dynamique, qui doit se rassembler. Les Français savent que l'immobilisme ne peut nous mener qu'au déclin ».

P. J.

Les conseils de l'institut BVA au candidat Chirac

« Trouver les mots pour désenclaver » l'électorat de M. Le Pen

« Comment faire pour que le représentant de la droite au second tour, très vraisemblablement M. Chirac, retrouve la majorité dont la droite dispose actuellement dans le pays ? » A cette question, essentielle pour Jacques Chirac, l'institut de sondage BVA, qui conseille le RPR dans la campagne présidentielle, a tenté de répondre dans une note remise récemment au candidat et à son état-major de campagne.

Datée du 5 avril et intitulée « Remarques sur la stratégie électorale de Jacques Chirac », le document de cinq feuillets définit deux problèmes qui, selon ses rédacteurs, sont la clé de la victoire : « Quelle attitude adopter vis-à-vis de François Mitterrand ? Comment faire le plein des voix de droite au second tour ? ».

Donnant a posteriori raison à Raymond Barre, BVA reconnaît que François Mitterrand « a trouvé dans la cohabitation une occasion inespérée de repartir après sa défaite de mars 1986 [...], en s'installant dans une position de rassembleur des Français ». Pour « s'attaquer à ce regain de crédit dont il bénéficie

dans l'opinion », l'argument qui porte le plus est, celui des « équilibres » que constituerait un échec au blanc à un homme qui a si souvent changé de camp sur les questions fondamentales. La dernière porte sur les institutions : la force de frappe, l'attitude à l'égard du terrorisme, la politique économique et les relations avec le Parti communiste.

BVA conseille en outre de « tirer parti des zones de doute qui entourent le candidat Mitterrand » en lui posant quelques questions sur l'endettement, les impôts nouveaux, l'immigration, les institutions et, évidemment, l'âge du candidat socialiste, sans oublier la question du terrorisme.

Les propositions les plus tranchées apparaissent sur la question cruciale du second tour. BVA suggère de porter l'essentiel de l'effort sur les électeurs du Front national : « Le candidat de la droite au second tour ne sera pas élu s'il ne trouve pas les mots qui sauront désenclaver l'électorat de Jean-Marie Le Pen ».

Or, souligne l'institut, « jamais [la majorité] n'a trouvé les mots qui

auraient réintégré les électeurs de Jean-Marie Le Pen dans le communisme politique national », par exemple en soulignant que les difficultés nées de la cohabitation raciale quand l'immigration est massive ne sont pas des fantômes nés d'imagination fascisante, mais de terribles réalités ».

« Au lieu de rejeter de la logique de l'exclusion, poursuit la note, on aurait dû doubler cet électorat : une première fois parce qu'il ne se sent plus chez lui, une seconde en le déclarant indigne de prendre part au débat politique national ».

Il s'agit donc de réintégrer dans le giron de la droite classique non pas Le Pen mais son électorat avec lequel, souligne BVA, les partisans de Chirac partagent les mêmes « valeurs traditionnelles ». La note conclut par la nécessité de ne plus « mettre à l'index » les électeurs du Front national, estimant que « leur réintégration dans le débat politique du second tour sera un élément déterminant du vote du 8 mai prochain ».

G. M.

Cette semaine dans Politis
La copie corrigée de François Mitterrand
et aussi au sommaire du n° 13 : — Les carnets de voyage de Jean Chesneaux à Hong Kong — Lire quand même Heidegger, entretien avec Victor Farias.

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre
Le japonais
M. Raymond Barre a affirmé mercredi 13 avril au micro de la radio Skyrock : « Je suis un peu comme les Japonais, je tiens jusqu'au dernier quart d'heure », estimant que certains membres de son entourage « n'ont pas les nerfs solides » et résignent au moindre « frémissement ». M. Barre a souligné que, depuis que l'élection présidentielle existe, il y a toujours eu deux candidats dans l'actuelle majorité : « Quand on est deux, on raisonne plus large qu'à un seul, selon un bon vieux principe japonais », a-t-il expliqué.

M. Jospin
Oripeaux
Dans une interview à la Légende du siècle — hebdomadaire éphémère qui avait, en 1987, publié quatre numéros et qui disparaît avant le premier tour de l'élection présidentielle, — M. Jospin conseille à M. Mitterrand de réussir le dosage entre « la nécessité d'assumer la présidence » et celle « de se dénouer des ore et des oripeaux de la grandeur et de la charge pour revenir devant le peuple comme un candidat ». Le premier secrétaire du PS insiste sur sa prise de position pour le droit de vote des immigrés aux élections municipales : « On a le droit de jouer avec une idée sans la concrétiser pendant quelques années. Après, soit on la met en pratique soit on cesse ce qui pourrait devenir une hypocrisie ». Il estime que si François Mitterrand est réélu, la dissolution de l'Assemblée nationale serait « la solution la plus simple » et que l'ouverture politique « est plus facile quand on est majoritaire ».

M. Juppé
Papa Doc
Le porte-parole du gouvernement et du candidat Chirac, M. Alain Juppé, a affirmé mercredi matin 13 avril sur France-Inter : « Avec François Mitterrand, on n'est sûr de rien. Est-ce que c'est un socialiste qui s'avance masqué, ce que je crois, ou est-ce que c'est ce Papa Doc qui essaie de tenir un discours rassembleur parce qu'un peu insipide ? ».

M. Juppé s'est aussi attiré cette réponse de M. Lionel Jospin, qui était lui à Toulouse. Le premier secrétaire a dénoncé « ce petit ministre piteux, qui s'est permis de trahir François Mitterrand, le président de la République française, de « Papa Doc ». Que ce gommeux se soit permis de parler ainsi de François Mitterrand, lui qui est le porte-parole du gouvernement (...), cela témoigne d'un dévoiement du débat politique et d'un état d'esprit dangereux ».

M. Mitterrand
Du XIX^e au XXI^e siècle
Les goûts artistiques et littéraires de M. François Mitterrand ne sont pas en harmonie avec ses options politiques. C'est un aveu du président-candidat à Bernard Pivot qui l'interviewe dans le numéro de Paris-Match daté du 22 avril.

Au fil d'une longue discussion culturelle, M. Mitterrand aborde quelques sujets plus politiques. Ainsi à assurer qu'il avait pris « la part

NUMÉRO
SPÉCIAL RÉALISÉ
EN COLLABORATION
AVEC LA REVUE "L'HISTOIRE"

L'ÉVÉNEMENT

CETTE SEMAINE

DEUX SIÈCLES DE GUERRES FRANCO-FRANÇAISES

MAI 1988 La guerre va-t-elle prendre fin ?

MAI 1968 Des barricades à la grande peur !
Pour ou contre l'idéologie soixante-huitarde

13 MAI 1958 De Gaulle ou la guerre civile
De Gaulle était-il putschiste ?
De Gaulle et Mitterrand : quel rassemblement ?

1948 Nationaux contre séparatistes :
la grande fracture !

et aussi

1938: Munichois contre antimunichois

1928: Provocateurs contre honnêtes gens

1918: Ordre et révolution

1898: Dreyfusards contre antidreyfusards

1888: Boulangistes contre antiboulangistes

1878: Cléricaux contre anticléricaux

1848: Prolétaires contre bourgeois

1788: Patriotes contre aristocrates

هكذا من الاجل

Un autre aspect de la campagne : la bataille de la crédibilité

ADAPTABLE MAISONS S'ILS AIMERAIT RESONNER
COUPLE S'ILS N'EN AIENT PAS

**30 000 affaires
Paris Province
garanties
par la FNAIM**

**Prêts immobiliers
et simulation avec
le Crédit Lyonnais**

IMMOBILIER

36.15 LEMONDE

Des « patrons » pour les collèges et les lycées

Les candidats prennent position sur la publicité pour l'alcool, le tabac et la vitesse

● Le père Curran autorisé à enseigner. — L'université catholique de Washington a annoncé que le théologien Charles Curran, suspendu d'enseignement par le Vatican pour ses positions libérales en matière d'éthique sexuelle, pourra de nouveau enseigner dans cet établissement. Il n'est cependant pas autorisé à donner des cours de théologie. — (AFP.)



RENCONTRE AVEC LE PATRON DU GROUPE DE LA CITÉ

Une « tête bien faite »

M. Christian Brégou, numéro deux de l'édition en France, sait déjouer les clichés.

Il était, à trente ans, le directeur financier d'Havas. Il a fait son chemin avec pour principes la discrétion et l'inflexibilité. Aujourd'hui, à quarante-six ans, M. Christian Brégou est le PDG du tout nouveau Groupe de la Cité, deuxième éditeur français — derrière Hachette — avec six mille salariés, quelque dix mille auteurs sous contrat et 5 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidés prévus pour 1988.

Son habileté est rarement prise en défaut. Sa courtoisie devrait faire pâlir certains de ses concurrents, un rien « bourgeois ». Sa froideur suscite un respect admiratif ou une antipathie immédiate. Bref, M. Brégou est une « tête bien faite ».

L'édition de livres n'est pas l'unique activité du Groupe de la Cité — né du mariage de la Générale occidentale avec CEP communication (Le Monde du 17 février) — mais l'ouverture du Salon du livre et la volonté de M. Brégou — « faire porter notre effort dans le domaine de l'édition » — invitent à aborder en priorité les questions éditoriales.

La permanence de l'écrit

Evidemment, M. Brégou refuse de se laisser enfermer dans le débat, « archaïque et très français », qui vise à opposer « financiers et éditeurs », les premiers étant considérés comme de « froids faiseurs d'argent » et les seconds comme des « créateurs » : « J'ai toujours le sentiment de rappeler des banalités en ce domaine. Si la définition du mot « éditeur » est d'aimer, de savoir définir, concevoir, choisir un certain nombre d'ouvrages, oui, c'est mon métier. Oui, j'aime cela. Cela dit, je ne crois pas que le rôle d'un patron de groupe d'édition soit de se substituer aux éditeurs, aux découvreurs qui figurent à l'intérieur de sa propre maison. Chacun doit tenir sa place, et ma fonction n'est pas de chercher et de convaincre des auteurs. Mais je ne peux pas être étranger à ce métier ».

L'avenir, ensuite, s'est précipité sur Brégou. Mais il nous a laissé la plus belle « donation de symboles ». Il a permis à Dieu de se rendre tranquille.

FRANÇOIS BOTT.

* ATLAS, de Jorge Luis Borges. En collaboration avec Maria Kodama. Traduit de l'espagnol par Françoise Rosset. Gallimard. 94 p., 95 F.

* LES CONJURÉS, précédé de CHIFFRE. Traduit de l'espagnol par Claude Esteban. Gallimard. 146 p., 75 F.

— Signé, d'autre part, les essais de Jacques Réda, réunis sous le titre FERVEUR DE BORGES. Fata Morgana. 98 p., 66 F.

Quand Borges parlait de Waterloo avec le fantôme du général Wellington...

Borges, le bibliothécaire de l'univers

SELON l'irlandais Scott Fitzgerald, théologien du neuvième siècle, « notre histoire n'est qu'un long rêve de Dieu ». Dès lors, qu'arriverait-il « si Dieu se réveillait », fût-ce contre lui-même d'avoir dormi aussi longtemps ? On n'ose penser aux conséquences de sa mauvaise humeur. On sait trop ce que peut entraîner les révoltes maussades, et cette façon que nous avons parfois de regarder de travers le monde entier... Par ailleurs, que se passerait-il si Atlas, condamné par les dieux à soutenir la voûte céleste, avait un soudain malaise, et si les médecins lui ordonnaient un arrêt de travail ?

On éprouve ce genre d'inquiétude en lisant précisément Atlas,

le livre qu'avait composé Borges, avec sa compagne Maria Kodama, quelques années avant de disparaître. De brefs récits de voyage, nourris d'impressions profondes et de réflexions fugaces (mais le contraire est également vrai) s'entremêlent avec les photographies des lieux visités et rêvés. Lorsqu'on traverse une ville, un pays, on les imagine autant qu'on les perçoit. Se promenant dans les rues de Dublin, dans celles d'Istanbul, de Venise ou de Genève, Borges savait que les mythes sont « l'éternelle habitude des âmes ».

Il est mort le 14 juin 1986, et, le 22 décembre de l'année suivante, Maria Kodama lui écrit

une sorte de missive qui sert d'épilogue à la version française de l'ouvrage : « Vous parcourez les constellations et [vous] apprenez le langage de l'univers ». Le vieil aveugle avait consacré son existence à déchiffrer ce langage. Quand on l'interrogeait sur le métier de chercheur ou de découvreur, l'éternel élève Borges répondait que c'était sa profession autant que celle de Copernic ou de Sindbad. Il avait pénétré des langues, des crépuscules, des nations et leurs diverses mémoires. C'est ainsi qu'il était devenu le bibliothécaire de l'univers. Et c'est pourquoi ses voyages s'accomplissaient dans le temps comme dans l'espace. A Dublin, parmi la foule affairée de notre

époque, le vieil homme rencontrait le fantôme de l'évêque-philosophe Berkeley ou l'ombre du général Wellington, lequel, « au soir de Waterloo », avait compris que « les victoires sont aussi terribles que les défaites ».

Derniers voyages, derniers poèmes : deux recueils de Borges, *Le Chiffre* et *Les Conjurés*, viennent également d'être publiés. Là encore, il explorait le labyrinthe de la mémoire lointaine. Il écrivait les rêves du temps. Les croisées, Carthage, Socrate, Walt Whitman, « les générations de rois », « les cloches de l'insomnie » et le jeu d'échecs — se rejoignent dans « l'immense toile que tissent toutes les araignées du monde ».

Borges était plus jeune que tous les futurs. Mais, un jour, croyant avoir dessiné l'infini sur un mar de cham, il s'aperçut qu'il avait seulement tracé les lignes du visage qu'il aurait à l'heure de mourir. Par chance, son père lui avait enseigné qu'il fallait « mettre en doute l'intolérable immortalité ».

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Au fil du temps, d'Arthur Miller

La honte de survivre

Si paraissait une confession posthume de Tennessee Williams, se jetterait-on dessus ? Est-ce l'auteur des *Sorcières de Salem* et de *Vu du pont* qu'on brûle de mieux connaître ? Allons donc ! C'est le mari de Marilyn, et à travers lui, elle. Longtemps après le suicide de la star, Arthur Miller reste le conjoint, aux yeux du grand public. Autant prévenir les voyeurs : Monroe n'occupe qu'une partie du livre et ne donne lieu à aucune indiscret croustillante. Pour n'être pas déçu, mieux vaut s'intéresser à la mentalité américaine des années 50 et 60, sur laquelle la bête noire du maccarthysme apporte d'utiles analyses. Ou encore s'interroger sur le mélange de hasards et de volonté dont résulte toute biographie.

Chez les Miller, le hasard est d'abord celui des persécutions. Juifs de Pologne, les grands-parents se sont établis tailleurs à Brooklyn. Dès sa naissance, en 1915, Arthur connaît la chaleur des familles en exil. Sa mère voudra pour lui l'accès, qu'elle n'a pas eu, à la culture. Coccin étouffant mais qui prépare à vivre, ne fût-ce qu'en incitant à s'en débarrasser. Marilyn, elle, est orpheline ; elle traitera, jusqu'à la mort (volonté), la question sans réponse : m'aimez-vous ?

L'arrive que les dévotions servent plus que les coups de chance. Si le père Miller avait prêté de l'argent au fondateur de la Fox, décatisseur de son métier et suspect d'escroquerie, Arthur n'aurait pas traîné du côté de la 114^e rue, de Harlem et de Red Hook. De cette errance curieuse, il tirera le matériau réaliste de son théâtre, et cette sensation éminemment scénique, qu'il prête au Willy Loman du *Commis Voyageur*, d'être sans cesse « dans un état transitoire ». L'explosion des années 20, le jazz, puis la crise de 1929 parachèvent sa « culture » ; en quoi, contrairement au rêve maternel, il voit une école d'insécurité.

Son premier mariage ressemble à une tentative d'enracinement. Les Slaters sont catholiques traditionalistes. L'union est bâtie sur le parvis de l'église, Arthur n'ayant pas le droit d'y entrer. Le malentendu est proche. A distance, les milieux juifs de New-York vivent intensément la menace nazie. Arthur ne voit

pas d'autre force antifasciste dans le monde que du côté de l'Union soviétique. Il croit à la lutte des classes, à l'utilité sociale de l'art. Bref, il est communiste ! Aux Etats-Unis, vers 1940, avec une belle-famille catholique, cela sent le souffre.

Dès la fin de la guerre, l'auteur de *Vu du pont* et de *Il était tous mes fils* visite l'Europe en ruine. Le voyage nous vaut une comparaison savoureuse entre la mauvaise conscience des Français, à qui la victoire n'a pas fait oublier les abaissements de la défaite, et le cynisme jovial des Italiens, sans complexe à l'égard du fascisme mussolinien et occupés à vivre, tout simplement. Autre remarque forte : le soulagement et la fierté, incompréhensibles aujourd'hui, qui furent ceux des Américains, des alliés en général, à l'annonce du bombardement d'Hiroshima. Pour le pittoresque comme savent le capter les scénaristes, on notera une rencontre, à Palerme, avec Lucky Luciano en personne !

TOUTE autobiographie s'émiette d'elle-même de portraits, dont la publicité veut, invariablement, qu'ils soient bien venus. C'est le cas ici, pour le metteur en scène Kazan, pour Malraux dînant à la Maison Blanche, pour Steinbeck. Les lieux sont encore plus subtilement évoqués que les êtres. Ainsi de Hollywood, suggéré par ses odeurs de parfums féminins, d'eau de mer et de piscine, de laurier-rose et d'ozone des studios d'enregistrement.

Mais je vois que les senteurs de la côte ouest et la corruption des principes américains par le maccarthysme vous occupent décidément moins que la robe moulante dans laquelle Miller découvre Marilyn, au cours d'une party californienne... Alors, allons-y.

L'agent et protecteur de la débutante d'*Asphalt Jungle* vient de mourir. Elle est seule, gentiment provocante et déjà entourée de haine, de désire prédateurs. Le choc ressenti par l'auteur des *Misfits* se trouve pages 257-258. Il éclate, mieux encore, sur les premières photos du couple : lui, ravi de sa conquête ; elle, offerte, démunie.

(Lire la suite page 23.)

ANNE HEBERT



ANNE HEBERT

Le premier jardin

ROMAN

79 F

Par l'auteur de :
Kamouraska
Prix des libraires 1971
Les fous de Bassan
Prix Femina 1982

Editions du Seuil

DERNIÈRES LIVRAISONS

ESSAI

● MARTIN MELKONIAN : *le Magasin des troubles*. Des mots et des mots... Dans ce très corporel « magasin des troubles », que parcourt, en homme de lettres plus que de sciences, Martin Melkonian, le bouillonnant rencontre le bavard comme, derrière le miroir, l'anorexique croise le silencieux : tous alimentant la grande fabrique d'images, de fantasmes, de théories, psychanalytiques et autres, qui les environne. (Librairie Séguier, 138 p., 79 F.)

HISTOIRE

● MONIQUE GADANT : *Islam et nationalisme en Algérie*. A partir du dépouillement d'El Moudjahid des années de guerre (1956-1962) et après un long séjour en Algérie, Monique Gadant, philosophe et historienne, révèle tout un pan important et occulté — tant par les nationalistes algériens que par la gauche française — du conflit algérien : l'impact politique et idéologique de l'islam. Les moudjahids étaient aussi des « combattants du djihad ». Préface de Benjamin Stora. (L'Harmattan, 225 p., 130 F.)

LETTRES ÉTRANGÈRES

● JAROSLAV HASEK : *Aventures dans l'Armée rouge*, suivi de *Histoires vraies et populaires*. Récits satiriques en même temps que témoignages sur la guerre civile, ces histoires furent publiées dans les journaux tchèques par le créateur du « brave soldat Svejk », commissaire politique dans l'Armée rouge. Textes réunis et traduits du tchèque par Hélène Fantl et Rudolph Béné. (Ed. Souffles, 28, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, 148 p., 75 F.)

● HERMANN HESSE : *Souvenirs d'un Européen*. Une trentaine de nouvelles écrites sur une période de plus de cinquante ans, à partir de 1900, par l'auteur du *Loup des steppes* et du *Jeu des perles de verre*. De caractère autobiographique, ironique ou fantastique, ces textes illustrent les préoccupations spirituelles constantes de Hesse. Traduit de l'allemand par Edmond Beujoyon. (Calmann-Lévy, 290 p., 120 F.)

LITTÉRATURE

● CAHIERS CÉLINE : *Progrès suivi de Œuvres pour le scène et l'écran*. Pascal Fouché a rassemblé dans ce huitième cahier les arguments de ballet, synopsis et pièces de théâtre de Céline. On trouve également ses deux seules chansons, qu'il écrivit et déposa à la SACEM en 1936 et 1937 et qu'il enregistra lui-même. Voici le début du quatrième couplet de l'une de celles-ci : « Mais la question qui m'traverse / en te regardant / Est-ce que tu seras plus déguêlasse / Mort que vivant ? » (Gallimard, 266 p., 140 F.). Par ailleurs, les Éditions du Lérot publient un dossier, dû à Eric Mazet, consacré à l'un des textes présents dans le cahier Céline, 31, cité d'Antin. (Ed. Du Lérot, Tuscen 16140 Algèr, 94 p., 120 F.)

L'année des lettres

VOICI que l'édition, elle aussi, sacrifie à la manie des bilans annuels. Ou plutôt le retrouve, si l'on en croit le directeur du livre et de la lecture, M. Jean Gattegno, qui présente ainsi l'Année des lettres 1988, une initiative des Éditions La Découverte (soutenue par le ministère de la culture et de la communication) : « Jadis, vers 1825, ceux qui s'intéressaient à la production éditoriale de leur époque trouvaient dans l'édition annuelle de l'Ami du lecteur de quoi satisfaire leur curiosité. En 1865 encore, l'Année des lettres remplissait cette fonction. Après cela, les choses s'arrêtent. »

Chaque année, grâce à l'Année des lettres, tous ceux qui sont fascinés par la production des livres vont avoir de la matière à se mettre sous la dent. L'Année des lettres 1988 est riche de vingt-cinq chapitres qui dressent en deux parties — « Des livres, des auteurs, des genres, des thèmes », et « Le livre et ses réseaux » — un état des lieux de l'édition en France. A cela s'ajoute un « mini-annuaire des maisons d'édition », un « panorama des prix littéraires » et une dernière annexe sur « la maison des écrivains ».

L'Année des lettres s'attache à trouver des lignes de force, à comprendre la production littéraire et les évolutions de l'édition, avec le renforcement des concentrations, marqué par la récente constitution du Groupe de la Cité, né de l'union de CEP-communication avec la Générale occidentale.

Jo. S.

★ L'ANNÉE DES LETTRES 1988, Éditions La Découverte, ministère de la culture, 326 p., 98 F.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

AU 8^e SALON DU LIVRE STAND 2C5 - HALL 7 - NIVEAU 2 - PTE DE VERSAILLES, PARIS

14-20 AVRIL 1988

DÉBATS

PHILOSOPHIE ET POLITIQUE

débat animé par ● François Bott ● Roger-Pol Droit avec la participation de : ● Pierre Birbaurn ● Barbara Cassin ● Jean-Toussaint Desanti ● Georges Laviu ● Jacques Rancière

VENDREDI 15 AVRIL DE 18 h A 19 h 30 Salle Budé - Pte de Versailles - Hall 7

LA LITTÉRATURE EST-ELLE UNE PASSION INUTILE ?

débat animé par ● Bertrand Poirot-Delpech ● Josyane Savigneau avec la participation de : ● Hector Bianciotti ● Florence Delay ● Denis Roche ● Danièle Sallenave ● Philippe Sollers

DIMANCHE 17 AVRIL DE 11 h A 12 h 30 Salle Budé - Pte de Versailles - Hall 7

De la verrière du Grand Palais à la porte de Versailles

LES organisateurs du Salon du livre ont le trac. La huitième édition de cette grande fête annuelle de promotion de l'édition et de la lecture va prendre, en effet, la forme d'un pari : le Salon déménage, quitte la somptueuse verrière du Grand Palais et le cœur de Paris pour rejoindre les hangars de béton du Parc des expositions de la porte de Versailles. Ce n'est pas seulement un changement de lieu, c'est une mutation.

La décision d'abandonner un lieu de rendez-vous prestigieux n'a bien sûr pas été prise à la légère. Il y a plusieurs années déjà que, victime de son succès, le Salon du livre craquait ses coutures. L'an dernier, le point critique avait été atteint, et les responsables de la sécurité avaient attiré l'attention des organisateurs sur l'impossibilité de canaliser de façon satisfaisante les milliers de personnes qui, certains soirs et pendant le week-end, pénétraient dans les allées étroites entre les stands. Pas question non plus, de toute évidence, d'envisager de développer le Salon — de l'ouvrir notamment à l'édition étrangère — dans ces 15 000 mètres carrés d'exposition déjà saturés.

On a cherché d'autres solutions ailleurs au centre de Paris, mais il n'existe rien. Sans enthousiasme, l'émigration vers la porte de Versailles, haut lieu des salons commerciaux, a été décidée. Tant pis pour le prestige, tant pis pour l'image conviviale de ce Salon où l'on venait aussi flâner comme on entre dans une



librairie. Le livre descend de son piédestal et accepte de confronter sa popularité avec celle des automobiles et des bœufs de concours plutôt qu'avec Zurbaren ou Fragonard.

En contrepartie, les exposants — six cents qui représentent mille sept cents éditeurs — disposeront de 28 000 mètres carrés qui leur

permettront d'accueillir les visiteurs dans de meilleures conditions et, pour certains d'entre eux, d'offrir enfin un panorama complet des ouvrages de leurs fonds, devenus introuvables ou presque. L'espace accru devrait également permettre de mieux répartir les différents secteurs éditoriaux et de les regrouper par tendances thématiques : beaux-arts, jeunesse, sciences et techniques, espace francophone, livres pratiques, etc. Enfin le Salon va accueillir cette année trente-deux éditeurs britanniques. Cette ouverture internationale sera poursuivie l'an prochain avec la venue d'éditeurs allemands.

Mais pour gagner leur pari et attirer vers le Parc des expositions une foule au moins équivalente à celle de l'an dernier (deux cent mille visiteurs), les organisateurs — l'Association pour le livre et la lecture et le Syndicat national de l'édition — savent qu'ils doivent disposer de séductions nouvelles. Celle-ci, par exemple, qui n'est pas sans attirer : on pourra se restaurer et boire un café dans une bousculade enfin supportable, grâce à un restaurant de quatre cents places, à une brasserie de huit cents chaises, à un restaurant réservé aux professionnels et à cinq bars. Mais ces considérations matérielles pèseront moins lourd, soyons-en sûr, que l'abondance des manifestations en tout genre qui chanteront du 14 au 20 avril la gloire du livre et le plaisir de la lecture.

P. L.

JEUDI 14 AVRIL

● Ouverture du Salon. A 17 heures, salle Budé : débat autour de la revue de *Le Messager européen*, animé par Alain Finkelkraut et Danielle Sallenave.

● Parallèlement, se tiendra à Fontenoy, Paris-7^e, la première partie des Journées européennes du livre et de la lecture.

A 15 heures, table ronde sur « Le métier d'écrivain », présidée par Michel Deguy, avec Roberto Calasso, Régine Deforges, Viviane Forrester, Manuel Vazquez Montalban, Pierre Mertens et Théodore Zeldin. A 17 h 30, autre table ronde sur le thème « La lecture, une activité en péril », dirigée par Henri Lopes, sous-directeur général pour la culture et la communication de l'UNESCO.

VENDREDI 15 AVRIL

● A 10 heures, salle Gutenberg, débat sur « Livre et formation », organisé par le département des éditeurs de sciences, techniques et médecine du Syndicat national de l'édition.

● A 12 heures, remise au stand *Télérama* du Prix livre, décerné par un jury de critiques à une œuvre de fiction française.

● A 13 heures, les Éditions caribéennes organisent, salle Budé, un débat animé par deux éditeurs spécialisés sur la Caraïbe et l'océan Indien. Thème : « La littérature d'outre-mer, ça vous intéresse ? »

● A 14 h 30 : le British Council, qui a permis le regroupement des éditeurs britanniques, présente pour la première fois au Salon, organisée, salle Gutenberg, un débat qui devrait intéresser tous les professionnels de la librairie et de l'édition : un état des lieux sur la situation présente en France et au Royaume-Uni.

● A 15 heures, le Centre régional des lettres d'Aquitaine débat, salle 312, des perspectives de développement des structures régionales du livre.

● A l'UNESCO, seconde partie des Journées européennes du livre avec trois tables rondes et un colloque : « L'avenir des librairies », avec la participation de grands libraires français, belges, italiens, allemands, espagnols et anglais ; « Statut et influence des critiques littéraires », avec des critiques de presse et des universitaires européens ; « Les éditeurs et l'internationalisation du marché du livre », table ronde présidée par Claude Julien, directeur du *Monde Diplomatique*, avec notamment des dirigeants du Seuil, de La Découverte, de Belfort, d'Hachette, de Pergamon Press, d'Aguilar, de Payot et de Mondadori. Quant au colloque qui se tiendra dans les locaux parisiens du Conseil de l'Europe (35, avenue Kléber), de 15 heures à 19 heures, il parlera des problèmes techniques, juridiques et intellectuels liés à la traduction et réunira des représentants des organisations de

traducteurs de la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest.

● A 18 heures, salle Budé, le *Monde* propose un débat animé par François Bott et Roger-Pol Droit sur le thème : « Philosophie et politique », avec Pierre Birbaurn, Barbara Cassin, Jean-Toussaint Desanti, Georges Laviu et Jacques Rancière.

SAMEDI 16 AVRIL

● De 14 heures à 20 heures, sur le thème général « La société moderne a-t-elle besoin de lectures ? », les Éditions Nathan et le *Nouvel Observateur* proposent, après une introduction générale d'Henri Mitterrand, trois débats : « La littérature est-elle toujours un « capital », animé par Philippe Caloni, avec notamment J.-F. Kahn, Pierre Nora, Théodore Zeldin et Madeleine Rebérioux ; « L'enseignement des arts et des lettres est-il en crise », animé par Gérard Peijman, avec notamment Marguerite Gentzbitel, Hervé Hamon et Bernard Murat ; « Quels outils pour quelle parole », animé par Jean-Louis Ezine, avec Benoîte Groult, Pascal Lainé, Claude Roy, Pierrette Rosset, André Versaille et Roger Vigy.

● A 14 h 30, salle Budé : « Heidegger en question », organisé par la librairie Séguier.

● A 17 heures : « Les réfugiés », débat organisé par Berger-Levrault avec des représentants de la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales de Genève. Salle Budé.

● A 18 heures, au stand de la direction du livre et de la lecture, rencontre avec les écrivains espagnols invités en France dans le cadre des « Belles étrangères ».

DIMANCHE 17 AVRIL

● A 11 heures, salle Budé : « La littérature est-elle une passion inutile ? », débat organisé par le *Monde*, animé par Josyane Savigneau et Bertrand Poirot-Delpech, avec Hector Bianciotti, Florence Delay, Denis Roche, Danielle Sallenave et Philippe Sollers.

● A 16 heures, salle Budé : « Pour ou contre la scolarisation des enfants de deux à trois ans », débat organisé par les Éditions ESF.

LUNDI 18 AVRIL

● A 13 heures : proclamation du Prix Inter, décerné par des auditeurs de la station.

● A 14 heures, salle Budé : « La fonction documentaire dans les établissements scolaires » et « Aménagements d'espaces documentaires », débats organisés par le ministère de l'éducation nationale.

● A 16 heures : proclamation du prix Patricia-Highsmith-Calmann-Lévy au stand *Télérama*.

● A 17 heures : Remise du prix Oscar-Berger-Levrault pour les arts graphiques. Ce lundi, la matinée sera réservée aux professionnels, et le Salon s'ouvrira au public qu'à 12 h 30 au lieu de 10 heures les autres jours.

MARDI 19 AVRIL

● A 10 h 30, salle Budé : Conférence de presse du quatrième Salon du livre maritime de Concarneau.

● A 17 h 30, salle 321 : « Le livre de théâtre », conférence organisée par l'association Volumes, avec des représentants du Centre national des lettres, de la Comédie-Française, d'éditeurs, de libraires et de critiques, avec

lecture d'une pièce par des comédiens.

● A 18 heures, salle Budé : « Qui traduit des livres ». Débat organisé par l'Association des femmes journalistes et la Société française des traducteurs.

● A 18 heures, salle Gutenberg : « La lecture des sciences sociales en France », débat organisé par les éditeurs du groupe des sciences humaines du Syndicat national de l'édition.

● Le Salon, qui ferme habituellement ses portes à 20 heures restera ouvert jusqu'à 23 heures pour une nocturne au cours de laquelle sera remis notamment le Prix du livre de musique, fondé par le Crédit industriel et commercial.

MERCREDI 20 AVRIL

● A 13 heures : remise du Prix gastronomique des Relais gourmands.

● A 17 heures : « La francophonie », débat organisé salle Budé par les Éditions Berger-Levrault. Une bonne manière de clore ce Salon, où les littératures et l'édition francophones tiendront une place importante, avec notamment une participation massive des éditeurs du Québec, qui présenteront près d'un millier de titres.

A cette liste déjà copieuse de manifestations, s'ajouteront encore les traditionnelles séances de signatures, les multiples émissions de radio et de télévision — France-Culture, enregistrera sur place une bonne quinzaine d'émissions — et un certain nombre de rencontres professionnelles. Le Salon est, en effet, devenu au fil des années le lieu de rencontre privilégié des éditeurs et des auteurs avec les libraires, les bibliothécaires, les enseignants et les documentalistes.

C'est à eux que s'adressent les « Entretiens du livre » qui se tiendront pendant les trois derniers jours du Salon au troisième étage du pavillon 7 et qui auront pour thème « Les nouvelles technologies ».

Présidé par M. Michel Melot, directeur de la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, ces entretiens prendront la forme de neuf conférences, de onze tables rondes et de multiples démonstrations qui aborderont aussi bien les systèmes de commandes informatiques pour les librairies, que sur les logiciels de gestion, les réseaux coopératifs interbibliothécaires ou des expériences de lecture de non-voyants ou de personnes incarcérées. Ces entretiens seront clos par l'attribution d'un Prix de l'innovation et par une conférence de M. Kenneth Cooper, administrateur général de la British Library.

● Les Éditions Stock ont réservé un stand aux AMIS D'ALAIN GUILLU, le journaliste français incarcéré à Kaboul. Son livre de photos, *Alain Guillu témoin en Afghanistan*, y sera exposé.

Les Gutenberg du livre 1988

Pour la troisième année, le Grand Livre du mois a organisé une consultation des professionnels du Livre qui ont désigné, à l'instar des Oscars et des Césars, les Gutenberg 1988.

Meilleur roman français : les Pays lointains, de Julien Green (Le Seuil).

Meilleur roman étranger : l'Amour aux temps du choléra, de Gabriel Garcia Marquez (Grasset).

Meilleur document : Génération, d'Hervé Hamon et Patrick Roman (Le Seuil).

Meilleur essai : le Défi de la pensée, d'Alain Finkelkraut (Gallimard).

Meilleur livre d'histoire : Histoire de la vie privée (tomes 4 et 5), de Georges Duby (Le Seuil).

Meilleure biographie : Jacques Chirac, de François de La Rocque (Le Seuil).

Meilleur roman d'aventures : les Passions partagées, de Frédéric Marceau (Gallimard).

Meilleur roman historique : Christophe Colomb, Mémoires, de Stephen Markowe (Le Seuil).

Meilleur livre pratique : A la table de George Sand, de Christiane Sand (Fleury).

Meilleur livre pour la jeunesse : collection « Découvertes », dirigée par Pierre Marchand (Gallimard).

Plus beau livre de peinture, sculpture... Paris de nuit, de Bresson (Fleury).

Meilleur livre à suspense : Un certain goût pour la mort, de Phyllis Dorothy James (Mazzone).

Meilleur livre écrit par un journaliste : les Grandes Murailles, de Lucien Bodard (Grasset).

Plus grand espoir des lettres françaises : Jean Echenoz (Éditions de Minuit).

Meilleure adaptation d'un livre à l'écran 1987 : Pu-Yi le dernier empereur, d'Edward Behr (Robert Laffont).

DU LIVRE

M. Antoine Gallimard : « Garder le cap et dynamiser l'équipage »

Le troisième PDG de l'histoire de la maison Gallimard affirme son souci d'assurer la « continuité dans l'esprit des fondateurs ».

On en rit pour faire « chic », de la maison Gallimard. « On attend qu'elle tombe, comme on attend un vain, voilà quelques années, la mort du Monde. Mais les vieilles institutions — qui sont aussi des entreprises fragiles — irritent à la mesure de la fascination qu'elles exercent. Qui n'a rêvé de la fameuse « couverture blanche » de Gallimard (qu'il est urgent de rendre à sa couleur et à son papier originaux) et de son prestigieux sigle NRF ?

M. Antoine Gallimard, quarante ans, qui vient de succéder comme président-directeur général à son père, Claude, soixante-quatre ans, sait tout cela et ne s'étonne guère qu'on l'attaque d'ambivalence, qu'on se plaise à tenir de le « déstabiliser ». « Oui, les bruits circulent. Gallimard serait près d'être dévoré par un grand groupe. Flammarion aussi, d'ailleurs. Je tiens tout de suite à préciser que, même dans une situation difficile, qui n'est pas la nôtre actuellement, la fusion dans un groupe d'édition n'est pas l'unique recours. On peut trouver des financements institutionnels.

« J'estime que notre indépendance est le gage de la qualité de notre programme. Et inversement. Le développement de notre maison est constant. Au dynamisme de mon grand-père, Gaston, le fondateur, a succédé celui de mon père, Claude, qui a assuré le grand virage des années 70, donnant à la maison sa taille actuelle, avec la création de notre réseau de distribution, du département jeunesse, de notre propre collection de poche, d'un grand secteur sciences humaines, animé notamment par Pierre Nora. Grâce à cela, la maison a du souffle et quand on prétend qu'il faut se diversifier « ailleurs », parce que le livre bientôt ne suffira plus à assurer l'assise financière d'une maison, je dis que c'est faux.

« Notre profit a toujours été fait avec la vente des ouvrages spécifiques de notre production, des livres qui nous identifient : de Camus à Marguerite Yourcenar, en passant par la Pléiade, le poète, la jeunesse, les Bibliothèques, Bibliothèque des idées, des histoires, bref, les sciences humaines en général. La production diversifiée, nous l'avons avec la « Série noire », avec « Découvertes », une encyclopédie des temps modernes ouverte à un large public — ou avec la récente collection de documents d'actualité (« Au vif du sujet »). Je ne méconnaissais pas pour autant les risques que courent des maisons comme la nôtre, et qui sont avant tout industriels.

La concurrence de l'audiovisuel

« Pour ce qui concerne la politique éditoriale, la concurrence du compact-disque et de l'audiovisuel impose des maisons d'édition très bien profilées. Les maisons moyennes sont menacées et elles veulent faire de l'hyperdéveloppement, être présentes partout comme les grands groupes. Mon souci est de ne pas faire de livres bâtarde, il faut viser notre vrai public, le fidèle, celui qui aime lire des livres, pas des « produits » de substitution, et jouer de nos atouts : l'image de cette maison, la force du sigle NRF, qu'il faut revivifier avec un esprit d'équipe, que je voudrais voir davantage régner ici.

M. Gallimard n'ignore sans doute pas que le népotisme, les courtoisies, les « baronnies » et le manque de professionnalisme menacent les maisons familiales. « Les grands groupes aussi », précise-t-il. Un avis que partage M. Bréguet, le PDG du groupe de la Cité. Mais, dans une maison familiale, n'est-on pas tenté, surtout lorsqu'on vient de prendre le pouvoir, de se servir des courti-

sans, en croyant qu'on saura se débarrasser d'eux quand il le faudra ? M. Gallimard a beau être un « héritier », il veut s'affirmer, loin de ces phénomènes de « cour », comme un chef d'entreprise résolument moderne, efficace, calme, rapide.

« Je souhaite que la maison fonctionne avec des « editors », plus responsables que des lecteurs qui donnent seulement un avis et ensuite ne se sentent plus concernés. Il faut de véritables éditeurs, qui suivent l'auteur et toute la vie du livre, d'amont en aval, qui soient conscients des problèmes de fabrication, de mise en place, de promotion — en liaison avec les attachés de presse, — qui sachent ce qu'est un libraire. Pour cela, il faut une équipe très soudée autour d'un projet d'entreprise. C'est pourquoi j'ai constitué un comité de direction (1) avec un responsable par secteur : éditorial, commercial, etc. »

Cela n'ira pas sans grincements de dents. Comment, en particulier, désigner « un » responsable pour l'éditorial, secteur où tout le monde est censé être à parité ? Dans ce domaine, il ne s'agit pas de désigner un « responsable », mais un « représentant », corrige M. Gallimard. Un relais qui serve à dynamiser toutes les bonnes volontés.

« Je crois en la collégialité »

« Pour garder à l'entreprise sa vitalité, je crois indispensable que l'information circule, que chacun se sente concerné par les décisions prises sur les livres, les résultats, la stratégie de développement. Je crois en la collégialité. C'est pourquoi je préfère le comité de direction à la désignation d'un directeur général.

« Pour assurer la continuité, dans l'esprit des fondateurs, il faut pouvoir être à la fois rapide et rigoureux, donc avoir des éditeurs qui peuvent prendre une

décision très vite, et utiliser aussi le comité de lecture, lieu d'échanges et de débats. Le comité devrait se réunir de nouveau régulièrement, à partir de la rentrée probablement. Il s'ouvrira peut-être à de nouveaux membres. »

« A partir de la rentrée probablement », « peut-être de nouveaux membres ». Que de prudence et d'imprécisions. « Ce n'est pas de l'attentisme, répond M. Antoine Gallimard. Je pense qu'il faut aller vite. Mais tant qu'une équipe n'est pas entièrement constituée, il n'est pas souhaitable de donner des informations partielles. Chaque chose sera faite en temps utile. »

En bon marin qu'il est, il veut « garder le cap et dynamiser l'équipage », continuer le développement de la maison (qui a connu, dans les quatre dernières années, une progression moyenne de 15 %) (2), rester fidèle à une politique d'auteurs et de catalogue, « recentrer » Denoël et le Mercure de France, les filiales « qui doivent mieux jouer la complémentarité avec la maison mère ». « Chaque filiale doit miser sur sa spécificité. Le Mercure de France, avec sa tradition — le Temps retrouvé, les œuvres complètes de La Fontaine, de Jouve — et certaines opérations éditoriales comme En attendant bébé, le grand livre de la femme, ou le premier roman de la jeune Christine Avenin, le Cœur en poche. La vocation de Denoël, à côté du renouvellement de ses auteurs — aux Falles, Barjavel, Vincenot, etc., ont succédé les Denuzière, Magnan, Japrisot — est de développer les albums illustrés pour adultes, et des livres visant un large public. »

Sans minimiser les « pesanteurs » de sa maison, M. Antoine Gallimard ne se sent pas du tout accablé par elles, et il conclut sur une métaphore marine : « Il vaut mieux être à la barre d'un navire que dans ses soutes quand on perçoit des risques de tempête. Être responsable de cette maison est un défi excitant. C'est très stimulant. Être à la fois l'arbitre et l'animateur donne envie de jouer à fond la partie. »

Jo. S.

RENCONTRE AVEC LE PATRON DU GROUPE DE LA CITÉ

Une « tête bien faite »

(Suite de la page 15.)

« Nous voulons relancer la créativité éditoriale », poursuit M. Bréguet, redonner une identité à nos maisons d'édition qui l'avaient parfois perdue, et, éventuellement, permettre à des éditeurs qui en auraient envie de créer leur propre maison et de s'intégrer à notre groupe, qui peut offrir des avantages non négligeables. En outre, nous considérons que le livre est un objet pour lequel il faut faire un gros effort de promotion, de « mise en valeur », et que ce qui est fait actuellement est insuffisant. »

Si les groupes, qui peuvent acheter à prix d'or des « vedettes » de la littérature, sont aussi capables de susciter des découvertes, que va-t-il rester des maisons « moyennes » ? — Bel-fond, Albin Michel, Le Seuil, Flammarion, Gallimard, etc.

« Le transfert de vedettes ne me paraît pas être nécessairement une bonne chose (François Sagan et Yann Queffelec ont été « achetés » avant l'arrivée de M. Bréguet). Si on peut mieux vendre, mieux distribuer, mieux mettre en valeur tel écrivain, il est bien de chercher à le faire venir. Mais je ne vois pas l'intérêt d'acheter des auteurs à des prix qui n'ont rien à voir avec la logique de ce qu'on peut réaliser. Je préfère qu'on accompagne des auteurs pendant longtemps. Quant aux maisons dites moyennes, elles ont certainement un avenir si elles offrent une « valeur ajoutée » très forte. Il existe toujours des espaces de liberté pour le talent des gens. Mais je ne crois pas à l'idée d'une

maison moyenne qui ferait un peu de tout comme un grand groupe. »

Un peu lassé qu'on lui présente toujours Gallimard, et le « fonds » fabuleux de cette maison, comme un bel ornement à offrir à son groupe, qu'on évoque ses liens avec M. Christian Gallimard, le fils aîné écarté par son père au profit du cadet Antoine, qui vient d'être nommé PDG, qu'on relève son « coup de chapeau » public à M. Pierre Marchand, le très compétent directeur de Gallimard Jeunesse, auquel on prête de grandes ambitions, M. Bréguet dit nettement qu'il n'est pas « un radeau de Gallimard, qui est d'ailleurs une entreprise « fermée », « familiale ».

Les intrigues

« parisiano-parisiennes »

« Bien sûr, nous avons des affaires en commun avec Gallimard, dans le domaine de la jeunesse notamment, mais nous en avons avec d'autres maisons. J'ai cité Pierre Marchand pour montrer qu'on pouvait, à l'intérieur d'une entreprise qui a une image très littéraire comme Gallimard, créer des choses nouvelles qui s'y intègrent bien. Certes, je connais Christian Gallimard, mais je connais aussi Antoine Gallimard, et Charles-Henri Flammarion, et d'autres PDG de maisons d'édition. Cela ne signifie pas que la « logique de la connaissance » aboutisse à une logique économique. »

Pour en finir avec les intrigues « parisiano-parisiennes », M. Bréguet préfère avoir l'œil sur « l'horizon 92 » et l'ouverture du marché

unique européen, qui « donnera de l'air ». « Nous voulons prendre des intérêts dans d'autres pays, dans d'autres « bassins linguistiques ». Nous travaillons déjà sur l'espagnol et l'anglais. La présence du géant mondial Bertelsmann dans le Groupe de la Cité, via le club de livres France-Loisirs, est certainement un atout dans la future politique européenne de M. Bréguet. « Il ne faut cependant pas se dissimuler la réalité, dit-il. En France, on est un peu à la traîne. Nous sommes, avec Hachette, les plus avancés sur le plan international, et cela ne va pas très loin. »

Hachette semble prendre de l'avance et aborder déjà les Etats-Unis, avec son OPA sur le groupe Grolier. M. Bréguet se garde bien de commenter ladite OPA, « car on ignore toujours les motivations de ses concurrents ». Toutefois, Grolier ne paraît guère l'inquiéter : « Ce n'est pas une maison d'édition qui fait frémir la planète. Elle publie des encyclopédies plutôt vieillottes et plutôt bas de gamme, vendues par courtage. Ce n'est pas à partir de là qu'Hachette pourra faire valoir une compétence encyclopédique qui arrosera le monde entier. »

C'est, à coup sûr, l'Europe qui va d'abord faire « frémir » les entreprises françaises assises sur des décennies d'autosatisfaction peu créatrice. Le rendez-vous est pris pour la fin de 1992, et l'on ne fait pas preuve d'une grande témérité en pariant qu'on y trouvera M. Christian Bréguet. Il viendra d'avoir cinquante et un ans.

JOSYANE SAVIGNEAU.

PRIX MYSTÈRE DE LA CRITIQUE 1988

Daniel PENNAC

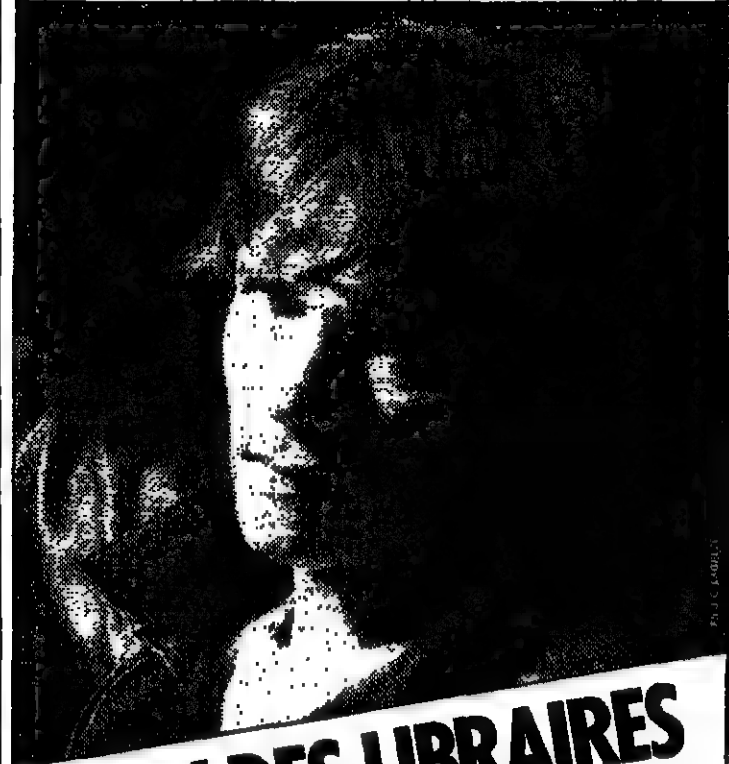
La fée carabine

SÉRIE NOIRE
GALLIMARD

PROJET D'UNE DIXIÈME ROYALE de Vauban

Réédition du texte original paru en 1707.
Édition brochée 96,00 F / Édition reliée 250,00 F
En souscription, édition brochée 75,00 F - édition reliée 200,00 F
Chez votre libraire ou directement à :
Association des amis de la Maison Vauban, 89830 Saint-Léger-Vauban

YVES SIMON



PRIX DES LIBRAIRES 1988

Le voyageur magnifique

ROMAN

GRASSET

après Picasso
Tàpies

Editeur de Picasso depuis trente ans, Cercle d'Art publie aujourd'hui l'œuvre d'Antoni Tàpies.

Plus qu'une collaboration, c'est une véritable complicité qui s'est créée entre l'artiste et l'éditeur.

Trois livres à paraître prochainement : le catalogue des affiches, un livre de textes, le premier tome du catalogue raisonné de l'œuvre en six volumes.

Publié en 1987 Tàpies et la nouvelle culture a été accueilli comme l'un des meilleurs livres de l'année.



éditions Cercle d'Art

Un autre regard sur la peinture

سكزا من الاجل

● ROMANS

La « seconde patrie » de Roger Grenier

QUE la littérature naîsse et se nourrisse du vivant est indéniable. Mais, à l'inverse, il arrive que le vivant — ce type particulier de vivant qu'on appelle lecteur et qui peut rester des heures, des jours, voire des mois en compagnie d'une œuvre — puisse dans le livre des éléments qui le sustentent et modifient son mode de pensée ou de comportement.

C'est le cas des êtres que Roger Grenier anime et fait évoluer tout au long de quatre récits recueillis sous le titre *La Mare d'Auteuil*. Ainsi de Thérèse Hugon, jeune mariée d'aujourd'hui, lorsqu'elle doit suivre son époux à Ry, village de Seine-Maritime qui inspire à Flaubert le décor de *Madame Bovary*. Pour son malheur, Thérèse Hugon découvre bientôt qu'une certaine Delphine Delamare, morte à vingt-sept ans et inhumée à Ry, fut la triste héroïne d'un fait divers et servit en quelque sorte de pré-figue à la célèbre Emma. « *Telle est parfois la force d'un livre* », qu'il n'en faut pas davantage à Thérèse Hugon pour sombrer peu à peu dans la mélancolie et l'ennui : plus ou moins calqué sur celui des deux créatures qui l'ont précédée dans ce lieu — l'une réelle, l'autre fictive — son destin s'accomplit.

Le prétexte à la deuxième histoire est un feuilleton radiophonique (consacré à Scott Fitzgerald) que le réalisateur Sacha Roussel entend mener à bien par amour pour l'écrivain américain tout autant que « *par solidarité d'honneur* ». Jour après jour, les scènes d'enregistrement — où se mêlent les répliques prêtées à Fitzgerald et à son entourage et les apartés des cordons — sont rapportées par l'assistant-réalisateur, jeune homme timide et quelque peu introverti : « *Certaines des paroles mises dans la bouche de Scott, quand commence sa fureur, semblaient tou-*

cher Sacha comme si, en rédigeant son texte, il s'était mis à parler de lui-même, de la faillite de ses ambitions. » Bien sûr, dans le studio on travaille « en famille » : des relations privilégiées se nouent et des tensions montent entre les comédiens. Surtout, à mesure que l'enregistrement progresse, s'affirment de troublantes coïncidences ou affinités entre acteurs et personnages mis en situation. L'implication des uns et des autres devient alors telle que le jeu devant les micros finit par coïncider avec celui de la vérité. Confusion ou interaction, le drame réel des protagonistes-comédiens épouse ou rejoint le drame autrefois vécu par Fitzgerald et ses proches.

« Mourir comme Gêthe »

La troisième histoire met en présence un vieux poète et une jeune femme qui projette d'écrire sur lui une thèse. Deux fois par semaine, elle lui rend visite dans la maison de retraite où il vit désormais et l'interroge sur sa vie et son œuvre. Leur relation, instable et ambiguë, se poursuit au fil des mois, peut-être des années, sans que le travail de la jeune femme aboutisse pour autant. Elle renoncera à sa thèse et lui à son ultime amour. Dès lors, en attendant de « *mourir comme Gêthe* », il ne restera au vieux poète que la ressource de penser à celles qui habitent ses poèmes, celles qu'il a perdues et qu'il ne rencontre plus qu'en rêve.

Dans la *Mare d'Auteuil*, le livre de référence est un roman de George du Maurier, *Peter Ibbotson*, dont Henry Hathaway a tiré un film, avec Gary Cooper dans le rôle principal. Le pauvre Antoine Porteau, qui a d'excel-

lentes raisons d'aimer le roman et le film, est un « *petit Français mal fichu, guetté par la calvitie* ». Il lui est donc difficile de s'identifier à Gary Cooper. Mais, si on néglige l'aspect physique, il existe « *des similitudes entre sa propre histoire et celle d'Ibbotson* ». Car, de la même façon que Peter Ibbotson rencontra la petite Mimsey près de la mare d'Auteuil et l'aima à jamais, lui, Antoine Porteau, a connu Helena « *dans un alto proche, au bord du lac Saint-James* », et a fait d'elle sa « *princesse* ». En dépit des rebuffades et des sarcasmes de sa belle, Antoine Porteau ne cessera jamais de tendre vers le modèle d'amour proposé par son livre de chevet. A voir comment cette vie si médiocre, magnifiée pourtant par l'aura d'une fiction et qu'un acte romanesque à sou-

hait vient conclure, on songe à cette « *seconde patrie habitable* », à cet « *amalgame suspendu hors du temps* », à ce « *refuge pour les dimanches de la vie* » que, selon Julien Gracq, Stendhal offrait à ses vrais lecteurs. Stendhal, Flaubert, Fitzgerald et tant d'autres, en nous donnant accès à cette « *seconde patrie habitable* », nous invite, est vrai, à devenir à notre gré des transfuges de nos propres existences. Mais si l'on parvient, pour un moment, à se soustraire à la vie, la vie demeure inextinguiblement liée à la littérature, induite ou contaminée qu'elle est par celle-ci. Avec ces quatre textes qui semblent avoir été écrits « *dans la poussière d'or et dans la paix souriante et regrettable d'une fin de journée d'été* » (Gracq encore), Roger Grenier nous rappelle que nous vivons dans cette bienheureuse sujé-

ANNE BRAGANCE.

★ LA MARE D'AUTEUIL, QUATRE HISTOIRES de Roger Grenier, Gallimard, 192 p., 72 F.

La danse macabre d'Agota Kristof

Avec la Preuve, cette romancière née en Hongrie, vivant en Suisse, donne un second roman puissant et énigmatique.



Agota Kristof : « C'est moi qui n'écris rien est perdu. »

LUCAS est allé voir le curé, un vieil homme à qui, tous les jours, il porte sa nourriture. Il lui dit : je ne sais pas comment faire pour continuer à vivre. Pourtant, il fait les gestes, se lève et se couche, s'occupe des légumes, des bêtes, il mange, et puis il se penche à la fenêtre, regarde la neige, et vomit. Lucas a quinze ans, il vit seul dans la maison de sa grand-mère, dans cette petite ville-frontière où il ne se passe rien. La guerre est finie, reste l'angoisse dans un pays gelé, où le peuple a expié déjà son passé et l'avenir. Lucas a perdu son jumeau, passé à l'Ouest, dont il dit : « *C'est lui qui est parti, c'est lui qui doit revenir.* »

Le roman précédent d'Agota Kristof, *Le Grand Cahier* (1), qui a rencontré un accueil mérité il y a deux ans dans plus de quinze pays, racontait l'apprentissage cruel des deux jumeaux ; la *Preuve* en est la suite. Passage de l'enfance à l'adolescence, de la vie fusionnelle et archaïque à la solitude extrême d'un garçon déchiré à qui il manque la moitié de soi-même, son double, son non-miroir, Clara. La solitude dans un pays perdu entre l'Est et l'Ouest.

Au début, on énumère les morts, les différents visages qu'il faut fuir, le père qui a volé en morceaux sur la frontière, défiguré, méconnaissable, la grand-mère, les corps, désormais squelettes, de la mère et de la petite sœur : « *La grande chose en os et la petite chose en os.* » Mais, la différence, dit Lucas, entre ceux qui sont morts et ceux qui ne sont pas là ?

Lucas essaie d'imiter la vie. Il écoute des disques dans sa chambre. Il a des occupations précises à des heures fixes, des obligations, et puis il fait les bistrots, et regarde la librairie-papeterie de Victor. Il écrit toujours dans son

cahier. Il adopte Yasmine et lui prend son enfant, Mathias. Pour Mathias, Lucas construit à tâtons quelque chose qui ressemblerait à ce qu'il a vu un jour par une fenêtre : une famille autour d'une soupe de pommes de terre.

Pour le bébé Mathias, Lucas construit un berceau, et puis un lit, il lui fait des dessins d'animaux, et invente des histoires ; il lui apporte un chaton et, le lendemain, un chiot. Et si le petit garçon pleure quand Lucas file le soir, il doit comprendre que Lucas gagne de l'argent pour acheter tout ce qu'il nous faut à nous trois. Mais Lucas, la nuit, va trouver Clara, il lui Yasmine parce qu'elle l'aime. Il aime Mathias parce que le petit garçon le fait, il veut Clara aux cheveux gris, aux talons plats, Clara au milieu de sa bibliothèque ravagée par la censure, parce que Clara est la maîtresse d'un homme, et surtout parce qu'elle n'aimera jamais personne que Thomas, qui est mort, fusillé, et puis réhabilité, entre guerre et révolution. Victime du parti.

GENEVIEVE BRISAC.

★ LA PREUVE, d'Agota Kristof, Seuil, 199 p., 79 F.

n'écrire rien est perdu. Il n'a fait que passer sur terre sans laisser de trace. Chaque livre est cette preuve qui donne son titre au roman d'Agota Kristof. Le doubleur diminue, les souvenirs s'estompent, l'irréparable envahit chaque vie de son intolérable absurdité. Chaque livre est une lutte contre les tentatives de ceux qui inlassablement mettent de l'ordre, dispersent les manifestations de rue, brûlent les livres dans les caves, arrachent des pages, effacent les photos, doublent les barbelés, minent les lignes-frontières, agrandissent les orphelinats où sont mis les enfants sans mémoire, transforment toute tendresse en douleur.

Avec son suspense, sa respiration balisée, ses dialogues à vif, la *Preuve* est une vision et une écriture nouvelles de la frontière, un roman puissant et énigmatique plein d'une angoisse féconde, proche de celle qui illumine les toiles de Balthus. La ligne pure de la douleur. Décainte. « *A l'Ouest, dit Clara, reviens enfin, quand son jumeau s'est enfui, il n'y a pas de place pour les questions concernant la vie.* » Clara revient chez lui, lecteur, et pour lui surgissent les pages écrites par Lucas, son frère trop coupable, qui conclut en un suprême mensonge, après avoir enterré le petit Mathias suicidé : « *Pour Mathias, tout va bien, il est toujours premier à l'école et il ne fait plus de cauchemars.* » On peut tout supporter, et mourir, ou fuir, ou ne peut pas tout écrire — c'est Clara qui écrit la fin de l'histoire. Il faut arrêter.

GENEVIEVE BRISAC.

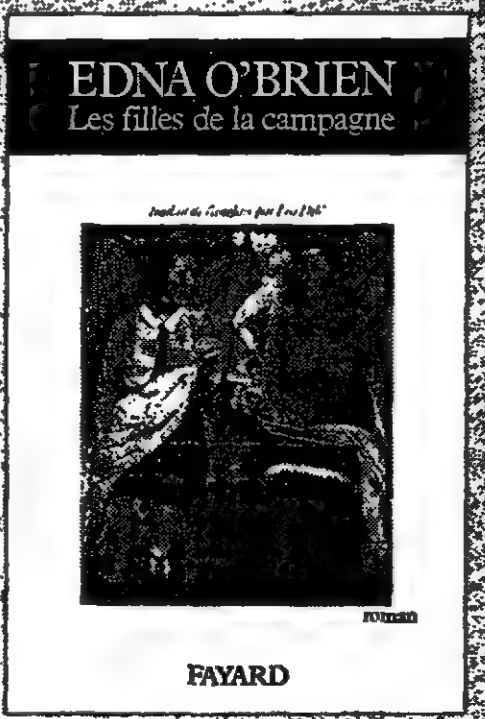
★ LA PREUVE, d'Agota Kristof, Seuil, 199 p., 79 F.

(1) Le premier roman d'Agota Kristof, *Le Grand Cahier* est désormais disponible en édition de poche (Points Seuil n° 302).

DES LIBRAIRES LISENT, AIMENT, CONSEILLENT
PARMI LES PARUTIONS D'AVRIL, ILS VOUS
INVITENT A PARTAGER LEURS COUPS DE CŒUR... L'œil de la lettre



Dans les durs collines du Piémont, le mauvais sort s'acharne sur les paysans. Un adolescent l'effraie.



De la campagne irlandaise à Dublin, l'histoire d'un gâcher de deux jeunes filles à la conquête du monde.

ACTES SUD, passage du Méjan, ARLES. L'AIDE-MÉMOIRE, 8 rue Latapie, PAU. L'ARBRE A LETTRES, 2 rue Edouard-Quenu, PARIS 5^e, 55 rue Cler, PARIS 7^e, 14 rue Boulard, PARIS 14^e. AUTREMENT DIT, 73 bd Saint-Michel, PARIS 5^e. BIFFURES, 44 rue Vieille-du-Temple, PARIS 4^e. LIBRAIRIE BLEUE, 16, rue de Montreuil, PARIS 11^e. CALLIGRAMME, 75 rue Joffre, CAHORS. LE CHANT DU MONDE, 20, rue Mora, ENGHEN-LES-BAINS. COMPAGNIE, 58 rue des Écoles, PARIS 5^e. GÉRONIMO, 31, rue du Pont-de-Morts, METZ. GRAFFITI, 8 place Pellisson, CASTRES. LIVRE STERLING, 49 bis, av. Franklin-Roosevelt, PARIS 8^e. LA MACHINE À LIRE, 18 rue du Parlement-Saint-Pierre, BORDEAUX. MILLEPAGES, 174 rue de Fontenay, VINCENNES. DU MONDE MÉDITERRANÉEN, 16, rue Bonneterie, AVIGNON. DES NOUVEAUTÉS, 26, place Bellecour, LYON. OMBRES BLANCHES, 50 rue Gambetta, TOULOUSE. LA PAGE BLANCHE, 30, rue Saint-Guilhem, MONTPELLIER. QUAI DES BRUMES, 39 quai des Bateliers, STRASBOURG. LA RÉSERVE, 14, rue Henn-Rivière, MANTES-LA-JOLIE. LES SANDALES D'EMPÉDOCLE, 138, Grande-Rue, BESANCON. LA TERRASSE DE GUTENBERG, 9, rue Emilio-Castelar, PARIS 12^e. LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ, 2, place Dr-Léon-Martin, GRENOBLE. VENT D'OUEST, 5, place du Bon-Pasteur, NANTES. VENTS DU SUD, 7, rue Maréchal-Foch, AIX-EN-PROVENCE. LA 25^e HEURE, 8, place du Général-Beuret, PARIS 15^e. En Belgique, groupement Profil : A LIVRE OUVERT, 106, rue des Combattants, LA HULPE, 116, rue St-Lambert, BRUXELLES. CALLIGRAMMES, 7, rue Samson, WAVRE. GRAFFITI, 9, avenue Léon-Jourez, BRAINE L'ALLEUD. LA LICORNE, 36, rue X. de Bue, BRUXELLES. LIBRAIRIE MOLIÈRE, 4, boulevard Audent, CHARLEROI. TROPISMES, 11 Galerie des Princes, BRUXELLES.

Stages de Lecture Rapide
Nous nous engageons à vous former en trois jours, à toutes les techniques de lecture rapide et efficace.
Possibilités de stages en entreprise Paris et Province, en Français et Anglais.
GEICA FORMATION : 42 96 41 12 + 56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

le dilettante
librairie - édition
11, rue Racine, Paris 2^e
et (+) 45.00.87
DERNIÈRES NOUVEAUTÉS
Edward LIMONOV 65 F.
Louis SCUTENAIRE LUNES ROUSSES 65 F.
Paul VALET PAROXYSMES 69 F.
Alain BONNAND MARTINE RÉSISTE 55 F.

LES BELLES
ESPAGNE 14/23 AVRIL
JUN 14 A 18 H 30
L.P.J. Salle d'Assemblée
ECRIRE ET VIVRE EN ESPAGNE
diffusé conjointement par J.-P. SARAGAS avec L. de AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN
VINCENNES 16
Bureau Publics Poésie Seuil
16 H 30 PRÉSENCE ET TEXTE I
présenté par C. RUSCH
21 H PRÉSENCE ET TEXTE II
présenté par J.-C. MAISON
CENTRE GEORGES POMPIDOU
SAMEDI 16 A 18 H
RENCONTRE AVEC LES ÉCRIVAINS
Séminaire de la Bibliothèque de la Culture et de la Communication
SALON DU LIVRE
JUN 18 A 18 H 30
POÉSIE ESPAGNOLE
présenté par R. SÈS et M.-C. ZIMMERMAN avec E. AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN
CENTRE D'ACTION PORTUGAISE
Centre de l'École de la Bibliothèque
JUN 19 A 17 H 30
L'ESPAGNE À L'HORIZON 92 : L'ESPAGNE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE LATINE
diffusé conjointement par L. SÈS
correspondant de R. SÈS avec L. de AZNA E. TORRENTA BALLETTE J. RUSCH E. COLO E. de COCATEL E. RUSCH C. RUSCH
FNAC MONTAUBAN
MONTPELLIER
JUN 21 A 17 H 30
LE PARTI ROMANESQUE : LES ROMANCIERS ESPAGNOLS PAR EUX-MÊMES
présenté par E. AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN
SORBONNE GRAND AMPHI
JUN 21 A 18 H 30
L.P.J. Salle d'Assemblée
LIVRES ET MÉDIA EN ESPAGNE ET EN FRANCE
diffusé conjointement par J.-P. SARAGAS avec L. de AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN
CENTRE GEORGES POMPIDOU
MONTPELLIER
JUN 21 A 17 H 30
ENTRETIEN AVEC AL. VASQUEZ MONTAUBAN
présenté par F. CHASTAN Raphaël Fournier et J. RUSCH
VINCENNES 22 A 18 H 30
RENCONTRE AVEC JUAN RUSCH ET MANCA ANDREU
AIX EN PROVENCE
SAM 25 A 18 H 30
RENCONTRE AVEC JUAN RUSCH ET MANCA ANDREU
Association Rencontres des Écrivains Occidentaux
Séminaire de la Bibliothèque de la Culture et de la Communication
diffusé conjointement par J.-P. SARAGAS avec L. de AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN
diffusé conjointement par J.-P. SARAGAS avec L. de AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN
diffusé conjointement par J.-P. SARAGAS avec L. de AZNA J. FERRERO J.-M. GUILLEBERT A. VASQUEZ MONTAUBAN E. MONTAUBAN

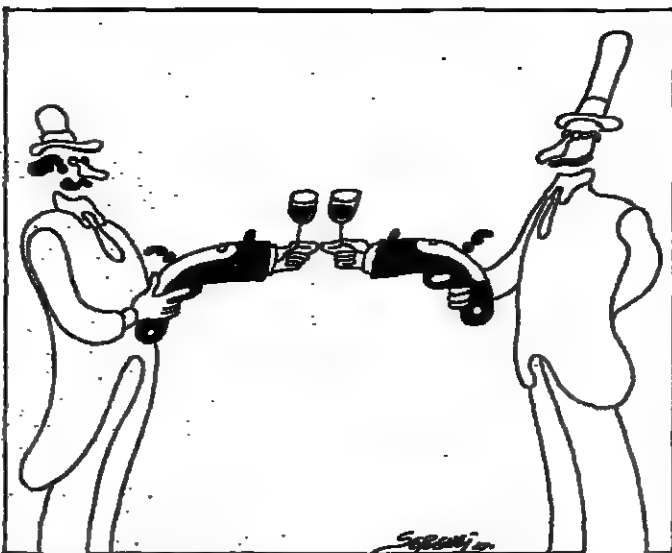
● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

De la sociabilité en politique

ANDRÉ LATREILLE, qui avait l'œil vif, signala un jour dans sa chronique du Monde que, là-bas, au fond de la Provence, un inconnu manipulait avec un gentil talent d'érudit une notion historiquement assez exclusive : la sociabilité, cette aptitude à vivre en groupe et à consolider les groupes par la constitution d'associations volontaires. Ou, comme avait dit Latreille, « cet instinct général de société qui se traduit par la philanthropie dans l'homme ». C'était en 1968. Et l'innocent se nommait Maurice Agulhon.

Il a fait son chemin depuis, jusqu'au Collège de France, après une série de transferts, d'abord en l'Institut, qui l'ont sorti de la division d'honneur des sciences médiévales pour l'évoquer dans les plus grands clubs nationaux de l'histoire à venir. Mais sans qu'il se soit jamais départi de ce goût pour l'herborisation, de cette curiosité d'instituteur de haute époque qui en font un maître en diverses sciences de promeneur solitaire. Aurait-il donc vagabondé, comme Jean-Jacques ? C'est ce que laisse entendre le titre, à la fois trop modeste et un peu faux, de ces deux volumes où M. Agulhon rassemble une vingtaine d'articles, publiés de 1968 à 1987, qui n'étaient guère connus que des seuls spécialistes. Titre trompeur, me semble-t-il, car le pionnier n'a pas erré : il a cheminé à son gré, mais en triplant toujours sa chère mécanique, ces sociabilités qui unissent nos ancêtres et à travers lesquelles ils ont, eux aussi, fait un bon bout de route à la rencontre de la démocratie.

L'AMBITION ultime de ces promenades savantes fut toujours politique, au sens le plus élevé du terme. Ancien communiste en uniforme stalinien-thorézien, Agulhon est devenu en effet un de ces républicains à l'esprit critique pour qui social-démocratie ou réformisme « ne seraient pas repoussances » : il vient au reste de conter l'affaire dans son chapitre des *Essais d'ego-histoire* (Gallimard). Cette aventure civique, assez banale chez les intellectuels de sa génération qui hantèrent la rue d'Ulm après la Libération, en a fait un historien particulièrement attentif aux formes d'expression de la politique au quotidien, à cette théâtralité comme à cette intimité jubilaire qui entraînent les groupes et les individus, et parfois à la vie à la mort. Tout en exhortant au mouvement, vers le dix-huitième siècle des contrées, puis en avril, jusqu'aux communistes de sa jeunesse au temps du parti des fusillés, il les a scrutés avec pré-



lection dans leur pré carré : le grand dix-huitième siècle, qu'il prolongerait volontiers jusqu'en 1950, à la veille des grands bouleversements médiatiques du débat politique. Avec toujours en ligne de mire et pour provision de route, son concept féérique, cette sociabilité, toujours un peu bricolée, qui fait lever le sourcil aux sociologues et aux politologues un peu rigides, qui folâtrise un brin et s'empare volontiers des ardeurs idéologiques d'une histoire des idées, mais qui épouse la politique adossée à fleur de terre, dans la goût du pain et le poids des rêves, avec sa gestuelle et ses images saintes, ses symboles et ses coups de sang.

On retrouve, donc dans ces deux volumes cette ambition : acclimater la sociabilité en histoire, lire la politique à travers elle. Et d'abord sur des villages. Ceux d'ouvriers formellement et informellement associés, qui cessent la croûte à l'atelier en devenant ; qui fêtent le « saint lundi » et se bousculent chez le marchand de vin ; qui courent les goguettes, ces vivaces sociétés chantantes au temps du rai-citoyen, et les guinguettes, à Nogent et ailleurs ; qui hantent les « charbonnières » provençales et les sociétés de secours mutuel, ancêtres du syndicat. Chez les bons bourgeois aussi, qui s'attachent au cercle pour parler librement et lire le journal, sans s'opposer à ce que le populaire les envie et, à l'occasion, les imite. Chez quelques-uns de ceux, aussi, qui ont voulu comprendre, ou accompagner ce nouveau passage de la politique par tous : voir Zola ou un Mâle du Camp, le social-bourgeois Emile Olivier (ou l'abbé), le philosophe

républicain Charles Renouvier ou Daniel Halévy en visite chez les paysans du Centre. Sans oublier quelques grands noms fédérateurs et troubleurs, Garibaldi ou Jourdain.

MAGULHON a senti, en outre, qu'à travers lois et décrets, révolutions et élections au siècle dernier, tout n'était pas dit ni réglé : qu'une circulation plus souterraine avait fait monter la République dans les cours, qu'une reconnaissance pour le démocrate avait presque envahi maints Français. Il le prouve en filant avec persévérance devant les effigies et les statues, les inscriptions et les fontaines qui ont marqué cette union, par la « statuménie » dans les villes et tentaculaires comme dans l'humble bourgade qui signe de l'œil à la lumière. En suivant aussi, sans répit, la violence à la trace : celle des révolutions bien sûr, celle de Justus avec une dévotion très neuve, mais également celle des symboles, et même, en quelques pages poignantes, celle des équilibristes et des bouchers.

De cette sociabilité, entendue au bout du compte comme une « douceur de vivre » l'espérance civique, M. Agulhon s'est dévoué sans peine ni honte jusqu'aux grands débats toujours actuels qui nourrissent le second volume : les rapports entre conscience nationale et réveil des régionalismes, entre droite et gauche, entre la Révolution de 1789 fondatrice et le cours des guerres « franco-germaniques ». Mais il l'a fait en historien rivé au cycle chronologique de son dix-huitième siècle, « singulier et non pas banal d'une perpétuelle

transition vers l'actuel ». En bref, en lisant pour nous un monde que nous avons perdu, où l'on apprit à vivre civilment et où d'aucuns ont su payer le prix de cet élan républicain, en saisissant tout à tour « les dominos et le fusil ».

LES sociabilités de M. Agulhon ont fait école. On s'en convaincra en découvrant les Actes de deux colloques de 1983, tenus à Bad-Homburg entre historiens français et allemands, puis à Rouen à grand renfort de spécialistes de toutes les périodes historiques, et qu'Étienne François et François Thémerson ont fort proprement édités. En savent aussi une jeune revue qui lance publiquement l'histoire du sport, avec pour sous-titre le *Société par le sport*. Maurice Agulhon est partie prenante de ces trois entreprises, avec cette modestie bourru des vrais savants qui conviendrait qu'il se vante un peu. On ne s'en étonnera pas chez ce faux vagabond qui voudrait tant savoir pourquoi diable la politique est entrée dans nos mœurs. Le lire au vil de la campagne électorale qui nous occupe est un vrai rafraîchissement.

P.S. — Dans une étrange référence aux dynasties universitaires, j'ai commis, par deux fois, un lapsus dans ma dernière chronique, le 11 mars. Robert Etienne me fait en effet remarquer — avec le sourire — que c'est lui, le père, qui a signé le chapitre sur « la Gaule romaine » dans l'*Histoire de la population française* (PUF), et non pas Roland Etienne, son fils, le plus vigoureux historien de l'Antiquité. Dont acte : je rends à César ce qui n'est pas à Auguste.

★ **HISTOIRE VAGABONDE**, de Maurice Agulhon, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2 vol., 318 et 346 pages, 125 F le volume.

★ **SOCIABILITÉ ET SOCIÉTÉ BOURGEOISE EN FRANCE, EN ALLEMAGNE ET EN SUISSE (1750-1850)**, sous la direction d'Etienne François, Editions Recherche sur les civilisations, 319 pages, 262 F.

★ **SOCIABILITÉ, POUVOIRS ET SOCIÉTÉ. ACTES DU COLLOQUE DE ROUEN, NOVEMBRE 1983**, textes réunis par François Thémerson, Publications de l'université de Rouen, n° 110, 654 pages, 368 F.

★ **SPORT-HISTOIRE. LA SOCIABILITÉ PAR LE SPORT**, n° 1, 1988, Privat, 150 pages, 95 F (souscrit).

Les "mordus" de la Télé racontent...

Michel Rolyé, Jacques Mougenot, Jacques Royer

La Télé des allumés



Portrait joyeux d'une enfance bercée par le Petit Écran, ce livre raconte ce que la Télé nous faisait. Pour la première fois, plus de 250 émissions, créations et mots de la Télé sont décrits à travers le regard d'un trio d'anciens de la Télé.

INA/Aubier

Philippe PONS

D'Edo à Tokyo

Mémoires et modernités

"Livre riche, varié, vagabond, livre d'historien et de sociologue, mais d'abord de promeneur, de citadin".

Maurice Pinget/Le Monde

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD

Edward H. Carr, gentleman-historien

La leçon de méthode et d'optimisme du célèbre soviétologue anglais.

D'EDWARD H. CARR, on ne connaît guère en France que les premiers volumes de son immense *History of Soviet Russia*, cette *Révolution bolchevique* courageusement traduite naguère aux Editions de Minuit. C'est dire qu'en dehors du cercle des spécialistes de l'histoire russe, où il est révérend comme un très grand, l'intelligence hexagonale a jugé intempestif cet optimisme inclassable, ce progressisme au marxisme ouvert, ce gentleman facétieux. Il est vrai qu'il avait grandi hors du sérail universitaire et qu'il ignorait l'art de la révérence aux bons maîtres des anciennes ou nouvelles histoires : né en 1892, le grand enfant humain longtemps le crépuscule de l'ère victorienne ; il fut jusqu'en 1936 fonctionnaire au Foreign Office, puis rédacteur en chef adjoint du *Times* aux rudes heures de 1941 à 1946, avant de toucher au havre d'Oxford puis de Cambridge, à

plus de soixante ans. Il y devint, comme on se jouant, un redoutable soviétologue qui ne sombra jamais dans la « kreninologie » de guerre froide.

La grande loi « est posée »

C'est à Cambridge, précisément, qu'il s'efforça de répondre en 1961, devant ses étudiants, à la question bête et première : qu'est-ce que l'histoire ? Mises en volume, ces conférences eurent un très vif succès dans le monde anglo-saxon. Les voici, bien traduites et habillées par Maud Simpson, flanquées du dossier de leur mise à jour que Carr n'avait pas refermé à sa mort, en 1982. Disons tout net qu'elles ont le corps des vieilles bouteilles pour repas de fête : c'est fort, somptueux même, avec ce bouquet

d'humour britannique qui fait chanter les bons bordeloux.

Leur foi dans l'avenir paraît sans doute bien datée : elle se nourrit de la désalinisation et de la coexistence pacifique, de l'euphorie des croissances économiques et des espoirs tiers-mondistes au lendemain de la décolonisation. Mais la grande loi est posée : l'historien est fils du présent, il ne pose au passé que des questions d'avenir. Carr aborde le positivisme hérité du dix-neuvième siècle qui entretient l'illusion d'une histoire égrenant des faits bien établis et brochant objectivement la trame qui les relie. Il plaide pour l'échange soutenu entre les faits et l'interprétation. Il révèle au passage un des bons « trucs » du métier : « Plus j'écris, plus je sais ce que je cherche. » Son histoire est assez hégémonique, entichée de progrès, avec toutefois de singuliers éclaircissements, comme celui-ci : la fureur du

monde, l'impuissance devant l'avenir sont une construction abstraite, un raisonnement externe ; les faits n'y croient pas et ils le prouvent par leur comportement privé, qui les fait vivre et aimer « comme si »...

Il y a dans ce petit livre bien plus qu'un digest de bonne méthode. Carr est déjà au cœur d'interrogations actuelles, celles d'un Ricœur, sur l'historiennation, sur l'enchaînement des histoires à traquer ce qui réside derrière l'acte et le « fait ». Précise et toujours drôle, sa méditation devrait porter à d'utiles révisions dans un monde de l'histoire à la française trop peu porté sur l'épistémologie.

J.-P. R.

★ **QU'EST-CE QUE L'HISTOIRE ?**, d'Edward H. Carr. La Découverte, collection « Armand Colin », 233 p., 120 F.



ANNIE LECLERC Origines

"Sous le signe de Rousseau, Annie Leclerc a écrit son livre le plus subtil et le plus émouvant, *Origines*".

Josyane Savigneau/Le Monde

"Des phrases scintillantes à vous couper le souffle sont là pour rappeler qu'Annie Leclerc est un écrivain remarquable".

Christophe Guies/Le Point

"Livre éprouvant, émouvant, exalté et parfois exaltant".

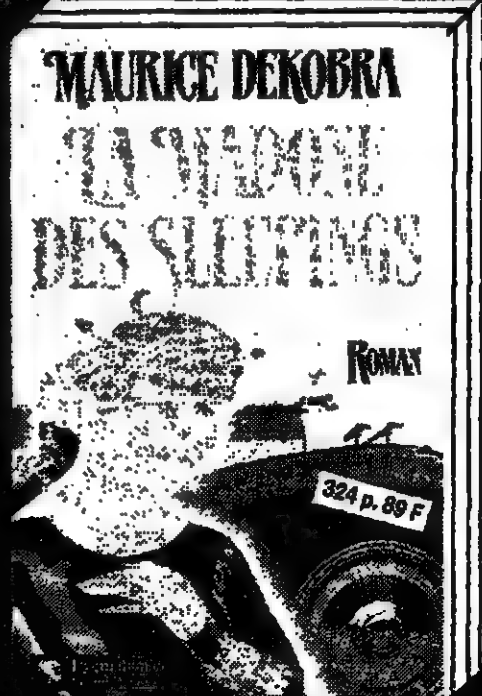
Jean-Jacques Brochier/Le Magazine littéraire

ROMAN

GRASSET

15 MILLIONS d'exemplaires vendus dans le monde

drôle, provocante, irrésistible...



la Madone des Sleepings est de retour !

PYGMALION / GERARD WATELET

Salon du Livre - Stand 418 - Hall 7/2 - Tél. 45.30.35.67

سكزا من الاجل

● SCIENCES HUMAINES

Le père de la psychanalyse intégralement traduit

Les habits neufs du docteur Sigmund

NABOKOV disait qu'il y a trois races de mauvais traducteurs : ceux qui commettent des erreurs par ignorance, ceux qui ont la certitude d'en savoir davantage que l'auteur et, enfin, ceux qui ne s'épargnent aucun effort pour enjoliver et toiletter un texte selon leur propre goût. Il est à craindre que Freud ne soit passé maintes fois sous les fourches caudines de ces trois catégories de traducteurs. Quelques-uns, effrayés de voir les lecteurs faire joujou avec des théories aussi dangereuses et mal-propres, arrangèrent une version convenable, à mi-chemin entre la Bibliothèque rose de l'inconscient et le Guide bleu des pulsions.

La plupart, considérant les ouvrages de Freud comme un cabinet des curiosités, privilégiaient les « cas » sans se soucier de la rigueur de la pensée ; une poignée d'irréductibles se voulaient plus royalistes que le roi et en rajoutaient dans le vocabulaire abscons, là où Freud, trop modeste, se contentait des mots de la vie quotidienne. C'est ainsi que Bruno Bettelheim, poussant le fameux cri « *Traduttore, traditore* ! » dut prendre la défense du bon vieux docteur dont l'œuvre « tout entière est faussée par la traduction ».

Quand, en 1920, il reçoit Ciarède, l'un de ses premiers traducteurs français, Freud lui montre un rayon de sa bibliothèque encombré de ses œuvres dans des versions anglaise, russe, hollandaise, hongroise, polonaise et italienne... « *Pas une seule traduction française !* » soupire-t-il. Les vœux de Freud seront pourtant exaucés. Entre 1922 et 1927, trois éditeurs, Payot, Gallimard et Felix Alcan, se disputent le privilège de rendre Freud accessible en français ; ils en confient la tâche à des germanistes qui n'ont pas de formation psychanalytique car, comme l'écrit René Laforgue : « *Le Français a, devant un livre, une tout autre attitude que l'Allemand. Il exige que tout soit exposé avec brièveté et clarté.* »

Ces traducteurs étrangers au monde psychanalytique, parmi lesquels Samuel Jankélévitch,

seront les premiers à endosser l'habit du traître.

Dans les années 60, pendant que les faces réclament le « retour à Freud », les psychanalystes, freudiens orthodoxes et lacaniens confondus, s'indignent de voir le maître de Vienne plus souvent trahi que compris. Les traductions paraissent, nombreuses, mais dans la plus totale anarchie. Tel inédit est publié dans une revue psychanalytique, tel autre dans une feuille confidentielle pour servir d'illustration à un thème littéraire. On arrive bientôt à ce paradoxe : presque toute l'œuvre de Freud est disponible en français, mais éparpillée çà et là, dans des livres introuvables ou des périodiques éphémères gisant quelque part sur les rayons d'une bibliothèque.

Un bijou de famille en un arpent de terre

Les fils prodiges de Freud, dans l'euphorie de la jeunesse, ont dilapidé l'héritage de la psychanalyse, chacun se disputant un bijou de famille ou un arpent de terre. Et voilà que, la maturité aidant, ils se sentent le devoir de mettre en commun leur patrimoine. Cela ne va pas sans querelles ni chamailleries, mais l'important est de restaurer le château familial. L'affaire est d'autant plus pressante que les analystes d'outre-Manche se sont attelés à la tâche bien avant la seconde guerre mondiale. Les œuvres complètes de Freud en anglais, achevées il y a quinze ans par James Strachey, restent un modèle de l'édition.

Dans les années 60, la France part à la recherche d'un chef d'orchestre de la stature de James Strachey. Dès le début, une polémique éclate dans les colonnes du *Monde*. Marthe Robert, tout en critiquant les « néologismes inutilisés » qui ajoutent à la confusion des idées, rappelle que Freud est aussi un grand écrivain : la traduction de ses œuvres devrait être confiée à des germanistes, même s'ils ne sont pas des initiés de la psychanalyse. Il faut, répliquent Laplanche et Pontalis, « connaître



Freud avant de le traduire (1). Une traduction littéraire, même rugueuse, disent-ils, vaut mieux qu'une version élégante qui se révélerait, à l'usage, une belle infidèle.

Après un long combat éditorial et d'interminables tractations, les Presses universitaires de France et l'équipe du professeur André Bourguignon peuvent enfin présenter le premier des vingt et un volumes que comptera l'édition française des *Œuvres complètes*. La direction générale en est assurée par André Bourguignon et un germaniste, Pierre Cotet. Janine Altounian se charge du travail d'homogénéisation, Alain Rauzy de l'appareil critique (notices, notes et variantes). Une commission terminologique a été créée sous l'impulsion de Jean Laplanche et du Canadien François Robert pour déterminer un glossaire et astreindre à une certaine rigueur les équipes de traducteurs composées d'environ trois personnes, dont au moins un analyste.

Les vingt et un volumes, qui paraîtront au rythme de deux par

an, ont été classés selon la chronologie de leur rédaction. Chaque texte sera précédé d'une notice sur les circonstances de son élaboration et sur les traductions déjà existantes. Le tout s'achèvera sur un index des personnes, des œuvres citées et des matières. Le premier volume à paraître, qui forme le treizième tome de ces *Œuvres complètes*, rassemble les écrits de 1915 : l'histoire de l'homme aux loups (traduite sous le titre *A partir d'une névrose infantile*), *Actuelles sur la guerre et la mort*, *Métapsychologie*, avec aussi une lettre à Hermine von Hugheimuth, la fameuse *Communication d'un cas de paranoïa contredisant la théorie psychanalytique* et un très bel éloge de l'éphémère, *Passagère*.

André Bourguignon avoue volontiers qu'il considère le texte freudien comme un texte scientifique, qu'il faut aimer les œuvres du père de la psychanalyse comme Montaigne aimait Paris, avec « *ses verrous et ses taches* ». Il préfère le rôle du disciple consciencieux à celui du traître

fringant. Le risque est de censurer toute émotion, de livrer, comme disait Bruno Bettelheim dans un « coup de gueule » mémorable (2), une traduction sans âme. Entre Freud l'écrivain, le merveilleux romancier des « cas », et Freud le pédagogue, dont les interprétations et les théories ne valent que par la précision de leur vocabulaire, faut-il absolument choisir ? En refusant d'introduire une belle infidèle dans le sérail psychanalytique, n'y a-t-on pas conduit une épouse respectueuse des enseignements du maître mais un peu guidée d'allure ?

Un amendement que Freud aurait applaudi

Le grand mérite de cette nouvelle traduction, outre sa clarté, est cependant d'avoir respecté scrupuleusement le texte allemand, de ne jamais prendre aucune liberté avec la pensée freudienne. Les « trucs » que Serge Moscovici (3) dénonçait naguère dans les anciennes traductions seront sans doute évités. Quelques concepts s'en trouvent modifiés. Ainsi parlera-t-on de « *névrose de contrainte* », plus proche du sens allemand, au lieu de « *névrose obsessionnelle* », formule évocatrice mais peu fidèle. De même, « *forclusion* » sera banni au profit de « *rejet* », un amendement que Freud aurait applaudi.

On remarquera aussi le louable effort des traducteurs pour rétablir la notion d'*'âme'*, chère à Freud et boudée par ses fils, qui la jugeaient trop fumeuse. Mais pourquoi remplacer « *psychique* » par le terme « *animique* », qui donne au texte de Freud un parfum de caducité et d'éclectisme ? On chicanera aussi l'équipe d'André Bourguignon sur des néologismes tels que « *déstrance* », « *refusement* » (vive la bonne vieille « *frustration* » !), ou « *passagère* » (alors que le mot « *éphémère* » rendrait mieux le sentiment de fugacité et de mélancolie qui plane sur les réflexions de Freud l'humaniste).

Certains ne manqueront pas de suspecter là une tentation de rava-

ler le logis des psychanalystes, menacé dans ses soubassements. D'autres se demanderont s'il ne s'agit pas d'une tactique de repli. Au moment où la pensée freudienne devient moins crédible parce que trop vulgarisée, ses défenseurs mettent de nouvelles serres à leur porte, inventent des codes, des mots de passe inédits. Une manière de rappeler que les psychanalystes refusent la braderie des fins de règne. Quand l'engouement se porte davantage sur l'histoire de la psychanalyse, n'y a-t-il pas, dans l'air du temps, une volonté de montrer que la psychanalyse n'est pas seulement une affaire de coterie, de chapelle ou de guerre civile, mais aussi une discipline scientifique, avec une terminologie rigoureuse à manier avec prudence, et un outil de travail sur lequel veille jalousement une équipe de chercheurs ?

L'essentiel est que cette entreprise, l'édition des *Œuvres complètes* de Freud en français, qui paraissait si gigantesque, si déraisonnable, s'annule sous les meilleurs auspices. Espérons que le « retour à Freud », annoncé depuis longtemps, sera enfin lieu. Après avoir longuement vagabondé dans les paysages erratiques de la traduction, le père de la psychanalyse va enfin pouvoir poser ses volumineuses malles dans la maison du professeur Bourguignon, sous l'œil vigilant de Jean Laplanche.

ROLAND JACQUARD.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES**, de Sigmund Freud, vol. XIII, traduit par James Altmann, Anne Balch, André Bourguignon, Alice Chert, Pierre Cotet, Jean-Gilbert Delorme, Daniel Waisman, Jean-René Lachaux, Jean Laplanche, Jean-Luc Martin, Alain Rauzy, Philippe Soulez, Presses universitaires de France, 350 p., 195 F.

(1) *Le Monde*, 8 février et 1^{er} mars 1967. Le débat se poursuivra en avril 1973 entre Roger-Pol Droit et J.-B. Pontalis.

(2) *Freud et l'âme humaine*. De la traduction à la traduction. Préface de Michel Montclair, Laffont, 1982.

(3) « Quand traduire-t-on Freud en français ? », *Le Monde* du 11-12 janvier 1981. Voir aussi la *Revue française de psychanalyse* : « *Traduire Freud* », PUF, novembre-décembre 1983.

Corpus : premier bilan

Si les livres de Michel Serres provoquent des réactions diverses, il est une de ses entreprises qui suscite l'enthousiasme unanime : c'est la publication, amorcée en 1983, du *Corpus des œuvres de philosophie en langue française*. Cette gigantesque opération — quatre cents titres dont la réédition devrait s'étendre sur près d'un demi-siècle — vient de passer son premier cap, celui des cinq ans. C'est assez, en tout cas, pour reconnaître que, jusqu'ici, la réussite est totale.

L'idée est née, rappelons-le, d'un constat désolant : le très riche patrimoine intellectuel et littéraire que constitue, du seizième au vingtième siècle, la philosophie française restait encore, il y a peu, inaccessible au grand public. D'innombrables œuvres, injustement oubliées, n'étaient plus connues que de rares chercheurs fréquentant les bibliothèques.

L'initiative est donc partie de Michel Serres, professeur à Paris-I, auteur comblé par les médias. Elle a séduit les éditions Fayard, qui ont accepté de prendre en charge le *Corpus*. Le Centre national des lettres, enfin, ainsi que des mécènes privés ont contribué à financer le projet.

Avec un rythme moyen de huit volumes par an, le *Corpus* publié atteint déjà la quarantaine d'ouvrages. Comment s'opère la sélection des titres ? Autour de Serres, une sorte de conseil de rédaction s'est formé. Il comprend Jean-Robert Armogathe, Louis Audibert, Yvon Belaval, Denis Delbourg, Alain Etche-goyen, Christiane Frémont, Mar-

cel Hénaff, Bruno Latour, Francine Markovits, Jean-Michel Ollé, André Pessel, Isabelle Stengers et Patrice Vermeras. Constitué en association loi de 1901, ce collège détermine le choix des ouvrages et l'ordre de leur publication, qui ne suit pas l'ordre chronologique des livres.

C'est ainsi que, pour citer quelques titres au hasard, nous disposons depuis peu des *Œuvres philosophiques*, de La Mettrie (deux tomes), des six titres de la République, de Jean Bodin (1576), ainsi que d'ouvrages de Condillac et Condorcet, Guizot et Taine, Ravaisson et Lamarck dont le besoin était d'autant plus réel qu'ils étaient devenus pratiquement introuvables. Au programme de ces dernières semaines, *De l'esprit* (1758), le fameux traité de Helvétius, et à celui des prochains mois un *Ramouvier* (*l'Uchronie*) et un *Mably* (*De l'éducation de l'homme*).

Le chevalier

Poulain de la Barre

Tous ces volumes sont réédités, remarquons-le, sans notes ni appareil critique. On peut le regretter, mais cette austérité — qui rebute certains lecteurs — est sans doute imposée par le désir de ne pas alourdir les coûts (ni ralentir le rythme) de publication.

Curieux et spécialistes pourront compléter leur information en plongeant dans la revue *Corpus* que publie, parallèlement à la collection, le même collège éditorial. Sept numéros en sont

sortis depuis 1984. On peut y apprendre, au fil des articles, qui fut le chevalier Poulain de la Barre (auteur prémoniteur, en 1673, d'un libelle intitulé *De l'égalité des deux sexes*), comment la définition de la sagesse a évolué de Charron à Montaigne, ou quel fut le contexte épistémologique dans lequel Lamarck forges ses hypothèses.

Notons que le numéro 5/6 est entièrement consacré à La Mettrie, que le numéro 7 (qui vient de paraître) nous introduit à l'œuvre de Jean-François Senault (dont *L'usage des passions* vient simultanément d'être réédité) et que le numéro 8 (automne 88) portera sur Hélène Metzger, historienne des sciences, morte en 1943 en camp de concentration.

Voilà pour le bilan éditorial. Il suffit à mesurer l'importance de l'entreprise et de ses enjeux intellectuels. Non seulement, grâce au *Corpus*, nous redécouvrons nos auteurs, mais c'est la carte elle-même de notre philosophie qui, peu à peu, est en train de se redessiner sous nos yeux. Des terres oubliées resurgissent, des forêts apparaissent derrière les arbres qui nous les cachent. Certains croient la philosophie française dominée par le subjectivisme et enclavée au bavardage. Avant la fin du siècle, ils seront bien forcés d'admettre qu'elle a été en fait nourrie, jusqu'à la dernière guerre mondiale, par une tradition rationaliste et scientifique — dont on se demande seulement pourquoi elle a été à ce point perdue de vue depuis une ou deux générations.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

Freud au complet

(Suite de la première page.)

Envenime encore le débat la guerre que se livrent sur le plan international et sur le plan national les sociétés rivales de psychanalyse, guerre d'autant plus âpre que ses retombées ne sont pas seulement intellectuelles, mais se traduisent en termes de rapports de force sur le marché analytique.

Le champ de bataille est à ce point confus et le combat est tellement stérile que la situation peut se résumer ainsi, en 1962 : faute d'une édition chronologique complète des œuvres de Freud, la doctrine psychanalytique ne dispose d'aucune perspective historique, d'aucune édition critique, d'aucune unification de vocabulaire. C'est pourquoi cette année-là que s'ouvrent enfin les négociations entre les trois éditeurs français de Freud et son éditeur allemand, Fischer, qui détiennent les droits des œuvres complètes. Une structure commune est mise en place, et, quatre ans plus tard — on avance comme sur des rails — un « comité scientifique des œuvres complètes » est enfin mis sur pied.

Ce comité est une œuvre de haute politique. Plutôt que d'affronter les conflits dans lesquels on s'est jusqu'à présent enlaidi, les trois — Payot, Gallimard et PUF — décident en effet de les gérer en faisant entrer dans le comité des traducteurs représentatifs des divers courants et écoles. Ce melting-pot, où se retrouvent Laplanche et Pontalis, Laplanche et Rieker, Mendel et l'hyppocrite, se montre évidemment incapable de parvenir à un accord scientifique cohérent ; mais il s'échappe pas pour autant aux reproches et aux mises en demeure des sociétés de psychanalyse, qui ne conçoivent pas que le « vrai » psychisme en français puisse ne pas émaner de leurs différentes Églises.

Bref, on navigue encore dans le flot jusqu'à ce que, dans un article domé au *Monde* le 1^{er} mars 1967, Laplanche et Pontalis rompent le consensus non du comité multi-

tendances en affirmant le primat scientifique de la langue sur toute autre considération et qu'ils publient, cette même année, avec PUF, le *Vocabulaire de la psychanalyse*, premier ouvrage d'unification terminologique de freudisme. Dès lors, les choses vont plus vite et plus clair : un accord est signé le 11 mars 1968 consacrant l'abandon du parrainage du projet par les sociétés de psychanalyse et la volonté d'une traduction entièrement nouvelle des œuvres complètes. Il y aura encore des soubresauts, des démissions, des tentatives de traduction refusées, des projets de Freud dans « *La Pénis* », des tiraillements entre les trois qui, bien qu'associés pour le « grand œuvre », n'en poursuivaient pas moins à côté la traduction d'ouvrages anciens de Freud ou même de volumes d'inédits.

Le déclin des stars

Mais ces conflits ne font que retarder un processus qui, cette fois, ne rencontre plus d'obstacle insurmontable. Cela tient sans doute à la cohésion du comité de publication que Pierre Angoulvent (PUF), Robert Gallimard (Gallimard) et Jean-Luc Pidoux-Payot (Payot) se sont accordés à mettre en place. Mais il faut admettre aussi que l'air du temps a changé. Après les retombées idéologiques de 1968, avec la disparition ou la rentrée dans le rang des stars d'un freudisme devenu le point de passage obligé de toutes les modes intellectuelles, les passions se sont quelque peu apaisées. M. Prigent, directeur éditorial des PUF et organisateur tout terrain de la présente aventure, reconnaît : « *Nous n'avons sans doute pas réussi à sortir ces livres si la psychanalyse était demeurée l'enjeu de pouvoirs qu'elle représentait, à une certaine époque.* » La vie scientifique de Freud ne peut commencer qu'à raison de sa mort comme phénomène intellectuel de société.

Mais l'accalmie sur le front des concepts n'a pas résolu tous les problèmes. À l'automne 1982, Gallimard s'est retiré du projet, qu'il ne jugeait pas commercialement compatible avec d'autres investissements de l'entreprise. En janvier 1987, c'est Payot qui a abandonné la course. Se retrouvant seules pour assumer un investissement très lourd (plus de 20 millions de francs), les PUF ont décidé de poursuivre avec des aides multiples du Centre national des lettres et de la direction du livre, qui a notamment financé les travaux de la commission de terminologie. L'équipe, dirigée par André Bourguignon, Pierre Cotet et Jean Laplanche, a également acquis le droit d'utiliser l'appareil critique de la Standard Edition britannique, qu'elle a néanmoins modernisé.

D'autant que, au terme des accords conclus, Gallimard et Payot, s'ils poursuivent leur marche éditoriale propre, ont la possibilité de renouveler leurs traductions existantes ou de les harmoniser avec celles des œuvres complètes des PUF. Bref, c'est bien la totalité de l'édifice freudien (tel que le connaissent les Français) qui se trouve entièrement remise en perspective, sur des bases scientifiques collégiales — même si elles doivent être contestées, au moins jusqu'en 1995, date à laquelle l'œuvre de Freud appartiendra au domaine public.

En attendant, l'édition PUF, seule édition historique et critique existante française, fera autorité. Et c'est la rigueur scientifique des traducteurs n'a reculé devant aucune audace, c'est bien une page nouvelle de notre modernité culturelle qui vient de s'ouvrir.

PIERRE LEPAGE.

★ **ŒUVRES COMPLÈTES**, de Sigmund Freud, Tome XIII : 1914-1915. Une névrose infantile. Sur la guerre et la mort. Métapsychologie. Autres textes. Presses universitaires de France, 350 p., 195 F.

● LINGUISTIQUE

Guérillas autour des mots

La saison est aux bilans, l'époque se veut encyclopédique. Denis Slakta fait le point sur vingt ans d'escarmouches linguistiques.

AUJOURD'HUI, rien n'interdit de commencer à la manière d'Hilary Putnam : par une histoire de science-fiction (1).

Supposons qu'un savant fou ait réussi, en 1968, à séparer du corps le cerveau d'un bon linguiste structuraliste. Le cerveau est placé dans une cuve contenant une solution nutritive et relié à un super-ordinateur qui lui permet de communiquer. Notre structuraliste se trouve réduit d'un coup, comme le demande Noam Chomsky, au statut « de locuteur auditeur idéal ». La théorie linguistique est prête à devenir mentaliste. Le savant fou décide alors de congeler le cerveau pour vingt ans.

L'opération se passait donc en 1968. Et le linguiste venait de lire avec délectation un recueil collectif : « pluridisciplinaire » même : *Qu'est-ce que la structuralisme ?* (2). Notre héros, comme disait l'ancienne critique, pouvait s'absenter pour un temps, presque totalement heureux. Sa discipline, triomphante, tenait lieu de science-pilote : Jakobson était trahi, ainsi que Hjelmslev. André Martinet avait publié *Éléments de linguistique générale*. Wagner encourageait les travaux, surtout en syntaxe et en lexicologie.

Les domaines conquis se multipliaient : la lexicologie avec Jean Dubois, la sémantique avec A.-J. Greimas ; enfin Jean-Claude Chevalier publiait un superbe essai d'épistémologie historique.

Cependant, l'inquiétude persistait. Noam Chomsky mettait en cause les principes de l'analyse structuraliste. La séduction de sa démarche était indéniable : tenter une explication des faits est plus satisfaisant pour l'esprit qu'une description, même exhaustive.

De plus, au lieu de s'en tenir à un corpus d'énoncés anonymes, voilà que Benveniste, au travers d'études sur les pronoms personnels, mettait au jour le rôle décisif d'*« être »* auquel « se ramènent tous les emplois d'*« être »* » ; il n'existe pas de concept « je » englobant « tous les je qui s'énoncent à tout instant dans les bouches de tous les locuteurs ». Pour donner une référence à je, il faut prendre en compte « l'acte de discours où il est prononcé », où je désigne le locuteur.

Les concepts de situation, d'acte de discours, d'énonciation montaient au premier plan. Sans compter que la définition de discours sonnait étrangement : « Toute énonciation suppose un locuteur et un auditeur ; et chez le premier l'intention d'influencer l'autre. » N'y avait-il pas là comme l'annonce d'un retour à « l'ancienne rhétorique », celle d'Aristote pour parler clair ?

Les conséquences pouvaient inquiéter aussi bien le structuraliste au bord de la congélation que les jeunes chomskyens déjà privés de corps. Benveniste opposait *je* à *il* : *je* est un *je* qui, en locuteur accompli, l'acte de jurer (l'acte même) ; tandis que *il* n'est qu'une description ou une information « au même plan que le court ou le fume ». Dès lors, Benveniste ne pouvait manquer de faire référence aux travaux d'Austin, qui allait donner « la théorie des actes de discours (je vous promets, demande, conseille de...) » dans *Quand dire, c'est faire* (3).

Une science trop humaine

Cela, le cerveau du structuraliste l'ignorait, congelé dans une cuve jusqu'en 1988. Son réveil le plonge d'abord dans la tristesse. Esprit libre, il dresse un premier constat.

La linguistique ne semble plus susciter les passions. Quant à éliminer les conversations de table ! Les gens s'intéressent toujours à la langue, mais d'une façon un peu trop normative, comme si la structuralisme n'avait jamais existé. Et c'est à peine s'il est encore mentionné, le cher disparu. Cherchant un nouvel *isme* fédérateur, le cerveau ne trouve à première vue qu'un domaine mortel où s'érigent des chapelles bruyantes du mal qu'on dit des autres à défaut de citer leurs travaux. Du point de vue institutionnel, la linguistique est bel et bien

devenue une science humaine ; trop humaine.

Mais qu'importe l'institution ! Quand il recommence de travailler, notre héros est des surprises très agréables. Il retrouve avec plaisir son cher Robert ; lui, au moins, tenait le coup. Pui il lit le second volume des *Problèmes de linguistique générale* (4). Trois remarques l'encouragent. Premièrement, les concepts opératoires ne sont pas « des vérités éternelles ». Deuxièmement, la grammaire générative transformationnelle pouvait être « excitante », comme en témoignent ces questions : « Quelles sont les lois qui permettent de passer d'une structure syntaxique à une autre ? » Comment une phrase active « peut-elle se transformer en formulation passive ? » Troisièmement, « il y a plusieurs linguistiques, il y a plusieurs manières de les pratiquer ». Notre structuraliste décide d'aller y voir ; avec Benveniste pour guide.

Il s'arrête d'abord à Grammaire des insultes et autres études de Nicolas Ruwet, un livre

alors une formule de Saussure : « Le problème linguistique (...) est avant tout sémantique ».

Reste que la sémantologie — science étudiant les systèmes de signes — s'était, elle aussi, diversifiée, comme en témoignaient les travaux d'A.-J. Greimas.

Aristote et Alexandre

Et la sémantique ? En vingt ans, elle avait étendu son domaine au-delà du monde réel : jusques aux mondes possibles. Ce qui avait pu entraîner quelques fadaïses que dissipait avec élégance la logique du nom propre de Saul Kripke. Les mondes possibles « ne sont pas des répliques fidèles du monde réel », mais des « états possibles » du monde que la langue nous permet de construire et d'apprécier. Comme lorsque nous avançons une hypothèse contraire aux faits : « s'il avait été cordonnier, Aristote n'aurait pas été le maître d'Alexandre ».

A partir de tels exemples, Saul Kripke propose une nouvelle ana-

lyse des relations, depuis longtemps débattues, entre nom propre et description définie. La description définit le maître d'Alexandre mentionne une possibilité parmi d'autres. Sans cesse d'être Aristote, Alexandre aurait pu se dispenser d'être le maître d'Alexandre. La description définit donc la référence pour un monde possible, le monde réel.

En revanche, le nom propre d'Aristote reste approprié pour une infinité de propriétés, au gré des hypothèses qu'on peut forger. Lui seul restant stable (Aristote sera toujours Aristote), c'est un désigneuse rigide. Stuart Mill avait vu juste : le nom propre désigne un individu sans lui assigner de propriété (« sans connoter ») ; il sert simplement à « indiquer un sujet possible de discours ».

Le cerveau dans la cuve était dans la béatitude. Elle fut de courte durée : il s'aperçut vite que les théories sémantiques du sens et de la référence lui permettaient de parler du monde, ou de divers « états du monde » ; mais que, dans sa cuve, il ne pouvait ni demander, ni conseiller, ni même ordonner quelque chose à quelqu'un. Bref, lui faisaient défaut et un corps et cette pragmatique dont Charles Morris avait parlé autrefois. Derrière, songes à Benveniste ; et il reconstruit les théories de l'énonciation : à sa façon, John Searle avait continué les travaux d'Austin ; et ses livres nourrissaient passions et controverses. (La question des actes indirects (ou dérivés) troublait les linguistes d'à présent.)

Voici « un jeu de langage », à deux participants, « cas typique d'indirectivité ». L'étudiant Arthur invite son amie : « Allons au cinéma ce soir. » Ursule, très sérieuse, répond : « Je dois travailler pour mon examen. »

Comment se fait-il que l'énonciation d'Ursule compte pour un refus alors qu'elle n'a pas dit Je refuse ? Pour Searle, Ursule accomplissait deux actes : un acte primaire de refus, et un acte secondaire, « l'affirmation selon laquelle elle doit préparer son examen ». Machinerie bien complexe, et qui repose sur une confusion entre phrase et énoncé : Ursule utilise une phrase déclarative (où je dois stipuler une obliga-

LE NOUVEAU COMMERCE 1988

UN QUART DE SIÈCLE DE PUBLICATIONS
25 ans d'avance

Georges PERROS
Anna AKHMATOVA
Victor SEGALÉN
Djuna BARNES
Maurice BLANCHOT
Emmanuel LEVINAS
Paul CELAN
Julien GRACQ
César du MARSAIS
Guennadi AIGUI
Claude MOUCHARD
André MARTE BOLDIN
André DALMAS
Kenneth WITTE
Krista WOLF

vient de paraître

CAHIER 70 - PRINTEMPS 1988

Emmanuel LEVINAS - Pierre PACHET - Christoph HEIN
Alain ARNAUD - Jean PAULHAN ...

En librairie 85 F. Distribution NQL, 78 boulevard Saint Michel 75006 Paris

Henri THOMAS



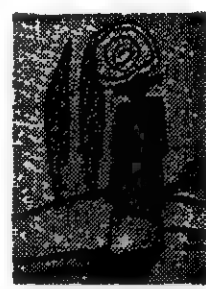
Un détour par la vie

roman

GALLIMARD nrf

ERIC DESCHODT

Le royaume d'Arles



« ... Écrit et composé selon les traditions, ce beau roman nous offre une de ces lectures lentes, nourries de superbes paysages, d'histoire, de digressions... »

FRANÇOIS NOURISSIER
de l'Académie Goncourt

J. Clartès

● AMÉRIQUE LATINE

Un continent au scanner

Alain Touraine jette un regard de passion et de raison sur les tempêtes, les infortunes et les espoirs de l'autre Amérique.

LA Parole et le Sang : un bon titre pour ce très beau et très fort livre d'Alain Touraine sur l'Amérique latine, un ouvrage d'une exceptionnelle densité, brillant, rigoureux, que certains pourront trouver d'une approche difficile — le sociologue ne saurait complètement renoncer à son langage et, parfois, à ses tics de spécialiste — mais qui s'impose comme un remarquable texte de référence et d'analyse.

La parole — le débat politique — et le sang — l'action violente — s'affrontent sans doute, mais se conjuguent aussi, coexistent fréquemment dans ce continent complexe, mouvant, fascinant, où la politique est moins affaire d'intérêts que de passion.

Et c'est bien un livre de passion que nous offre Touraine, un cri de tendresse et de vraie compréhension pour des pays dont il suit l'évolution, avec une attention sans défaut, depuis plus de trois décennies. Ce travail de bédouin, cette impressionnante synthèse de près de six cents pages, sont le fruit de très nombreux ouvrages d'étude et d'une connaissance personnelle de la classe politique et de l'intelligentsia des nations considérées.

Sisyphos est à l'œuvre

Ce livre pourrait s'appeler *L'Amérique latine en mouvement*, tant est forte, au fil des pages, cette impression de bouillonnement, d'espérances frustrées, de révoltes latentes, de tempêtes sociales qui n'écarteront jamais. Tant est puissante cette aspiration au mieux-être, à la justice, au progrès, à un mode de développement original ; cette recherche permanente, mise en échec par des obstacles naturels, des raisons internes ou des facteurs externes qui échappent au contrôle des dirigeants. L'Amérique latine reste encore largement dépendante — et certaines régions dans les Caraïbes et en Amérique centrale relèvent même du statut colonial. Sisyphos est à l'œuvre dans la coulisse entre le Rio-Grande et la Terre de Feu.

Alain Touraine se veut et reste objectif, sans illusion et sans concession, mais il reste aussi obstinément tourné vers l'espoir, malgré les défauts, les carences — ce qu'il appelle d'abord la « faiblesse des acteurs sociaux » — et le recul brutal des économies latino-américaines depuis 1981. La question n'est plus, en 1988, de savoir si l'Amérique latine peut se développer et comment, mais plutôt si elle peut cesser de reculer. Le bilan est sombre : non seulement la crise augmente les inégalités sociales, déjà considérables, mais la société se désagrège, l'insécurité augmente dans les

villes, l'économie s'épuise, les capitaux s'enfuient ou se jettent dans la spéculation.

« L'Amérique latine, constate justement Touraine, s'était rapprochée des pays les plus anciennement industrialisés ; elle s'en éloigne aujourd'hui. » Malgré ces prévisions pessimistes, Touraine refuse le choix « dévastateur » entre la croissance économique et la participation sociale. Son étude de plus d'un demi-siècle d'histoire de l'Amérique latine est enrichie de synthèses exhaustives sur les « catégories » sociales, les formes d'action collective, les luttes paysannes, les syndicats, les Eglises, le rôle capital des universités, mais également sur le socialisme ou la révolution cubaine.

Les chances de la démocratie

C'est l'Amérique latine au scanner : des images précises, une mise en place de ce que l'auteur appelle les politiques nationales-populaires — le populisme reste la « grande tentation du continent » — et la forme « dominante d'intervention sociale de l'Etat » — et une interprétation des interventions militaires. Une réflexion aussi sur les dictatures antipopulaires et sur les chances de la démocratie, « une idée neuve » dans l'Amérique latine des années 80. Ses chances sont réduites par l'ampleur de la crise et les menaces latentes de militaires jamais vraiment résignés à ne plus jouer les premiers rôles. On le voit bien, par exemple, dans l'Argentine d'Alfonso, l'Uruguay de Sanguinetti et le Brésil de Sarney. Fragilité d'autant plus grande que les mouvements sociaux dans leur majorité ne sont pas encore vraiment représentatifs et qu'ils restent généralement subordonnés au pouvoir politique. D'où la recherche de l'homme fort, providentiel, mais aussi ces variations brutales des cotes de popularité des dirigeants. Sauf exception, les opinions publiques sont, dans ce continent, particulièrement volatiles.

Sauf exception ! Voilà bien évidemment la difficulté de toute analyse globale, même nourrie d'exemples et de rappels judicieux. Le Mexique, les Caraïbes, l'Amérique centrale, les pays andins, le Brésil, les nations du cône sud : autant de facettes d'une mosaïque complexe. La distance, pour ne pas dire parfois l'abîme, n'est pas seulement géographique — entre villes et campagnes, entre la côte et la Sierra, — elle est historique. L'auteur le sait. Mais il ne peut éviter quelques affirmations qui méritent tout cas avec raison les Cassandre, dont les analyses (fondées

d'abord sur la misère, l'injustice et la violence) sont démenties par l'absence de conséquences politiques et sociales annoncées comme « inéluctables ». Alain Touraine entend aussi prendre ses distances avec le tiers-mondisme doctrinaire, et il est vrai que l'importance de la présence des Etats-Unis à tous les niveaux n'est pas au centre de sa réflexion.

Il estime, lui, que l'avenir de l'Amérique latine dépend « surtout de la transformation de sa conscience nationale en volonté de modernisation ». Son objectif majeur n'est pas de rapporter les événements ou d'analyser des institutions. Son choix est d'éclairer « la forme de l'action sociale et politique, les manières de faire de la politique » en Amérique latine. Tâche primordiale ? Sans doute. Un objectif atteint avec brio et sérieux. Touraine est bien un compagnon de travail, de réflexion et de combat des meilleurs économistes et sociologues latino-américains, soucieux de relancer les grandes ambitions de la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine).

Face à une telle somme de connaissances, à une telle qualité d'analyse, on éprouve quelques scrupules à relever ici ou là une information discutable sur les « toukals » des fermes collectives péruviennes ou encore sur le trafic de drogue, de plus en plus important et dont les effets sont plus complexes que ne l'indique l'auteur. Caballero, Touraine néglige d'insister sur la corruption, un fléau généralisé, sur le manque de civisme, la fuite des capitaux, sur les « faiblesses » proprement latino-américaines. Et il surprendra peut-être certains en affirmant que l'Amérique latine a peu connu, au moins depuis la fin de la révolution mexicaine, la violence révolutionnaire, bien qu'il admette que « l'histoire du continent est couverte du sang des paysans massacrés et des ouvriers fusillés ». Il étonne davantage en refusant de tenir compte des séquelles de la colonisation espagnole ; et son refus d'étudier « l'âme » du continent surprend chez un homme si manifestement amoureux de son sujet. Brontilles, nuancées...

L'essentiel dans la Parole et le Sang reste cette mise en perspective magistrale d'un continent. Cette formule pourrait conclure : « Beaucoup de sang et de larmes ont été versés en Amérique latine, mais peut-être moins que dans notre Europe de l'Ouest, comme de l'Est, si fière de sa raison, de sa science et de sa richesse. »

MARCEL NIEDERGAU.

★ LA PAROLE ET LE SANG, politique et société en Amérique latine, d'Alain Touraine. Ed. Odile Jacob, 548 p., 190 F.

Le colonisateur colonisé

Dans le Mexique d'entre seizième et dix-huitième siècle, décrit par Serge Gruzinski le double destin de la culture indienne.

« **I**Ls veulent paraître chrétiens, tout en étant idolâtres » : d'un trait, Jacinto de la Sierra, vicaire général du diocèse de Mexico au milieu du dix-septième siècle, indique l'écartèlement des Indiens christianisés du Mexique espagnol. Plus d'un siècle après la conquête, les anciens rites n'ont point été abolis par l'acceptation massive de la nouvelle et vraie foi. Derrière les apparences d'une conversion sans reste, demeurent vifs les gestes et les croyances de la culture détruite. Cette religion double a de quoi mettre en souci les clercs pourfendeurs de superstitions. Pour les Indiens, déchirés entre deux mondes, elle est le signe d'une identité brouillée, la raison d'un insoutenable mal-être.

Comprendre cette incertitude, qui produit une culture aux allures instables, exige de porter un regard neuf sur l'entreprise colonisatrice. Celle-ci n'est pas seulement détournement des richesses, domination politique ou contrôle des corps. Dans la Nouvelle-Espagne, elle vise un plus ambitieux dessein : imposer aux vaincus une manière nouvelle de penser leur relation au sacré, au passé, à l'espace. Dans un livre tout de savoir et d'invention, Serge Gruzinski explore le double effet de cette « colonisation de l'imagination » : d'une part, le lent mais inexorable démantèlement des schémas de perception et de représentation qui permettaient l'intelligibilité du monde dans la société d'avant l'Espagne ; d'autre part, l'appropriation par les cultures indiennes des techniques, des croyances, des concepts importés pour les soumettre.

C'est, d'abord, une colonisation de l'œil qui bouleverse les principes d'organisation de l'espace graphique. Pour preuve, les transformations des « peintures » qui étaient, avec les traditions orales, le conservatoire de l'interprétation du monde, et qui, dans le Mexique colonial, sont utilisées comme calendriers, inventaires de biens, mémoires judiciaires ou cartes de terroirs. Progressivement, le plume ou le pinceau tenu par des Indiens christianisés en modifie les formes : l'écrit alphabétique y supplante l'ancienne pictographie, les codes de l'imagerie occidentale (la profondeur et l'orientation de l'espace, la



À dix-huitième siècle, le christianisme indigène a « colonisé » la religion imposée.

figuration réaliste de la personne) s'y substituent aux conventions autochtones (le plan unique, les motifs séparés, les contrastes chromatiques).

La compréhension du temps

A cette révolution de la représentation se lie celle de la compréhension du temps. Celui qu'imposent les Espagnols est tout ensemble linéaire, universel, mesurable et articulé par la coupe entre l'avant et l'après de leur venue ; celui des traditions indiennes était tout différent, marqué par le retour de cycles réguliers, fondé sur les répétitions et les correspondances. Comme l'attestent les *Relaciones*, ces extraordinaires enquêtes administratives de la fin du seizième siècle qui contraignent les Indiens à produire un discours sur leur propre passé, la temporalité du colonisateur vient à structurer toute la narration historique indigène.

Plus difficile à imposer était le concept chrétien de la personne, la notion d'un moi autonome et responsable, pêcheur et redimé. Il fallait pour cela briser la représentation héritée, qui enserrait et absorbait l'individu dans un lacs de dépendances multiples, ne lui donnant existence que dans son rapport aux dieux, aux ancêtres ou à la communauté. Par l'effacement obligé de la confession, par la proposition de modèles de spiritualité permet-

tant de vivre la croyance au singulier, par l'utilisation pastorale des visions indigènes qui expriment l'expérience subjective dans un lexique de chrétien, l'Eglise mexicaine a réussi (au moins partiellement) à faire interioriser par les nouveaux convertis une manière inédite de penser leur être individuel et leur rapport à eux-mêmes.

Dès la fin du seizième siècle, la partie semble gagnée pour les conquérants espagnols. L'ancienne culture n'est plus que lambeaux, traces ou résurgences. Le système de pensées et de pratiques qui autorisent la compréhension et la manipulation du monde, qui identifiaient et captaient l'immanence du divin, s'est abîmé avec les anciens pouvoirs et les anciennes coutumes. Abandonnés, les dieux se sont vengés : « Comme après qu'ils devinrent chrétiens leurs dieux disparurent, c'est alors qu'ils commencèrent à mourir ». Dans les *Relaciones*, les Indiens expliquent ainsi cette mort épidémique qui les emporte tous — ou presque. Dans le Mexique central, d'après des estimations acceptables, la population serait ainsi tombée de 25 millions d'habitants avant la conquête à 2 millions en 1570 puis à 750 000 en 1620. Plus encore que les violences des clercs et des administrateurs, c'est ce cataclysme démographique qui rend compte de la perte des savoirs et du bris des traditions.

Démantèlement du discours

Mais, à suivre Gruzinski, cette décolonisation, pour radicale qu'elle soit, ne signifie pas pour autant une perte absolue d'identité. Très tôt, les sociétés indigènes s'emparent, pour leurs fins propres, des instruments intellectuels et des représentations mentales importés par les nouveaux venus. Ainsi, l'écriture alphabétique, maîtrisée par tout un peuple de scribes, qui transcrit le narratif, envahit les peintures et fixe une nouvelle mémoire de la communauté. Ainsi, le discours historique du colonisateur est détourné pour fonder les droits des *pueblos* sur leur territoire. Ainsi, le surnaturel chrétien favorise désormais les initiations chamaniques et les expériences hallucinatoires. Au dix-huitième siècle, le christianisme indigène, conforme et respectueux en sa ferveur, a « colonisé », en fait, la religion imposée.

On aimera le livre de Serge Gruzinski, parce que, à chaque pas de sa démarche, il donne à penser. L'histoire culturelle qu'il propose, nourrie de lectures anthropologiques et des leçons de Georges Devereux, ne choisit pas la facilité. A son principe, plusieurs postulats : que toute culture (et en terre colonisée plus encore qu'ailleurs) est un mixte mouvant et une composition fragile ; que chaque expérience singulière, en son irréductible originalité, est toujours structurée par des codes et des conventions partagés ; que la dynamique des déplacements culturels est réglée par les tensions perpétuées entre acculturation et appropriation. Ainsi armé, Gruzinski réussit l'impossible : repérer la différence, maintenir dans l'imitation exigée, reconnaître l'identité dans l'aliénation.

ROGER CHARTIER.

★ LA COLONISATION DE L'IMAGINAIRE. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, seizième-dix-huitième siècle, de Serge Gruzinski, Gallimard. Bibliothèque des Histoires, 374 p., 160 F.

Douze franciscains au Mexique

VOICI un livre passionnant et discutable. Un essai vif, brillant, informé, qui — sans trop en avoir l'air — relève des polémiques oubliées.

De quoi s'agit-il ? En 1624, douze franciscains, bien préparés à leur mission, partent évangéliser les Indiens du Mexique. Lettrés, appartenant à un ordre mendiant, ce sont les premiers « chrétiens » du Nouveau Monde. Christian Duverger les présente comme le contre-tout moral de la Conquête.

C'est vrai qu'ils ont fait vœu de pauvreté et que, comparés aux conquistadores, ce ne sont pas des brutes. Même s'ils n'écourent les prêtres indigènes que d'une seule oreille, ils traitent avec eux d'égal à égal. Au point qu'ils réunissent un huis clos, au cours duquel ils se font fort de prouver la supériorité de leur Dieu d'importation. Ce débat théologique — quelque peu surréel — sera transcrit et, plus tard, recopié et mis en forme par Bernardino de Sahagún. Curieusement escamoté, le texte des « Colloques des douze » réapparaît dans les archives du Vatican seulement en 1920 !

L'étonnant est que cette poignée de missionnaires — auxquels s'ajoutent trois ou quatre autres religieux qui étaient déjà là — va réussir la conversion presque massive des peuples du Mexique. Bien sûr, cela passe par une transposition du culte et par la capture des religions indiennes : la conquête spirituelle ne fonctionne pas à sens unique, et les franciscains mettent un point d'honneur à comprendre et à convaincre avant de convertir.

Cette entreprise originale frise l'ethnologie. Comme si les franciscains, hommes de communication, cherchaient tou-

jours à équilibrer l'action et les discours. Les plus doués se révéleront des observateurs avertis et des témoins fiables. Ils laisseront derrière eux une fabuleuse collecte d'informations.

Description angélique

Tout cela est bel et bon. Christian Duverger nous permet cependant de trouver sa description angélique. Son admiration pour les franciscains (bons, intelligents et quelquefois français) le porte souvent à l'indulgence. Les Indiens, pris entre le clergé indigène (plutôt cupide) et la soldatesque espagnole (plutôt violente), trouveront en eux un pis-aller. Le fait que les franciscains enseignent les rites et les croyances « sauvages » ne les dédouane pas entièrement, car — ici comme ailleurs — on voit mal comment ils auraient pu modifier la religion sans toucher à la culture.

En vérité, l'amour des franciscains pour les Indiens est un amour tyrannique : il implique l'école, la prière, l'oraison, le mariage et la monogamie. Christian Duverger déploie beaucoup de talent pour introduire une césure entre religion et culture, mais le paradoxe est périlleux et la démonstration, acrobatique. A considérer la conversion comme un des beaux-arts, il faut par oublier qu'elle a signifié pour les convertis. Moins que la survie, à peine un sursis.

JACQUES MEUNIER.

★ LA CONVERSION DES INDIENS DE NOUVELLE-ESPAGNE, de Christian Duverger, Seuil, 284 p., 135 F.

VII- GRAND PRIX DES VOYAGES

organisé par JUMBO
le spécialiste du voyage individuel

Cet événement littéraire a été créé par Jumbo, il y a huit ans, pour récompenser un auteur dont l'œuvre constitue une véritable incitation au voyage, une invitation à la découverte, au désir de connaître mieux une région, un pays, ou un peuple...

Entre « Amours océanes » de J.-M. BARRAULT (Gallimard), « Voyage au cœur de la Chine » de Christine Dodwell (Albin Michel), « Bois d'épave » de Michel Croce Spinelli (Grasset), « Léon l'Africain » d'Amin Maalouf (Lattès), « Irlande » de Michel Sallhan (Autrement), « Terre violente » de Jacqueline Sérés (Hachette), et « L'Amérique passionnément » de Laurette de Souttrait (Carrère Distribution), le choix s'est avéré difficile.

C'est pourtant « L'Amérique passionnément », de L. de Souttrait qui a remporté tous les suffrages.

L'auteur nous conduit, au volant de sa voiture, dans une Amérique originale, comme vue au prisme d'une caméra de télévision, par images et plans successifs, d'un style rapide et efficace.

En un mot, une Amérique hors des sentiers battus, tout à fait dans l'esprit des voyages que propose Jumbo.

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III

Trois vos documents
Machinist ou IBM
sur notre imprimante à laser

LA SEPARATION
48 bd Richard Lenoir 75011 Paris
Tél : 48 06 84 01

Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou sur le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Le minimalisme de Hugh Nissenson

Avec autant d'ambition artistique qu'un Faulkner, cet écrivain juif new-yorkais interroge Israël et la tradition américaine.

« C'EST une classe de zoologie qui doit faire un devoir sur l'éléphant. L'Anglais écrit : « La chasse à l'éléphant », le Français : « La vie amoureuse de l'éléphant », et le juif : « L'éléphant et le problème juif ». Hugh Nissenson aime cette histoire : elle dit beaucoup en peu de mots. Ce qui serait aussi la définition de son art, un minimalisme appliqué aux grandes questions. Agé de cinquante-cinq ans, immigré de la seconde génération (son père quitta Varsovie en 1907 et épousa une jeune fille de Brooklyn), ce pur New-Yorkais est un écrivain pur : il n'a jamais fait autre chose que de la littérature, même pour des magazines. Et sa question, inlassablement creusée, d'abord pour son propre compte : qu'est-ce qu'être juif au vingtième siècle ?

Deux livres de lui nous parviennent, pour la première fois, en français, excellentement traduits par Marianne Véron. Ce sont les plus récents d'une production peu abondante, par extrême exigence. Le minimalisme demande tout à la langue : de vibrer intensément dans les blancs entre les mots, entre les lignes ; il demande tout au récit : de laisser entendre dans ses ellipses le sourd fracas de l'histoire et des passions ; il demande autant au lecteur : d'activer son esprit autour de ce qui est dit. Il confère à la prose narrative les pouvoirs sévères et suspects de la poésie.

Comme nous y invite intelligemment l'éditeur en les publiant en même temps, les deux livres gagnent à être lus en miroir l'un de l'autre, *L'éléphant* et le problème juif d'abord, *L'arbre de vie* ensuite. Tous deux sont des Journaux, parce que le Journal est la forme littéraire qui permet le plus d'ellipses, donc d'interprétation de la part du lecteur. Le premier livre, publié simultanément aux États-Unis, est le propre Journal de l'écrivain, ou du



Hugh Nissenson, un artiste du simulacre.

moins se présente ainsi, en extraits qui concernent le problème juif, de 1961 à 1987, du procès Eichmann au procès Barbie, avec les guerres d'Israël vues du côté israélien, des conversations avec des Israéliens émigrés aux États-Unis à cause de ces guerres.

Rappelons-nous Sartre : « L'antisémitisme n'est pas un problème juif : c'est notre problème ». Intellectuel juif new-yorkais, Hugh Nissenson articule ses récits de telle façon que surgisse, informulée mais insistante, cette idée qu'en Israël le problème des juifs est d'avoir à vivre avec des Arabes qu'ils n'ont pas voulu voir et qui ne veulent pas leur voir. Et pour les juifs de la Diaspora, le problème juif est devenu

l'existence même d'Israël, ce pays de colons dont ils ne peuvent se désolidariser, justement parce qu'il alimente l'antisémitisme, camouflé en antisionisme, et qu'il redevient ainsi notre problème à tous.

Un pas de plus vers le massacre

La circularité tragique de cette situation est illustrée, sans aucun esprit de thèse, par *L'arbre de vie*. Journal fictif d'un pionnier puritain de Mansfield, Ohio, en 1811, qui, à travers les humiliations, les trahisons, les meurtres par égarement, les vengeances dans l'ivresse, cet œil, dent pour dent, avec chaque fois un pas de plus vers le massacre, voit monter la guerre locale entre colons et Indiens Delaware finale-

ment déclenchée par la guerre plus vaste, en 1812, des États de l'Union contre le Canada anglais.

Littérairement, *L'arbre de vie* est une étonnante réussite, un document sur l'Amérique des pionniers dont l'auteur escompte, en un étrange pari, que, dans un siècle ou deux, il sera lu comme s'il était authentique. Les détails hyperréalistes donnés par le livre de comptes du pionnier ont la même importance pour lui, ancien pasteur, que ses interrogations métaphysiques et morales rapportées à travers les conversations, qu'il note, avec un illuminé swedenborgien, ou que ses fantasmes, sexuels répétitivement nourris par un passage de Juvénal, ou que l'affaiblissement intermittent des souvenirs de sa première femme, les souffrances d'une fiancée enceinte, la vie quotidienne d'une communauté de vingt-trois Blancs, le récit d'effroyables supplices et massacres.

Tout est raconté ou décrit *recto verso*, à la façon d'un nouveau roman qui serait poétique par distillation, ce qui est le comble du style, ou du kitsch, car tout est aussi artificiel qu'une hutte de pionnier reconstituée dans un musée de province américaine. Simplement, cette reconstitution est faite par un artiste du simulacre, inspiré et maître de ses techniques, avec autant d'ambition que Faulkner en mettait dans ses romans, c'est-à-dire autant d'obstacles érigés pour forcer l'écriture à l'invention. La réponse que le pionnier trouve à la perte de sa foi est un pari sur la survie par la littérature, par l'écriture de son Journal. C'est, à l'évidence, le pari de Nissenson aussi.

Mais sa préoccupation d'intellectuel juif est sans doute de sonder la tradition américaine pour y éprouver sa violence fondatrice et faire ressurgir le crime original des puritains innocents qui ouvrirent la frontière. Rapporté à la situation israélienne, le rappel de cette violence pionnière peut aussi bien viser à innocenter les fondateurs sionistes qu'à mettre en garde leurs descendants contre leur aveuglement. *L'arbre de vie*, dans sa fascinante équivoque, ne dit peut-être pas autre chose au monde que ceci : les Israéliens se préparent à de nouveaux massacres ou à une nouvelle immigration vers l'Amérique pionnière. Rarement littérature ne sera arrivée dans une situation plus urgente.

MICHEL CONTAT.

★ *L'ÉLÉPHANT ET LE PROBLÈME JUIF*, de Hugh Nissenson, traduit de l'américain par Marianne Véron, Actes Sud, diff. PUF, 155 p., 85 F.

★ *L'ARBRE DE VIE*, de Hugh Nissenson, avec des illustrations de Fautou, traduit par Marianne Véron, Actes Sud, 211 p., 100 F.

Les voix du massacre

PRÈS d'une centaine de poètes figurent dans cette réédition de l'anthologie de la poésie yiddish de Charles Dobzynski. Tous nés entre 1850 et 1900, ils disent la très large diffusion de la littérature parmi les juifs de Russie et de Pologne. Loin d'être un folklore régional, la poésie yiddish vouée à l'outil de la méconnaissance est issue du plus profond de la menace de mort toujours présente.

Tous ces poèmes sont des récits situés dans une durée, issus d'une conscience seconde, d'une perception constamment marquée par la présence du pogrom. Dès le début, le long poème de Chaim Bialik, l'un des poètes yiddish les plus connus, intitulé *La Ville du massacre*, donne le ton.

Il suffit de feuilleter ce recueil pour être frappé par un accent très particulier : la proximité des choses est toujours voilée par la présence intermédiaire du danger. Même chez des poètes qui, comme Nahum Minkoff (1893-1958), introduisent à l'intérieur de la poésie yiddish une recherche de formes et de matière poétique sans référence au passé, apparaissent des réminiscences presque involontaires des massacres : « neige sanglante » ou « portes calcinées ».

Des courses à travers la nuit

On trouve rarement dans ces poèmes le vocabulaire poétique habituel, à l'abri de l'histoire ; cette poésie est toujours contrainte, au départ, de « s'engager ». Aucun « séjour », aucun retrait ne lui est possible, elle est toujours l'expression d'une condition à la fois évidente et particulière, elle s'exprime uniquement dans le surréel. Les récits-poèmes d'Itzik Manguer, l'un de ces innombrables poètes que révèle Charles Dobzynski, sont ainsi des traversées d'espace, des courses à travers la nuit, des fuites incessantes. Chaque poème se dirige d'un lieu vers un autre pour échapper à la poursuite, et les lieux, la géographie de la peur sont comme l'art poétique de toutes ces causes qui tracent à travers tout le livre le même itinéraire de l'émigration.

Autant que le « miroir d'un peuple », ces textes en sont aussi la voix, ils sont sonores, en effet, autant que colorés, l'invocation, mêlée au récit, y tient une place essentielle, comme si elle était l'écho des cris poussés par les fuyards. Il n'a été donné à aucun de ces poètes de se laisser aller aux choses. C'est cela l'accent très particulier et émouvant de ces textes : rien n'est donné, tout est provoqué, le relâchement n'est qu'un récit : « Sauvage le silence germe dans l'obscur exorcisme. Te fustoyante horreur... », écrit Minkoff, celui

de ces poètes le moins en prise sur le réel.

Les courtes biographies de ces poètes établies par Dobzynski, très claires et toujours révélatrices d'un destin historique, pourraient illustrer les œuvres des uns ou des autres, car cette poésie est faite de la trame même de ces existences prises entre l'émigration et la mise à mort.

Polonais ou Russes, tous furent victimes soit des persécutions nazies, soit des purges stalinienne, comme Charles Dobzynski lui-même, rappelé dans son introduction, mais on aurait aimé savoir pourquoi quatre d'entre eux au moins furent fusillés le même jour, le 12 août 1952 ! Il ne saurait y avoir d'accommodement avec le crime, et l'histoire de la volonté soviétique d'extermination des « différents » reste encore à écrire.

L'humour sous la potence

Dans sa préface, Dobzynski dépeint les caractères particuliers de la poésie et de la langue yiddish ; autant que l'allemand permet d'en juger, le yiddish, tout à la fois triste et humoristique, est une langue de la nostalgie et du *Gelgenhumor*, de cet humour sous la potence qui en est la marque peut-être essentielle. D'avance, les victimes savent ce qui va leur arriver, et il ne reste plus qu'à devancer l'heure fatale. C'est ce qui donne à ces poèmes leur accent tout à fait particulier, que Charles Dobzynski a su transmettre par ses traductions.

De la satire du conformisme du « bon juif » à la description d'un printemps en Oubéchtch, cette poésie fait passer devant le lecteur tout ce qu'il est possible de vivre, comme une anthologie de l'existence humaine. Même les œuvres mineures et plus médiocres font entendre une voix singulière.

La lecture de ce très beau recueil fera d'autant mieux mesurer la catastrophe sans nom que fut la disparition à peu près complète de cette langue et de cette poésie dont la langue allemande a elle-même tiré une part de son vocabulaire et de sa substance littéraire. Ce livre donne la mesure du crime absolu que fut le nazisme.

La poésie yiddish, entre 1870 et 1970, a connu toutes les tendances, tous les styles, « toutes les mutations », elle est en acclimatée la vie d'un peuple, vécue dans ce court laps de temps où tout est déjà joué, juste avant que ne s'achève le délire de l'extermination.

G.-A. GOLDSCHMIDT.

★ *LE MIROIR D'UN PEUPLE*, anthologie de la poésie yiddish, de Charles Dobzynski, Le Seuil, 542 p., 220 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

La honte de survivre

(Suite de la page 15.)

Les mauvaises langues prétendent que Monroe ne sait pas lire. De fait, elle n'a lu jusqu'au bout que *Chéri*, de Colette. Mais elle a vite fait de « humer » un livre, sans se tromper de beaucoup. Dès les premiers instants, Arthur pressent la détresse, sous la beauté radieuse. Elle cherche une sécurité dans sa timidité à lui. Bien qu'il ait subi une psychanalyse — pour « sauver » son premier mariage — il comprend mal la désespérance qui est à l'œuvre chez Marilyn. Il hésite à s'engager dans un rôle de protecteur au-dessus de ses forces, et sans doute injouable par quiconque.

Trop tard ! La liaison est d'abord discrète, Arthur étant toujours marié. Se tisse entre eux le lien de longues conversations et de silences partagés, aussi mystérieux que la sexualité, aussi difficile à rompre. « Tu es la femme la plus triste que j'aie rencontrée », lui dit-il. Comprendant qu'il s'agit d'un compliment, à rebours de la gaieté obligatoire en Amérique, elle répond, éblouie : « Tu es le seul qui m'ait dit cela. »

MARILYN sait que son arrivée, où que ce soit, fait l'effet d'une bombe. Les hypocrisies volent en éclats. Les couples aussi. Ce pouvoir destructeur ne l'amuse pas. Elle devine qu'il risque de se retourner contre elle-même. Dans le même temps, Arthur Miller s'exerce à la perdre, tant il est persuadé de ne pouvoir la sauver contre ses propres démons.

Très vite, Marilyn n'assure plus son travail de vedette. Sa réputation en pâtit. Elle voudrait vivre tranquillement à la campagne. Elle perd courage. Elle appelle Arthur « papa ». Elle le supplie : « Papa, je ne peux pas y arriver. » Tous deux se sentent coupables, de leurs succès publics, de leur échec privé. La psychanalyse n'y peut rien, ni une grossesse sans lendemain. L'escalade des barbituriques commence. Et c'est la crise du tournage des *Misfits*. Saurait-elle vivre hors du vedettariat qui lui pèse ? « Personne ordinaire, sachant à peine l'orthographe, que pourrait-elle faire d'elle-même ? », écrit Miller, qui ajoute : elle n'est que Marilyn Monroe, et « c'est cela qui est en train de la tuer ». Aucun salut ne peut plus venir d'un être humain, même médecin. Elle se sait trahie, sacrifiée, enfant-proie. Reste la chimie, à doses toujours plus fortes...

Quand elle meurt, tout est consommé entre eux. Miller ne se donne pas le mauvais goût de pleurer sa disparition. S'il ne va pas à l'enterrement, c'est parce qu'il sait qu'elle n'y sera pas. Et il en veut à Norman Mailer d'avoir projeté, dans sa biographie de Marilyn, ses propres fantasmes hollywoodiens. Pour Miller, Monroe est la preuve qu'en ces années 50 « la sexualité et la sexualité ne peuvent cohabiter dans la conscience américaine », qu'ils « se rejettent mutuellement ». L'époque veut la beauté nue dans une piscine, et rien d'autre.

ON peut soupçonner l'écrivain de charger excessivement son époque, à laquelle il impute d'autres perversions, comme celles de Dylan Thomas et de Brendan Behan. Mais il est vrai que la société américaine a secrété, dans ces années-là, un mélange d'intolérance politique et de féroce envers ses idoles. Au fil du temps, l'histoire plus sur ces poisons que sur une histoire d'amour compromise dès l'origine.

On se tromperait, en tout cas, si on cherchait chez Miller la moindre désinvolture par rapport à cet échec. La tristesse de ne rien pouvoir empêcher est sensible durant toute la période critique. Lui succède on ne sait quelle honte de survivre. Ce n'est pas un hasard si, au moment du suicide, l'auteur travaille à *Après la chute*. Un certain Quentin s'y accuse de n'avoir pu sauver contre elle-même une certaine Maggie. La presse crut, à tort, à une exploitation éhontée du drame vécu par l'auteur, alors qu'il s'agissait d'une adaptation de la *Chute de Camus*, où le héros s'en veut d'avoir laissé une jeune fille se jeter à l'eau.

Il manquait à Miller la belle lâcheté latine dont fit preuve l'acteur Mastroianni, lors des répétitions de la pièce.

« Tant de difficultés à cause d'une femme ! », s'étonnait l'interprète du rôle de Quentin.

— A sa place, que feriez-vous ? demanda Miller.

Mastroianni agita la main comme pour indiquer le lointain :

— J'irais faire un tour ! »

★ AU FIL DU TEMPS, UNE VIE, d'Arthur Miller, Grasset, 516 p., 145 F.

van arnold
gennep

Mannet de folklore
français contemporain

Vient de paraître :

Volume 8. Cycle des douze jours
De Noël aux Rols

Tous les volumes sont disponibles

PICARD ÉDITEUR

82, rue Bonaparte, Paris 6^e

Lettres

LES VILLEGIATURES

portraits d'écrivains, le sein et l'encre...

Exposition ouverte du 15 au 29 avril 1988
du lundi au vendredi de 10 heures à 18 heures.
Entrée libre.

Réalisation de l'école d'art de Marseille Luminy
dans le cadre du printemps du livre de Cassis.

ONL - 53, rue de Valenciennes 75007 PARIS. Tél. : 45.49.30.85

« UN INTELLECTUEL EN POLITIQUE »

CONDORCET

Elisabeth BADINTER et Robert BADINTER

— Condorcet — 140 F - 660 pages
— Correspondance inédite de Condorcet et Mme Suard — 99 F - 264 pages

Payard

حکذا من الاجل

LA PENSÉE UNIVERSELLE

poètes du temps présent

- Robert BRION
« AU PETIT BONHEUR, DE CI, DE-LÀ »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Cédric HECHTER-ROUSSEAU
« A CONTRE-JOUR, A CONTRE-CORPS »
96 pages, 58,30 F.T.T.C.
- Mario-Madeleine MOULIN
« AVEC TOUTE LA CRÉATION »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Jean-Marie COISNON-HEROUX
« BERCEUSES DU CŒUR »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Lucie BLAIR
« BORNES SUR MON CHEMIN »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- John Hines KENNEDY
« CARNET PARISIEN »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Mario-Hélène GRILLEAUD
« DES MOTS POUR D'AUTRES MAUX »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Pascal GOLAZ
« ÉMOTIONNEL »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Evelynne RIGHETTI
« ÉLÉGIAQUE »
112 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Annick BOURRE
« ÉVEIL »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- René-Georges
« ÉCUEIL DE MOTS »
96 pages, 58,30 F.T.T.C.
- Hervé LHUERRE
« FEU »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Julien DASSISSE
« GLAS ET LETTRES LYRIQUES »
128 pages, 56,70 F.T.T.C.
- Catherine LEGROS
« MON MONDE, POÈMES POUR TOUS »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Henri ROMAGNESI
« POÈMES... EN VERS! »
128 pages, 61,00 F.T.T.C.
- Irène SCHMITZ-REVAUD
« QUAND LE VOILE SE DÉCHIRE »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Mario AMORET
« LE ROI DE PIQUE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Claude du CREST
« LES RIMES ET LES MAUX »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Françoise BEGUE
« RIEN DANS LES POCHESES, MAIS DANS MA TÊTE! »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Pauline MATTE-CAFAIT
« LES SILLONS DU CŒUR »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- LILY
« LE SOUFFLE DES VENTS »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Florence BADANO
« LA SENSITIVE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Mahmoud MEFTAH
« SUR LES AILES DE LA NUIT »
80 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Mariel GARDEZ
« LE TEMPS ; FLUX ET REFLUX DE LA VIE »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Elisa FRANÇOIS
« LE TEMPS DE MA BOHÈME »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Mario-Neige LENA
« TOUTES LES IVRESSES DE LA VIE »
96 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Roger ESTEBANEZ
« UNE ENFANCE ÉVANESCENTE »
96 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Romaine HEIM
« A NOS AMOURS, FRANÇOIS VILLON »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Anne VINCENT
« DES NUITS A CHERCHER LE SOLEIL... »
96 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Daniel VERCOUTERE
« N'IMPORTE QUOI »
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Georges-André
« MESSAGES D'AMOUR »
48 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Thierry SEGARD
« PENSÉES D'UN IMBÉCILE OU VÉCU D'UN ÊTRE CONSCIENT »
160 pages, 64,20 F.T.T.C.
- Denis GUASCO
« LE PÉCHÉ DE LA DESTINÉE »
32 pages, 37,50 F.T.T.C.
- Michel OUVRIARD
« TAUPES SECRETS »
96 pages, 58,30 F.T.T.C.

romans, contes et nouvelles

- Gérard PINZUTI
« L'AIGLE DU DÉSERT »
Les mille aventures d'un jeune Européen devant les sables.
192 pages, 70,60 F.T.T.C.
- Capucine de LIGNOLS
« AVANTI L'ARTISTE »
Un peintre idéaliste entre deux amours : son art et ses femmes.
80 pages, 46,80 F.T.T.C.
- Gisèle POBLADOR
« LA COLO »
La violence émerge des profondeurs de l'âme.
232 pages, 92,00 F.T.T.C.
- Yvonne SAINT-YVES
« LA DYNASTIE DES SFORZA DI TUMONDINI »
Une belle histoire d'amour médiévale.
328 pages, 126,30 F.T.T.C.
- Jackie MARPEAUX
« L'ÉCHO FOU DES COUPS FOOT »
Pour vous dégoûter le foot et vous tenter les joutes.
160 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Hervé BARBARIN
« GIULETTA ANGELI OU L'AMOUR DE L'OPÉRA »
Les amours vécues par une cantatrice italienne de la fin du 19^{ème} siècle.
112 pages, 51,40 F.T.T.C.
- Albert SANTINI
« HUGH (J'AI DIT) »
Un comédien débordant prend un petit instant comme ange gardien.
160 pages, 63,20 F.T.T.C.
- Jackie NANNI
« LES JOLIES HISTOIRES DE MAMIE »
Six charmantes contes pour enfants à lire ou à écouter.
96 pages, 45,00 F.T.T.C.
- Emilie MANEAT
« MARTHE, SUIVI DE POUPÉE DE BOIS, POUPÉE DE SANG »
Deux nouvelles fantastiques pour rire et pour trembler.
64 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Vincent ROYO
« LE MARGINAL »
Un héros solitaire forcé au soleil son corps et son esprit.
288 pages, 112,40 F.T.T.C.
- Françoise THOMAS
« LA MAISON VIDE »
Un couple confronté à l'absence et à la drague.
128 pages, 54,60 F.T.T.C.
- Christine CAILLEUX
« LE MYSTÈRE DE LA GROTTÉ »
Deux jeunes filles embarquées dans une folle histoire d'espionnage.
128 pages, 53,50 F.T.T.C.
- Jean-Christophe W. MASSOL
« PHRÉNOM 41 »
On connaît draguez une extraterrestre !
96 pages, 47,10 F.T.T.C.
- Jean ANDRIOLLO
« PENSION COISNARD »
... ou les mystères d'une chambre pas comme les autres.
160 pages, 65,30 F.T.T.C.
- Bernard LAUZET
« RENDEZ-VOUS A ISSANKA OU L'AFFAIRE CARIN-SARRÉ »
Le tragique d'une importante entreprise industrielle.
128 pages, 54,60 F.T.T.C.
- François JUND
« SANG NOIR »
... ou le cauchemar qui réveille.
64 pages, 40,70 F.T.T.C.
- Serge MARI-SANTE
« SOLITUDE, DÉCHANCEMENT ET DÉSOLATION »
Comment passer d'une adolescence désemparée à un âge adulte assumé.
48 pages, 39,60 F.T.T.C.
- Françoise CHIAPPERO
« SOUS LES TILLEULS EN FLEURS »
La douceur romantique d'un roman provincial.
224 pages, 93,10 F.T.T.C.
- Netty PELLISSIER
« LE TAMBOUR DES LIMACES »
L'attente des femmes dans la vie sociale, après 14-18.
256 pages, 101,70 F.T.T.C.
- Norbert VUAILLET
« UN DÉBUT MALHEUREUX OU LE DEVOIR D'UN PÈRE »
Le combat solitaire d'un homme ruiné par son destin.
224 pages, 94,20 F.T.T.C.
- Laurent PHILIPPE
« VITESSE = VIE STRESS »
Pour se réveiller d'un accident de moto ?
96 pages, 47,10 F.T.T.C.

— récits — souvenirs —

- Mario-Thérèse ROUSSEL
« A QUI LA FAUTE ? »
Comment on devient une voleuse.
64 pages, 43,90 F.T.T.C.
- Marianne YARVAUT
« L'ANBRURALMA »
Le bonheur éternel et l'échec ont survolé l'un même nez humain.
224 pages, 97,40 F.T.T.C.
- Marcel LELONG
« CITOYEN ROI »
Comment préserver notre héritage historique et politique.
224 pages, 98,80 F.T.T.C.
- Mirabelle CROSIER DE BELLAISTRE

« LE CRI DE L'INJUSTICE »

La révolte d'un artiste-écrivain.
144 pages, 59,90 F.T.T.C.

Eliane SCORDO

« LE CRI DE LA MAÎTRESSE D'ÉCOLE »

En respectant l'enfant, on forgera l'homme.
160 pages, 63,20 F.T.T.C.

Henri PICHEGRU

« LES CROIX DE LA LIBERTÉ »

Les espoirs des soldats et des prisonniers pendant la dernière guerre.
192 pages, 64,20 F.T.T.C.

Gabriel SCHNEIDER

« LES COLPORTEURS »

... Or le paradis est toujours là.
128 pages, 63,20 F.T.T.C.

Gilbert TRIBOT

« DES ROSIERS AUX FLAMBOYANTS »

Où l'on passe du service militaire à un voyage autour du monde.
176 pages, 71,70 F.T.T.C.

Gilbert MARC

« L'ENTRE-DEUX-GUERRES »

Un témoignage historique sur le monde de l'après.
272 pages, 107,90 F.T.T.C.

Marcel LANHAM

« ÉPREUVES VÉCUES »

La lutte acharnée d'un orphelin du début du siècle.
144 pages, 64,20 F.T.T.C.

Marcel BURY

« LES ÉVASIONS D'UN CONDAMNÉ À MORT »

Deuxième d'un roman de suspense de conviction.
192 pages, 70,60 F.T.T.C.

Lisa DE SYNNEL

« LIZA, VOYANTE À NONANCOURT »

... résout les problèmes des autres mais par là même.
64 pages, 40,20 F.T.T.C.

Claude OHNIMUS

« MATTHIEU, TES CHEVEUX »

Un conte pour à leur enfant accablé d'un mal invisible.
96 pages, 46,80 F.T.T.C.

Maurice GAUFFRE

« MES DIX MILLE NUITS BLANCHES »

Les Mémoires d'un policier lauréat contre les petits délinquants parisiens.
160 pages, 61,00 F.T.T.C.

Maurice RIVARD

« TU N'ES QU'UNE FOLLE »

Pourquoi avoir été interdite ?
256 pages, 95,30 F.T.T.C.

Joseph TROMMENSCHLAGER

« UN ANCIEN COMBATTANT VICTIME D'UNE ERREUR JUDICIAIRE »

La justice à deux vitesses.
96 pages, 46,80 F.T.T.C.

Jean-Alexandre CARDOT

« VÉRONIQUE PETTICHÈNE »

Mystère à la vie rurale et aux valeurs familiales.
130 pages, 53,50 F.T.T.C.

essais

Maryse DORON

« AU TEMPS DES ÉLÉPHANTS »

La vie de général de Bonaparte, vice-roi d'Égypte et à la fin du 18^{ème} siècle.
192 pages, 71,70 F.T.T.C.

Robert TOCQUET

« MEILLEURS QUE LES HOMMES »

Il ne faut attendre, c'est la loi du monde.
304 pages, 125,20 F.T.T.C.

Jean-Pierre REMY

« LES OVNI FACE À LA RELIGION »

Des élucubrations et des hommes.
144 pages, 59,90 F.T.T.C.

Michel GALIANA

« PAR-DELÀ LA PATRIE »

... Il y a des citoyens et non des rois.
160 pages, 61,00 F.T.T.C.

Servais KEVORKIAN

« RÉFLEXIONS POUR UN ADOLESCENT »

Pour aider la nouvelle génération à l'élaboration d'une société saine.
224 pages, 71,70 F.T.T.C.

Christian PAILLAUD

« LA RÉVOLUTION HUMAINE »

Entre capitalisme et communisme, une troisième voie.
180 pages, 61,00 F.T.T.C.

Chrys TAYLOR

« LA SARABANDE DU DESTIN »

L'existence de chaque homme est prédestinée.
96 pages, 47,10 F.T.T.C.

Hiroto TAKEI

« VIVRE SELON LES PRINCIPES DE L'UNIVERS »

Pour un monde de vie universelle unanime la pensée à l'œuvre.
208 pages, 85,60 F.T.T.C.

Roland CAUDE

« VOYAGES A TRAVERS LA GALAXIE ONU »

Une contribution objective sur le passé et le devenir de l'ONU.
344 pages, 131,60 F.T.T.C.

théâtre

Michel MEFANE

« LE PÉDANTISME RIDICULE D'UN MONITEUR INCOMPÉTENT »

Les maux qui frappent l'enseignement.
48 pages, 38,50 F.T.T.C.

Abdelkrim BOUKHANOUFA

« YUGURTHA »

Un héros maudit, indomptable, symbolisant la résistance et la bravoure.
64 pages, 39,60 F.T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4^e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4^e) - Téléphone : 48-87-08-21

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

La Foire de Bologne

Vingt-cinq ans de maximonstres

VINGT-CINQUIÈME anniversaire... La Foire du livre pour la jeunesse de Bologne, qui se tient dans la ville des tours penchées depuis 1964, fête cette année une majorité quelque peu atterrée. Pour marquer cet événement, on notait deux innovations : le panneau signalant que « l'entrée est interdite aux enfants » a disparu ; d'autre part, la vénérable université de Bologne, qui célèbre cette année son centenaire centenaire — et où enseignent des savants tels que Luigi Galvani, des poètes tels que le Prix Nobel 1906 Giosuè Carducci et, depuis moins longtemps, le savantissime Umberto Eco, — a fait son entrée sur les terrains de la Foire avec une superbe maquette en argile de Bologne en l'an mil et une passionnante exposition didactique intitulée « Livres, étudiants et maîtres à l'université de Bologne (1088-1988) », « Les vingt-cinq années de succès que nous fêtons justement en 1988 donnent au Salon du livre pour enfants plein pouvoir d'affirmer sa précieuse participation à l'affirmation de la physionomie de Bologne comme ville de grande culture », signale le préambule du catalogue. A l'âge de vingt-cinq ans, en effet, il était temps pour la Foire de jeunesse d'entrer à l'université !

Il est vrai que, à Bologne, la littérature de jeunesse semble bien se porter (près de 1 200 exposants de 56 pays contre 400 en 1984). La visite de M. Giovanni Spadolini, président du Sénat, ajoutait encore à sa respectabilité. Peut-être que la gaieté colorée des dessins masque mieux les troubles internes, de même que les hôpitaux pour enfants sont beaucoup plus joyeux que les services de gynécologie... Mais il est un fait qui ne trompe pas : la plupart des éditeurs « pour adultes » ont créé un département « jeunesse » auquel ils prêtent de plus en plus d'attention, et nombreux sont ceux qui font le voyage de Bologne. C'est ainsi qu'on pouvait voir à la Foire, outre les spécialistes : Peter Weitzman, le directeur de la Bibliothèque de Francfort, Jean-Claude Fasquelle, directeur de Grasset, qui a depuis longtemps un secteur « jeunesse », ou bien J.-E. Cohen-Sébat de Calmann-Lévy, qui n'en a pas (encore), et même le plus prestigieux des éditeurs d'aujourd'hui, Peter Mayer, le patron de Penguin, solidement installé en Angleterre comme aux États-Unis. Ils sont la preuve des espérances qu'on met dans les générations montantes. Le numéro spécial de l'hebdomadaire américain destiné au « business » (pas à l'art ou à la littérature) Publishers Weekly, consacré aux publications du printemps pour les enfants, épèle de plus de deux

cents pages, dont plus de la moitié en pages de publicité, témoigne bien de l'importance que les gestionnaires de la profession accordent à ce secteur longtemps méprisé. Ce magazine publie même, chaque mois, sur quatre pages, pour stimuler les libraires, une affiche signalant les best-sellers (cinq catégories : bébés, livres d'images, lecteurs débutants, adolescents, jeunes adultes).

LES enfants, l'édition les prend d'ailleurs de plus en plus jeunes. Au berceau. Même avant, si c'est possible. Pourquoi ? D'abord, ce sont eux qui seront les lecteurs (et parions qu'il y aura toujours des lecteurs...) du vingt et unième siècle. Ensuite, des études de marché ont prouvé que c'est jusqu'à cinq-cinq ans que les adultes achètent le plus de livres à leurs enfants. Ce sont donc les parents qu'il faut convaincre, et séduire.

A Bologne, des chercheurs se sont réunis pendant deux jours pour faire le point de leurs travaux dans un colloque intitulé : « Lire avant de lire ». Ces dernières années, on a pu remarquer l'expansion d'un nouveau créneau pour les préscolaires, et particulièrement pour les moins de trois ans, des cassettes, de ravissants coloriages, des livres solides, mais pas en tissu ou en éponge (il faut apprendre tôt à respecter les livres !), sans texte, ou bien réclamant la collaboration, la complicité même, des adultes. Des journaux aussi (aideront-ils à résoudre la crise de la presse quotidienne ?...) destinés à ceux qui ne savent pas encore lire et pour qui l'âge d'accéder à *Pomme d'Api* et à *Okapi* semble ne devoir jamais arriver. Par exemple, un éditeur tout nouveau, dont le siège est à Toulouse, les éditions Milen, a créé *Toupi* (1), pour les 2-4 ans, qui se met avec beaucoup de bonheur à la portée des petits. Ou, chez Bayard-Presses, *Papi* (2), qui fait le pari de s'adresser vraiment aux bébés, de 18 mois à 3 ans. Ou encore le dernier-né de Gallimard Jeunesse (il vient d'avoir un an...), *Blaireau* (3), raffiné et plein d'idées, de découpages, d'images, de jeux et d'histoires en trois parties, avec un « journal à partager » avec les grands ; un *Blaireau* qui est tout de même plutôt destiné à l'âge du jardin d'enfants et du C.P. qu'à celui de la crèche.

Grande prolifération aussi des « pop-hop », ces albums animés qui font sortir le loup du bois et se dressent les bébés, ou encore des petits livres rigides en accordéon, où les portes s'ouvrent, les cadrons du téléphone tournent, comme



Maurice Sendak, dans les bras de sa mère, en 1928.

la série très réussie des « Livres actifs » d'Albin Michel (4) ou bien encore, chez Rouge et Or, ces volumes en forme de triangle, faciles à tenir (5). Les livres documentaires, dominés en plein épanouissement, ne cessent aussi de rejoindre : c'est ainsi que Gallimard Jeunesse, qui avec ses trois superbes collections encyclopédiques « Découvertes » (Benjamin), « Cadet », et « Découverte Gallimard », prenait déjà tous les lecteurs de 6 à 99 ans, présentait une nouvelle série : « Première découverte », pour 3 à 6 ans, et annonçait une encyclopédie photographique pour tous les âges et pour la consultation familiale, les *Yeux de la découverte*. Dont les droits ont déjà été achetés par douze pays.

COCORICO ! On a gagné ! Le pavillon des Français, d'ordinaire plutôt déserté, était cette année très couru. Le palmarès 1988 avait pris près de la moitié de livres français, ou en langue française. Il faut dire que la France se distingue depuis plusieurs années par sa vitalité, son invention et sa qualité. Reconnaissons tout de même que certains pays que nous connaissons mal, les « petites langues » — pays nordiques, Pays-Bas, Hongrie, Tchecoslovaquie — sont les plus compétitifs et présentent un ensemble de très grands graphistes et auteurs de fiction, telle la Hollandaise Annie M.G. Schmidt, éditée

à Amsterdam chez Querido, qui vient de récompenser le prix Andersen.

De plus, on note une réelle internationalisation du goût et de la curiosité : dans tous les pays, on tente de lancer des collections ou des périodiques pour apprendre les langues, l'anglais en premier ; un éditeur anglais édite des contes en hindi et en bengali. On regarde aussi avec beaucoup d'intérêt et d'admiration la montée irrésistible des Espagnols et des Catalans depuis la fin de la dictature : leurs stands ne cessent de s'étendre d'année en année et leurs productions ont souvent une saveur ibérique tout à fait originale. (Leurs livres de cuisine pour préparer le coqido et l'anguille fleurissent bon l'huile d'olive. Très réussis, même s'ils semblent inexploitablement.) D'autres surveillent ce géant qui semble dormir, le Japon, sa superbe technique d'impression et ses illustrateurs qui savent tout faire, tout imiter, sans doute aussi tout inventer ; c'est pour cette raison que Pierre Marchand vient d'avoir l'idée d'engager une jeune Japonaise, diplômée de l'Ecole du Louvre, Assako Sato, pour faire comprendre chez Gallimard « le goût du Japon et des Japonais ». Pour mieux leur vendre et leur acheter...

Vingt-cinq ans, c'est un âge respectable pour un bébé et son livre d'images. Tout semblait layette et doux à Bologne

1988 (même si les regroupements de certaines maisons d'édition inquiétaient aussi) : plus de dinosaures et de robots, plus de défilé informatique, moins de violence. Retour en masse vers les contes « classiques », notamment les frères Grimm et la *Pinocchio* de Colodi par dizaines (on reparlera bientôt du *Pinocchio* du Florentin Innocenti, l'auteur de *Rose blanche*). Régnait la cuisine, la nature et l'amour (parfois jusqu'au divorce). Vingt-cinq ans : une foire de la tendresse et des gentils monstres.

C'ÉTAIT justement l'âge de l'album qui a tout changé dans le livre d'enfants du deuxième demi-siècle : *Max et les maximonstres* (6), du génial Maurice Sendak, qu'on a beaucoup fêté à Bologne et dont on présentait la passionnante exposition montée en décembre à l'occasion du Festival de Montrouil. Sendak, qui se partage entre le théâtre et le livre (il faut admirer ses costumes et décors pour *Ravel et l'Enfant* et les *Sortilèges* à Glyndebourne) et qui, une fois encore, à Bologne, faisait « l'événement » avec son prochain album, *Dear Mili* (le Chère Mili), un conte inédit de Wilhelm Grimm retrouvé il y a cinq ans dans un grenier et acheté alors aux enchères par l'Américain Roger Straus (à paraître à l'automne chez Farrar Straus aux États-Unis, chez Gallimard en France).

Et pour porter chance à tous, lors de l'énorme bal au Palazzo Albergati, on dansait sur la foule qui dansait des kilos de confetti d'argent. A minuit, l'heure de Cendrillon.

(1) Aux Editions Milan (300, rue Léon-Joulin, 31100 Toulouse) paraissent cinq périodiques : *Toupi* (de 2 à 4 ans), *Toboggan* (de 4 à 7 ans), *Diabolo* (de 7 à 9 ans), *Mikado* (de 9 à 12 ans), *Wapiti* (pour ceux qui s'intéressent aux bêtes et à la nature de 7 à 13 ans).

(2) Chez Bayard-Presses (3, rue Bayard, 75395 Paris) : *Papi* (de 18 mois à 3 ans), les *Belles Histoires* (de 4 à 7 ans), *Pomme d'Api* (de 3 à 7 ans), *J'aimé lire* (de 7 à 10 ans), *Astrapi* (de 7 à 10 ans), *Je bouquine* (de 10 à 14 ans), *Okapi* (de 10 à 14 ans), *I love English* (de 11 à 15 ans), *Phosphore* (de la troisième à la terminale).

(3) Chez Gallimard Jeunesse : *Blaireau*. Abonnements : 163, bd Malesherbes, 75859 Paris.

(4) Combien ça pèse ? 7, quel téléphone ? 17, Albin Michel.

(5) *Six explorateurs*, un pop pop de Kees Moerbeek et Carla Dijk, G. F. Rouge et Or.

(6) Ecole des loisirs, 1967. Les autres titres de Sendak se partagent entre l'Ecole des loisirs et Gallimard.

Les mots-énergie de José Angel Valente

La recherche poétique du point zéro

APRÈS *l'Innocent* (1), *Trois leçons de ténors* (2) et *Material Memoria* (3), qui avaient déjà révélé José Angel Valente en France, deux nouveaux livres paraissent dans les traductions exemplaires de Jacques Ancelet. *L'Eclat* et *Intérieur avec figures* confirment la place déterminante de ce poète espagnol, né en 1929 à Orense, qui a su garder à son combat avec le langage une dimension mystérieuse, alchimique. Chez lui, le souffle de la modernité s'ajoute les sonorités des chansons populaires de Galice et les obscurs matériaux des légendes.

José Angel Valente s'est longtemps heurté à l'histoire et à ses monstres avant d'interioriser le vertige de ses métamorphoses. Désormais, c'est en lui qu'il

croise à pic, qu'il s'égare, qu'il atteint le « point zéro » où l'origine touche au néant, où le poème se dit, où la création se crée. « Car, annonce Valente dans *Material Memoria*, la seule chose que crée l'artiste n'est peut-être que l'espace de la création. Et dans l'espace de la création il n'y a rien... »

Dieu dit : Que le néant soit. Et il leva la main droite jusqu'à voiler son regard. Et le néant fut créé.

Valente veut se tenir au plus près de ce point aveugle où la lumière boit le visible, où la parole est un reflet d'avant la source, quand la transparence et la nuit sont encore secrètes. Il sait que les mots sont chargés de mémoire comme des bêtes de bât, qu'il faut les rendre à la nudité qu'il fait les surgir, qu'il faut les découper pour retrouver l'alliage initial de violence et d'innocence qui les avait isolés dans l'haléine des choses.

Il faut frapper. Il faut que le tambour nous possède.

Car le tambour recèle, nous dit-on, le bras sans fin de l'origine.

De la peau du poisson on a fait un tambour, mais le poisson était un dieu.

Dans la crèche de la vierge entre un poisson, mais le poisson était un dieu.

La crèche était le ventre de la fille d'un roi.

Le roi sacrifia le poisson (mais le poisson était un dieu) et l'on

entendit sur sa peau, sur la peau du tambour le son.

La vierge descendit au bord des eaux et le poisson entra dans ses entrailles.

Du tambour, obscurs, montent le dieu, le poisson, le rythme, le son, irrésistible le son de l'origine.

La poésie de José Angel Valente a renoué avec les éclats d'outre-mémoire. Il est, en Espagne, dans la génération de l'après-guerre, celui qui n'a pas sacrifié le mystérieux hasard du réel poétique aux nécessités de la profération politique. Se dotant de mots-sésame, de mots-énergie plutôt que de mots-tocsin, il avait un défi lucide qui allait traverser le champ des proclamations.

Son parcours le jette dans le creuset où esprit et matière se fondent, où aucun événement n'échappe à la quête intérieure. L'expérience chez Valente, n'a pas de nom, elle est une intensité constituée de tension amoureuse, d'élan mystique et de transgression poétique.

ANDRÉ VÉLTER.

* *INTÉRIEUR AVEC FIGURES*, de José Angel Valente, traduit de l'espagnol par Jacques Ancelet, Editions Uzes (S.P. 29, 83490 Le May), 152 p., 96 F.

* *L'ECLAT*, de José Angel Valente, traduit de l'espagnol par Jacques Ancelet, Editions Uzes, 90 p., 81 F.

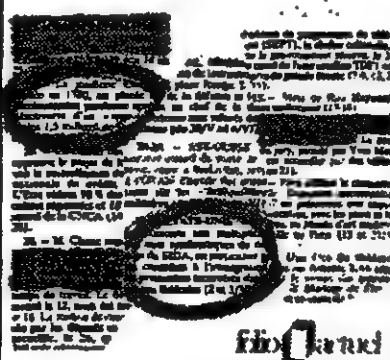
(1) Maspéro, 1978.

(2) Ed. Uzes, 1985.

(3) Ed. Uzes, 1986.

Edouard Masurel
L'année 1987
dans Le Monde

Préface d'André Fontaine



Un ouvrage de référence avec un index détaillé

GRANDE HISTOIRE DE LA
REVOLUTION FRANÇAISE

de Georges Soria

L'épopée de la Liberté

Le 2^e volume en vente dès maintenant chez votre libraire

3 volumes illustrés

Bordas

Prix Bologne 1988

Prix des critiques en herbe : Die Blumenstadt, ill. de S. Zavrel, Bohem Press (Suisse). Mention spéciale : *Contes de Grimm*, ill. de Kélek, Hatier (France). Mentions : *Das grosse Märchenbuch*, Diogenes (Suisse) ; *Christmas 1993 or Santa's Last Ride*, Faber (G.-B.) ; *Adèle s'en mêle*, Gallimard (France) ; *Un petit monsieur sérieux*, Gautier-Languereau (France) ; *Animal Numbers*, Lutterworth Press (G.-B.) ; *Der Zwiwbelkrieg*, K. Thienemanns (RFA).

Prix graphique pour l'enfance : *Animal Numbers*, de Bert Kichen, Lutterworth Press (G.-B.). Mentions : *A Present*, Book Loan Publishers (Japon) ; *La Naissance de Célestine*, Duculot (Belgique).

Prix graphique pour la jeunesse : *Le Livre de la Création*, ill. de Georges Lemoine, Centurion (France). Mentions : *Jak Vyrobil Bumerang*, Albatros (Tchécoslovaquie) ; *Collection « Découvertes Gallimard »* et « *Page blanche* », Gallimard (France) ; *Le Lutrin aux rubans*, Iponés (France).

Prix Andersen (IBBY)

Prix auteurs : Annie M.G. Schmidt, (Pays-Bas). Mention : Claude Roy (France).

Prix illustrateurs : Dusan Kallay, (Tchécoslovaquie). Mention spéciale : Yasuo Segawa (Japon).

Salon du Livre à Paris

Les livres pour enfants tiennent l'affiche à la porte de Versailles. — Une exposition d'une centaine d'affiches d'artistes du monde entier : Mitsumasa Anno, Anthony Browne, André François, Helme Heine, Arnold Lobel (qui vient de mourir), Béatrix Potter, organisée par l'IBBY et la Joie par les livres, a lieu du 14 au 20 avril (Espace Jeunesse, Hall 7/Niveau 2).

L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse rassemble le vendredi 15 avril à 18 heures, le Prix Sorcières 88. Deux journées d'animation sur l'espace auront lieu les vendredi 15 et samedi 16 avec Albert Ducrocq, Jean-Pierre Verdet, Pierre Köhler (stands 4 W 19 et 4 W 21).

Culture

CINÉMA

« Traquée », de Ridley Scott New-York, New-York

Le dernier film de Ridley Scott est un poème en hommage au romantisme des années 40, aux femmes inaccessibles, à la magie de New-York, la ville des villes.

« A New-York, elle a vu ce qu'elle n'aurait jamais dû voir », dit le slogan publicitaire du film de Ridley Scott, *Traquée* (Someone to watch over me). Elle, c'est Mimi Rogers, belle, intelligente, extrêmement riche depuis des générations, même à ses heures, comme son père. Ce qu'elle n'aurait jamais dû voir est le meurtre d'un de ses amis par un gangster à tête de Bela Lugosi (Andreas Katsulas). Mais l'important, c'est New-York. New-York est la star du film. La ville des villes est là, dans toute sa splendeur irréaliste, magique. Les dentelles de lumières suspendues dans la nuit sans fin, la chanson de Gertrude qui donne le titre original au film, la porte sur le fantasme. « Le romantisme », dit Ridley Scott. Il est immédiatement indiqué par la musique. Elle est aussi importante que l'image, elle en complète le sens. Le film, comme un opéra, isole des thèmes et les développe, ils évoluent, se croisent... »

Ridley Scott trouve ses références dans les années 40 — en imaginant Grace Kelly et John Garfield... Années 40, mais pas rétro. Nous sommes en 1988, les personnages ne regardent pas en arrière, ils vivent sans faiblesse la dureté et la fièvre de notre temps. Assez solides pour ne pas refuser cette trace du passé rêvé que la ville dégage, comme un parfum magique.

New-York n'est pas un simple décor. C'est la forêt ensorcelée de *Legend*, le San-Angelo de *Blade Runner*, la capsule piégée d'*Alien*. C'est le monde de Ridley Scott féérique et réaliste, rude et raffiné. Le crime auquel assiste Mimi Rogers a lieu dans les sous-sols d'une galerie disco au cours d'une de ces soirées où les noms les plus célèbres font des bassesses pour se faire inviter, tandis que Tom Berenger fête sa promotion dans un appartement exigu, avec pas mal d'alcool, de bière, de



Tom Berenger et Mimi Rogers.

copains. C'est lui qui est chargé de protéger le témoin, de veiller sur Mimi Rogers.

Tom Berenger a une jolie gueule de voisin d'en face, de gentil garçon idéaliste. Il s'est marié très jeune à Lorraine Bracco. Ils ont un garçon, habitent un pavillon mitéux dans Queens, qui, décidément, n'est pas un quartier très reluisant. La jeunesse de Lorraine Bracco, sa fermeté, sa vitalité lui tiennent lieu de beauté. Tom Berenger se laisserait avec bonheur dominer par elle, s'il n'y avait Mimi Rogers, son allure, sa classe, le luxe extravagant de son appartement (Ridley Scott affirme qu'il n'est pas inventé, qu'il existe tel quel avec tous ses coussins et ses miroirs) le mystère de ses relations avec un amant sinistre. Tout est vu par le regard fasciné du jeune fils naïf, amené par les circonstances à vivre un rêve. Il rêve et/ou vit une idylle avec cette idole inaccessible, divine autant que Garbo, Marlène, Ava Gardner...

Le gosse de Queens ne pense pas à la fortune de la jeune femme. Il est

tout simplement envoûté. Il fait de graves bêtises, ne fait échoquer par ses chefs, largue par sa femme, que le gangster prendra en otage ainsi que le gamin. Tout finira bien selon un standard effectivement oublié depuis les années 40. Clin d'œil à hier et aujourd'hui. « On en revient », dit Ridley Scott, à la morale familiale, on retrouvera bientôt la religion. Je suis d'accord avec le retour des valeurs anciennes, elles correspondent à une demande. Mais pas à la réalité, surtout en Angleterre où la situation sociale est pire que jamais. Depuis la guerre, les femmes se sont mêlées au monde du travail, d'où un désir d'indépendance et surtout un changement profond dans l'éducation des enfants... »

Le complot misogyne de Ridley Scott s'équilibre d'une dose d'humour froid — british touch. De même son film, totalement maîtrisé, est d'une prodigieuse beauté. Il s'enroule autour de la comédie sophistiquée, du suspense, du fantastique, du réalisme poétique, brasse tous ces styles ou plutôt les harmo-

nise en un arc-en-ciel mouvant, fragile.

Le récit est simple et diaboliquement habile. Ridley Scott met en avant, mais sans insister, le détail qui provoque la curiosité et par lequel la situation devient crédible. Tout se réduirait, sinon, à un élégant divertissement. Or on est ébloui et on marche, on s'accroche aux personnages — tous les comédiens sont artificiels et émouvants, juste ce qu'il faut pour qu'on s'identifie, mais comme à des personnages de contes, mythiques et fraternels.

Enfin, surtout, on plonge dans les mystères de la ville, dans sa magie, ses splendeurs équivoques. Ridley Scott est un poète des espaces grouillants. Son prochain film (produit par Sam Jaffe pour la Paramount) sera pour cadre Tokyo et pour héros Michael Douglas. « Encore une histoire de film dans une ville où il ne peut pas communiquer. En Europe, on y parvient toujours. Là-bas, non. » Son Tokyo sera sans aucun doute maléfique.

COLETTE GODARD.

« La Dernière Impératrice », de Chen Jialin

L'empire côté jardin

Après Bertolucci, Chen Jialin, chinois de Pékin, consacre un film au dernier empereur de son pays. Avec infiniment moins de moyens. Mais ici, l'idéologie est totalement évacuée.

Dans sa fresque spectaculaire, le *Dernier Empereur*, Bernardo Bertolucci nous avait montré Wan Rong, l'impératrice, femme de Pu Yi, initiée à l'opium et à l'homosexualité par une espionne japonaise qui semblait sortie d'un film de Josef von Sternberg. Wan Rong était, certes, une victime vouée à la folie, mais pas autant que dans cette production chinoise tournée dans les studios de Chang Chung — le réalisateur Chen Jialin y est attaché — en 1986.

La conception toute personnelle qu'a eue Bertolucci du destin extraordinaire de Pu Yi l'a conduit à romancer l'histoire. Le film chinois est en sans doute plus près. Mais l'auteur a soigneusement évacué tout contenu politique de son œuvre. Il a préféré privilégier la reconstitution réaliste, intimiste et psychologique des rapports d'un couple où la femme, d'abord réduite à l'état d'objet décoratif, fut, ensuite, bafouée, humiliée, battue. Le peuple chinois est absent de ce huis-clos étouffant. C'est tout juste si un cortège de fête rouge et or rappelle les fastes de la monarchie agonisante.

L'essentiel de l'action se passe de 1932 à 1942 dans un palais du Manchukuo où la petite cour de Pu Yi est comme enfermée avec lui, sous la surveillance des Japonais. Les échos du monde extérieur arrivent à peine. Pu Yi, ridiculisé par ses « conseillers » nippons a pourtant gardé le goût du pouvoir et l'exerce

sur son entourage. C'est à travers les rapports qu'il entretient avec la partie féminine de cet entourage — sa femme en particulier — que la complexité et l'ambiguïté de l'empereur sont montrées. L'impératrice délaissée s'exprime d'un beau langage de corps. Elle est enceinte. Elle commence la tragédie de cette femme livrée à l'arbitraire masculin de la vieille Chine.

Le palais, lourdement meublé, à l'euro-péenne plus qu'à la chinoise, est un lieu d'intrigues sordides, de brutalités étalées devant tous ; et de meurtres camouflés. Fait pour le grand public de la République populaire de Chine, ce film a de quoi nous toucher, au-delà de son grand intérêt historique, par ce qu'il rappelle — ou révèle — de la condition de la femme à cette époque. Encore, de par son rang, l'impératrice est-elle relativement respectée. On se contente de la détruire à petit feu. Mais, dans une séquence magnifique par son intensité dramatique, Tan Yuling, la première concubine, vient visiter et apaiser Wan Rong devenue folle à laquelle elle se sent brusquement liée.

Il y a là entre les deux actrices Pan Hong (l'impératrice) et Fu Yiwei (la concubine), toutes deux également sensibles et inspirées, une sorte de duo d'opéra qui fait venir les larmes. On y pressent le propre sort, tragique lui aussi, de la jeune Tan Yuling. Alors, on aime et on plaint ces deux femmes, jusqu'à la dernière séquence où une vision du passé se superpose à une cérémonie funéraire du présent. 1942 : la débâcle s'annonce. Nous savons, par le *Dernier Empereur*, ce qui est arrivé à Pu Yi après la fin de la guerre. Il nous masquait une pièce du dossier. La voilà.

JACQUES SICLER.

★ La sortie du film est reportée au 20 avril.

« Maravillas », de Manuel Gutierrez Aragon

La petite merveille

Une histoire juive espagnole, c'est une histoire doublement féroce, déchirée, drôle.

Quand Maravillas a fait sa première communion, son parrain Salomon, un juif sépharade, l'a fait marcher sur un muret qui surplombe la ville de très haut. Il lui a donné une baguette et lui a dit : « ceux qui ont peur tombent ». Là-dessus, le père de la fillette, catholique, et ses autres parrains — tous sépharades — ont eu horriblement peur et ont chassé Salomon.

C'est donc une histoire juive espagnole que raconte Manuel Gutierrez Aragon dans son film *Maravillas*. Une histoire évidemment désespérée — avec un tel parrainage ! — évidemment d'une gaieté féroce. Le père de Maravillas — Fernando Fernan Gomez, magnifique comme d'habitude, — photographe raté, entretient avec sa fille des rapports malsains de domination, essaie en vain de lui piquer de l'argent pour s'offrir des revues pornos et donner des tranches de foie de veau à une trop jolie petite fille autistique. Salomon joue les magiciens et met en scène un spectacle sur la mort de Carriyl Chessman, avec l'aide d'un garçon sans âge, fort laid, amoureux de Maravillas. Maravillas joue. Elle joue à humilier son père, à aimer tout le monde, à piquer tout ce qu'elle trouve (dont des pierres précieuses) à tout le monde (y compris à son père roublard) et elle essaie en vain de pleurer...

La fantaisie la plus saugrenue mène cette histoire « extraordinaire ». On aurait tendance à la qualifier de surréaliste, ou de baroque puisqu'il s'agit de l'Espagne. Le film va vers l'outrance mais est retenu par une forme rare d'humour triste. Il est finalement d'une grande pudeur, tout en ellipses, en détours, en paraboles inachevées, comme si la lassitude et le doute avaient saisi le narrateur au moment d'en tirer la morale.

Avec, en fond, le « chaos monoton » des HLM méditerranéens, le des-

tin éraase et frappe dans le désordre, mais tous y passent. Les jeunes n'ont à leur disposition qu'un semblant de jeu qui obligatoirement tourne mal, et leur jeunesse qui explose en brusques accès de colère absurde, inutile. Les adultes voudraient jouer aux cartes. Pour comprendre ? Les vieux n'ont à leur secours que des vestiges de traditions. Des illusions. Des habitudes qui aident à survivre. Des rites, des musiques superbes mais tout aussi inutiles que le reste. Des pierres précieuses, dont on ne sait pas si elles sont vraies ou non...

Une histoire juive espagnole, c'est doublement une histoire de culture et de passé lourds à porter. Le miracle de Gutierrez Aragon et des comédiens (Christina Marcos, Francisco Martin, c'est qu'elle donne un film vif, sobre, magnifiquement insolent, et que l'on passe sans cesse et sans transition de la gorge serrée au fou rire.

COLETTE GODARD.

« Les mendiants », de Benoit Jacquot

Jeux interdits

Une comédienne, Hélène (Dominique Sanda), joue Desdemona dans *Othello*, de Shakespeare. Elle est amoureuse de son partenaire noir, Grégoire (Assane Fall), qui lui fait souffrir mille morts en lui préchant Annabelle (Anne Roussel). Des gamins dirigés par Sami (Renaud Bernadet) jouent à des jeux qui peuvent tourner mal ; d'ailleurs, ils vont tourner mal. L'un d'eux, Guillaume (Camille Clavel), est le frère de Fred (Jean-Philippe Ecoffey), qui appartient à une bande de contrebandiers. Fred s'empare d'Hélène et la suit partout où il peut. Un lien, tissé peut-être par le destin, passe entre les divers groupes de personnages. Benoit Jacquot et Pascal Bonitzer ont adapté un roman de Louis-René des Forêts.

L'avantage est donné aux enfants sur les adultes, et il semble bien que ce soit la part de Bonitzer ou de ses obsessions, l'inspiration de Benoit Jacquot étant plus reconnaissable

« Gaby », de Luis Mandoki

Le courage de vivre

Luis Mandoki a mis sept ans avant de réussir à réaliser son film, *Gaby*, d'après l'autobiographie de Gabriela Brimmer parue en 1978. L'entreprise, il est vrai, n'était pas aisée. Il s'agissait de porter à l'écran, sans tomber dans les excès mélodramatiques, l'histoire vraie d'une femme qui, atteinte dès sa naissance d'une paralysie cérébrale, ne peut s'exprimer qu'avec le pied gauche et la tête. Grâce à son entourage, et à une domestique Florencia Morales, elle parvient à développer son intelligence, à s'exprimer, à faire des études (forcément) brillantes... La distribution fait appel à des comédiens professionnels des drames psychologiques. La bergaminière Liv Ullmann est la mère de Gaby, Norma Aleandro, pris d'interprétation à Cannes pour le film argentin *l'histoire officielle*, est Florencia. Le jeune handicapé dépressif, ami de Gaby, est Lawrence Monosson, qui, selon le public, s'est égaré à vivre en fauteuil roulant pendant six mois avant de venir passer son audition.

Quant à Gaby adulte, c'est Rachel Levin, dont la carrière a été interrompue dans les années 70 par une forme de paralysie presque totale, le syndrome Guillain-Barré. Elle a luté, a guéri, est revenue sur scène dans *Duo* pour une soliste, où elle interprétait une violoniste atteinte d'une sclérose en plaques. Sa première approche de Gaby a été mentale.

« Dès l'enfance, on nous apprend à tout masquer, tout garder à l'intérieur. Les paralysés ne le peuvent pas, ils ne contrô-

lent rien. Etre capable d'exprimer tout ce qui bouillonne à l'intérieur de vous est un formidable cadeau pour un acteur. J'ai travaillé pendant neuf mois sur le personnage. J'ai commencé avec un spécialiste, j'avais besoin de comprendre un certain nombre de choses sur un plan strictement anatomique. Il n'y a pas de règle en ce qui concerne la paralysie. Votre main ne prend pas telle ou telle position, vous n'avez pas tel ou tel type de appuie... Chacun subit « sa » forme de paralysie... Je suis allée au Mexique vivre avec Gaby pendant dix jours. Nous installions côte à côte nos fauteuils roulants et j'observais... Ensuite est venue l'épreuve de la rue. Nous avons connu toutes les réactions possibles, la peur, la répulsion, la pitié, l'admiration pour nos volontés... »

« Les gens qui protègent les « infirmes » ne se rendent pas compte à quel point, parfois, ils les étouffent. Le plus grave problème pour un handicapé, est la non-reconnaissance de son individualité. Quand les gens croient un infirme dans la rue, ils ne voient que le chaise roulante, pas la personne assise dedans. Le combat a été quotidien pour nous, et il l'est, que l'on soit ou non infirme. L'affirmation d'une identité est déjà difficile pour quelqu'un de « normal », alors imaginer... Mais, à mes yeux, le plus douloureux serait d'avoir les muscles de Schwarzenegger et de ne pas savoir faire de sa vie... »

HENRI BEHAR.

Le VI^e Festival du film arabe de Paris

Des œuvres interdites, oubliées ou maudites...

Le VI^e Festival du film arabe de Paris, qui reste la manifestation la plus cotée avec les Journées de Carthage, a lieu du 20 avril au 3 mai dans la capitale et à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Une partie des projections, du VI^e Festival du film arabe de Paris, auront lieu à l'Institut du monde arabe. Cela dit, les États qui financent cet organisme, théoriquement destinés à améliorer l'image culturelle des Arabes en France, ne paraissent toujours pas avoir saisi l'importance que, dans cette perspective, pouvait prendre la manifestation.

Leur subvention est cette année de cinquante mille francs. Avec la contribution française, le budget du festival 1988 atteint deux cent mille francs, soit cent mille francs de moins que l'an passé, exercice déjà maigre. Saluons donc la vertu des jeunes cinéastes attelés à l'impossible autour d'un journaliste libanais de Radio-Monte-Carlo, Ghassan Abdelkhalik. Et demandons-nous si n'ont pas raison ceux qui affirment que bien des régimes arabes souhai-

tent secrètement l'échec de cette manifestation où passent des œuvres à l'index chez eux...

La programmation, forcément moins riche que précédemment, s'articule autour de cinq thèmes : films nouveaux, gros plus sur le cinéma algérien, puis de nombreux ouvrages d'immigration, hommage à Farid Chakouli. Cet acteur égyptien qui, avec pas moins de cinq cents films, règne depuis un demi-siècle sur un certain cinéma baladi (« populaire ») est souvent décrit comme un Jean Gabin nilotique.

Parmi les nouveautés, on attend beaucoup des *Portes du paradis*, de l'Algérien Amar Laskri, et de *Le Caire d'amour*, du Marocain Moumen Smihi, qui doit être le Festival.

Notre curiosité ira enfin à l'*Homme de cendre*, du Tounisien Moncef Dhouib, film à la qualité quasi unanimement reconnue, mais que le plupart des censeurs arabes ont rejeté : on y aperçoit un brave vieux juif qui reconforte un jeune musulman victime d'un viol... Il y aurait un livre à écrire sur les fantasmes arabes à travers leurs censures : ainsi, en Irak, un film triste réqualifierait de « démoraliser le peuple », mais un film trop gai ne serait pas admis non plus dans un pays en guerre...

Victime aussi de la liquidation des cinémas Olympic de Frédéric Mitterrand, qui l'avait réservé, l'*Homme de cendre*, œuvre maudite s'il en est, devrait toutefois sortir en France en septembre. Autre travail guetté par l'oubli, organisé ou non, le *Réspect*, de l'Algérien Okacha Tachit, sur les immigrés en France. Son précédent film, *Sacrifiés*, également tourné en France, fut à la fois les foudres d'Alger. L'auteur de l'histoire officielle, il montrait le carnage provoqué en métropole par les luttes intestines des nationalistes algériens durant la guerre d'indépendance.

Quant à l'actualité arabe immédiate, tout aussi tragique, elle sera présente à travers, notamment, le *Kidnappé*, du Libanais Rafik Hajjar, et le *Song*, moyen métrage sur les Palestiniens du Liban, dû au Syrien Mohamed Malas, dont « les rêves de la ville », film impayable sur son propre pays, avait « illuminé », comme disent les Arabes, l'un des précédents festivals de Paris.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Renseignements : 47-66-52-83.

Culture

DANSE

« Anima » de Daniel Larrieu

Ecrit sur du sable

Nous ne sommes pas d'habitants. Tousseurs aussi : le moindre bruit intempérie, dans la salle, risquerait de faire s'évanouir ce spectacle ténu, volatil, gracieux. Ecrit sur du sable avec de l'eau, sur une vitre fraîche avec la buée d'un souffle. Anima a vu le jour en janvier dernier au Centre chorégraphique d'Orléans nouvelle formule : une troupe — ici la compagnie Astrakhan de Daniel Larrieu — est accueillie « en résidence », elle travaille pendant deux mois environ portes ouvertes, crée, sur place un spectacle qui sera ensuite diffusé dans toute la France.

Il y a sept, dont une toute petite. Désolées, nonchalantes, ils errent sur une plage — le décor est une de ces merveilles qu'on ne voit plus : une toile peinte. La mer, au loin des montagnes brunes, à droite un grand arbre. Les danseurs marchent, marchent, à des rythmes divers, plutôt au ralenti. Sur un air d'accordéon, de jolis mouvements chahutés. La bande son emprunte à Rameau, à Moussorgski, à Chostakovitch, au chœur de la marine soviétique de la Mer du Nord ; il y a

aussi des voix douces qui disent un poème T.S. Eliot, en anglais, ou un texte de Josef Beuys, en allemand ; des bruits d'oiseaux, des cigales nocturnes. Atmosphère, atmosphère. Parce que ces gens mystérieux portent de petites cornes ou de longues oreilles (des « excroissances animales », dit Larrieu), on pense vaguement au « Songe d'une Nuit d'été », mais nulle intrigue amoureuse ne semble se nouer ; ou à l'après-midi de faunes trop las pour désirer des nymphes. Parfois les sept s'agitent comme s'ils avaient froid, parfois ils en laissent un comme mort et s'en vont. Le prescheur à quelq'un qui tourne. Le geste de bercer revient comme un leitmotiv, ou bien l'on jongle avec des cailloux. Les éclairages sont chichés. Deux ou trois fois un rideau tombe, épuisé. On le relève. Un poste de radio grésille. Avons-nous rêvé ?

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Théâtre de la Ville, du 13 au 16 avril.

Les projets de M. Léotard

Le Parti socialiste et l'avenir de la Bibliothèque nationale

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a commenté, dans un communiqué publié mercredi 13 avril, les projets de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, pour la Bibliothèque nationale, projets présentés le même jour au conseil des ministres (le Monde du 14 avril). M. Queyranne estime que la construction

d'une Bibliothèque nationale-bis « est de pure forme ». « Aucun financement n'est prévu. Le ministre de la culture se contente d'annoncer, sans prévoir un centime à la charge de l'Etat. Les problèmes de la Bibliothèque nationale appellent des mesures d'une tout autre envergure », ajoute le porte-parole du PS.

« Avant de lancer un tel projet, il conviendrait de mieux délimiter les fonctions de la Bibliothèque nationale et, notamment, de recenser son action sur le « livre-papier » ainsi que de procéder à une meilleure évaluation des possibilités de conservation offertes par les nouvelles technologies », conclut M. Queyranne.

DERNIERES ATHENES

Callas

par ELISABETH MACCOCCO à partir des interviews de MARIA CALLAS

« La Macocco, superbe tragédienne, s'inspire de Callas comme Callas s'inspire de la vie. »

« Il fallait bien que Callas devienne un personnage de théâtre et que le théâtre devienne un personnage de Callas. »

« Un prodige de comédienne prodigieuse. »

« Le travail d'Elisabeth Macocco est comparable de Balzac et de Joyce. »

mer. 18 h 30
mar. jeu. ven. sam. 20 h 30
17.42.57.27. AGENCES FNAC CROUS

18 H 30

jeu. 21 ven. 22 avril

Imanol

Une Voix des romans populaires d'Euskadi aux chansons et poèmes du Pays Basque

PRIX 52 F LOC. 42.74.22.77
2 PLACE DU CHATELET

Communication

Les rémunérations de M. Michel Droit

Le groupe de M. Hersant a commis la même « erreur d'imputation » que l'académicien

Alors que de nouvelles informations sur les comptes bancaires de M. Michel Droit, membre de la CNCL, confirment l'ambiguïté de ses liens financiers avec son ancien employeur — le groupe Hersant, l'académicien semble avoir de plus en plus de mal à se justifier.

Ainsi, son avocat, M. Jean-Marc Varaut, a-t-il dû intervenir, le mercredi 13 avril, pour expliquer la contradiction entre les explications fournies par M. Droit sur les sommes reçues du groupe Hersant (400 000 F de droits d'auteur, 200 000 F d'indemnités de départ) et sa déclaration fiscale (64 618 F de droits d'auteur, 405 812 F de salaire de journaliste).

« Il y a eu une erreur d'imputation, aujourd'hui même réparée par une déclaration rectificative », a aussitôt écrit l'avocat dans un communiqué, avant de réaffirmer que les comptes bancaires et la déclaration fiscale de Michel Droit « comportent que des revenus compatibles avec ses fonctions de membre de la CNCL : primes de départ à la retraite, retraites, traitements de la CNCL, droits d'auteur et cession de ses droits pour l'édition du Figaro Histoire [...] ». « C'est ce droit sur l'œuvre qu'il a conçue et réalisée que Michel Droit a cédée à l'AGPI pour la somme forfaitaire de 400 000 F », continue M. Varaut. C'est cette somme qui a été déclarée à l'administration fiscale. Michel Droit ayant improprement nommé « pign » la mensualisation de ce versement qu'il avait demandé au cessionnaire de ses droits, c'est ce terme de pign qui a été repris dans sa déclaration. Autrement dit, les 405 812 F déclarés par l'académicien comme rémunération de journaliste (la « pign » étant la rémunération d'une collaboration ponctuelle sous forme d'articles de

presse) correspondent en fait à des droits d'auteur, seule rémunération autorisée aux membres de la CNCL par la loi de 1986.

Mais alors comment expliquer que la déclaration des salaires et traitements payés durant l'année 1987 par l'AGPI (répertoriée sous le nom Presse-Infor sur les comptes bancaires), filiale du groupe Hersant, fasse état de versements d'un montant total de 402 520 F à M. Michel Droit, lequel est encore présent dans le document comme « pigiste » ? Erreur là aussi ?

L'affaire commence à susciter des réactions politiques. Dans une question écrite à paraître au Journal officiel du 18 avril, M. Roland Dumas, ancien ministre socialiste des relations extérieures, évoque le communiqué par lequel le parquet de Paris affirme faire procéder « aux vérifications nécessaires ». Ces « vérifications » ont, selon M. Dumas, « l'apparence d'une instruction sur l'instruction, et d'un dessaisissement de fait du juge », cette procédure qualifiée par lui d'« insolite » revenant « à soumettre un juge, par définition indépendant, au contrôle du ministère public, et ceci contrairement aux dispositions du code pénal ».

De son côté, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, estime dans un communiqué que « tout est mis en œuvre pour empêcher le juge de poursuivre son enquête. Le respect de l'indépendance de la justice touche à la fois grossière. Les Français ne sauraient admettre qu'un homme, fût-il académicien, échappe à la loi. Il y aura là un véritable déni de justice et une atteinte à la crédibilité de la magistrature ».

A. Co.

Les habillages successifs de la vérité

DES virements du groupe Hersant sur le compte de Michel Droit ? Normal, a-t-on d'abord dit. Ce sont, notamment, les versements des droits d'auteur sur une rubrique cédée par l'académicien à son ancien employeur au moment de sa démission du Figaro.

Mais il fallait pourtant admettre, deux jours plus tard, que l'accord en question n'avait pas eu lieu en octobre 1986, mais au milieu de l'année 1987, soit huit mois après la nomination de M. Droit à la CNCL. Il faut reconnaître la contradiction entre les affirmations de l'académicien et sa déclaration d'imputation — une erreur d'imputation —, répond l'avocat, — comme il le fera expliquer maintenant l'existence d'un Michel Droit présenté comme « pigiste » sur la propre déclaration de l'agence Presse-Infor.

A quel fera-t-on croire que M. Droit ne connaît pas la distinction entre des droits d'auteur et des « pigns » de journalistes, après vingt-cinq ans de carrière au Figaro

et une trentaine d'ouvrages publiés ? Est-il crédible que la direction de l'Agence Presse Information fasse la même confusion, alors qu'elle gère depuis 1975 les traitements de cent quatre-vingt-dix journalistes du groupe Hersant ?

Approximations, contradictions, démentis, tout cela ressemble fort à des habillages successifs de la vérité. On est en droit d'attendre cette fois que la justice fonctionne, que le juge d'instruction puisse parfaire son enquête et achever ses investigations et que la CNCL, mise en cause à travers l'un de ses membres, prenne ses responsabilités.

Le moment est mal (ou trop bien) choisi, suggère Michel Droit lui-même, en dénonçant une manœuvre politique. Que n'a-t-il laissé, en novembre dernier, le juge Claude Grellier instruire normalement son dossier ? A l'en croire, il ne risquerait rien et, en décembre, tout aurait été réglé !

ANNICK COJEAN.

En rachetant les onze titres du groupe américain Diamandis

Hachette devient le premier éditeur mondial de magazines

Les Etats-Unis sont devenus une véritable terre de chasse pour le groupe Hachette. L'offre publique d'achat sur l'éditeur Grolier quasiment réussie (le Monde du 12 avril), le premier groupe français de communication vient juste de prendre le contrôle du septième groupe de presse américain, Diamandis Communications Inc. En deux jours, entre l'acquisition de l'éditeur Grolier (2,5 milliards de francs) et celle de Diamandis (712 millions de dollars, soit environ 4 milliards de francs, financés par emprunts auprès de la Chase Manhattan Bank), le groupe Hachette aura investi une somme coquette sur le territoire nord-américain.

La seconde opération, menée par M. Jean-Luc Lagardère, PDG d'Hachette, et M. Daniel Filipacchi, PDG des Publications Filipacchi et vice-président d'Hachette, représente l'un des plus importants investissements français réalisés ces deux dernières années outre-Atlantique, juste après la compagnie L'Air Liquide. Celle-ci, fin 1986, avait racheté Big Three Industries pour 1,5 milliard de dollars. Mais l'achat de Diamandis par Hachette-Filipacchi est le seul de cette taille dans le domaine de la presse.

Le jeu, il est vrai, en vaut la chandelle : en prenant le contrôle de Diamandis et de ses onze revues, Hachette-Filipacchi accède en effet au premier rang mondial d'éditeur de magazines et devance les éditeurs américains Time Inc. (Fortune, Time Magazine, etc.), Newhouse (Vogue) ou Gannett.

Enrichi des magazines de Diamandis, Hachette-Filipacchi publiera désormais soixante-quatre magazines en dix langues différentes, qui représentent une diffusion totale de 650 millions d'exemplaires. Mais avec Elle, Têlé 7 Jours (3 200 000 exemplaires, soit la plus importante vente en France), Vital, Onew, etc., le groupe Hachette n'est pas novice en matière de magazines.

Sa division presse (quotidiens, hebdomadaires et mensuels) représente d'ailleurs 7,5 milliards de francs sur 17 milliards de francs de chiffre d'affaires. Son allié traditionnel depuis huit ans, les Publications Filipacchi, qui possèdent 35 % de la société holding d'Hachette, réalise quant à lui plus de 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires en publiant des hebdomadaires (dont Paris-Match, 880 000 exemplaires), des bimensuels comme Grands Peintres, des mensuels (L'Art, Femme, Newlook, etc.).

Avec l'acquisition en 1986 du réseau de distribution de magazines Curtis Circulation Company et la création réussie ces deux dernières années du Elle et du Première américains en collaboration avec Rupert Murdoch, Hachette possédait les jalons de son succès d'aujourd'hui. Un succès qu'il consolide avec son partenaire Filipacchi, mais cette fois sans allié américain. En l'espace de quelques jours, Hachette vient d'obtenir, grâce à la prise de contrôle de Grolier, la première place mondiale dans le domaine de l'encyclopédie et la troisième place mondiale dans celui de l'édition et, grâce au rachat de Diamandis, décroche ainsi que nous le soulignons plus haut le titre de premier éditeur mondial de magazines. Un beau coup double qui fait entrer Hachette-Filipacchi dans le club très fermé des grands multimédiaires de la communication : en ajoutant Grolier (2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires) et Diamandis (1,7 milliard de francs), à ses propres activités, le premier groupe français de communication atteint en effet un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards de francs.

A la Bourse de Paris, le titre Hachette enregistre, le 14 avril, une forte hausse (+ 7,1 %, à 11 heures).

YVES-MARIE LABÉ.

L'héritage de CBS

Basé à New-York, Diamandis Communication Inc. édite 11 magazines grand public, dont le féminin Women's Day, un féminin populaire, atteint six millions d'exemplaires. Les autres auteurs connus sont l'automobile avec Car and Driver, la photographie avec Popular Photography, la stéré, le nautisme, etc. Au total, Diamandis se classe au septième rang américain de la presse magazine, avec 300 millions de dollars de chiffre d'affaires (environ 1,7 milliard de francs) et une marge brute d'autofinancement de 80 millions de dollars.

Le groupe a eu une histoire récente mouvementée : en 1985, CBS avait acquis 12 titres au groupe Ziff Corp pour 382,5 millions de dollars. Mais CBS, en pleine réorganisation, a cédé en octobre 1987 sa division magazine à ses salariés, menés par leur directeur Peter Diamandis. Ce rachat de l'entreprise par ses

salariés (RES), pour un montant de 650 millions de dollars, était soutenu à hauteur de 70 % par la Prudential Insurance Corp.

A l'époque, cette division magazine comptait 19 titres et 1 400 salariés. Aujourd'hui, Diamandis n'emploie plus que 880 personnes. Mais la vente à Hachette, combinée avec de précédentes cessions d'actifs et le cash-flow généré, rapportera aux auteurs (salariés et Prudential) plus de 1 milliard de dollars, selon leurs calculs.

Hachette a annoncé son intention de garder tous les employés et de développer Diamandis par création et acquisition d'autres titres. Hachette, entré sur le marché américain des magazines en 1985 avec Elle, avait eu des discussions infructueuses avec CBS pour le rachat de sa division magazine.

M. C. L.

PEPSI EN ACCORD AVEC RTL ET RMC PRESENTE

MICHAEL JACKSON

AU PARC DES PRINCES

Concert

23 JUIN/LYON/STADE GERLAND
27-28 JUIN/PARIS/PARC DES PRINCES
12 AOUT/MONTPELLIER/STADE RICHTER
14 AOUT/NICE/STADE DE LOUEST

LOCATION : FNAC, AGENCES ET PAR MINITEL 36 15 RTL

PEPSI

RTL RMC

CBS

ZERO

502 من الاجل

Informations « services »

هكذا من الاصل

SOMMAIRE

■ Le groupe des sept pays industrialisés, réuni à Washington, a réaffirmé sa volonté de stabiliser les taux de change (lire ci-contre).

■ Moins pessimiste qu'on pouvait le craindre, le rapport de conjoncture du Fonds monétaire international reste cependant d'une grande prudence (lire page 32).

■ Les manœuvres qui se produisent dans l'agro-alimentaire traduisent la préoccupation des firmes d'acquiescer une taille européenne (lire page 34).

■ Commencées depuis le 17 mars, les grèves dans les trois principales usines de la SNECMA paralysent la livraison des réacteurs civils et militaires (lire page 33).

■ FO a fêté son quarantième anniversaire (lire page 33).

■ Dans son compte rendu annuel adressé au président de la République, le gouverneur de la Banque de France souligne les « risques évidents » que comporte le déficit prolongé du commerce extérieur (lire page 35).

Réuni à Washington

Le groupe des Sept réaffirme sa volonté de stabiliser le dollar

Sans surprise, le communiqué publié à l'issue de la réunion du Groupe des 7 à Washington, le mercredi 13 avril, a laissé les marchés financiers sur leur faim. Nul n'attendait de décision spectaculaire, mais, sur le marché des changes, certains escomptaient un engagement plus vigoureux à défendre les parités actuelles. Vagabondage des opérateurs attendaient de

connaître, en début d'après-midi, le jeudi 14 avril, les résultats du commerce extérieur américain de février pour se prononcer.

Après les 12,4 milliards de dollars de déficit enregistré en janvier, les cambistes s'attendaient à une poussée de fièvre sur le dollar au cas — improbable — où le solde négatif tomberait en dessous de la barre

fatidique des 10 milliards, à une dégringolade au cas où les 13 milliards étaient franchement dépassés. En attendant, le billet vert s'effritait un peu lors des premiers échanges de la matinée en Europe pour s'inscrire à 1,6910 DM, contre 1,6940 la veille à New-York, 126,10 yens contre 126,40, et 5,7350 F contre 5,7450. Une illustration de l'atténuation des marchés.

WASHINGTON correspondance

Réuni pour la première fois depuis le krach boursier du 19 octobre, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés (1) se sont déclarés satisfaits des effets positifs de leurs engagements, renouvelés le 22 décembre, sur leurs économies respectives et le fonctionnement du système monétaire international. Durant leur rencontre du mercredi 13 avril ils ont souligné l'amélioration de la croissance économique de l'Allemagne fédérale, de la réduction de l'excédent commercial du Japon et des progrès accomplis par les États-Unis vers la réduction des déficits budgétaires et commerciaux.

« Le processus d'amélioration continue », a affirmé le ministre français de l'économie, M. Edouard Balladur, lors d'une conférence de presse. Selon lui, les perspectives d'une croissance persistante et d'un faible taux d'inflation confirment la validité de la concertation à sept qu'il convient de poursuivre et de renforcer. A cet effet, les ministres ont décidé de créer un nouvel instrument de surveillance de leurs économies, à savoir un indicateur sur les prix des matières premières. D'ici à l'assemblée annuelle du FMI, l'automne, les experts auront déterminé quelles matières premières figurent dans cet indicateur. L'or en serait une, comme l'avait souligné M. Baker, secrétaire au Trésor, dès septembre 1987 et en dépit des réticences allemandes. Pour rassurer leurs partenaires, les Américains ont précisé que l'indicateur aura pour objectif exclusif de mieux saisir la conjoncture et non de

redonner à l'or un rôle directeur dans la politique monétaire. Dans leur communiqué (voir ci-contre), les membres du G 7 réaffirment leur volonté de maintenir la stabilité du dollar, bref de continuer à intervenir, s'il le faut, sur les marchés des changes. « Un nouveau déclin du dollar serait contre-productif », réaffirment-ils, comme en décembre dernier. Une hausse excessive du dollar pouvant déstabiliser l'économie mondiale leur paraît tout aussi dangereuse qu'un renversement de tendance intervenait. A l'égard des pays endettés du tiers-monde, les ministres continuent d'exclure un processus global d'allègement du fardeau de la dette. L'assistance des pays industrialisés doit se faire « cas par cas », la « seule méthode viable et réaliste », selon M. Baker.

Ce soutien, conditionnel, s'est une fois de plus accompagné d'un appel aux « nouveaux pays industriels », encore officiellement rangés sous la bannière du tiers-monde, pour qu'ils assurent de plus larges responsabilités dans la recherche de meilleurs équilibres commerciaux dans le monde. Ainsi, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour et Hongkong sont invités à laisser leurs monnaies s'apprécier par rapport au dollar pour ne pas soutenir artificiellement un dynamisme commercial qui s'est maintenu en 1987.

Au même moment, le groupe des Vingt-Quatre représentant le tiers-monde soulignait, à Washington, que le problème de l'endettement ne serait pas réglé sans un renversement du transfert de ressources. L'an dernier, ces nations ont transféré à leurs créanciers près de 30 milliards de dollars de plus qu'ils n'en avaient reçu. Le G 7 a demandé aux nations industrialisées de se

joindre aux banques commerciales ou aux institutions multilatérales dans un effort visant à réduire le volume et le service de la dette. Mais les ministres du G 7 estiment qu'il revient au FMI et à la Banque mondiale de recommander les mesures propres à alléger le fardeau des pays débiteurs.

Selon M. Rüdig, président du comité intermédiaire du FMI, accusé « projet grandiose » n'est envisagé à cet effet. Les ministres du G 7 sont opposés à des mesures globales qui

imposeraient des charges aux contribuables des pays créditeurs ou aux institutions internationales. Ils restent favorables à l'esprit du plan Baker, prévoyant de nouveaux prêts attribués en fonction des mesures rigoureuses prises par les pays emprunteurs.

An total, les réunions du 13 avril auront été sans surprise. Statu quo sur la dette et renouvellement des engagements monétaires et économiques des sept étaient attendus par

les marchés. Le fait que le projet de réforme à long terme du système monétaire international, proposé par M. Balladur, n'ait pas été écarté et doive faire l'objet d'une étude d'ici à la prochaine assemblée annuelle du Fonds, à Berlin l'automne prochain, reste malgré tout très vague. Reste à savoir quel sera l'accueil que les marchés financiers réserveront au communiqué.

HENRI PIERRE.

(1) États-Unis, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada.

Les principaux points du communiqué

Dans leur communiqué final, les ministres et gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept reprennent, point par point, les principaux éléments des engagements pris lors des accords du Louvre de février 1987 et déjà réaffirmés dans un communiqué le 22 décembre dernier :

« Dans le cadre de leurs efforts conjoints de renforcement de la coordination, ils ont convenu de mettre au point un indicateur des cours de matières premières comme instrument supplémentaire d'analyse afin de l'inscrire dans la série d'indicateurs existant déjà. Dans ce contexte, ils ont convenu d'examiner des moyens d'améliorer encore le fonctionnement du système monétaire international et du processus de coordination.

« Passant en revue les développements économiques et financiers depuis leur déclaration du 22-23 décembre 1987, ils ont noté que leur coopération renouvelée a fourni une base à des améliorations de leurs économies. Ils ont réaffirmé la validité des orien-

tations et des engagements de politique avancés dans cette déclaration qui contribuent au maintien de la croissance avec une inflation peu élevée. De plus, ils ont accueilli avec satisfaction les signes supplémentaires selon lesquels la correction des déséquilibres extérieurs a commencé, ainsi que la stabilité croissante des taux de change. Ils ont également convenu qu'une plus grande attention sera accordée à des réformes structurelles.

« Ils ont réaffirmé qu'une fluctuation excessive des taux de change, une baisse supplémentaire du dollar, ou une hausse du dollar à un niveau tel que le processus d'ajustement serait entravé, pourraient être contreproductives, car elles déstabiliseraient les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

« Ils ont souligné à nouveau, leur intérêt commun pour des taux de change plus stables de leurs monnaies (...) et ont convenu de coopérer étroitement sur les marchés des changes.

« Les autres pays ont également des responsabilités pour soutenir le processus d'ajustement mondial. » En particulier les nouveaux pays industriels doivent « accepter une plus grande responsabilité » pour (...) « corriger les déséquilibres monétaires des paiements courants. A cette fin, ils les ont appelés à continuer à prendre des mesures pour réduire les barrières commerciales et permettre à leurs monnaies de refléter complètement la vigueur de leurs économies.

« Les ministres et les gouverneurs ont souligné leur forte opposition à des mesures protectionnistes comme moyens de résoudre les déséquilibres monétaires. »

« Ils ont réaffirmé leur soutien entier à la stratégie actuelle « cas par cas » de la dette comme seul traitement viable et réaliste pour résoudre les problèmes de la dette internationale », mais restent opposés à « aux propositions de pardon général de la dette qui transfèrent les risques du secteur privé sur les institutions internationales ou les gouvernements créanciers ».

ARGUS*
+
5000 F

UNE
AVALANCHE
DE REPRISES

Vous possédez votre véhicule depuis plus de 6 mois, Renault vous offre en ce moment une avalanche de reprises. Pour tout achat d'une Renault 9 ou 11 neuve (V.P.) Renault reprend votre ancien véhicule 5000 F au dessus de l'Argus*. Du 1^{er} au 30 avril, chez Renault c'est une avalanche de reprises. * Valeur aux conditions générales Argus.

Modèle présenté Renault 11 Spring 12 (3 portes). Milésime 88. Garantie anti-rugosité Renault 5 ans. D'ac. votre financement. RENAULT présente elf



RENAULT 9 et 11



هكذا من الاجل

55 من الاجل

CMD PRÉSENTE

MICHEL JONASZ

dans

la

fabuleuse

histoire

de

MASTRA

PROLONGATIONS

AU CASINO DE PARIS

A PARTIR DU 19 AVRIL

Location 45.72.11.22

3 Fnc Agences

Le Monde

IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

1^{er} arrdt

Imm. XVIII^e ann., très raffinée et belle, 4 ch., 3 ch., 50 m², 2.450.000 F, 42-50-04-28.

13^e arrdt

PLACE D'ITALIE

RENOVATION VASTE MAISON INDIVIDUELLE en DUPLEX 200 m² env., à terminer. Meuble, jeudi, vendredi, de 14 heures à 18 heures. 16, RUE PAULIN-REMY.

capitaux propositions commerciales

A céder : représentation exclusive pour appareil déshydratateur de mers, patenté, sur base économique. Produits CH. Application sans intervention architecturale. La représentation devrait donner d'un réseau de vente bien développé, sur l'ensemble du territoire national. Branches : restauration et protection d'immeubles, vente de matériaux de construction, équipement d'appareils pour immeubles ou autres. Chiffre : 44-121.768. Publicité, ch. postale, CH-9021 ZÜRICH.

L'AGENDA

Antiquités

ANTIQUITE ÉTOILE

13, AV. GRANDE-ARMÉE, 1^{er} ÉTOILE RER

TEL. : 45-00-50-15

ACHÈTE TOUT SUCCESSION

MEUBLES, TAPIS, BIJOUX, PAILLONNIER COMPTANT.

Vacances

CARAVANE À LOUER

Loup, july, août, septembre, à la semaine ou au mois, 6-8 places, confort. 46-77-07-07, le soir.

15^e arrdt

BEAUGRENELLE

TOUR PERSPECTIVE

Imm. de 19^e ann., très belle vue, 10^e étage, beau 4 pièces 53 m², 11 ch. état, parking, 45-05-05-22

16^e arrdt

PRÈS FOCH

bel app., gd. d'entrée + triple récept., 3 ch., 2 bns, 4 ch., 2 bns, 100 m², 45-05-05-22

92

Hauts-de-Seine

4 P. BAS PRIX

COURBEVOIE From Sains VUE TOUT PARIS

Imm. 3 ch., 130 m², logée, 45-05-05-24, 50-05-05-24.

NEUILLY SABLONS

Imm. place de L. 77, 2 ch., 2 bns, 100 m², 45-05-05-22

95-Val-d'Oise

SANNOIS

A vendre 16, ch. amén., 100 m², 45-05-05-22

appartements achats

Rech. 2 à 4 p. PARIS, prêt, 45-05-05-22

IMMO MARCADET

Rech. urgent tous surfaces, 45-05-05-22

locations non meublées offres

Paris

BOULEVARD

Imm. 100 m², 45-05-05-22

Region parisienne

PRÈS VERAILLES

Imm. 100 m², 45-05-05-22

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GDE CLASSE, belles récept., avec minimum 3 chambres. T. (1) 45-62-78-99.

immeubles

BO STRASBOURG

PROFESS. CLASSE, 75000, 45-05-05-22

propriétés

A vendre en Lorraine, Gers, 1200 m², 45-05-05-22

maisons individuelles

LA GARENNE-COLOMBES

Secteur résidentiel, belle maison, 100 m², 45-05-05-22

pavillons

LE MEYRIL-SAINTE-DESS

Imm. 100 m², 45-05-05-22

viagers

F. CRUZ 42-66-19-00

bureaux

Locations

NATION

Imm. 100 m², 45-05-05-22

DOMICILIATIONS

Constructions de sociétés et tous services. 45-05-05-22

SIÈGE SOCIAL

CONSTITUTION STES

Imm. 100 m², 45-05-05-22

fonds de commerce

Ventes

Vds 16^e gardiennage

Imm. 100 m², 45-05-05-22

Économie

Les réunions de printemps du FMI à Washington

Prévisions douces-amères

En arrivant à Washington, les participants aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale avaient en main les dernières prévisions du Fonds. Avec un peu plus de recul que les experts de l'OCDE, dont les dernières prévisions, en décembre 1987, précisaient par la proximité du krach boursier d'octobre, les auteurs du rapport présentent une situation douce-amère où les signes encourageants le dépassent aux mises en garde sur la vulnérabilité de la conjoncture.

La croissance du second semestre 1987, plus vigoureuse que prévu, a permis d'amortir le choc de l'effondrement des places boursières. Ce dernier - à quelque chose malheur est bon - limite cette année encore les risques de réurgence de l'inflation. Mais les déséquilibres, à l'origine des tensions sur les marchés, demeurent. Certes, des corrections sont intervenues. La relative stabilité des changes depuis le début de 1988 masque une dépréciation du dollar de quelque 10 % en termes réels depuis février 1987 et de 40 % depuis le début de 1985. Ce mouvement, qui correspond pour le yen à une réévaluation de 30 % en deux ans vis-à-vis de la devise américaine et de 20 % pour le mark, s'est répercuté sur les balances des paiements contrainant des trois principales puissances économiques.

En deux ans, les exportations américaines ont progressé de 20 % en volume, alors que celles du Japon et de la RFA se tassent. En valeur

tantefois, les progrès restent lents à passer dans les chiffres, biaisés dans un premier temps par le renchérissement, en dollars dévalués, des importations américaines. Ce phénomène, prévisible, est aujourd'hui simplifié par la vigueur persistante de la consommation aux États-Unis où la croissance pourrait atteindre, d'ici la fin de l'année, 3,5 %.

En l'absence de nouvelles réductions du déficit budgétaire aux États-Unis et d'un effort de relance en RFA, les déséquilibres diminueront trop lentement pour rendre crédibles les engagements du groupe des sept. À l'horizon de 1989, le déficit américain serait encore de 2,6 % du PNB, l'excédent

PRINCIPALES ESTIMATIONS

	1986	1987	1988	1989
Croissance mondiale	3,2	3,1 (2,8)	3,1 (3,0)	3,1
Pays industriels	2,7	2,6 (2,4)	2,6 (2,5)	2,6
Pays en développement	4,1	4,1 (3,9)	4,1 (4,0)	4,1
Pays de l'est non membres du FMI	4,1	4,1 (3,9)	4,1 (4,0)	4,1
Commerce mondial (en volume)	4,6	4,5 (4,4)	4,5 (4,4)	4,5
Inflation				
Pays industriels	3,4	2,9 (3,1)	2,9 (3,1)	2,9
Pays en développement	23,9	46,2 (35,9)	46,7 (35,4)	23,6

(Entre parenthèses les prévisions établies en octobre 1987.)

comme l'an dernier, 2,9 % alors qu'elle s'annonce faible (1,7 %) en RFA.

C'est bien là que le bât blesse. Si les Japonais se voient, une fois de plus, félicités pour leur politique de relance (l'expansion devrait se maintenir cette année à 4,1 %), Américains et Allemands ont, de l'avis du FMI, insuffisamment joué le jeu de l'ajustement de leurs

japonais de 2,5 % et celui de la RFA de 3,1 %. La contrepartie de tels écarts est jugée « insoutenable » : les États-Unis devraient débaucher nets à hauteur de 14 % de leur PNB, alors que le Japon serait en position de créditeur net pour près de 16 % de son PNB, la RFA passant même à 19 %. Un signal d'alarme de plus contre les dangers de tout immobilisme.

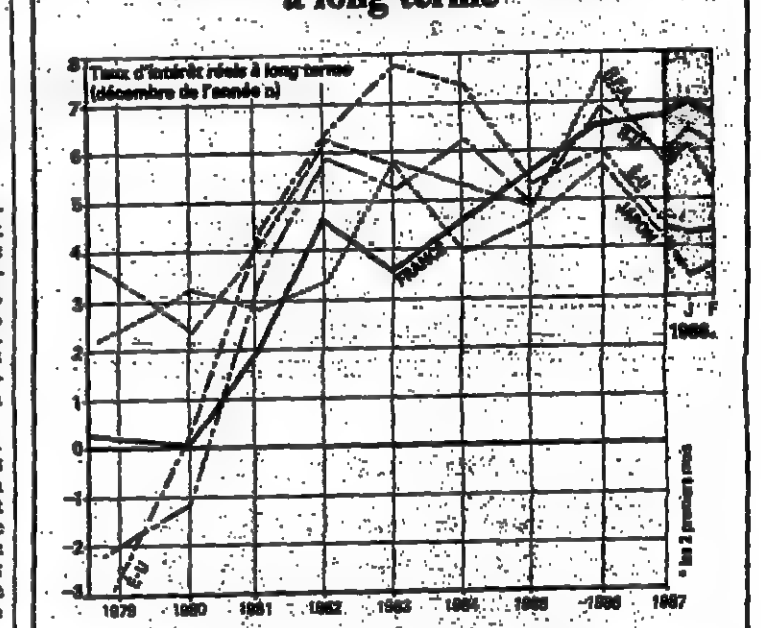
TRANSPORTS

Des pilotes et mécaniciens d'Air France et d'UTA en grève les 19 et 20 avril

Le Syndicat des pilotes de l'aviation civile (SPAC) et le Syndicat national des officiers mécaniciens de l'aviation civile (SNOMAC) appellent les personnels d'Air France, d'UTA et d'Air Inter à faire grève, le mardi 19 et le mercredi 20 avril. Ils veulent exprimer ainsi leur refus de la réforme des lignes et des fonctions des pilotes préparée par la direction de l'aviation civile.

Ce mouvement s'ajoutera aux mots d'ordre de grève lancés par les syndicats SNPL, SNPNAC et PO à Air Inter, où le conflit concerne soit la composition des équipages de l'Airbus A-320, soit les conditions de salaires et de travail. Le trafic des compagnies concernées devrait être affecté par cette cascade d'arrêts de travail.

Tension sur les taux d'intérêt à long terme



La baisse des taux d'intérêt s'est terminée avec l'année 1987. La stabilité des taux à court terme, domine privilégiée d'intervention des pouvoirs publics, contraste singulièrement avec les tensions qui se font jour, depuis quelques semaines, sur les taux à long terme, où les marchés font le jeu de la concentration en attendant des taux d'escompte plus élevés aux États-Unis qu'au Japon ou en RFA pour soutenir le dollar, ainsi que les taux longs ont reflété la nervosité des marchés financiers. Ces derniers, désormais inquiets à l'idée d'un retour de l'inflation outre-Atlantique, domment libre cours à des anticipations pessimistes - relèvement des taux courts et baisse des cours du marché obligataire - brouillant un peu plus les cartes.

Au total, taux courts et taux longs semblent aujourd'hui beaucoup plus déconnectés que par le passé. Un sujet de préoccupation pour le G7, déjà soucieux de voir les marchés financiers et des changes s'entraîner mutuellement et s'arrêter sur la base d'anticipations parfois contradictoires. La volonté de casser de telles spéculations explique notamment l'intervention du gouvernement américain à concrétiser la proposition de secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, de joindre à la panoplie d'indicateurs dont le G7 s'est doté pour surveiller l'évolution de leurs économies un indice des matières premières, dont l'or. En conjuguant l'évolution de produits de base aussi volatiles que le pétrole et d'autres plus stables comme le métal jaune, M. Baker espère pouvoir donner aux marchés une image « réelle » et plus exacte des mouvements des produits de base, censés annoncer celui de l'inflation.

CONSUMMATION

En RFA

La réglementation des horaires d'ouverture des magasins va pouvoir être modifiée

Les défenseurs de la réglementation ouest-allemande imposant à l'ensemble des magasins du pays sans exception de fermer leurs portes à 18 h 30 en semaine ont perdu une bataille mercredi 13 avril à Bonn.

Les partenaires sociaux et les représentants du gouvernement ont refusé à la majorité une demande des syndicats des employés de commerce de rendre obligatoire une convention collective conclue dans la ville-État de Hambourg (nord du pays). Cette convention, devenue de ce fait caduque, prévoyait la maintien de la fermeture des magasins à

18 h 30 en semaine, même en cas de modification de la législation.

Le gouvernement fédéral a désormais le champ libre pour préparer son projet d'assouplissement de la législation qui impose également la fermeture des magasins la plupart des samedis-après-midi et le dimanche. Le gouvernement souhaite autoriser l'ouverture un soir par semaine pour les commerçants et grands magasins qui le souhaitent.

La loi ouest-allemande a été fréquemment critiquée à l'étranger, notamment aux États-Unis, où on lui reproche de freiner la consommation et donc la croissance économique en RFA.

Économie

SOCIAL

La grève dans les usines de la SNECMA compromet la livraison des réacteurs

La grève continue dans les trois principales usines de la SNECMA : Gemenivillers (Hauts-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbelle (Essonne), où elle a commencé depuis respectivement les 17, 21 et 23 mars. Selon la direction, 2 500 des 12 000 salariés des trois établissements ont cessé le travail. La grève est reconduite régulièrement par des assemblées générales des grévistes dans chaque établissement.

Mercredi 13 avril, une manifestation, organisée par la CGT dans le cadre d'une journée d'action dans l'aéronautique, a réuni 5 000 personnes dans le stade de la ville de Paris, de la place de l'Alma au siège du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS). La CFDT et le comité de coordination des grévistes (ainsi que notamment par des militants

d'extrême gauche) avaient appelé à cette manifestation, qui réunissait des salariés de la SNECMA, de filiales comme la SOCHATA et Hispano-Suiza, de l'Aérospatiale et de Dassault-Breguet.

Les grévistes tentent, en effet, depuis une semaine d'élargir le mouvement. M. André Saljeon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT, qui a rencontré récemment les dirigeants de la SNECMA, a appelé à « amplifier le mouvement ».

Jeudi 14 avril, le tribunal de Nanterre (Hauts-de-Seine) devait rendre son jugement sur le référé introduit par la direction de la SNECMA contre les délégués CGT et CFDT de Gemenivillers pour entrave à la circulation des personnes et des biens : si le personnel de l'usine circule librement, les moteurs montés ne peuvent sortir ni les approvisionnements entrer.

Dialogue de sourds

La SNECMA n'est pas encore dérangée par le mouvement de grève qui bloque la sortie des moteurs d'avions qu'elle produit, mais le quatrième moteur mondial, derrière les Américains General Electric, Pratt et Whitney et le Britannique Rolls Royce, commence à se faire du souci devant les conséquences d'un mouvement social difficile à cerner.

Pour l'instant, sur les dix-huit établissements de la société, trois seulement sont très touchés par les grèves : Gemenivillers, Melun, Villaroche, où le pourcentage de grévistes oscille entre 20 % et 25 %. Ailleurs, les arrêts de travail dépassent rarement deux heures, soit la durée des assemblées générales ; à Suresnes même, il n'y aurait même eu aucun débrayage. L'ennui, pour la SNECMA, est que les établissements les plus affectés sont aussi les plus importants en nombre de salariés et surtout par leur place stratégique dans la chaîne de fabrication des réacteurs.

Ceux-ci ne sortent donc plus des usines, et ne sont plus livrés aux clients, parce que leur montage n'est pas achevé ou parce qu'ils n'ont pas été testés au banc d'essai. Cinq réacteurs militaires sont ainsi bloqués ainsi qu'une douzaine de réacteurs civils CFM 56. Cette thrombose concerne aussi une quinzaine de

moteurs déjà en service qui sont réparés par la filiale SOCHATA.

Selon la direction de la SNECMA, ces retards n'affectent pas pour l'instant la fabrication des Airbus et des Boeing, que les réacteurs équipent. En effet, un stock de moteurs déjà montés et vérifiés est à la disposition des avions. Toutefois, ces retards donneront inévitablement lieu à des pénalités et à des pertes financières si la grève devait se poursuivre.

La SNECMA vit une situation économique paradoxale, qui explique peut-être le dialogue de sourds persistant entre la direction et les syndicats. Ceux-ci notent que la stratégie industrielle mise en place au début des années 70 par le président de l'époque, M. René Ravand, a porté ses fruits. En associant à partir de la SNECMA à General Electric un sein d'un groupement qui a lancé la famille des réacteurs CFM 56, M. Ravand a permis au moteur français de profiter du succès spectaculaire de ce programme, dont quatre mille exemplaires sont déjà vendus. Cette montée en puissance du secteur civil a permis de compenser la chute des commandes militaires et d'attendre la mise au point du réacteur M 88, qui devrait équiper le Rafale. Comment les syndicalistes n'en tirent-ils pas la conclusion que la direction « peut payer » ?

Les quarante ans de FO

Vive la fête et sus aux « clans » !

Les élections au suffrage universel, qu'elles soient sociales ou politiques, jouent parfois des tours aux organisations syndicales.

Force ouvrière est née d'une scission : la troisième - au sein de la vieille CGT, les 18 et 19 décembre 1947. Des grèves violentes - « insurrectionnelles », disait-on même - et l'opposition de la CGT au plan Marshall, quelques mois après que Paul Ramadier eut exclu les ministres communistes du gouvernement, avaient précipité la sortie des « groupes Force ouvrière » de la centrale, malgré la volonté d'apaisement de Léon Jouhaux, peu tenté par une nouvelle déchirure. FO aurait donc dû fêter ses quarante ans le 18 ou le 19 décembre 1987.

Mais la campagne des élections provinciales du 9 décembre, à la fois loquace, colossale et épuisante, dissuade la centrale de se lancer alors dans de telles festivités. La commémoration avait donc été reportée au mercredi 13 avril, à quelques jours de l'anniversaire du congrès constitutif de la CGT-FO, le 18 avril 1948. Manque de chance - ou subtile - la fête tombe en pleine campagne présidentielle.

L'exercice auquel M. André Bergeron s'est livré, le 13 avril, devant plus d'un millier de militants de son organisation au Palais des congrès, à Paris, n'était donc pas sans risques. D'autant que M. Bergeron, qui va quitter ses fonctions en février 1989, était hostile à l'élection du président de la République au suffrage universel, et qu'il n'est pas enthousiasmé par les élections sociales au suffrage universel.

Au Palais des congrès, FO, pourtant si attachée à la tradition, a innové. M. André Bergeron s'est retrouvé comme invité d'une sorte de journal télévisé - présenté par Gérard Morin d'Antenne 2 - de 1947 et 1948. Le secrétaire général de FO était convié à réagir à des événements ayant eu une incidence directe ou indirecte sur la vie de son organisation. On vit et entendit des séquences étonnantes, comme celle où Léon Blum, en annonçant un dispositif anti-inflation, souligna qu'il faut « dire à la hausse : non, tu n'iras pas plus loin et même tu vas reculer ». Défilèrent sur l'écran, Pierre Laroque annonçant les premières élections à la Sécurité sociale, Ramadier, de Gaulle, Lucky Luke et Marcel Cerdan, ou encore les pionniers de la création de l'Etat d'Israël.

Autant d'évocations qui ont permis à M. Bergeron quelques commentaires savoureux. Il a justifié avec fougue sa défense du « bas du bulletin de paie » : « Si nous ne défendons pas les salaires, nous serons coupables de forfaiture. Comment des travaux sur la crise du syndicalisme faisant apparaître un taux de syndicalisation très faible en France, il a lancé : « Comment savez-ils ? Personne ne dit la vérité [sur les effectifs syndicaux], moi j'ai compris. » FO est « autour du million », précise-t-il, quand même avant d'ajouter : « Quarante ans après, FO se porte bien. Nous existons. S'il y avait demain des élections à la Sécurité sociale, je pense que nous ferions un score bien meilleur à celui de 1983. Qui était de 25,17 % ».

Appel à la tolérance

La cérémonie du Palais des congrès s'est classiquement achevée par un discours de M. Bergeron. A moins d'un an de son départ, il en est d'abord tenu un registre traditionnel : « Dans l'avenir, et il souligné, il faudra préserver notre identité originelle », en s'efforçant que « l'on en vienne à considérer la défense des acquis comme quelque chose d'un peu honteux ». M. Bergeron a mis en avant sa volonté de défendre coûte que coûte le SMIC et la Sécurité sociale. Il a rappelé son opposition à l'association capital-travail, aux lois Auroux, à l'autogestion, et s'est prononcé, en se référant à la RFA, en faveur de la réduction de la durée du travail.

Mais c'est la conclusion de M. Bergeron qui a surtout retenu l'attention. Alors que les partisans des deux candidats déclarés - MM. Marc Blondel et Claude Péloux - continuent de s'opposer, parfois durement, dans les débats internes, il a lancé un appel à la tolérance : « On ne préserve l'esprit de tolérance que si on ne se considère pas comme un ennemi. Quand nous débattions entre nous, il ne faut pas, si quelque un exprime une idée différente, qu'il soit considéré comme une sorte d'ennemi. Nous devons rejeter l'idée de clans qui pourraient se constituer les uns contre les autres. » Pour autant, M. Bergeron n'est pas inquiet pour l'avenir de FO. Il ne faut pas être triste un jour de fête.

MICHEL NOBLECOURT.

Allocations familiales et CEE

Les enfants de la discorde

La France va-t-elle être obligée de verser aux familles de travailleurs originaires d'autres pays de la Communauté économique européenne les allocations familiales au même taux qu'en France, quand leurs enfants n'y résident pas ? C'est le principe établi par un règlement communautaire de 1971, mais la France, qui verse des prestations familiales bien supérieures à celles des autres pays de la CEE, bénéficie d'une dérogation. Le 15 janvier 1986, à la suite d'un recours introduit par un Italien, M. Pietro Pina, la Cour de justice européenne avait invalidé ce point du règlement communautaire (Le Monde du 25 janvier 1986).

En février dernier, dans une proposition aux gouvernements des Douze, la Commission européenne a suggéré de supprimer toute dérogation à la règle. La proposition a été approuvée, mercredi 13 avril, par le Parlement européen de Strasbourg sur le rapport de M. José Barros Moura (communiste portugais). La décision dépend désormais du conseil des ministres des Etats de la Communauté, mais le gouvernement français est évidemment hostile à cette proposition. Huit mille sept cents familles (à 88 % portugaises) avec quelque vingt et un mille enfants étaient concernées à une date récente, et le coût des prestations versées (au taux du pays d'origine) était de 35 millions de francs.

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

Résultats 1987

Le conseil d'administration, réuni le 12 avril 1988 sous la présidence de M. Serge Dassault, a examiné les comptes annuels 1987 de la société mère Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 16 juin 1988.

Les commandes prises au cours de l'exercice 1987 s'élevaient à 13 430 MF contre 8 812 MF en 1986, enregistrant ainsi une progression de plus de moitié par rapport à l'exercice précédent. La société a ainsi retrouvé un niveau de commandes voisin de celui des années antérieures à 1986. Ainsi commençant à se concrétiser les résultats de son action de redéploiement commercial tant sur le marché des avions militaires que civils que sur celui de la modernisation et de la rénovation de ses avions déjà livrés.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 15 545 MF, contre 15 602 MF en 1986. Il demeure donc au même niveau que celui de l'exercice précédent malgré un décalage de livraison d'un contrat exportation. Le chiffre d'affaires correspondant devra être reporté sur le prochain exercice.

Le bénéfice net après impôts et provisions s'est élevé à 191,6 MF contre 293,4 MF en 1986. Rappelons que la société a réalisé au cours de l'année 1987 :

- une adaptation de son potentiel industriel à sa charge actuelle et à l'accroissement des demandes de compensations industrielles de ses clients ;
- des mesures de rationalisation industrielle ;
- une politique de réduction des coûts par développement de la CFAO et de la robotisation ;
- un renforcement de son potentiel d'études pour faire face à l'ensemble des opérations en cours de développement dans les domaines militaire, civil et spatial concrétisé par l'embauche de 347 ingénieurs et techniciens.

Compte tenu des résultats ci-dessus, il sera proposé la distribution d'un dividende de 9,50 F par action (soit 14,25 F, avant fiscalité comprise).

Le conseil d'administration du 12 avril a également établi les comptes consolidés du groupe.

Compte tenu des facturations internes, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 15 030 MF, soit à un niveau comparable à celui de la société mère. Le léger baïssa par rapport au chiffre 1986 (16 046 MF) provient pour l'essentiel :

- d'un dollar en baisse pour les filiales américaines ;
- de ventes d'avions civils de la société mère vers ses filiales américaines plus importantes que celles réalisées par ces dernières.

Le bénéfice net après retraitements de consolidation s'élève à 185,6 MF contre 327,6 MF en 1986. Cette évolution résulte principalement de celle du bénéfice de la société mère.

**PRETABAIL
SICOMI**

Groupe Courcelles

Assemblée générale mixte : jeudi 19 mai 1988 à 11 heures, Palais des Congrès, place de la Porte-Maitlot à Paris (17°).

Les actionnaires inscrits dans les fichiers de la société cinq jours au moins avant la date de l'assemblée recevront, avec la lettre de convocation, le rapport annuel et les formulaires de procuration et de vote par correspondance.

Avis de réunion : BALO du jeudi 14 avril 1988.

NATIO-EPARGNE

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 11 avril 1988 à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 1987, et a fixé au 20 avril 1988 la mise en paiement du coupon n° 6 représentant le dividende de l'exercice 1987 soit 836,77, assorti d'un crédit d'impôt de 67,84.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 11 avril sous la présidence de M. André Monly, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Les émissions de livres s'élevaient à 190 008 000 F contre 169 715 000 F (+ 11,96 %) ; le résultat courant s'élevait à 131 219 000 F contre 114 175 000 F pour l'exercice précédent, soit une progression de 14,92 %.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira le 28 juin 1988, la distribution d'une somme de 111 113 024,40 F représentant 85,06 % du bénéfice soumis à obligation de distribution, ce qui permettra de servir un dividende de 41,30 F aux actions jouissances 1^{er} janvier 1987 et 20,65 F aux actions jouissances 1^{er} juillet 1987.

Le taux d'augmentation du dividende ressort à 10,25 % et à 11,44 % par rapport au dividende de l'exercice 1987 hors résultat exceptionnel.

Cette assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire qui aura pour objet notamment d'harmoniser les statuts avec les nouvelles dispositions légales.



INTERNATIONAL METAL SERVICE

ERRATUM

Dans l'avis financier - IMS - paru dans les éditions du Monde du 12 avril 1988 date 13, - il fallait lire au 5^e paragraphe de l'encadré : « Le résultat net dégagé en 1987 par la société IMS dans sa nouvelle structure s'élève à 16,8 millions de francs. »

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

CNT - Obligations 16,90 % - 1982

Les intérêts courus du 28 avril 1987 au 27 avril 1988 seront payables à partir du 27 avril 1988 à raison de 760,50 F par titre de 5 000 F nominal contre décaissement du coupon n° 6 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 84,50 F.

En cas d'option pour le régime de prélevement d'impôt forfaitaire, le complément du prélevement libératoire sera de 143,59 F, soit un net de 616,91 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 2 390 à 10 237 et 130 238 à 142 389 sorties au tirage au sort du 25 février 1988 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F, coupon n° 7 au 27 avril 1989 au plus tard.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habilités.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 142 390 à 162 389, 166 545 à 186 544, 110 238 à 130 237, 71 142 à 91 141, 1 à 2 389, 162 390 à 166 544 et 186 545 à 200 000 sont respectivement remboursables depuis le 27 avril 1983, le 27 avril 1984, le 27 avril 1985, le 27 avril 1986 et le 27 avril 1987.



IMMOBILIERE COMPLEXES COMMERCIAUX

Le conseil d'administration d'ICC, Siocim de location du groupe ISM-Bail Investissement, réuni le 11 avril 1988 sous la présidence de M. Michel Henar, a été informé de l'activité de la société et a arrêté les comptes de l'exercice au 31 décembre 1987.

La société a maintenant achevé le programme d'investissement lancé à la suite de la réforme d'augmentation de capital. Il en résulte une amélioration sensible des recettes. Grâce à une politique rigoureuse d'amortissement, de nouveaux moyens financiers se trouvent libérés pour continuer à investir.

La société s'est particulièrement attachée à se constituer un patrimoine de bureaux situés dans les très grandes métropoles françaises, en particulier à La Défense et en périphérie de Paris. Ces immeubles représentent plus des deux tiers des immobilisations de la société.

CHIFFRES-CLÉS DE L'EXERCICE

	1986 (milliers de francs)	1987 (milliers de francs)	Variation (%)
Engagements de l'exercice	30 900	69 600	+125
Investissements bruts au 31-12	417 841	453 916	+ 8,6
Résultat avant amortissements	50 218	58 684	+ 17,25
Amortissements	6 250	11 766	+ 88
Résultat net	43 968	47 118	+ 7,2

Il sera proposé à l'assemblée générale qui se réunira le 17 juin 1988 la mise en distribution d'un dividende de 19,25 F par action, en augmentation de 5,50 % sur celui mis en paiement en 1987. Au cours du jour, ce dividende donne une rentabilité de 8,40 %.

BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Siège social : 100 Boulevard de la Liberté - 92011 Nanterre Cedex

Registre des sociétés n° 2714 - Tribunal de Nanterre - Banque d'Etat national

Les actionnaires de la Banca Commerciale Italiana sont convoqués en Assemblée ordinaire et extraordinaire le jeudi 28 avril 1988 à 10 heures à Milan 1, Piazza Belgioioso et éventuellement en deuxième réunion le vendredi 29 avril 1988 au même lieu et à la même heure, en vue de statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Partie ordinaire**
- 1) Rapport du Conseil d'Administration.
 - 2) Rapport des Commissaires aux Comptes.
 - 3) Approbation du Bilan au 31 décembre 1987.
 - 4) Nomination d'un Administrateur.
 - 5) Intégration des Commissaires aux Comptes.
 - 6) Proposition de mettre à la charge de la Société la rémunération due au représentant commun des possesseurs des actions d'épargne.
- Partie extraordinaire**
- 7) Proposition de modification de l'article 22 du Statut.

Tout titulaire d'actions ayant droit de vote peut assister à l'Assemblée à condition que, même si inscrit au registre des actionnaires de la Société, il ait déposé ses actions au moins cinq jours avant la date de l'Assemblée auprès des caisses de la Banque ou de la caisse Monte Titoli, chargée à cet effet, sur la base des dispositions de l'art. 4 de la Loi du 29 décembre 1962, n° 1745.

Le Président du Conseil d'Administration

صلى الله عليه وسلم

Économie

AFFAIRES

La restructuration mondiale s'accélère

Dynamiques de groupes dans l'agro-alimentaire

Il se passe tous les jours quelque chose dans l'industrie agro-alimentaire mondiale. Après la vente de Poulain et Banaïa à Cadbury et Corn Product Corp., le passage de Martell sous l'étiquette canadienne de Seagram et l'accommodation forcée de Lesieur à la sauce italienne de Ferruzzi, d'autres manœuvres d'envergure entrent dans leur phase de

dénouement, qui ont pour cible Buitoni, Bénédictine et le Britannique Rowntree.

L'homogénéisation des goûts et des modes de consommation d'un point à l'autre de la planète, la nécessité pour les firmes d'acquiescer une taille européenne — dans la perspective du marché unique de 1993 — et mondiale — afin de lancer à grande échelle

des produits toujours plus élaborés sont des aiguillons des mouvements observés aujourd'hui. Le rapprochement annoncé, le 13 avril, entre Seven Up et Dr Pepper pour constituer le troisième groupe américain de boissons non alcoolisées, derrière Coca Cola et Pepsi Cola, relève du même souci : grossir pour ne pas disparaître.

Seven Up et Dr Pepper. — Coca Cola voulait englober Dr Pepper pour 470 millions de dollars, Pepsi Cola lorgnait sur Seven Up, et en offrait 380 millions de dollars. Les deux projets, secourus par la législation antitrust, ont échappé aux griffes des deux géants. Elles décident aujourd'hui de s'unir pour former à leur tour un poids lourd, qui détendra 15 % du marché américain des boissons non alcoolisées. A l'origine de cette union,

MM. Hicks et Hass, deux hommes d'affaire texans qui ont reçu pour l'occasion l'appui de Cadbury Schweppes. Le monde de l'agro-alimentaire est de plus en plus petit.

ERIC POTTORINO.

* « Le Monde des affaires », paraissant dans notre numéro daté samedi 16 avril, publiera une enquête consacrée à l'agro-alimentaire français.

● **Buitoni** : En annonçant, le 18 mars, qu'il cédait Buitoni à Nestlé pour 7,3 milliards de francs, M. Carlo de Benedetti avait causé un certain malaise chez les actionnaires minoritaires. Le pôle français de Buitoni (Buitoni SA) qui compte pour 70 % des résultats du groupe, était offert à 2,7 milliards de francs, soit 33 % du total et dix-huit fois les bénéfices tandis que le pôle italien (Buitoni SPA) se négociait à 3,3 milliards de francs, soit cent treize fois ses bénéfices. M. De Benedetti a en outre choisi de vendre à Nestlé les actifs de Buitoni, mais pas ses actions, obligeant du même coup les « petits porteurs » à conserver du papier ne représentant plus l'activité agro-alimentaire dans laquelle ils avaient investi.

La barre très haut

Le 13 avril, le tribunal de commerce de Créteil a nommé un expert chargé d'examiner les conditions de la cession de Buitoni SA à Nestlé, acceptant ainsi une requête de l'UEI (Union d'études et d'investissements, filiale du Crédit agricole), actionnaire du pôle français à hauteur de 10 %. La partie risque bien d'être relancée puisqu'à ce jour, M. De Benedetti n'a proposé pour les actionnaires minoritaires aucune « solution qui puisse être considérée comme satisfaisante par le Crédit agricole », selon un communiqué de la banque verte. Celle-ci appuie par ailleurs la contre-offensive lancée par le groupe Saint-Louis qui préside M. Bernard Dumou. À peine dépossédé de Lesieur, celui-ci maintient son offre d'achat de Buitoni SA pour un montant total de

3 milliards de francs, au prix unitaire de 1 000 francs l'action (contre 771 francs proposés dans l'hypothèse d'un rachat par Nestlé).

● **Bénédictine**. — Voilà le bras de fer à son paroxysme entre l'attaquant « inamical », Rémy et associés, filiale de Rémy Martin, et numéro 3 du cognac français, et Martini et Rossi, filiale du groupe General Beverage, à capitaux suisses, pour la prise de contrôle des liqueurs Bénédictine. En février, Rémy et Associés avait offert 520 millions de francs pour absorber 60 % du capital de la firme de Fécamp. M. Ballardur ayant accepté le 11 avril les conditions de la contre OPA de Martini et Rossi sur la totalité des actions pour un montant de 917 millions de francs, Rémy et Associés est revenu à la charge. Le 13 avril, il a monté très haut la barre en portant son offre à 980 millions de francs pour 100 % du capital, soit cent vingt-deux fois le résultat net de Bénédictine en 1987. On croit rêver. Si Rémy bénéficie dans cette affaire du soutien du Crédit commercial de France, il n'en reste pas moins lourdement endetté, en dépit de ses cessions d'actifs. C'est à Martini et Rossi, qui a la préférence de la direction de Bénédictine, d'abattre ses cartes.

● **Suchard-Rowntree**. — L'affaire a pris le mercredi 13 avril l'allure d'un raid sauvage. Le géant du chocolat suisse (après Nestlé) a acheté sans coup férir au Stock Exchange de Londres environ 15 % du capital du Britannique Rowntree Macintosh (confiserie et chocolat), pendant que le titre attaqué passait de 155 pence à 632 pence ! « Il s'agit d'un investissement stru-

cture que nous voulons porter à 25 % afin d'élargir notre présence sur le marché britannique. C'est le troisième marché du monde (pour le chocolat) et notre implantation y est médiocre », indiquait-on au siège suisse de Jacobs Suchard. Après les acquisitions successives du belge Côte d'Or, de l'italien Du Lac et de Van Houten, Suchard n'attend pas 1993 pour faire « son » Europe du chocolat.

REPÈRES

Conjoncture

Les Américains continuent de consommer beaucoup

Les ventes de détail ont augmenté de 0,8 % en mars aux États-Unis, enregistrant leur cinquième progression mensuelle consécutive, a selon le département du commerce. La bonne performance de mars, qui provient surtout de la forte hausse des ventes d'automobiles et de celle des chaînes de grands magasins, fait suite à une augmentation de 0,6 % en février (notée en hausse, par rapport au 0,4 % annoncé officiellement).

La croissance des ventes en mars est la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis décembre, mois au cours duquel la progression avait été de 1,1 %.

Optimisme en RFA

L'économie de l'Allemagne fédérale « a visiblement surmonté la

période de faiblesse consécutive aux turbulences boursières de l'année passée », estime la Fédération allemande des banques dans son rapport de conjoncture d'avril. « Les entreprises ont de nouveau un terrain ferme sous les pieds. Le climat général des affaires s'améliore. »

« La forte augmentation des commandes à l'industrie en janvier se révèle n'être pas seulement une correction technique », poursuit le rapport. La demande « se trouve de nouveau au niveau atteint avant les perturbations des marchés monétaires ». Cette progression touche tous les compartiments de l'industrie, en RFA comme à l'étranger.

En outre, « les intentions d'achat des consommateurs n'ont pas été affectées » et « le chiffre d'affaires du commerce de détail a retrouvé au cours des premiers mois de l'année un haut niveau ».

La Fédération des banques populaires et agricoles (BVR) tire dans son dernier rapport des conclusions encourageantes : « Le moteur de la conjon-

ture fonctionne de nouveau de manière régulière, après les ratés de l'automne », écrit-elle.

Prix de détail

+ 1 % de hausse annuelle en RFA

Les prix de détail en RFA ont augmenté de 0,1 % en mars, a annoncé l'office statistique de Wiesbaden, confirmant l'estimation publiée il y a quinze jours. En un an (mars 1987 à mars 1988) la hausse est de 1 %, ce qui est un peu supérieur à l'augmentation enregistrée entre février 1987 et février 1988 (+ 0,9 %) et entre janvier 1987 et janvier 1988 (+ 0,7 %).

Quant aux prix de gros, ils ont augmenté de 0,2 % en mars, mais ils ont baissé de 0,2 % sur les deux derniers mois.

L'assemblée des actionnaires de la Générale de Belgique

Partie de poker...

BRUXELLES
de notre correspondant

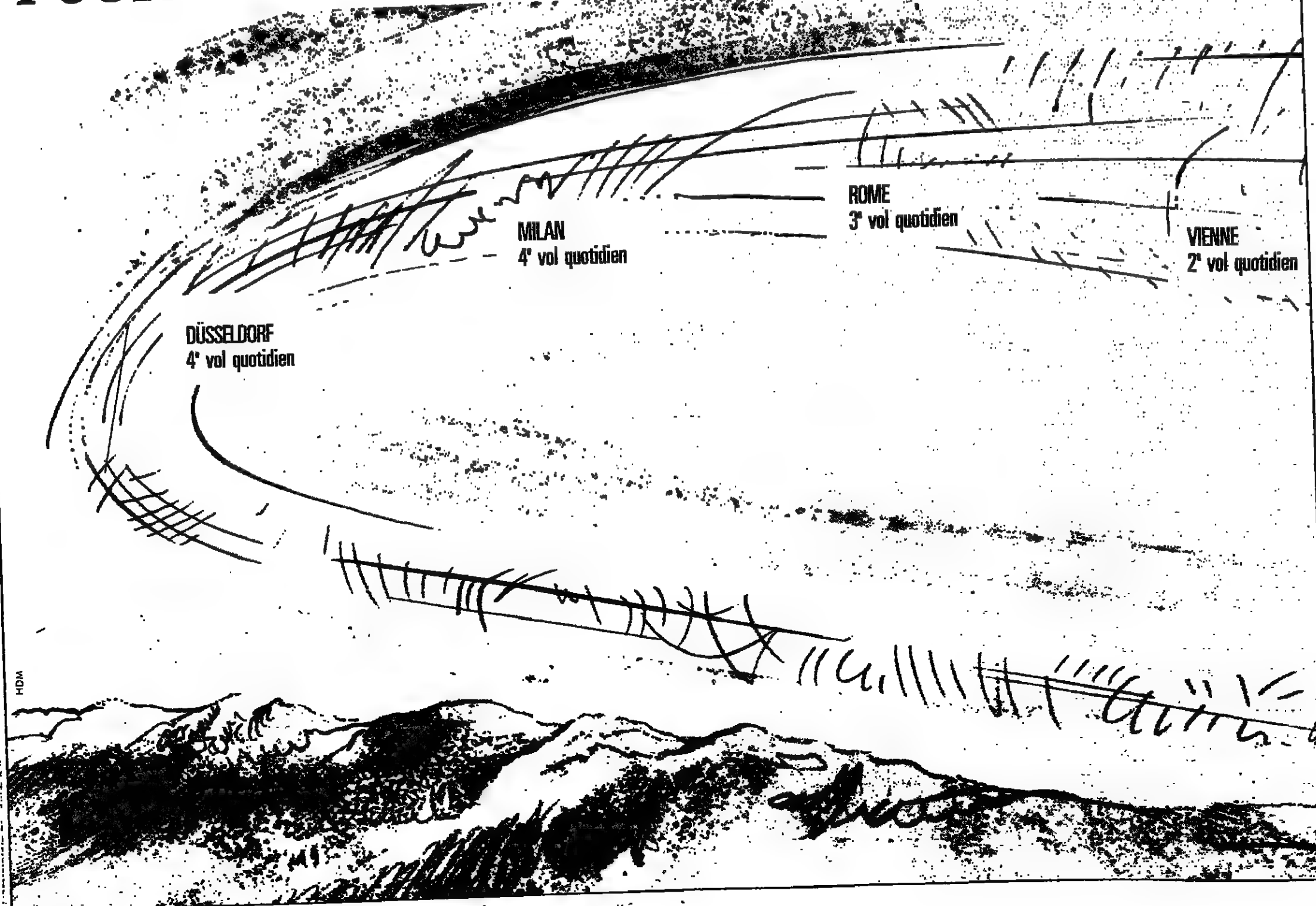
Bien que l'immense majorité des petits porteurs belges aient vendu, tant les cours ont été surévalués, leurs « parts de réserve », c'est-à-dire leurs actions de la Société générale de Belgique, — plusieurs centaines avaient conservé, par attachement mais aussi par curiosité, une action leur permettant de participer, jeudi 14 avril, à l'assemblée générale extraordinaire de la société. Les dirigeants de la « vieille dame » ont mis les petits plats dans les grands pour tenter d'accueillir tout le monde. Ainsi un chapiteau spécial avait-il été tendu à l'arrière du bâtiment de la société et un circuit vidéo mis en place pour permettre aux centaines de journalistes de suivre la partie de poker prévue.

Réunis mercredi soir au domicile de M. René Lamy, le gouverneur de la Générale, MM. Carlo De Benedetti, le patron d'Olivetti, et Renaud de La Genière, le numéro un de Suez, ne seraient pas parvenus à un accord sur le fond.

L'assemblée générale devait débiter par une querelle juridique au sujet des douze millions d'actions nouvelles créées par la Générale de Belgique, la soir même de l'annonce, le 17 janvier, de l'OPA lancée par l'homme d'affaires italien, pour tenter de noyer la participation de celui-ci. La Société générale aurait déposé deux millions de ces douze millions d'actions, et du côté de l'homme d'affaires italien, on estime que ces actions n'ont pas été achetées.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

POUR VOS ALLERS ET RETOURS EN EUROPE,



Économie

CONJONCTURE

Le déficit extérieur comporte des risques évidents
écrit le gouverneur de la Banque de France

« En dépit des progrès réalisés, l'assainissement et la modernisation de l'économie française appellent encore de nouveaux efforts », écrit M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, dans le compte rendu des opérations de l'Institut d'émission qui vient d'être adressé au président de la République.

« L'évolution des transactions avec l'extérieur révèle, en effet, un certain nombre de faiblesses persistantes. Excédentaires en 1986 de 20 milliards de francs, les paiements courants ont fait apparaître, en 1987, un déficit de 27 milliards. Cette dégradation tient, pour l'essentiel, à l'évolution de la balance commerciale. Les échanges de marchandises se sont, en effet, traduits par un déficit de 31 milliards en termes douaniers, qui se compare à un quasi-équilibre en 1986. Alors que le secteur agro-alimentaire a dégagé un excédent plus important qu'en 1986 (30,3 milliards contre 26,7 milliards) et que la facture énergétique s'est réduite de plus de 8 %, le solde industriel a été négatif de 11 milliards, matériel militaire inclus, contre un excédent de 32 milliards en 1986. Toutefois, les exportations industrielles se sont nettement redressées au second semestre.

« L'insuffisance des résultats du commerce extérieur ne saurait être imputée à l'évolution comparée des coûts unitaires et du taux de change vis-à-vis de nos principaux partenaires commerciaux. Elle résulte de la conjonction de facteurs conjoncturels et d'éléments plus structurels.

« En ce qui concerne les aspects conjoncturels, on observe que les ménages ont continué à privilégier leur consommation au détriment de leur épargne, dont la part dans le revenu disponible a nettement fléchi : 12,8 % contre 14 % en 1986. Leurs dépenses ont été soutenues par la poursuite du

développement très rapide des crédits bancaires aux particuliers, qui a accéléré et différé l'effet du ralentissement de la croissance de leurs revenus réels. Au total, la demande intérieure, dont le dynamisme reflète également la fermeté de l'investissement des entreprises, a progressé plus rapidement qu'en RFA (2,5 % contre 2,9 % respectivement) et le volume des importations a augmenté de 6,4 %. Dans le même temps, le volume de nos exportations de produits manufacturés n'a progressé que de 2 %, alors que la demande adressée à la France par l'étranger s'est accrue de plus de 5 %.

Un effort d'épargne

« Mais ces évolutions traduisent, de manière plus fondamentale, les difficultés que rencontre l'offre compétitive pour s'adapter aux changements de la demande, alors même que persiste un sous-emploi important. Malgré la reprise de l'investissement productif observé ces dernières années, un retard subsiste par rapport à nos principaux concurrents. L'aptitude de l'industrie à offrir des produits nouveaux ou de haut de gamme ne lui permet pas toujours de résister à la concurrence particulièrement agressive que déploient les pays les plus dynamiques. Il reste de grands progrès à accomplir pour améliorer la commercialisation des produits français à l'étranger.

« Le développement du capital productif qu'impose la préparation du marché unique européen et le redressement des comptes extérieurs exigent de la part de l'épargne plus intense. Le déficit extérieur, surtout s'il devait être lié au développement de la consommation, comporte à terme des risques évidents. »

Le marché unique de 1993

Le taux zéro de TVA critiqué par la Commission de Bruxelles

Le taux zéro de TVA appliqué pour des raisons sociales par la Grande-Bretagne et l'Irlande sur certains produits de première nécessité n'est pas le meilleur moyen d'aider les personnes défavorisées, estime la Commission européenne dans la dernière livraison du *Journal officiel de la Communauté*, daté du 11 avril.

Ce point de vue sur une des questions les plus controversées du dossier de l'harmonisation des TVA dans la CEE figure dans une réponse du commissaire européen, lord Cockfield, à une question du député européen conservateur Caroline Jackson (Grande-Bretagne).

Le taux zéro « est, sans nul doute, un moyen d'atteindre des objectifs sociaux moins efficaces que les mesures ciblées spécifiquement sur les personnes nécessiteuses », assure le commissaire européen chargé du marché intérieur de la CEE.

La Commission européenne, rappelle lord Cockfield, souhaite harmoniser les taux de TVA dans deux fourchettes (taux normal de 14 % à 20 %, taux réduit de 4 % à 9 %), dans la perspective du marché unique de 1993. L'idée d'un taux zéro n'a pas été retenue.

La Grande-Bretagne a émis de très vives critiques contre ce projet qui l'obligerait à instaurer une TVA

sur des produits qui n'y sont actuellement pas soumis, comme les aliments, les vêtements pour enfants ou les chaussures.

Lord Cockfield souligne que, hormis l'Irlande et la Grande-Bretagne, « les autres États membres sont parvenus à instaurer un système de TVA au champ d'application assez large sans recourir beaucoup à la taxation du taux zéro ».

En compensation, déclare le commissaire, ces pays aident les personnes défavorisées en les faisant bénéficier d'allocations et d'aides spécifiques « dont le rapport coût-efficacité est supérieur à celui des subventions fiscales aux consommateurs ».

En ce qui concerne d'éventuelles dérogations, permettant à certains pays de conserver une TVA zéro sur les produits de première nécessité, lord Cockfield fait une réponse sibylline. La Commission, dit-il, examinera les demandes de dérogation « de manière constructive », à condition, toutefois, que les pays concernés se trouvent « en réelle difficulté ».

Il déclare encore que la Commission tiendra compte des inconvénients engendrés par ces dérogations pour les autres États de la CEE qui n'en bénéficieraient pas.

Les taux pratiqués dans les pays membres de la Communauté (en pourcentage)

	TAUX RÉDUIT	TAUX NORMAL	TAUX MAJORÉ
Belgique	6 et 17	29	25 et 33
Danemark	—	22	—
Allemagne	7	14	—
Espagne	6	12	33
France	5,5 et 7	18,6	33,3 et 28
Grèce	6	18	26
Irlande	0 à 10	22	—
Italie	2 et 9	18	30
Luxembourg	3 et 6	12	—
Pays-Bas	6	19	—
Portugal	8	16	30
Royaume-Uni	0	15	—

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

AVIS AU PUBLIC

Ligne électrique à 4 circuits 225 KV
CAUMONT - GRAND-COURONNE

Enquête publique préalable
à la déclaration d'utilité publique

Il est porté à la connaissance du public que, en application de l'article interprétatif du 8 avril 1988 du M.H., les Préfets des départements de la Seine-Maritime et de l'Eure, ont procédé publiquement à la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la ligne électrique à 4 circuits 225 KV CAUMONT - GRAND-COURONNE se déroulant du 2 mai au 2 juin 1988 inclus, à la demande d'ELECTRICITÉ DE FRANCE - Service national.

L'ouvrage projeté doit traverser le territoire des communes suivantes :
— Département de la Seine-Maritime : GRAND-COURONNE, MOULINEAUX, LA BOUILLE et LA LONDE.
— Département de l'Eure : SAINT-OUEN-DE-THOUVERVILLE, CAUMONT et LA TRINITÉ-DE-THOUVERVILLE.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre ouvert à cet effet aux lieux, jours et heures précitées ci-dessous :

— DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME
Préfecture de la Seine-Maritime : Direction de la réglementation générale et de l'environnement - 1^{er} bureau : du lundi au vendredi de 9 heures à 16 heures.
Mairie de GRAND-COURONNE : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 heures et le samedi de 8 h 30 à 12 heures.
Mairie de MOULINEAUX : le lundi de 8 h 45 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 heures et du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 15 et de 13 h 30 à 17 heures.
Mairie de LA BOUILLE : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 16 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h 30 à 12 heures.
Mairie de LA LONDE : du lundi au vendredi de 10 heures à 11 h 30 et de 16 heures à 18 heures.

— DÉPARTEMENT DE L'EURE
Préfecture de l'Eure : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 13 heures à 16 heures.
Sous-préfecture de HERNAY : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 13 heures à 16 heures.

Mairie de ROUITOT : les lundi et jeudi de 10 heures à 12 heures, les mardi et mercredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures et le vendredi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures.
Mairie de SAINT-OUEN-DE-THOUVERVILLE : les lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14 h 30 à 18 h 30, le mercredi et le samedi de 9 heures à 12 heures.
Mairie de CAUMONT : les lundi, mercredi et vendredi de 17 heures à 19 h 30.
Mairie de LA TRINITÉ-DE-THOUVERVILLE : le lundi et le jeudi de 17 heures à 19 heures.

Pendant la durée de l'enquête, des observations écrites pourront également être adressées au commissaire-enquêteur à la mairie de GRAND-COURONNE, siège de l'enquête, où elles seront tenues au registre d'enquête.

Le commissaire-enquêteur désigné pour conduire l'enquête est M. Gérard GROS, géomètre expert, domicilié 65, chemin de CLERES à MONT-SAINT-AIGNAN.

M. GROS se tiendra à la disposition du public pour y recevoir ses observations aux lieux, jours et heures suivants :

— Mairie de GRAND-COURONNE : le lundi 2 mai, le mardi 17 mai et le jeudi 2 juin 1988 de 14 heures à 17 heures.

A l'expiration du délai d'enquête, toute personne pourra prendre connaissance du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur pendant un an, à compter de la date de clôture de l'enquête dans tous les lieux où un registre a été ouvert au public.
Communication de ce document pourra également être obtenue dans les préfectures de la Seine-Maritime et de l'Eure.

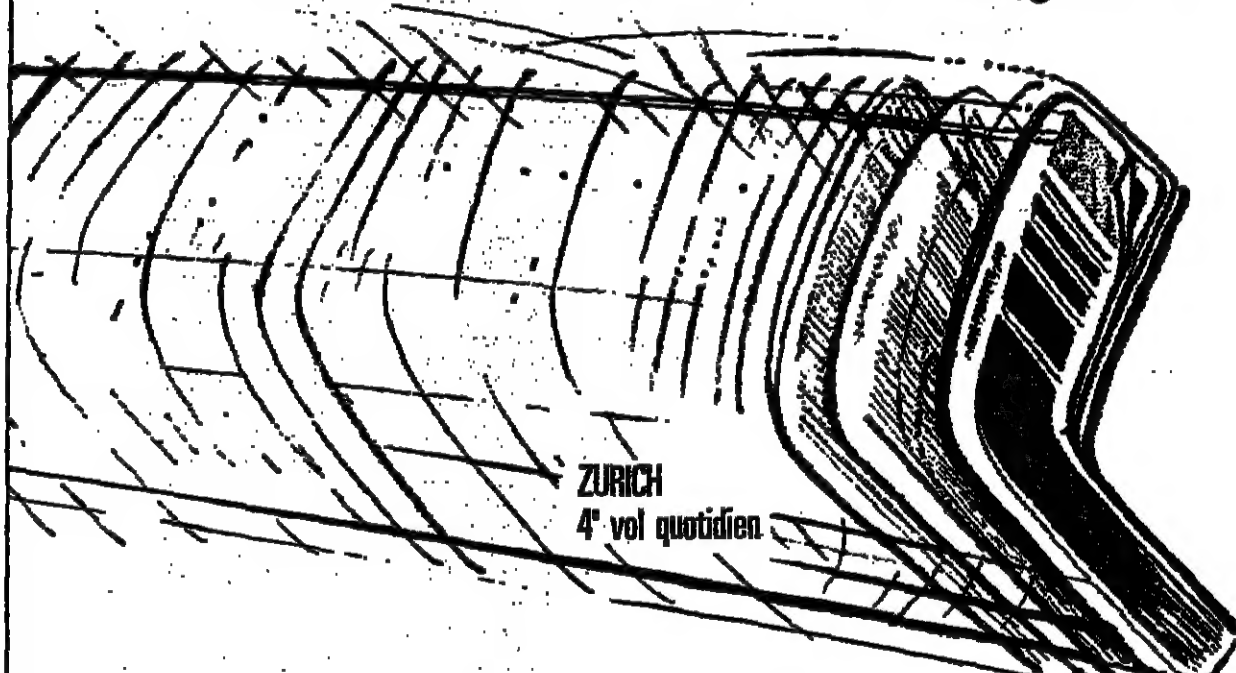
LE MONDE diplomatique LA CIVILISATION LIBÉRALE

par
CLAUDE JULIEN

NUMERO AVRIL - EN VENTE PARTOUT

CHOISISSEZ BIEN VOTRE BILLET.

AIR FRANCE AMÉLIORE LES FRÉQUENCES DE SES LIGNES AFFAIRES EN EUROPE.



La France, et surtout celle des affaires, se doit d'être de plus en plus européenne.

L'efficacité des hommes d'affaires passe bien sûr par leur mobilité. Air France y contribue déjà beaucoup.

Air France dessert déjà 81 villes en Europe au départ de Paris et 22 au départ de la province.

Le fait d'être la compagnie la plus présente en Europe n'est pas suffisant. Air France augmente et aménage encore les fréquences de ses vols et propose à ses passagers affaires un confort, un service et un prix tout à fait compétitifs.

**AIR FRANCE
INNOVÉ**

سكزا من الاجل

BOURSE DU 13 AVRIL

**Cours relevés
à 17 h 31**

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

13/14

VALEURS	% de variation	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours indic.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Précédent	VALEURS	Précédent	Précédent	VALEURS	Précédent	Précédent
Obligations						Etrangères						Horis-cote					
Emp. 5.80 % 77	127 80	7 282				A.E.S.	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
8.00 % 78/83	101 80	7 412				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
10.00 % 79/84	104 20	6 880				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
12.25 % 80/89	106 82	11 440				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
14.00 % 81/83	108 80	9 400				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
15.00 % 82/83	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
16.00 % 83/84	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
17.00 % 84/85	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
18.00 % 85/86	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
19.00 % 86/87	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
20.00 % 87/88	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
21.00 % 88/89	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
22.00 % 89/90	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
23.00 % 90/91	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
24.00 % 91/92	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
25.00 % 92/93	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
26.00 % 93/94	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
27.00 % 94/95	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
28.00 % 95/96	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
29.00 % 96/97	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
30.00 % 97/98	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
31.00 % 98/99	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
32.00 % 99/00	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
33.00 % 00/01	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
34.00 % 01/02	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
35.00 % 02/03	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
36.00 % 03/04	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
37.00 % 04/05	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
38.00 % 05/06	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
39.00 % 06/07	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
40.00 % 07/08	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
41.00 % 08/09	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
42.00 % 09/10	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
43.00 % 10/11	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
44.00 % 11/12	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
45.00 % 12/13	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
46.00 % 13/14	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810 77	1030 77
47.00 % 14/15	114 80	9 182				Alcatel	510	525	510	525		Alcatel	208 80	688 82	Forstner	1810	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Italie : la formation du gouvernement De Mita. 4 L'immobilisation du Boeing koweïtien sur l'aéroport d'Alger. 5 Découverte d'un complot au Bénin. 6 La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan.	8 L'UDF à la recherche d'une nouvelle donne. 10 La campagne de M. Jacques Chirac. 12 Une enquête CNRS-BVA- le Monde sur l'image des candidats. DÉBATS 2 Horizon Elysée.	13 Un projet barriste pour la justice. — M. Le Pen poursuit M. Juquin pour diffamation. 14 Les candidats à l'élection présidentielle prennent position sur la publicité pour l'alcool, le tabac et la vitesse.	26 Cinéma : Traqué, un film de Ridley Scott ; le Dernier Impératrice, de Chan Jialin ; le Festival du film arabe de Paris. 27 Communication : les rémunérations de M. Michel Droit ; Hachette devant le premier éditeur mondial de magazines.	31 La réunion du Groupe des 7, à Washington. 32 Les prévisions douces-amères du FMI. 33 La grève de la SNECMA compromet la livraison des réacteurs. 34 La restructuration mondiale de l'agro-alimentaire. 35-37 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 32 Campus 14 Carnet 30 Loto, loterie 30 Météorologie 29 Mots croisés 29 Radio-télévision 29 Spectacles 28	• Election présidentielle : tous les sondages...TELO • En cas de victoire de F. Mitterrand : quel premier ministre ?...ELEC • Jouez avec le Monde...JEUX Actualité International Campus, Suisse, Abonnements, FNAIM, 3615 Taper LEMONDE

La commission de contrôle tranche le différend PS-CNCL

Archives sonores : utilisation libre à partir du 18 avril

L'utilisation d'archives sonores pour les candidats à la présidence sera « libre » à partir du 18 avril. La commission nationale de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection du président de la République a fait savoir, le mercredi 13 avril, dans la soirée, que la modification interprétative introduite après coup par la CNCL dans les règles qu'elle avait elle-même édictées auparavant comportait, « dès lors qu'elle intervient en cours de campagne [...], le risque d'une rupture du principe d'égalité entre les candidats ».

Pour tenir compte de ce risque, un certain nombre d'émissions étant déjà enregistrées ou en cours d'enregistrement, la commission de contrôle a estimé qu'il convient [...] de n'appliquer la possibilité aussi donnée aux candidats - que pour les émissions qui seront diffusées à partir du lundi 18 avril.

Les foudres socialistes se sont abattues une fois de plus, le 13 avril, sur la Commission nationale de la communication et des libertés. MM. Jack Lang, Pierre Bérégovoy, Lionel Jospin ont dénoncé la décision de la CNCL d'autoriser l'exploitation libre des archives sonores dans les émissions de la campagne officielle. Une décision en apparence anodine mais qui trahit un bien étrange comportement des trize « sages » de l'audiovisuel.

Tout commence le 10 mars, lorsque la CNCL fixe solennellement les règles de la campagne à la radio-télévision. Elle interdit alors aux candidats d'utiliser tout « document faisant intervenir des personnalités sans leur accord écrit ». On ne verra donc pas le Jacques Chirac de l'appel de Cochin contredire le premier ministre candidat de 1988 ou le candidat socialiste de 1981 démentir le président de la République en campagne. A lire le texte publié au Journal officiel, la décision de la CNCL, qui traite de « l'insertion de documents audiovisuels ou sonores » est sans ambiguïté.

Mais le RPR clame son mécontentement. Les organisateurs de la campagne de M. Chirac ont déjà préparé quelques montages d'archives savoureux sur leur adversaire socialiste et demandent à la CNCL de revenir sur sa décision. Les « sages » y consentent le 25 mars, à condition que tous les partis donnent leur accord écrit pour l'utilisation libre des archives. Las,

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les avant-derniers sondages

Divergences sur l'avance de M. Mitterrand

M. François Mitterrand conforte-t-il ou non ses positions à dix jours du premier tour de l'élection présidentielle ? Les estimations des avant-derniers sondages d'intentions de vote, publiés divergent à cet égard. L'enquête réalisée par BVA et publiée, le jeudi 14 avril, dans Paris-Match constate que l'assise du président de la République se réduit, alors que celle effectuée par Louis Harris, qui doit paraître le 15 avril dans l'Express, voit, au contraire, M. Mitterrand consolider son avance sur les autres candidats.

34 % des 1 340 personnes interrogées les 8 et 9 avril par BVA se prononcent en faveur de M. Mitterrand au premier tour de la consultation tandis que 38 % étaient dans ce cas dans l'enquête publiée le 7 avril. Ce recul du chef de l'Etat bénéficie, à gauche, à M. André Lajoinie, qui est crédité de 7,5 % d'intentions de vote, soit son plus haut niveau dans ce baromètre. A droite, M. Jacques Chirac conserve presque intacte son avance sur M. Raymond Barre : le premier ministre obtient 24,5 % des suffrages (au lieu de 24 %) tandis que le candidat de l'UDF recueille 16 % des voix (au lieu de 15 %). Avec 12 % d'intentions de vote (au lieu de 11 %), M. Jean-Marie Le Pen retrouve son meilleur niveau obtenu à la veille de l'affaire du « pain de détail ».

Au second tour, M. Mitterrand l'emporte au terme de deux duels serrés : il recueille 52 % des suffrages dans les deux hypothèses, alors que dans la précédente enquête le président de la République était réduit avec 55,5 % des voix face à M. Chirac et 55 % face à M. Barre.

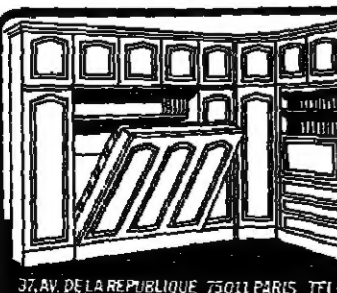
Cette tendance se retrouve dans le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 15 avril, dans le Nouvel Observateur. Le chef de l'Etat, qui

demeure en tête au premier tour, est crédité de 36 % des intentions de vote (au lieu de 37 % dans la précédente enquête). Il devance le premier ministre, qui obtient 23,5 % des suffrages (au lieu de 24 %) et le candidat de l'UDF, qui recueille 17 % des voix (au lieu de 15 %). Ce dernier semble avoir ainsi enrayé la baisse dans les sondages qui l'affectait depuis la mi-mars.

Au second tour, l'écart entre les candidats se réduit, mais l'issue de ces duels demeure favorable à M. Mitterrand. 54 % des 1 000 personnes interrogées par la SOFRES les 8 et 9 avril se prononcent en faveur du président de la République quel que soit son adversaire. La semaine dernière, M. Chirac était battu en recueillant 45 % des intentions de vote, de même que M. Barre, qui était crédité de 44 % des suffrages.

Le sondage réalisé par Louis Harris, les 8 et 9 avril, après de 979 personnes, conforte, au contraire, la position du chef de l'Etat. Dans cette enquête, M. Mitterrand progresse au premier tour en obtenant 40 % des intentions de vote (au lieu de 39 % la semaine dernière) et l'emporte au second, avec 58 % des suffrages (au lieu de 55 %) lorsqu'il est opposé à M. Chirac et avec 57 % des voix (au lieu de 56 %) quand il est confronté à M. Barre. Avec 21 % des intentions de vote, le premier ministre abandonne 2 points au premier tour tandis que le candidat de l'UDF (16 %) en gagne 1. En revanche, le score de M. Le Pen est ramené de 12 % à 10 % des suffrages.

(1) La diffusion des sondages est interdite dans la semaine qui précède le premier tour de scrutin.



LS ASSURENT L'ORDRE... les éléments de rangement EN VRAI BOIS. Nombreuses commodités possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chaise, bureau, table ou lit.

CAPELOU

37, AV. DE LA REPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 4357 36 35 - METRO PARENTIER

La suite de la guerre des affiches en référé

Quand un regret termine un procès

La « guerre » des affiches a bel et bien eu lieu sur nos murs, mais le calendrier de la paix a été fumé, mercredi 13 avril, par les avocats du premier secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste et de M. Jacques Chirac. C'est ainsi que le contentieux à propos de l'affiche de contrebande - « Il arnaque. Oui, c'est Chirac ! » - s'est brusquement aplani le plus aimablement du monde, sous l'œil déboussaie de M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris - ravi de voir les parties en présence renvoyer leurs armes et souscrire à un accord qu'il espère durable.

Et pourtant ! Il s'en est fallu de peu qu'un pugilat judiciaire ne s'engage... Convoqués mardi devant le tribunal siégeant en référé, les avocats de M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste et des dirigeants des sociétés Print-Offset, Promo-Service et Média-Service, s'étaient farouchement refusés à confirmer ou à démentir être les auteurs ou les réalisateurs de l'affiche exhibant un Jacques Chirac, certes bronzé, mais grimé sous un label politique : « Il arnaque ». Pour M^{re} Patrick Devredjian, conseil de M. Chirac, l'affaire était entendue : M. Le Guen, inspirateur de l'affiche diffusée anonymement à dix mille exemplaires, n'y avait sa responsabilité.

Au président Diet, curieux de savoir et demandant avec insistance : « Mais vos sociétés ont-elles imprimé l'affiche ? » - M^{re} Christine Courrége, Francis Terquem et Jean-Marie Burguburu répondaient avec constance : « Nous n'en savons rien », si bien que le président et ses deux assesseurs renvoyaient l'audience à mercredi, demandant aux auteurs et réalisateurs présumés de l'affiche en forme de pastiche de se présenter devant eux.

La démarche fut judicieuse, en tout cas. Mercredi matin, une centaine de papiers du parquet du tribunal de Paris, rendue subitement publique, révélait que M. Jean Bru, responsable de Print-Offset, avait reconnu, devant les policiers, avoir imprimé l'affiche incriminée, à la demande de M. Le Guen.

Dès lors, pourquoi s'en tenir à un flou artistique ? M^{re} Terquem, conseil du premier secrétaire de la

fédération de Paris du PS, admettait sans circonlocutions : « Oui, nous sommes l'auteur de cette affiche. Je crois savoir qu'elle ont été très demandées ; il n'y en a plus en stock. C'était une réponse à des campagnes réciproques ».

En fait de clarté, M. Diet était servi. Mais cela ne pouvait suffire à M^{re} Devredjian, soucieux d'entendre les « regrets » de ses contradicteurs. Après quelques piques - sans lesquelles un procès ne serait pas un procès digne de ce nom - M. Le Guen convint à la barre : « Je regrette effectivement que le débat politique nous entraîne à dire des choses qui peuvent blesser. J'y ai été contraint par la campagne électorale. Il est vrai que nous devrions faire en sorte que les personnes ne soient pas atteintes dans leur honneur ».

« Le tribunal en serait comblé, intervient le président Diet ; il est toujours facile de ridiculiser son adversaire par une plaisanterie ».

Ces regrets exprimés, le tribunal soumit le texte d'un accord aux bellegentils apaisés. Un accord rapidement accepté, aux termes duquel M. Le Guen s'engage à ne plus diffuser l'affiche litigieuse.

LAURENT GRELSAMER.

Sur le vif

SPE (suite)

Je suis un peu découragé, là, aujourd'hui. Un peu tournaboulé, aussi. Je ne sais plus quoi penser. J'ai trois déchéances sous les yeux. Je vous les donne dans le désordre.

C'est un bébé, une adorable fillette de six mois, Marie-Ange. Elle vient d'entrer à l'hôpital de Cambodge. Pourquoi ? Oh ! rien. Son papa, un alcool, il a le vin mauvais, la carabasse à coups de trique, à coups de pied, à coups de poing. Elle a le bras cassé et la tête en bouillie. Trieta ? Oui. Benal ? Non. Ecoutez la suite : si la gamine arrive à s'en sortir, c'est parce que les voisins ont prévenu les flics. Ces voisins, pour ne pas dire uniques. D'habitude, on laisse hurler, on laisse crever les enfants martyrs.

C'est la SPE. Elle a demandé aux différents candidats ce qu'ils comptaient faire pour la protection des animaux. Ils y sont tous allés de leurs programmes : vaccins, tatouages, refuges, lutte contre toute forme de cruauté, projets de loi à la clé.

C'est une entreprise de vente par correspondance à Francfort. Elle propose à des familles adoptives des gosses achetés à des

prêt dans les pays pauvres. Un petit Cambodgien revient à 50 000 F. Un petit Libanais coûte près du double. Et pour un petit Blanc d'origine allemande, faut compter dans les 150 000 F. C'est cher, mais bon, il y a des trucs, beaucoup des énormes dépenses. Livraison rapide et service après-vente garanti. Si le nourrisson est déficient, on peut le renvoyer à l'expéditeur.

Qu'est-ce que vous en dites ? Rien. C'est pas ça qui me terrifie, c'est votre silence. Chaque fois que je vous parle du pipi de chat ou de crottes de chien, vous réagissez au quart de tour. Dès qu'il s'agit d'enfants battus, enlevés, séquestrés, torturés, vous m'écoutez tomber avec un sourire coïté. Elle va pas encore nous arranger avec ses histoires de SPE et de ministères pour les droits de l'enfant ? Tiens, à propos, c'est quoi, exactement, les mesures humanitaires et sociales prévues par son Mimi et son Jacques en faveur de nos pauvres petits touts adorés ? Elle aurait pu le préciser. Si tu lui écris pour l'engueuler.

CLAUDE GARRAUTE.

Déjà inculpé dans l'affaire de la rue de Mogador

Le CRS Gilles Burgos fait l'objet d'une nouvelle plainte

Le CRS Gilles Burgos, gardien de la paix des compagnies républicaines de sécurité, déjà inculpé dans l'affaire de la rue de Mogador, à Paris, a été suspendu mercredi 13 avril par M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité. Cette mesure intervient après une agression commise mardi 12 avril contre un restaurateur de Vélizy (Yvelines).

Ce soir-là, Gilles Burgos fêtait avec des camarades sa toute récente mutation à la CRS de Toulouse. Au moment de régler l'addition, le jeudi 14 avril, la réforme du Loto sportif, qui sera mise en œuvre en juillet prochain. Pour enrayer la baisse des paris (2,5 millions de bulletins validés par semaine, contre 7,5 mil-

lions en 1985), la grille serait ramonée de seize à treize matches, la totalité des gains possibles serait répartie à chaque tirage quel que soit le rang des gagnants. Les numéros de la chance seraient supprimés. Enfin, le montant des enjeux (actuellement de 5 à 1 080 F par grille) pourrait être modifié.

Canal Plus et le Cinq entrent dans le capital de Médiamétrie. — La Cinq et Canal Plus viennent d'entrer dans le capital de Médiamétrie, société d'études d'audience télévisuelle. Ce capital est donc maintenant réparti entre les diffuseurs (35 % entre cinq chaînes, à l'exception de M 6), les publicitaires (35 %) et les autres (radio nationale sauf RTL, INA et dirigeants de Médiamétrie).

L'association Légitime défense, avait d'abord soutenu qu'il avait été menacé par sa victime avant de reconnaître que Lolo Lefèvre lui tournait le dos au moment où il avait tiré.

L'affaire, qui intervenait à un moment où le nouveau ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, avait exhorté les policiers à plus de fermeté, tout en protestant qu'il « convenait » d'avoir provoqué une vive polémique.

Depuis cette affaire, toujours à l'attention, le CRS Burgos, placé sous contrôle judiciaire, avait été muté à la compagnie de Vélizy, près de Paris. Il venait d'être affecté à Toulouse dans le cadre d'un mouvement annuel.

Réforme du Loto sportif

Le président de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), M. Jean-Pierre Teyssier, doit présenter, le jeudi 14 avril, la réforme du Loto sportif, qui sera mise en œuvre en juillet prochain. Pour enrayer la baisse des paris (2,5 millions de bulletins validés par semaine, contre 7,5 mil-

lions en 1985), la grille serait ramonée de seize à treize matches, la totalité des gains possibles serait répartie à chaque tirage quel que soit le rang des gagnants. Les numéros de la chance seraient supprimés. Enfin, le montant des enjeux (actuellement de 5 à 1 080 F par grille) pourrait être modifié.

Canal Plus et le Cinq entrent dans le capital de Médiamétrie. — La Cinq et Canal Plus viennent d'entrer dans le capital de Médiamétrie, société d'études d'audience télévisuelle. Ce capital est donc maintenant réparti entre les diffuseurs (35 % entre cinq chaînes, à l'exception de M 6), les publicitaires (35 %) et les autres (radio nationale sauf RTL, INA et dirigeants de Médiamétrie).

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1988 a été tiré à 504 499 exemplaires

(Publicité)

EN FLANELLE, DOUBLE PANTALON. 189 F ou 219 F EN SERGE EXTENSIBLE

Uniquement pour homme, blazer pure laine, 389 F ; à partir de 990 F un costume en tissu Dormeuil. Pourquoi ces prix inchangés depuis trois ans ? Parce que les Entreprises du Marais vendent en direct les créateurs Guy d'Amboise, Rayon spécial grande et forte, jusqu'à 62. Métro Saint-Sébastien-Froissard, 3 rue du Pont-aux-Choux (37), de 10 heures à 19 heures, sauf lundi matin.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 avril

Expectative

Dans l'attente de la publication à 14 h 30 du montant du déficit commercial américain de février, les investisseurs demeuraient prudents. En fin de matinée, l'indicateur de tendance progressait de + 0,63 %. Hachette emmenait les hausses (+ 7,4 %) après l'annonce de son nouvel investissement américain. Les cotations ont même été pendant quelques instants suspendues en raison d'un décalage trop important des cours. Venaient ensuite Alpi (+ 6,8 %), Merlin Gertin (+ 5,1 %), SFIM (+ 4,6 %) et Eurofrance (+ 3,7 %). En baisse on notait Sodexho (- 6,9 %), CFI (- 3,4 %), Sogefip (- 1,7 %).

Le 20 septembre 1973, à Besançon (Doubs), M. Pierre Chantelat, pharmacien, devient en 1973 le suppléant de M. Pierre Viseur, député (RI) de la première circonscription de la Haute-Saône (Vesoul). Aux élections législatives de 1978, ce dernier ne se représentant pas, ce qui permet à M. Chantelat d'occuper son siège à l'Assemblée nationale. Il renonce à briser un nouveau mandat de député en 1981, après la victoire de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle, abandonnant son siège à M. Christian Bégault (RPR). En 1986, il figure en troisième position sur la liste d'union de l'opposition conduite par ce dernier, liste qui obtient deux sièges. M. Chantelat renonce néanmoins les bancs de Palais Bourbon à la suite de la nomination de M. Bergelin au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports du gouvernement de M. Jacques Chirac.

Maire de Vesoul (Haute-Saône) depuis 1977, M. Chantelat est conseiller général de Vesoul-Ouest depuis 1983. Il conduit la liste d'union de l'opposition aux élections régionales de 1986 et occupe, depuis lors, la première vice-présidence du conseil régional de Franche-Comté.

L'élégance des prix

Couture hommes et femmes. Les grandes marques à des prix incomparables. Ouverts tous les jours de 10 à 18 h. (Dimanche inclus).

CLUB des 10

Paris 8^e : 58, Fg Saint-Honoré (1^{er} ét.) M^{re} Concordie St-Germain-en-Laye : 60 bis, rue de Paris (1^{er} ét.) Lyon 2^e : 5, rue des Arènes (1^{er} étage)

Paris 8^e : 4, rue Marbeuf (1^{er} ét.) M^{re} Alma-Marcos